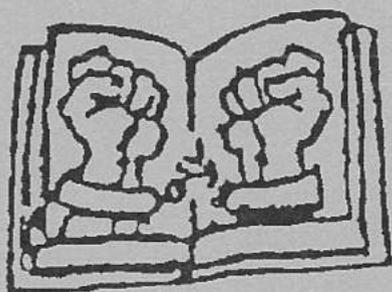


# **Cahiers du mouvement ouvrier**



**C.E.R.M.T.R.I.**  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

**N° 20 - AVRIL 2003 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euros**



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : [cermtri@wanadoo.fr](mailto:cermtri@wanadoo.fr).



## SOMMAIRE

- **Présentation** ..... p. 5
- **Nicole Bossut :**  
**La Révolution française dans les manuels scolaires** ..... p. 9
- **Jean-Jacques Marie :**  
**La famine de 1921 en Russie soviétique :**  
**une vision nouvelle** ..... p. 17
- **Une lettre de B. I. Maguidov à Staline**  
**(10 novembre 1923)** ..... p. 25
- **Mikhail Vassiliev :**  
**L'Opposition de gauche à Leningrad (1927-1929)** ..... p. 33
- **Dimitri Lobok :**  
**La crise des syndicats soviétiques en 1929**  
**(deuxième partie)** ..... p. 41
- **Vadim Rogovine :**  
**L'Union soviétique à la veille de la guerre** ..... p. 49
  - 1. Le pays au régime
  - 2. La situation à la campagne
  - 3. La lutte contre les files d'attente
  - 4. Le développement de l'inégalité
  - 5. Le mécontentement du peuple
  - 6. Les mesures disciplinaires  
pour le renforcement de la discipline du travail
- **Marc Teulin :**  
**Staline et le stalinisme : quelques remarques**  
**sur l'histoire officielle** ..... p. 69
- **Pierre Chevalier :**  
**La Cerdagne, la guerre d'Espagne...**  
**et le POUM (deuxième partie)** ..... p. 85
- **Jacques Puaux :**  
**Jean-Baptiste Clément (1836-1903)** ..... p. 97
- **Alain Chicouard :**  
**Paul Lafargue contre Victor Hugo** ..... p. 107

- Michel Comoy :  
   Sur les pas des insurgés de décembre 1851 ..... p. 115
- Pages oubliées ..... p. 121
  - Léon Blum et la dictature du prolétariat, en avril 1919...
  - Eugène Lintilhac : Le théâtre en France  
   sous la Révolution et l'Empire
  - Anatole France et l'Union sacrée  
   dans la guerre de 1914-1918
- Chronique des falsifications :  
   La question des otages ..... p. 129
- Notes de lecture ..... p. 133
  - Interview de Françoise Morvan (auteur du *Monde comme si*)  
   sur le nationalisme breton
  - Arno J. Meyer : *Les Furies*
  - *Le Mouvement social*, numéro spécial  
   ("Le social en proie à l'Etat soviétique")
  - Maurice Rajsfus : *1953, un 14 Juillet sanglant*
  - Anatol Krakowski : *Le Ghetto dans la forêt*
  - L'ancêtre du Goulag
- Gérard Bloch :  
   La genèse du *Manifeste du Parti communiste* ..... p. 147
- Le *Cahier du CERMTRI* n° 107-108 ..... p. 153
- Les archives du CERMTRI ..... p. 157

# Présentation

**L**ES programmes et les manuels d'histoire qui les mettent en œuvre s'acharnent de plus en plus à mettre entre parenthèses ou (et) à déformer de plus en plus grossièrement un certain nombre d'épisodes essentiels de l'histoire de la France, et tout particulièrement, bien entendu, celle du mouvement ouvrier français et international, et celle des révolutions. C'est pourquoi ce numéro, poursuivant le travail entrepris par Odile Dauphin dans les n<sup>os</sup> 13 et 14, publie un article de Nicole Bossut sur la manière dont la Révolution française est présentée dans nombre de ces manuels, dont le pire est celui de la collection Hathier, dirigée par Jacques Marseille, ancien stalinien devenu, comme bien d'autres de ses camarades d'hier, un disciple du *Livre noir du communisme*.

Dans le fil de cet article, nous publions un extrait d'un ouvrage d'Eugène Lintilhac (membre de l'Académie française au début du XX<sup>e</sup> siècle, et donc peu suspect d'emballements révolutionnaires) publié en 1910 sur le théâtre en France sous la Révolution et sous Napoléon I<sup>er</sup>. Comparaison très éclairante, à partir d'un problème qui n'est qu'apparemment marginal : la Révolution a assuré, en pleine guerre civile et internationale, une liberté d'expression artistique que le Premier Empire s'est empressé d'étouffer et d'étrangler.

On peut placer dans leur continuité, considérée au sens large, les articles de Gérard Bloch sur la genèse du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, de Michel Comoy "*Sur les pas des insurgés de décembre 1851*", de Jacques Puaux sur Jean-Baptiste Clément et celui d'Alain Chicouard sur la charge de Paul Lafargue contre Victor Hugo. Certes, le pamphlet de Lafargue ne brille pas par le sens de l'euphémisme et ses jugements littéraires sont contestables, mais il met l'accent sur un point : l'hugolâtrie politique est alors utilisée contre la constitution du mouvement ouvrier en force politique distincte et indépendante, question tout à fait actuelle.

C'est la même question qui est soulevée sous d'autres formes dans les articles de Gérard Bloch, Michel Comoy et Jacques Puaux.

Ce numéro présente ensuite en détail un livre fort important, qui vient de paraître en France et dont on peut parier que la presse fera le silence sur lui : *Guerre civile et famine en Russie*, de Sergueï Adamets.

De nombreux autres articles éclairent d'autres moments de l'histoire de l'URSS.

La lettre adressée à Staline le 10 novembre 1923 par Maguidov, secrétaire du Parti communiste russe de la région de Poltava, est particulièrement intéressante par ce qu'elle révèle sur l'état d'esprit à la fois d'une couche de la classe ouvrière aux conditions de vie extrêmement pénibles et d'une partie même de l'appareil du parti à ce moment où existe encore l'espoir chez eux d'une révolution en Allemagne, qui les libérerait du carcan de l'isolement.

L'article de Mikhaïl Vassiliev apporte des éléments jusqu'alors inconnus sur le combat de l'Opposition de gauche à Leningrad en 1927-1928.

La deuxième partie de l'article de Dimitri Lobok achève la narration, commencée dans le n° 20, de la subordination totale de l'appareil des syndicats à la politique de Staline au début de la collectivisation et de l'industrialisation.

Le texte de Marc Teulin sur Staline et le stalinisme tente de répondre à quelques-uns des arguments avancés par l'histoire aujourd'hui officielle sur la prétendue continuité entre léninisme et stalinisme.

La série de textes de Vadim Rogovine, extraits de son dernier ouvrage paru en Russie : *La Fin signifie le commencement*, rédigés définitivement par sa femme, Galia, fournit une image encore jamais donnée de façon aussi précise et aussi riche sur l'URSS à la veille de la guerre, et surtout de la politique de l'appareil stalinien contre la populations laborieuse.

Nous publions la deuxième partie de l'étude de Pierre Chevalier sur le POUM en Cerdagne, qui illustre la pression énorme exercée sur toute organisation se voulant indépendante de la politique dictée par Staline et par la City de Londres.

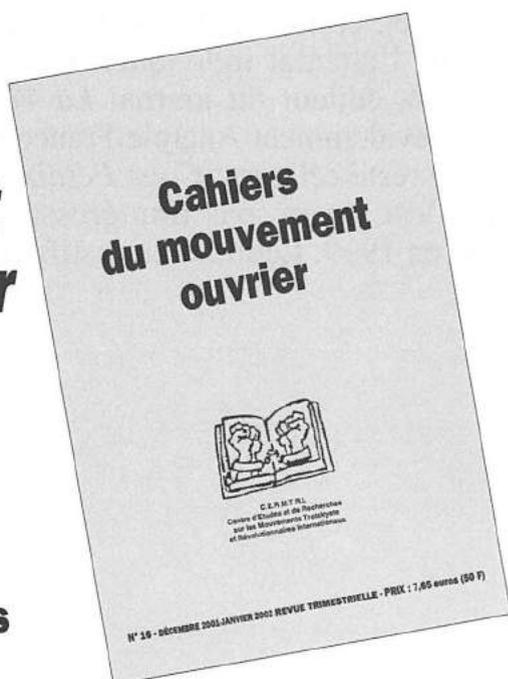
La boucle ouverte par l'article de Nicole Bossut se referme avec l'interview de Françoise Morvan, auteur du livre, soigneusement passé sous silence, *Le Monde comme si*. L'éclairage qu'elle jette sur les autonomistes et nationalistes bretons, leurs origines, leurs fins, leurs moyens, ne peut que gêner tous les partisans de l'Europe des régions, encouragée et financée par l'Union européenne.

Dans les "Pages oubliées", nous republions l'une des nombreuses lettres ultra-chauvines adressées pendant la Première Guerre mondiale par Anatole France à un certain nombre de correspondants, en

particulier, comme celle-ci, à Gustave Hervé, ancien anarchiste partisan de l'attentat individuel devenu brutalement un spécialiste du cocorico, éditeur du journal *La Victoire*, avant de publier en 1938 (ce qu'évidemment Anatole France ne pouvait deviner) une brochure au titre resté célèbre : *C'est Pétain qu'il nous faut*.

Il n'est, enfin, pas inintéressant aujourd'hui de rappeler comment, en 1919, Léon Blum justifiait la "dictature du prolétariat".

# Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier



- Abonnez-vous.
- Les dix-neuf premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 19) : 65 euros.

## ***Cahiers du mouvement ouvrier***

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **7,65 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **27,50 euros**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13     à partir du n° 14     à partir du n° 15  
 à partir du n° 16     à partir du n° 17     à partir du n° 18     à partir du n° 19  
 à partir du n° 20

Commande du (des) n° (nos) : .....

Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)

La collection des nos 1 à 19,  
vendue au prix de 65 euros + 7,65 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI  
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)  
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**La Révolution  
française  
vue par  
les manuels d'histoire**

**(Nicole Bossut)**



# Comment six manuels d'histoire, édités en 2001 pour les classes de seconde en application des programmes Bayrou allégés en 2000, traitent de la Révolution française...

**M**ON analyse repose sur l'examen de six manuels : Hachette, Hatier (collection J. Marseille), Bréal, Bordas, Magnard, Nathan.

L'appauvrissement des contenus marche de pair avec une "idéologisation" croissante.

Il s'agit moins d'exposer des faits et d'en proposer des explications éventuellement controversées que d'imposer des interprétations dictées par un double pré-supposé : l'horizon du capitalisme est indépassable et le bonapartisme est le plus beau produit de la Révolution française, les anticipations démocratiques de 1793 ayant été discréditées par la folie des massacres de la Terreur.

Nos lycéens seront d'autant moins armés pour récuser ces conclusions dictées par la pensée unique régnant aujourd'hui qu'ils auront été privés de la connaissance factuelle indispensable à toute démarche critique.

## Une vision idéaliste de l'histoire

Une première constatation s'impose : il s'agit sans doute de mieux prémunir la jeunesse contre toute interprétation matérialiste de l'histoire ; **on réduit donc à la portion congrue l'étude des conditions matérielles d'existence.** A une seule exception près (Magnard, qui fait une brève allusion au maintien de la jachère et à la rareté des prairies artificielles), ces manuels omettent de préciser en quoi le développement de l'agriculture était bloqué, pourquoi la hantise de la disette pesait sur les masses pauvres des villes et des campagnes ; les méthodes de culture sont systématiquement ignorées, la répartition de la propriété rarement évoquée, les modes d'exploitation (fermage ou métayage) jamais. Rien sur l'insuffisance des routes et des moyens de transport, qui rendait très difficile la lutte contre la disette : si une

11

province venait à souffrir d'une mauvaise récolte, elle pouvait difficilement y remédier en s'approvisionnant dans la province voisine, car le prix du grain doublait au bout de 100 kilomètres de convoi terrestre. Rien sur la multiplicité des péages, sur les douanes intérieures, sur la diversité des unités de mesure de poids et de volume, sur tout ce qui faisait obstacle à l'unification d'un marché intérieur et que s'apprêtait à balayer la Révolution, en attendant que la révolution industrielle lui donne ses infrastructures matérielles.

Un des aspects révolutionnaires de l'*Encyclopédie* de Diderot, c'était précisément cet accent mis, et pour la première fois en France, sur l'importance de l'équipement technologique comme facteur de progrès ; les très belles planches gravées qui accompagnaient les notices très précises consacrées aux différents métiers, ainsi qu'à l'agriculture, ont souvent illustré nos manuels anciens ; on ne les voit plus dans aucun des manuels édités en 2001.

## La réalité sociale de l'Ancien Régime est escamotée

Il ne suffit pas de dire que cette société était fondée sur le privilège lui-même garanti par le roi pour que nos lycéens comprennent combien cette haine du privilège a pu mobiliser d'énergies au service de la Révolution. Encore faudrait-il en donner une présentation concrète. Nos anciens manuels prenaient la peine de détailler les privilèges fiscaux de la noblesse, du haut clergé, les fonctions honorifiques qui leur étaient réservées ; ils énuméraient et expliquaient en quoi consistaient les droits féodaux, qui ont jeté les paysans à l'assaut des châteaux et des études notariales en juillet 1789. Nos manuels modernes donnent dans le "light" : un seul manuel propose un tableau de ces droits féodaux (Bordas). Quant à Magnard et à Bréal, ils confondent droits féodaux (dus à des propriétaires privés, les seigneurs) et impôts (dus au roi). Faute de disposer de ces informations, nos lycéens seront inca-

pables de comprendre les cahiers de doléances, qui figurent assez souvent en fin de chapitre.

## La réalité politique de l'Ancien Régime est également escamotée

Bréal ose cette phrase : l'absolutisme était plus "*théorique que réel*". L'enfermement de Diderot à Vincennes, le supplice du chevalier de La Barre, mis à mort pour avoir refusé d'ôter son chapeau au passage d'une procession et surtout condamné pour ses lectures "*impies*" (le *Dictionnaire philosophique*, de Voltaire), autant de faits significatifs qui sont jetés aux oubliettes.

Et tous d'alléguer "*les lois fondamentales du royaume*" comme freins à l'absolutisme ! En réalité, lesdites lois se réduisaient à deux : transmission de la couronne au premier héritier mâle, défense du catholicisme comme religion d'Etat. Nathan y ajoute deux inventions de son cru : le consentement des sujets à l'impôt (alors que ce fut la première revendication des états généraux) et le droit pour les parlements d'"amender" les édits royaux ! Double contresens, qui en dit long sur la méconnaissance de notre histoire politique, sur le travestissement auquel sont soumises les notions de base de la démocratie.

Les provinces les plus tardivement rattachées à la couronne, comme la Bretagne, avaient obtenu effectivement le droit de négocier le montant global de l'impôt qu'elles verseraient désormais au roi, mais cette négociation était menée par les "Etats" de la province, eux-mêmes contrôlés par les privilégiés ; en fait de "consentement des sujets à l'impôt", il s'agissait d'une âpre négociation entre le roi et les privilégiés des provinces quant au partage des prélèvements dont feraient les frais les masses populaires, nullement appelées à donner leur consentement en l'occurrence. La noblesse de Bretagne avait intérêt à voir diminuer la masse fiscale destinée au roi,

ce qui augmentait d'autant la part destinée à lui revenir sous forme de redevances diverses à prélever sur le peuple breton. La défense des "libertés bretonnes" s'identifiait ici avec la défense des privilèges de la noblesse et du clergé (ce que les autonomistes d'aujourd'hui, chantres de ces "libertés", ont trop tendance à oublier).

Quant au prétendu droit des parlements d'amender les édits royaux, il se limitait au droit de remontrance ; ces "*respectueuses remontrances*" ne liaient nullement le roi, celui-ci ayant la possibilité d'imposer l'enregistrement de son édit sans modification par la tenue d'un "lit de justice".

## Le rôle des masses dans l'histoire : masses aveugles ? manipulées ? criminelles ?

Selon Trotsky, une révolution, c'est d'abord l'irruption des masses sur la scène de l'histoire quand elles prennent en main la défense de leurs intérêts. Les historiens qui ont étudié sérieusement la Révolution française ont établi une foule de faits qui permettent de ratifier ce jugement. La plupart de nos manuels semblent l'ignorer et préfèrent mettre en scène des masses aveuglées, ou inconscientes, ou détestables par leur goût immodéré de la violence, au mieux des instruments dociles de leaders ambitieux.

Selon Nathan, le scénario révolutionnaire a été écrit par "*tous ceux qui étaient dépassés par les événements plus qu'ils ne les maîtrisaient*".

**La prise de la Bastille ?** "*Une émeute victorieuse sans véritable combat*", selon l'historien J.-P. Bois, complaisamment cité par Bordas, qui oublie de mentionner la centaine de morts, artisans et boutiquiers du faubourg Saint-Antoine, couchés au pied des redoutables murailles. Une insurrection sans motif rationnel, insinue Bréal, qui signale la concentration de troupes rappelées au-

tour de Paris sur l'ordre du roi : "*Le roi va-t-il user de la force contre les députés et le peuple ? Beaucoup le croient*" (souligné par nous). Or aucun historien sérieux ne met en doute la volonté du roi de remettre en cause par l'affrontement armé les concessions verbales qu'il avait faites en juin-juillet 1789 au principe révolutionnaire de la souveraineté de l'Assemblée constituante.

La violence exercée par les masses est rarement présentée comme une réponse à une menace bien réelle, émanant de la contre-révolution, voire du pouvoir établi depuis 1789. Hachette "oublie" d'évoquer la fusillade du Champ-de-Mars du 17 juillet 1791, ordonnée par l'Assemblée constituante, exécutée par La Fayette, et dont furent victimes de paisibles sans-culottes porteurs d'une pétition républicaine. Seuls deux manuels (Magnard et Hachette) reproduisent la carte classique montrant qu'en 1793 la République était menacée de disparition devant l'offensive conjuguée des armées étrangères, de la Vendée et des révoltes "fédéralistes" (girondines) à Bordeaux, en Normandie, à Lyon. Dans ces conditions, les justifications de la Terreur formulées par Saint-Just ou Robespierre (et assez souvent citées) apparaîtront sans consistance. Ainsi, se trouve disqualifiée la répression révolutionnaire menée au nom du salut public : elle n'est plus qu'un "*instrument de pouvoir*" au service des ambitions de Robespierre (Hachette). Un seul manuel qualifie comme il convient les événements de Vendée (une "*contre-révolution*", dit Magnard), tandis que Nathan invite les élèves à s'en remettre au témoignage intéressé de M. de La Rochejaquelein, pour qui la participation des nobles au soulèvement fut affaire de "*sentiment*", "*d'opinion*", nullement un calcul politique visant à exploiter les passions religieuses des paysans au profit du rétablissement de l'Ancien Régime. Ici triomphe l'histoire "révisionniste" de J.-C. Martin, selon qui le Comité de salut public a établi la terreur à partir d'une vision fantastique d'un complot imaginaire. Or, dans un ouvrage qu'on peut aisément retrouver dans toute bonne bibliothèque (*La Vendée et les Vendéens*,

collection Archives), l'historien C. Petitfrère a cité intégralement ce programme de la contre-révolution vendéenne, que trop d'historiens feignent d'ignorer. Il prévoyait de rétablir les droits féodaux, le catholicisme comme religion d'Etat, la royauté de droit divin. Evidemment, ce programme ne fut pas divulgué auprès de la piétaille vendéenne, qui croyait se battre pour "*la Vierge et le Sacré Cœur*". Mais M. de La Rochejaquelein le connaissait parfaitement.

## Sans-culottes, girondins et montagnards

La majorité des manuels explique incomplètement l'enjeu du conflit meurtrier entre les girondins et les montagnards.

Il est indispensable d'expliquer que les premiers furent éliminés de la Convention le 2 juin 1793 (événement capital qu'oublie totalement Magnard !) sous la pression d'une manifestation de sans-culottes, qui les jugeaient incapables de sauver la République en danger ; il est juste de dire que les montagnards s'allièrent aux sans-culottes pour des raisons **politiques**, parce qu'ils comprirent que, sans leur appui, ils ne pourraient sauver la République, menacée par l'invasion étrangère et par l'insurrection de Vendée.

Mais cette alliance tactique et **provisoire** entre les montagnards et les sans-culottes ne s'est pas imposée sans mal ; il y fallut six mois de pétitions, de manifestations, à l'issue desquelles les sans-culottes firent prévaloir et inscrire dans la loi leur droit à l'existence : notamment au moyen de la loi du "maximum" (contrôle des prix) et de la terreur exercée concomitamment sur les marchands. Maximum et terreur auxquels se **résignèrent** les montagnards en septembre 1793, après que les sans-culottes eurent envahi la Convention le 5 septembre (fait décisif omis par tous les manuels). C'était la rude manière, "*plébéienne*" selon l'expression d'Engels, par laquelle le petit peuple parisien rappelait aux députés qu'ils devaient rendre des comptes à ceux qui les avaient élus.

Magnard a raison d'écrire : "*Pendant un an, les montagnards ont poussé la Révolution plus en avant en votant des mesures d'anticipation sociale*"... mais il aurait fallu préciser qu'ils y furent **contraints** par la mobilisation populaire. Leçon du passé qu'il importe de dissimuler ! Quant aux autres manuels, ils escamotent purement et simplement cette mobilisation populaire et défigurent le rôle des leaders populaires, de ceux que leurs adversaires ont appelé les "*Enragés*" : Nathan les exécute moralement en réduisant leur programme au seul aspect terroriste : "*Ils veulent toujours plus de têtes.*"

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que la célèbre pétition de Jacques Roux (demandant aux montagnards d'ajouter un article à la Constitution de juin 1793 pour garantir le droit des pauvres à l'existence malgré l'oppression exercée par les riches) ait disparu de tous les manuels, sauf un (Hatier). Les "*Enragés*" n'apparaissent donc qu'au moment où ils sont guillotins, demandez-vous pourquoi ?

On ne s'étonnera pas non plus que **la Constitution de 1793 soit souvent citée amputée** de son article 35, celui qui prescrit le droit et le devoir d'insurrection quand les droits du peuple sont violés. Rappel inopportun en ces temps où la démocratie politique est quotidiennement bafouée !

## Un grand oublié : le pape !

Les manuels signalent bien qu'il a condamné la Constitution civile du clergé (qui prétendait mettre l'Eglise de France au service de la Révolution au moyen de l'élection des évêques et des curés), mais ils omettent tous, sans aucune exception, de rappeler qu'il a **condamné la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** et cette "*détestable*" liberté d'opinion qu'elle a proclamée. Tous feignent d'ignorer qu'il fut l'inspirateur moral et politique de la contre-révolution européenne et intérieure.

Une telle dénaturation de la vérité historique obéit à un impératif politique

bien précis : il s'agit de ménager l'Eglise catholique de notre temps, qui, par la voix de son archevêque de Paris notamment, ose affirmer l'origine chrétienne des droits de l'homme. La charité en Jésus-Christ étant confondue avec la citoyenneté, on tentera de convaincre la jeunesse que la meilleure façon de défendre ses droits consiste à s'en remettre à une quelconque ONG caritative...

## Qu'est-ce que la "modernité" ?

Non pas le réseau dense des communes, celui des départements, tous gérés par des administrateurs élus (fait majeur complètement occulté par Hachette), mais... le renforcement de la pression étatique établi grâce à ses **préfets** par Bonaparte, promu défenseur de la Révolution nonobstant la liquidation des libertés politiques, la multiplication des polices, l'écrasement des jacobins victimes de provocations... Hatier écrit tranquillement : l'Empire, c'est "*le retour à l'ordre dans le respect des principes de 1789*".

L'adulation bonapartiste atteint un sommet chez Magnard, pour qui la Constitution de l'an VIII (celle qu'un plébiscite a ratifiée au lendemain du coup d'Etat) **confirme** les grands principes révolutionnaires : **la souveraineté nationale, le suffrage universel !**

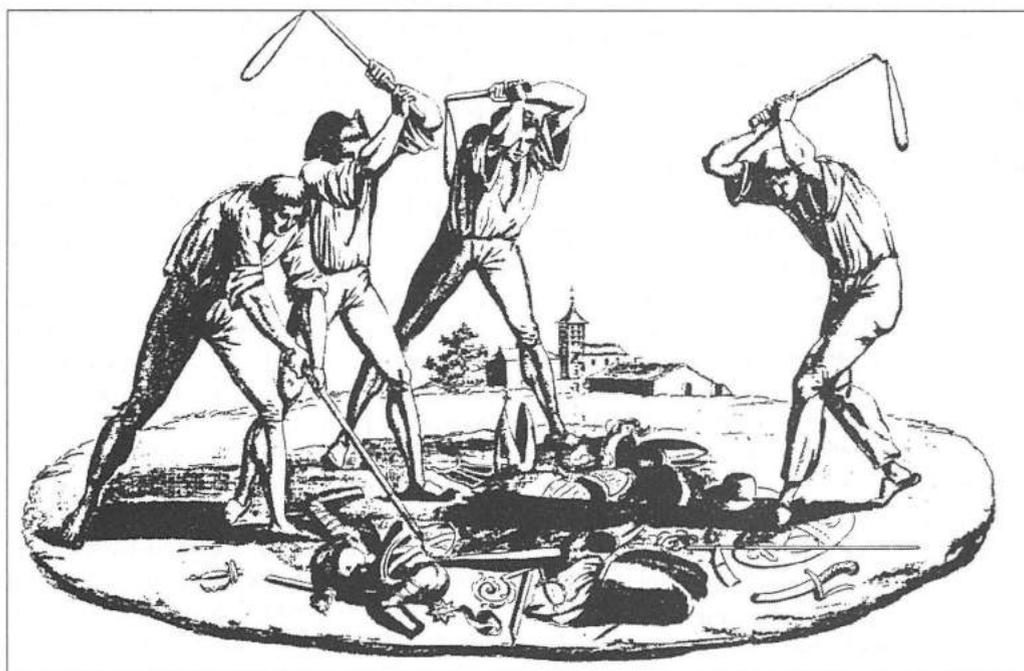
Rappelons de quelle manière Bonaparte avait respecté le principe du suffrage universel dans cette Constitution : les citoyens étaient appelés à désigner les "notables" de leur département, sélectionnés selon des critères très précis de fortune et de fonction ; Bonaparte se réservait de puiser dans cette liste départementale de notables les administrateurs dont il avait besoin !

Rappelons que le principe de la souveraineté nationale fut proclamé dès juin 1789, quand les députés jurèrent de rester unis jusqu'à ce qu'ils aient établi une nouvelle Constitution pour la France, approfondi en 1792 avec l'établissement de la République une et indivisible, et en juin 1793, quand fut mis en pratique,

puis théorisé, le droit à l'insurrection contre les députés qui violent les droits du peuple. Dans son déroulement même, et sous le fouet de la nécessité, la Révolution a sans cesse enrichi cette notion capitale de souveraineté nationale : représentation des citoyens par des députés **élus discutant librement et adoptant les lois**, délégation des pouvoirs constitutionnels et législatifs à des "représentants" qui doivent rendre compte de leur mandat, ce qui implique le droit pour les citoyens de se réunir, de débattre, donc une presse libre, des clubs, des "sociétés populaires"... Ces conquêtes de la démocratie politique ont été rongées dès le lendemain de la chute de Robespierre, avant d'être définitivement abolies par Bonaparte. Bonapartisme et démocratie, donc souveraineté nationale, sont antinomiques, c'est une "leçon de l'histoire" qui était assez clairement mise en lumière dans nos manuels d'il y a vingt ou trente ans, c'est ce que nos lycéens n'ont plus le droit de savoir à l'orée du vingt et unième siècle.

Il n'est pas question de mythifier ici la valeur des anciens manuels ; comme à toutes les époques, les enseignants consciencieux ont dû rétablir la vérité historique contre des affirmations approximatives, voire erronées. Mais ce qui s'est imposé comme une vulgate nouvelle dans le domaine de l'enseignement secondaire de l'histoire illustre les effrayants progrès d'une entreprise totalitaire qui vise à décerveler la jeunesse, à la priver des repères que peut apporter la connaissance exacte du passé, afin de mieux la soumettre aux mensonges des maîtres de l'heure. La V<sup>e</sup> République s'apprête à brader la souveraineté nationale sous prétexte de mondialisation. Camoufler la nature des forces sociales (au premier rang desquelles le petit peuple de Paris) et discréditer les moyens grâce auxquels la nation souveraine a pu triompher face à toute l'Europe coalisée en 1793, ce n'est pas seulement dénaturer l'histoire, c'est servir un projet politique : effacer le souvenir des combats démocratiques, afin de liquider les dernières formes subsistantes de démocratie pour que règnent sans entrave les spéculateurs.

Nicole Bossut



Allégorie sur l'abolition des privilèges (4 août 1789).

**Une nouvelle vision  
de la famine  
de 1921-1922  
en Union soviétique**

**(Jean-Jacques Marie)**



## Une famine assassine

**L**E démographe Sergueï Adamets a publié aux éditions de l'Institut d'études slaves un volume qui modifie sérieusement la vision traditionnelle, chez les historiens officiels, de l'effrayante famine de 1921-1922, qui a ravagé tout le sud de la Russie. Les historiens officiels expliquent tous, en gros : cette famine est due à la politique de réquisition et de répartition du ravitaillement instaurée par les bolcheviks pendant le communisme de guerre. Le livre de Sergueï Adamets met à mal cette vulgate.

### Les famines de l'époque tsariste

L'auteur commence par une étude des (fréquentes) famines sous l'Ancien Régime tsariste : dans la région de la Volga en 1872-1873, dans toute une série de régions du centre et du sud de la Russie, ainsi que de l'Oural, en 1874, en 1880-1881 dans la région de la Volga et du Caucase du nord en 1883-1884, en 1891 dans la région de la Volga, de l'Oural et du Caucase du nord, en 1906 et 1911 dans les mêmes régions et en 1909 dans les régions kazakhes. Un bilan et un héritage assez accablants, à propos desquels Sergueï Adamets note : "Comparées à la fréquence et à l'étendue des fa-

*mines sous l'Ancien Régime, les exportations céréalières de grande ampleur de la Russie apparaissent surprenantes et inattendues"* (p. 15). Sergueï Adamets commente avec un sens aigu de la formule soigneusement balancée : "Nous sommes apparemment devant un phénomène de lien entre des exportations trop excessives et les famines... Ces observations, ajoute-t-il, servaient probablement à justifier l'hypothèse selon laquelle les famines constituaient le prix à payer pour entrer dans le marché européen" (pp. 15-16).

Le grenier à blé de l'Europe tant vanté par les émigrés, les Soljenitsyne et autres nostalgiques de la Russie tsariste, prend ici une couleur assez sinistre. Ainsi, Staline, lorsqu'il exportait du blé à la veille de la famine de 1932-1933, se situait, là encore, dans une bonne tradition tsariste...

Ces famines s'accompagnaient d'épidémies, qui ravageaient la population. "Déjà meurtrières dans les années normales, écrit Sergueï Adamets, les épidémies se propagent de manière encore plus large par les années de mauvaise récolte et de famine" (p. 33). Les famines de 1891 et de 1909 sont marquées de plus par un développement foudroyant du choléra, "qui fit globalement autant de ravages parmi la population que la famine elle-même" (p. 33).

## Le choc de la guerre

C'est donc cette Russie en proie aux famines et aux épidémies régulières, qui n'empêchaient pas, on l'a vu, des exportations massives de blé vers l'Europe, que la guerre frappe de plein fouet et disloque peu à peu. Plus que la baisse réduite de la production agricole, qui a essentiellement touché la région de la Volga et le Caucase du nord, c'est d'abord la paralysie des transports qui provoque la crise du ravitaillement. La guerre civile et l'effondrement de la production industrielle qui en découle aggravent encore la situation. Mais Adamets souligne : *"Lors de la guerre civile, et plus précisément entre 1917 et 1919, la crise agricole s'est aggravée encore plus. Cependant, la baisse globale de la production agricole paraît dérisoire, comparée à la débâcle industrielle. La récolte de 1919 n'est que de 8 % inférieure à celle de 1917"* (p. 47). D'après lui, cette baisse de la production *"est plutôt due à l'abolition des grandes propriétés foncières et à l'incapacité des paysans à mettre en exploitation rentable de nouvelles terres"* (p. 61).

Sergueï Adamets rappelle que la politique de réquisition a été introduite par le gouvernement tsariste dès 1916 et que, dès le 15 mars 1917, le gouvernement provisoire (très bourgeois !) du prince Lvov a introduit le monopole de l'Etat sur les céréales. Mais, souligne-t-il, *"les premiers mois qui suivent la révolution d'Octobre, les bolcheviks abandonnent la politique d'approvisionnement. Les villes sont laissées libres de s'assurer le ravitaillement, alors que l'armée régulière se dissout spontanément. Les détachements ouvriers rôdent partout entre les villes et la campagne à la recherche de stocks alimentaires. Ce n'est qu'au printemps 1918 que le nouveau pouvoir, confronté à une véritable famine urbaine, prend des mesures d'urgence. Il confirme le monopole de l'Etat sur la production céréalière, les prix fixes et les réquisitions"* (p. 64).

Ces premières mesures sont suivies de la proclamation de la dictature alimentaire de l'Etat, le 9 mai 1918, et de

la constitution, le 11 juin 1918, des comités de paysans pauvres lancés à la chasse aux stocks. Mais, souligne Adamets, réfutant une idée très largement répandue, *"l'ampleur des réquisitions apparaît très faible en 1918-1919"*, et il ajoute : *"Il est clair que, par leur ampleur, les réquisitions ne pouvaient ni amener la famine, ni ruiner l'économie des paysans. Au contraire, le marché noir et spéculatif offrait à ces derniers des avantages largement supérieurs aux frais à payer"* (p. 65). En tout cas, pour ceux qui avaient à vendre des excédents en nombre, Adamets pose la question : *"Pourquoi donc l'Etat s'est-il avéré être si peu efficace ?"* Est-ce un manque de moyens ? Sa réponse fera sursauter bien des historiens et publicistes, qui, pour cette raison, passeront certainement son livre sous silence, puisque la vulgate consiste à dénoncer les violences dont les bolcheviks se seraient rendus coupables massivement à l'égard des paysans : *"La réponse est, semble-t-il, dans son manque de motivation. Le pouvoir soviétique ne voulait pas confisquer les excédents, de peur de détourner les sympathies des paysans pendant la guerre"* (pp. 65-66).

### **"La politique de l'Etat va au secours des populations les plus pauvres"**

Soulignant que *"la politique de l'Etat va au secours des populations les plus pauvres"* (p. 111), il définit la politique du gouvernement bolchevique par trois objectifs : *"Prendre tous les excédents disponibles de la production agricole, redistribuer les produits accaparés parmi les populations nécessiteuses des villes et des campagnes à des prix inférieurs à ceux du marché et interdire, sinon réduire, le commerce libre et spéculatif"* (p. 98). Ne peut-on dire que c'est là, dans une situation exceptionnellement difficile, ce qui distingue un gouvernement au service des capitalistes et du capital et un gouvernement qui, fût-ce en

commettant des erreurs, considère comme prioritaire la défense des intérêts de la population laborieuse ?

Aussi la famine touche-t-elle peu les campagnes (sauf celles du nord, à la production agricole très réduite pour des raisons climatiques évidentes). *“Dans la majorité des gouvernements (provinces), écrit Adamets, les rations journalières pour un adulte du sexe masculin oscillent entre 3 250 et 4 500 calories”* (p. 75). En revanche, *“dans les localités urbaines, les rations journalières varient entre 2 000 et 3 000 calories”* (p. 75).

## Cinq cartes de rationnement par personne

Le gouvernement bolchevique a instauré un système de cartes de rationnement, réparties en quatre catégories en fonction de la pénibilité et de la nature du travail : les rations de la catégorie la plus basse, la quatrième (“bourgeois”) étant très basses, insuffisantes pour survivre, de nombreux historiens y dénoncent une forme de “génocide de classe”. Mais deux faits soulignés par Adamets permettent de corriger très sensiblement la portée réelle de cette distinction :

— si l’on prend Petrograd, l’une des villes où l’application de la différenciation entre les catégories était la plus stricte, 87 % des rations étaient de première et deuxième catégories, 12 % de la troisième... et 1 % seulement de la quatrième ;

— et surtout, souligne Adamets, *“le nombre de cartes de rationnement a atteint un chiffre astronomique. Pour les seuls gouvernements de la Russie d’Europe, l’armée exclue, il y avait 37,5 millions de cartes en circulation, soit cinq fois plus que la population urbaine de ces régions. Les parents enregistraient en effet les naissances dans plusieurs arrondissements ou organismes et obtenaient deux ou trois cartes à la fois. Les familles des recrutés faisaient le maximum pour continuer à valider leurs cartes de rationnement. Personne*

*n’avait intérêt à déclarer les décès...”* (pp. 76-77).

Certes, tout le monde n’avait pas cinq cartes de rationnement, même s’il y en avait en moyenne cinq par habitant des villes, mais il n’y avait que de rares individus — s’il y en avait ! — qui ne disposaient que d’une seule carte. Certains, avec ce système multicartes, pouvaient même se payer le luxe de revendre au marché noir une partie de ce qu’ils touchaient.

Résultat, *“la consommation des familles associées à la classe bourgeoise fut aussi élevée que celle des groupes privilégiés, et cela en dépit des inégalités sociales causées par le rationnement par cartes”* (p. 117).

La politique de réquisition se met en place lentement : *“Ce n’est qu’à partir de l’année agricole 1919-1920 que les réserves accumulées atteignent un chiffre considérable : 213 millions de pouds, et culminent à 367 millions de pouds en 1920-1921. Cependant, jamais des réserves centralisées n’atteindront le niveau de 1916-1917”* (p. 66).

Et Adamets souligne : *“La razverstka (répartition centralisée), malgré l’excès en 1920-1921 et la brutalité parfois sauvage des réquisitions, joua néanmoins un rôle positif pendant la période de la guerre, car elle remplaça les institutions du marché dégradé et servit à maîtriser les forces anarchiques et destructrices”* (p. 73).

Alors que la vision traditionnelle présente le communisme de guerre comme ayant permis à l’Etat de concentrer entre ses mains la totalité ou la quasi-totalité des ressources, Sergueï Adamets souligne, chiffres en mains, le rôle dominant du marché dans les acquisitions alimentaires : *“Les familles ouvrières se procuraient environ la moitié du pain par des moyens autres que les cartes. Dans les familles des autres groupes sociaux, la part des cartes était légèrement plus faible et le secteur privé leur fournissait environ 55 % des acquisitions du pain”* (p. 79). Il affirme donc logiquement : *“Le rôle majeur des réquisitions et des cartes de ravitaillement était celui de supplément, de correcteur et de rempla-*

çant partiel des mécanismes déséquilibrés du marché. La famine qui avait ébranlé les villes en 1918 et 1919 a été maîtrisée vers la fin de 1919, tandis que la campagne a toujours grosso modo conservé une relative prospérité” (p. 83). Et donc, “les réquisitions, les restrictions du commerce et autres mesures prises dans le cadre de la politique du communisme de guerre ont plutôt contribué à maîtriser la situation qu’à favoriser la catastrophe” (p. 82).

Qu’a représenté la récolte de 1920 ? Les estimations de l’époque varient... du simple au double ! Dès lors, “l’état de la statistique agricole permettait de tirer n’importe quelle conclusion au sujet de la gravité de la crise agricole, de considérer les réquisitions abusives ou insuffisantes, d’envoyer en urgence les transports d’aide alimentaire ou de les suspendre” (p. 85).

“Le début 1921 est marqué par une nouvelle dégradation de la situation et les rations urbaines chutent au niveau d’avril 1919” (p. 91), mais rien ne laisse encore prévoir l’ampleur de la catastrophe qui s’annonce.

“La grande famine commence à l’été 1920, quand la sécheresse provoqua de très faibles récoltes dans les gouvernements (provinces) des Terres noires et de la moyenne Volga” (p. 121). Douze provinces sont touchées par la disette, mais le pire est à venir :

“A la famine de 1920-1921 succède une catastrophe encore plus terrible l’année suivante. De vastes étendues de Russie et d’Ukraine affaiblies par la disette de 1920 sont de nouveau dévastées par la sécheresse de 1921” (p. 122). Lors des sécheresses précédentes, il tombait entre avril et juin entre 35 et 75 millimètres d’eau. “Lors de la dernière sécheresse d’avant-guerre, en 1911, il tomba 34,9 mm. La sécheresse de 1921 était phénoménale et il n’y eut que 7,1 mm de pluie en trois mois” (p. 122). Peut-être la lumpen-intelligentsia fanatique des prétendus “crimes du communisme” trouvera-t-elle un moyen d’expliquer que la chute catastrophique de précipitations (7,1 mm contre 108,3 en moyenne au cours des dix-sept années précédentes,

soit 15 fois moins !) est due à la politique des bolcheviks, voire au marxisme.

Et Adamets cite un témoignage sinistrement évocateur sur le sol desséché : “Le ciel de feu ne laissait naître aucun nuage qui pût apporter un peu d’eau : le soleil, dardant des rayons chaque jour plus impitoyables, brûlait tout ce qui sortait de terre. On pouvait voyager à travers certaines régions pendant un jour entier sans apercevoir de vert. Le soleil fit de la vallée de la Volga un désert qui s’étend depuis Kazan, la capitale tatar, jusqu’aux steppes du sud” (p. 123).

Combien cette atroce famine touchait-elle d’individus : les chiffres varient de 22 à 36 millions. La vérité n’est pas facile à établir. Différentes rubriques statistiques sont souvent mélangées à tort et à travers : “effectif de la population des gouvernements affamés”, “effectif de la population des régions affamées”, “effectif de la population affamée”, “effectif de la population nécessitant de l’aide”... Le chiffre réel a dû tourner autour de 25 millions.

## **“L’embargo économique imposé par les Alliés et par l’Allemagne mit fin à toutes les importations de médicaments, de vaccins et de quinine”**

Combien la famine a-t-elle fait de morts parmi ces 25 millions ? Tous les historiens affirment 5 millions. Les nombreuses données fournies par Sergueï Adamets permettent de remettre ce chiffre en question. Il repose sur une sous-estimation générale des morts dues aux épidémies, elles-mêmes provoquées par toute une série de facteurs, dus en particulier à la guerre, puis à la guerre civile, dont les effets cumulés sont terribles : “Avant la guerre, note Sergueï Adamets, la Russie importait la majorité de ses médicaments d’Allemagne. La Première Guerre mondiale entraîna un

*ralentissement des importations*” (et pour cause, puisque la Russie et l’Allemagne étaient ennemies !). *“L’embargo économique imposé par les Alliés et par l’Allemagne mit fin à toutes les importations de médicaments, de vaccins et de quinine. Partout, la population manquait de simple savon, ce qui était la cause principale de la baisse des pratiques hygiéniques quotidiennes”* (p. 197). Aussi la diffusion des épidémies était-elle foudroyante. Et il y eut en 1921-1922 une épidémie de typhus, et en 1922 une épidémie de paludisme...

Jugeant mitigé le résultat de la campagne intérieure et internationale de secours aux affamés alors engagée, Sergueï Adamets souligne : *« Tant bien que mal, elle a permis d’arrêter la dégradation de la situation, entre février et juin 1922. Cela n’empêche pas que les conséquences socio-politiques de la famine de 1920-1923 ont été plutôt positives. La grande famine de 1921-1922 a mis un point final à la guerre civile. Comme l’écrivait Kalinine, “les paysans étaient convaincus que, dans une situation difficile, le pouvoir des Soviétiques ne les oubliait pas et qu’il les aidait comme il pouvait”* » (p. 185).

Sergueï Adamets précise plus loin le rôle politique des famines. D’un côté, évoquant les révoltes paysannes de 1920-1921, il affirme : *“C’est tout d’abord la famine et, dans une moindre mesure, les restrictions imposées au commerce, la fermeture des marchés ou la pratique des réquisitions qui constituèrent la force motrice de ces soulèvements”* (p. 319).

Ensuite, selon lui, les famines et les épidémies ont été un ciment de la future Union soviétique, car le combat contre elles, même insuffisant, a confirmé la légitimité du nouveau pouvoir : *“On attribue souvent la formation de l’URSS à une action de violence politique, qui s’appuyait*

*uniquement sur les baïonnettes rouges* (1). *Mais cette vision traduit plutôt des opinions préconçues qu’une analyse objective des événements”* (p. 319).

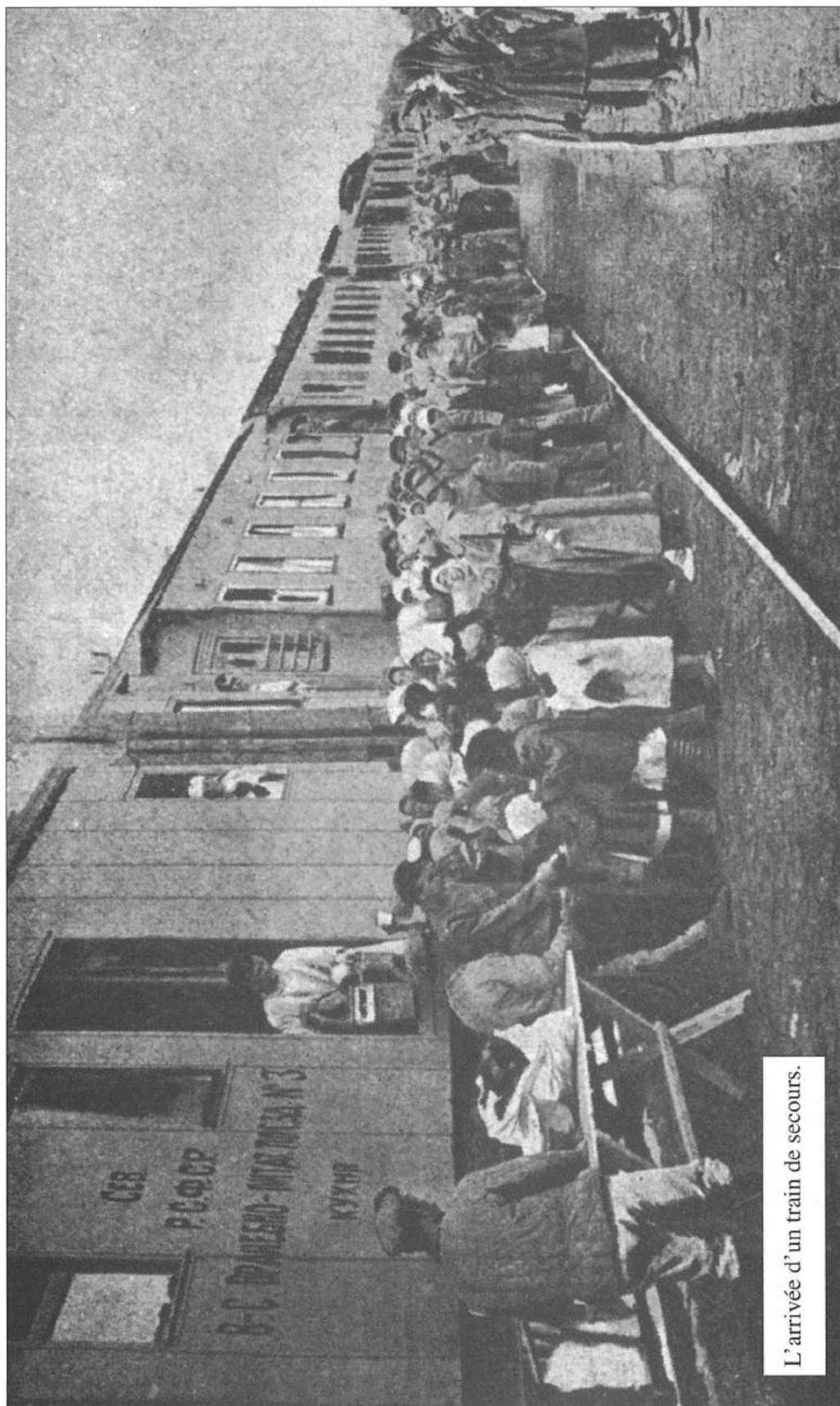
Et il souligne que *“la famine de 1921-1922 provoqua une activité exceptionnelle de Moscou pour trouver du blé dans tous les coins du pays. La recreation d’un espace unique prit un sens compréhensible pour tout fonctionnaire, paysan, ouvrier ou intellectuel libéral (...). C’est à travers ces catastrophes que l’idée d’un empire colonial s’est transformée en l’idée d’une union nécessaire pour la survie collective”* (p. 319).

Certes, il ne s’agit pas ici de faire dire à Sergueï Adamets ce qu’il ne dit pas et de faire de son ouvrage scientifique une défense et illustration du régime issu de la révolution d’Octobre. Tel n’est pas son objet. Il cite une analyse de deux historiens russes, qu’il reprend à son compte : *“Pendant la guerre civile, les vainqueurs ne furent pas les plus nobles ni même les plus forts, mais ceux que la population haïssait le moins, ceux qui surent maîtriser et réprimer les salauds de leur propre camp”* (p. 318).

Cette vision est certainement un peu courte, mais c’est la sienne. Elle est, me semble-t-il, largement corrigée, par exemple, par la déclaration, en octobre 1923, des mineurs du Donbass, citée par Maguidov, qui vivent comme des chiens et sont en rage contre leur administration soviétique bureaucratique et corrompue, mais ne veulent pas la combattre pour ne pas gêner la révolution qu’ils attendent en Allemagne.

**Jean-Jacques Marie**

(1) Encore faudrait-il expliquer d’où viennent ces “baïonnettes rouges” (mal nourries et mal vêtues, si l’on peut ainsi parler de baïonnettes !) dans une Russie soviétique qui, en février 1918, n’avait pas même un embryon d’armée.



L'arrivée d'un train de secours.

**Une lettre  
de B. I. Maguidov  
(secrétaire du comité  
du parti de la province  
de Poltava, en Ukraine,  
région minière du Donbass)  
à Staline**

Le lecteur du n° 196 de la revue *Le Mouvement social* (“*Le social en proie à l’Etat soviétique*”), dont ce numéro de notre revue fait une présentation, tombe, en page 45, sur un extrait assez court, mais très éclairant, d’une lettre de Maguidov, secrétaire du comité du parti de la province de Poltava, en Ukraine (région minière du Donbass), à Staline, en date du 10 novembre 1923.

Dans cette lettre assez extraordinaire, Maguidov décrit la situation lamentable des mineurs du Donbass, leurs conditions de logement effroyables, l’insouciance avec laquelle la direction règle leurs salaires. Il évoque leurs grèves, critique les privilèges que s’attribuent les membres de diverses instances soviétiques — privilèges dont il réclame la suppression —, l’absence d’information des responsables mêmes du parti, et réclame un développement de cette information et de la démocratie.

Il évoque la bataille engagée par l’Opposition de gauche (Trotsky et les 46) seulement pour dire qu’il n’a, comme les autres responsables de son niveau, aucune information à son sujet.

Ce Maguidov est sans aucun doute représentatif de toute une couche de cadres intermédiaires du parti. Il est significatif de l’ambiguïté de la situation qu’il juge à la fois juste et possible d’adresser ses remarques, critiques et demandes à Staline, en qui il ne voit donc pas le représentant de l’appareil bureaucratique, dont il critique les mœurs.

Et surtout, lorsqu’il reproche au comité central de ne pas informer les cadres du parti des vrais problèmes, il semble bizarrement ne pas se douter que c’est le secrétariat du comité central, dirigé par Staline, et personne d’autre, qui organise cette rétention systématique ou ce camoufflage de l’information, avant d’en organiser demain le trafic tout aussi systématique.

Sans aucun doute, aussi, est-ce ce genre de lettres qui pousse Staline à feindre d’accepter dans la forme de reprendre à son compte les demandes de Trotsky sur la démocratisation du parti. Si Staline se coupait des Maguidov, sa situation serait en effet bien fragile...

Signalons que Maguidov mourra dans son lit en 1972, à l’âge de 86 ans, et que la traduction de sa lettre tente d’en respecter le caractère stylistique.

Les intertitres sont de la rédaction.

## **“Nous aurions réglé nos comptes avec eux, mais il est impossible de trahir la révolution allemande”**

**T**RÈS respecté camarade, vous ne vous étonnerez pas que je vous écrive une lettre personnelle, non officielle. Pour toute une série de considérations, je ne juge en effet pas convenable d'écrire officiellement ce que je vais vous exposer ci-dessous.

Lorsque je me trouvais à Moscou et présentais mon rapport au bureau d'organisation (en octobre), vous étiez en congé et nous n'avons donc pas pu nous entretenir personnellement.

Sur la situation générale du parti, les événements de la vie intérieure du parti qui se sont produits en octobre (1), je ne serai peut-être pas très précis, car officiellement, en tant que secrétaire de comité provincial, je ne suis pas informé là-dessus ; mais les faits, les documents sur la situation et l'état d'esprit des ouvriers du Donbass, rapportés lors du dernier plénum du comité central du PC ukrainien, me poussent, en tant que membre du parti, à vous écrire.

**“Il est absolument anormal que le comité central n'informe pas...”**

Avant tout, il est absolument anormal que le comité central n'informe absolu-

ment pas les secrétaires des comités régionaux sur les affaires, sur la situation intérieure du parti, alors qu'à notre grande affliction, on en parle partout, et que les ragots circulent dans les cercles extérieurs au parti.

J'ai particulièrement en vue les derniers désaccords dans le comité central du parti, la déclaration du camarade Trotsky et la plate-forme des 46 (il va, bien entendu, de soi qu'il ne nous a pas été donné de lire ni la déclaration de Trotsky, ni la plate-forme des 46).

Or les responsables d'organisations soviétiques et économiques qui vont à Moscou pour les affaires de leurs institutions, à leur retour, posent en particulier au secrétaire du comité provincial toute une série de questions embarrassées sur ce point.

L'absence d'une information correcte, rapide, précise, même purement officieuse et au moins à titre privé, a des conséquences tout à fait nuisibles sur les responsables du travail du parti

---

Notes de la rédaction :

(1) Allusion à la lettre de Trotsky du 8 octobre et à la déclaration des 46 opposants du 15 octobre, qui lancent la bataille de l'Opposition de gauche réclamant la démocratisation de la vie du parti et une politique d'industrialisation systématique.

Si j'étais le seul à me trouver dans cette situation, cela ne vaudrait pas la peine d'écrire sur ce point, de perdre mon temps et de vous faire perdre le vôtre.

Mais l'énorme majorité des responsables du parti, installés par le comité central et élus par les organisations locales pour diriger le travail du parti, se trouvent dans cet "état" d'obscurité et d'ignorance.

Camarade Staline, ce n'est là qu'une introduction.

## ***"La vieille garde du parti est très abattue"***

Lors du dernier plénum du comité central du PC ukrainien, la rencontre de nombreux vieux camarades du parti révèle que la vieille garde du parti est très abattue.

Il n'y a pas de vie du parti vivante, la pensée du parti stagne.

Ce qui domine et prévaut, c'est la prétendue discipline du parti (appliquée de façon mécanique).

Je vous assure, camarade Staline, que, jusqu'à ce jour, les résolutions des X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> Congrès du parti, en particulier du X<sup>e</sup>, sur la démocratie interne du parti, sont peu appliquées et peu mises en œuvre.

Et en même temps, la masse des membres de base du parti et sans parti a grandi, a mûri, et exige objectivement qu'on lui accorde plus d'attention, et désire savoir tout qui se passe en fait.

Ainsi, en liaison avec la dernière circulaire du comité central et de la commission centrale de contrôle du parti sur les "abus" (n° 58, du 19 octobre) (2), ils peuvent tout à fait soulever et soulèveront des questions sur "les sommets" et la "base", sur les "spécialistes", sur les hauts traitements, sur toute une série de primes et de suppléments, etc.

Comment peut-on prévenir la possibilité (certains pensent même l'inévitabilité) de la réapparition de déviations dans la masse des membres du rang du parti (3) ?

Il n'y a qu'une voie : une ligne communiste nette, correcte, tenue fermement, et, en même temps, que nous, les dirigeants des masses, nous nous conduisions avec un peu plus de modestie, que nous servions d'exemple et de modèle.

Mais ce n'est pas ce qui se passe dans la réalité.

Un exemple : les membres du comité exécutif central des Soviets de l'Union et les membres du comité exécutif des Soviets d'Ukraine ont reçu en septembre un traitement de 100 roubles-or, et en octobre de 150.

Quand un adhérent de base d'une cellule voit que le secrétaire du comité provincial paye à la commission pour l'amélioration des conditions de vie des communistes 35 roubles-or et une cotisation du parti de 5 roubles-or, alors que tout son salaire à lui, le simple membre de base du parti travaillant à l'établi, se monte à 25-30 roubles, à partir de là, il commence à penser aux "sommets" et à la "base", à l'inégalité criante, etc.

Lorsque la masse ouvrière (qui sait très bien lire) lit dans les journaux l'information qu'en octobre, le taux du salaire pour un membre du parti, sur lequel il ne faut effectuer aucun prélèvement, est de 80 roubles-or, alors, involontairement, l'ouvrier commence à avoir des conversations et exprime son mécontentement sur les "sommets".

## ***"Des grèves continuelles dans le Donbass"***

Vous savez évidemment que, dans le Donbass, en septembre et octobre, il y a eu des grèves continuelles et, en outre, presque tout le Donbass a fait grève en octobre. La cause principale était le retard dans le paiement des salaires. Mais ce n'était pas la seule : les mineurs du

(2) Cette circulaire dénonce et interdit (de façon très formelle...) les pratiques comme primes et cadeaux que l'appareil multiplie dans ses rangs, et qui suscitent l'indignation de la base.

(3) Maguidov désigne par là le développement de sentiments oppositionnels.

Donbass sont plus mal logés que des bestiaux.

Dix mille ouvriers du Donbass préfèrent descendre chaque jour dans les mines, vivre au milieu des roches, dans les entrailles de la terre, à une profondeur de 400, 600, 1 000 mètres : là, le mineur se sent mieux que dans son "appartement".

Vous savez que dans un arrondissement minier (le district Aleksandro-Grouchevski), tous les mineurs (de 30 000 à 35 000 environ) ont fait grève pendant dix jours et ont refusé à l'unanimité d'accepter une paie correspondant à 40 % de leur dû.

Les ouvriers du Donbass disent ce qui les empêche de régler leurs comptes, à la façon des mineurs, avec les dirigeants du Donbass, à qui ils reprochent leur arrogance et leurs offenses aux mineurs pendant cinq ans, leurs duperies systématiques et leurs tromperies : ils n'ont rempli presque aucune de leurs promesses et ils en ont fait des centaines.

## ***"Mais voilà, il est impossible de trahir la révolution allemande"***

*"Nous aurions réglé nos comptes, soyez-en convaincus, répète le mineur (peut-être excité par une provocation des mencheviks), mais voilà, il est impossible de trahir la révolution allemande."*

Un responsable, membre du comité central, représentant le Donbass, a dit tout cela officiellement au plénum du comité central du PC(b) ukrainien.

Nous ne comprenons pas tout à fait pourquoi, systématiquement, nous ne payons pas les ouvriers du Donbass, alors que nous payons rubis sur l'ongle, deux fois par mois, une armée de 200 000 fonctionnaires soviétiques (4).

Est-il donc impossible, avec le même droit, de ne pas payer aussi exactement (et pas exactement à la soviétique) les employés soviétiques et de payer les mineurs du Donbass ?

Nous ne comprenons pas très bien non plus un autre fait : il suffit aux mineurs de faire grève, de lambiner pendant une semaine et l'argent apparaîtrait (et les mineurs tiennent sérieusement compte de cette circonstance...).

Pourquoi ne pas aborder cette question de la façon la plus sérieuse, à la léniniste, et ne pas organiser un procès public d'une paire de dirigeants responsables, les plus responsables, si nous ne sommes capables de rien faire d'autre ?

Résultat : le gouvernement de Poltava, qui est très paysan, est disposé très positivement à l'égard du pouvoir soviétique, il remplit très exactement toutes ses obligations soviétiques, l'impôt agricole unique est rempli à 64,8 % à la date du 5 novembre (5) (20 millions de pouds de seigle), bien que les "ciseaux" (6) n'aient encore aucune tendance à se resserrer.

Il n'y a pas de banditisme politique dans le gouvernement de Poltava, pas de grèves non plus (les cochers de Poltava ont fait grève pendant sept jours, mais cela a même été utile au service municipal des transports, qui, avec ses moyens de transport, a pu transporter les passagers depuis la gare et a ainsi combattu les abus).

Dans la région paysanne de Poltava, nous voyons le paradis soviétique, mais dans le Donbass prolétarien, on fait grève de façon planifiée et tout à fait systématiquement. Il y a de quoi réfléchir sérieusement, camarade Staline.

## ***"Tout le monde attend quelque chose"***

Chez nous, qui militons sur place, se forme l'impression et même la convic-

(4) Ce chiffre désigne le nombre de fonctionnaires dans la seule région du Donbass.

(5) Les livraisons en nature sont calculées du 1<sup>er</sup> août de l'année en cours au 1<sup>er</sup> août de l'année suivante. La collecte des deux tiers des livraisons obligatoires en nature au 5 novembre est donc satisfaisante.

(6) Les "ciseaux" désigne l'écart grandissant entre la courbe des prix des produits agricoles, qui baissent, et celle des prix industriels, qui montent, au grand mécontentement des paysans, qui peuvent acheter de moins en moins de produits de la ville avec la vente de leur récolte.

tion que, dans les cercles centraux dirigeants du parti, des soviets et des instances économiques, si l'on pense à ces questions, on ne prend pas pourtant de mesures décidées et cardinales.

Tout le monde attend quelque chose, tout le monde espère et compte sur un heureux hasard bolchevique. Faites en sorte, camarade Staline, d'envoyer des camarades de confiance au cœur même, non seulement des ouvriers, mais, c'est l'essentiel, de la masse du parti, et que ces camarades n'étaient pas le fait qu'ils viennent du centre. Qu'ils discutent franchement avec la masse des adhérents du rang de nos lacunes et de nos insuffisances, et qu'ils entendent un bon paquet — plus qu'il ne convient — d'amères vérités communistes.

### **“Nous allons dans une impasse”**

J'ai eu l'occasion de discuter avec un responsable du parti d'un grand centre industriel et, avec une énorme douleur de parti, il a été contraint d'avouer que, parfois, le doute, le pessimisme s'emparaient de lui, et qu'alors il avait le sentiment involontaire que nous allons dans une impasse.

Les organisations locales du parti n'ont pas de certitude assez ferme que le comité central et la commission centrale de contrôle, en liaison avec la dernière circulaire sur les abus (circulaire longuement attendue et tout à fait satisfaisante), déboucheront sur une lutte décidée et cardinale contre les centaines et les milliers d'actes et d'excès inacceptables commis par des membres du parti.

Comment expliquer que, malgré toute une série de circulaires très sévères envoyées par le comité central de notre parti sur la lutte décidée contre les banquets et les offrandes de toutes sortes, contre la distribution de primes et autres survivances des traditions bourgeoises et petites-bourgeoises, il y a seulement quelques jours encore, le commissariat aux Finances a envoyé à ses cadres des montres en or à titre de primes (au directeur de la section provinciale des fi-

nances et à son adjoint, des communistes, bien entendu).

### **“Tout le monde souligne la duplicité de notre pratique”**

Tout le monde le sait et tout le monde souligne la duplicité et le caractère contradictoire de notre pratique, car c'est nous-mêmes qui publions des circulaires sur la confiscation des objets précieux dont les communistes seraient propriétaires.

Nous avons désormais pris l'habitude de considérer les circulaires (en gros, celles d'un contenu similaire à celle sur la lutte contre les abus) surtout comme un acte politique (la politocailerie et les politocailleurs se sont beaucoup développés chez nous), qui n'obligent à rien le centre, mais qui, en revanche, obligent à beaucoup la périphérie. Or c'est surtout dans le centre (Moscou, Petrograd, Kharkov et autres capitales) qu'il faut surmonter le fardeau essentiel de la lutte contre les excès.

Après le XII<sup>e</sup> Congrès du parti, il a été très clair pour nous que l'absence d'Ilitch faisait peser sur nos épaules une énorme responsabilité collective.

Nous comprenons parfaitement que personne ne pouvait remplacer personnellement Ilitch. Mais, malheureusement, nous n'étions pas convaincus à un degré et dans une mesure suffisants que se constituerait dans le comité central une unité d'idées et de combat.

Voilà pourquoi nous avons donné et donnons un sens actuel à la question de l'unité maximale des membres du parti.

### **“La mise en œuvre décidée et pratique de la démocratie ouvrière à l'intérieur du parti”**

Et il faut avant tout poser de façon sérieuse et pour longtemps la mise en

œuvre décidée et pratique dans la vie de la démocratie ouvrière à l'intérieur du parti.

La masse du parti, la partie moyenne du parti a de façon nette grandi, mûri, elle se tient fermement sur des positions bolcheviques et exige avec insistance que les dirigeants de la masse du parti, entre autres les membres du comité central, lui fassent confiance.

Il est indispensable de diffuser une information correcte, rapide, préalable même, masquée par rien, sur tout ce qui se fait dans le comité central. Recourir le plus rarement possible, et seulement dans des cas exceptionnels, à des mesures de caractère administratif et recourir le plus rarement possible à l'application du zèle administratif (7).

Il faut éviter qu'un individu (quelle que soit la hauteur du poste qu'il occupe et de son rang) annule la décision d'un organisme élu.

La descente sur place la plus fréquente possible des membres du comité central et surtout leur présence aux conférences et plénums du comité provincial seraient très utiles.

Il est indispensable de mettre en œuvre de façon ferme et décidée (à la manière de Lénine, encore une fois) les mesures pratiques énumérées dans la circulaire sur les abus.

### **“Le seul cadeau acceptable : un bon livre...”**

Il est indispensable d'interdire catégoriquement à toutes les institutions dirigeantes de faire de quelconques cadeaux précieux (à notre avis, un cadeau accep-

table, c'est un bon livre, ce qui se fait déjà sur place).

Camarade Staline, si j'ai décidé de vous prendre de votre temps, c'est seulement parce que je pense qu'avec la hardiesse qui nous est propre à nous, les bolcheviks (nous, les disciples de Lénine) — si seulement nous prêtons plus profondément attention aux intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie, et si nous créons en nous-mêmes une atmosphère de confiance mutuelle —, nous réussirons incontestablement, cette fois encore, à sortir avec honneur d'une situation très difficile.

### **“Il ne saurait être question du moindre pessimisme”**

Il va de soi qu'il ne saurait être question du moindre pessimisme.

Le sixième anniversaire d'Octobre a montré quelles énormes forces et espérances nous pouvons puiser dans la classe ouvrière et dans la paysannerie, et de quelle confiance à toute épreuve le Parti communiste jouit dans les masses travailleuses.

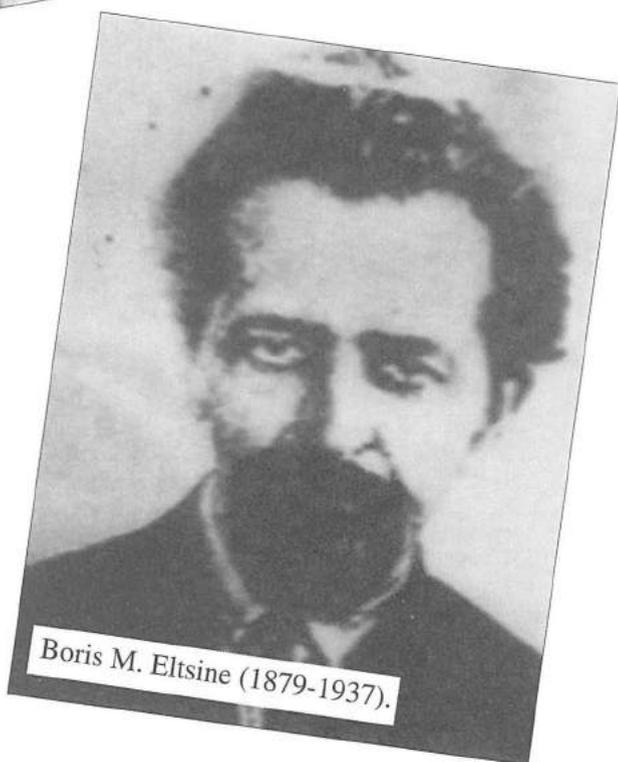
Dans l'attente de votre réponse, recevez mon salut communiste.

**B. Maguidov,  
secrétaire du comité provincial  
de Poltava,  
le 10 novembre**

(7) Les “mesures de caractère administratif” sont les sanctions de tous ordres (blâme, exclusion, etc.), le “zèle administratif” désigne l'acharnement à sanctionner au lieu de discuter et de chercher à convaincre.



**Mickhaïl  
Vassiliev :  
l'Opposition  
de gauche  
à Leningrad en 1929**



## **“Pour chaque tête coupée, il en repoussera deux autres”**

**A**PRÈS avoir été mandaté par le XI<sup>e</sup> Congrès pour sévir contre l'Opposition de gauche, l'appareil stalinien, dès la fin de 1927, commença à commettre contre elle des actes de répression. Ceux-ci dépassaient largement les limites octroyées par le congrès dans sa résolution.

Alors que, de 1925 jusqu'au mois de novembre 1927, il y eut 970 opposants exclus, dans les deux mois qui suivirent, il y en eut 2 288. La plupart d'entre eux a été envoyée dans les zones les plus éloignées du nord, de la Sibérie et de l'Asie centrale. Bien peu supportaient les conditions de l'exil. Les répressions, l'isolement, le “blocus du courrier” en faisaient hésiter beaucoup.

Certains camarades ont écrit à Trotsky, à Alma Ata, pour exprimer leurs doutes quant à la nécessité de continuer le combat. Répondant à l'une de ces lettres, Trotsky a indiqué :

*« Les conciliateurs et les défaitistes nous ont menacés depuis longtemps de nous retrouver définitivement “hors du parti”.*

*Staline fut obligé de reconnaître au plénum (1928) qu'en plus des 10 000 exclus bolcheviks-léninistes, il en restait au parti deux fois plus, c'est-à-dire 20 000. Si Staline donne ce chiffre, il faut donc le*

*multiplier au moins par deux. Voilà ce qu'est l'aile gauche au sens marxiste et non au sens topographique du terme. Briser ce courant, ce n'est plus possible, car pour chaque tête coupée, il en repoussera deux autres » (1).*

Les nombreux renseignements du Guépéou contenus dans les tracts confisqués attestent les propos de Trotsky et aussi d'autres éléments sur l'activité “*du mouvement clandestin trotskyste*” pratiquement dans toutes les grandes villes industrielles de l'URSS.

Dans les archives russes d'Etat sur l'histoire politique et sociale (RGASPI) concernant le fonds Grigori Zinoviev, il y a un ensemble de documents important, qui caractérise l'activité de l'opposition clandestine à Leningrad.

La liste et le type de documents choisis permettent de supposer qu'ils avaient été préparés par les enquêteurs du parti en prévision du premier procès de Moscou de 1936, où Grigori Zinoviev était l'un des principaux accusés.

Dans les documents du Guépéou ne figure aucun fait qui démontre le sabotage

### **Notes de la rédaction :**

(1) Léon Trotsky, “Réponse à deux conciliateurs, partisans du camarade Ichchenko”. Ce texte, découvert dans le dossier Chliapnikov aux archives du KGB, nous a été fourni par Irina Chliapnikov.

ou l'activité terroriste de l'opposition, pourtant (ce qui pour nous est particulièrement précieux) on n'y retrouve pas les clichés idéologiques typiques de cette époque et ils caractérisent avec une certaine objectivité les orientations du programme de l'Opposition de gauche, et montrent son influence sur les ouvriers des entreprises industrielles de Leningrad.

### **“Allier les méthodes du travail clandestin aux méthodes légales”**

« Nous sommes prêts à renoncer aux méthodes du travail clandestin, était-il écrit dans un tract de l'opposition diffusé à Leningrad au début de 1929, si on nous laisse défendre nos opinions ouvertement dans la presse et lors de réunions dans un cadre statutaire. Car la réalité, de jour en jour, d'heure en heure, vient confirmer la justesse de nos points de vue... Etant donné la spécificité du moment, il nous faut allier les méthodes du travail clandestin aux méthodes légales... »

L'activité illégale (typographie, diffusion de documents) est, en quelque sorte, un soutien lors de nos interventions légales au sein du parti, des syndicats, des organes de décision et, en général, dans les réunions d'ouvriers. Tout comme les interventions dans les assemblées générales, il faut réserver une place importante à la propagande individuelle auprès de l'ouvrier, qu'il soit sur sa machine-outil, à la cantine ou au club...

Les bolcheviks-léninistes (l'opposition) doivent se rappeler qu'actuellement, la question des cadres est l'une des questions fondamentales de notre activité. Là où les conditions sont réunies, il est nécessaire de faire passer les opposants à l'activité clandestine et d'en faire des révolutionnaires professionnels. Lénine disait : “Donnez-nous une organisation de révolutionnaires et nous bouleverserons la Russie.” Nous, nous disons : “Donnez-nous une organisation de bol-

cheviks-léninistes (*des opposants*) et nous corrigerons la ligne directoriale du parti” » (2).

### **“La grève, c'est le moyen extrême d'autodéfense de la classe ouvrière contre les perversions de l'appareil bureaucratique”**

A la fin de 1928, une campagne pour le renouvellement des conventions collectives s'est ouverte dans tout le pays, entre l'administration et les collectifs ouvriers des entreprises. Etant donné l'aggravation brutale des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, la hausse des prix sur les marchandises de première nécessité, un mouvement de grève s'est intensifié dans le pays. Dans les documents rédigés par l'opposition d'alors, on constatait :

“Jamais encore les syndicats et les masses ouvrières n'ont été aussi éloignés de la gestion socialiste actuelle de l'industrie.”

L'initiative des masses ouvrières organisées professionnellement est remplacée par un accord avec le secrétaire de la cellule, le directeur de l'usine et le responsable du comité d'usine. Le mécontentement des ouvriers, ne trouvant pas d'issue auprès des syndicats, s'amplifie...

La grève, c'est le moyen extrême d'autodéfense de la classe ouvrière contre les perversions de l'appareil bureaucratique.

S'il est impossible d'éviter la grève par un règlement pacifique et si, au moment opportun, elle est nécessaire, les bolcheviks-léninistes doivent prendre la tête du mouvement partout et en se souciant en tout lieu de la défense des inté-

(2) RGASPI, fonds 324, inventaire 2, dossier 58, feuilles 124-125.

*rêts des travailleurs, luttant sans merci contre les perversions bureaucratiques.”*

Dans les tracts diffusés dans les usines, au beau milieu de la campagne sur les conventions collectives, l'opposition insistait sur la stricte exécution des résolutions prises lors du XII<sup>e</sup> Congrès du parti sur l'augmentation du salaire réel lié à celle de la productivité, ce qui aurait pu couvrir la hausse importante du coût de la vie.

## **“S’opposer au travail de nuit des femmes et des enfants”**

*“L’opposition réfute catégoriquement les objections des bureaucrates sur le manque de moyens pour augmenter les salaires des travailleurs. Les moyens peuvent être trouvés en réduisant d’une manière décisive l’appareil hypertrophié des différents conseils, des syndicats, du parti, et aussi par le biais d’une répartition adéquate des revenus nationaux”,* était-il indiqué dans les tracts.

*“L’opposition demande d’appliquer strictement la durée de 8 heures par jour de travail. Il faut taper sur les doigts de ceux qui, par des moyens évidents et officieux, rallongent illégalement la journée de travail. Mais il faut résister fermement à ceux qui, sous couvert du mot d’ordre de la journée de travail de sept heures, introduisent en cours d’année, et contrairement à la loi, le travail de nuit des femmes et des enfants, intensifient la productivité à tel point que cela menace directement la santé de l’ouvrier.”*

L’opposition demandait de mener une lutte sans merci contre les directeurs d’usine qui ne réglaient pas aux employés ce qui leur est dû et qui pratiquaient le licenciement illégal des ouvriers.

*“Pour se défendre contre l’arbitraire des bureaucrates, les bolcheviks-léninistes exigent l’introduction dans le Code pénal d’articles qui punissent toute infraction aux conventions collectives et tout licenciement illégal.*

*L’opposition s’est déclarée pour le contrôle public des ouvriers sur les fonds réservés aux salariés. Les ouvriers doivent savoir à quoi servent ces fonds et comment ils sont utilisés, et où passent les économies réalisées grâce aux gains de productivité”* (3).

Le 4 mars 1929, la section de Leningrad du Guépéou a préparé un ensemble de documents conséquent sur l’activité illégale de l’opposition à Leningrad. Des renseignements sous le sceau “*absolument secret*”, “*urgent*”, “*personnel*” furent expédiés à la direction du parti de la ville. Dans un document, il était dit : “*La ligne et les tâches du mouvement clandestin trotskyste, ces derniers six mois, diffèrent de la période précédente : actuellement, le mouvement clandestin cherche toutes les formes et les moyens possibles afin d’organiser une vaste opération auprès des masses ouvrières dans les entreprises industrielles de Leningrad...*”

Compte tenu de la progression manifeste du mouvement clandestin trotskyste, des mesures étaient naturellement nécessaires pour la contrecarrer.

Lors de l’opération du 28 octobre 1928, une typographie clandestine à Peterhof, des machines à polycopier, des papiers calques et de l’encre d’imprimerie furent découverts. Dans le même temps, comme il l’a été dit, presque 15 000 documents imprimés furent saisis. De plus, malgré l’annonce de l’écrasement de l’opposition, dans les renseignements, on constate : “*L’activité de l’opposition entre dans une nouvelle étape*”, qui consiste à reconstituer ses rangs et à promouvoir des chefs issus des “*militants intermédiaires*”. Il était indiqué que le centre unifié de l’opposition basé à Moscou prenait part activement à cette restructuration. Son aide consistait à envoyer en diverses occasions des directives et des gens.

## **“Il ne restait que des ouvriers”**

Du point de vue social, on constatait dans le document que le mouvement

(3) *Ibidem*, feuilles 40 à 47.

clandestin actuel se distinguait aussi du précédent. Maintenant, en règle générale, il ne restait que des ouvriers, sans compter de très rares personnes issues de l'intelligentsia.

Les répressions, en règle générale, et en tout premier lieu, suivaient la ligne définie par les dirigeants : membres de l'intelligentsia ou fonctionnaires. De ce fait, la situation mentionnée ci-dessus est arrivée naturellement. D'un autre côté, le mouvement clandestin tient compte d'une manière admirable de cette ligne répressive et s'est orienté vers la "prolétarianisation" de l'organisation.

Bien sûr, il était mentionné dans les documents que la plupart étaient des jeunes qui avaient terminé l'université ouvrière ou qui étudiaient là encore, mais qui, cependant, avaient un travail lié directement à la production. Plus loin, était cité le nombre de personnes favorables à l'opposition parmi les ouvriers dans les différentes entreprises de Leningrad. Le chiffre cité de 583 personnes en tout doit susciter de substantielles réserves, car si, au chiffre cité plus haut, on ajoutait celui de tous les sympathisants remarqués lors d'échanges divers et autres, alors, il y avait en tout pour Leningrad 1 500 personnes.

On peut être sûr, était-il dit plus loin, que *"si un militant s'était présenté auprès de ces personnes isolées, il aurait, sans conteste, réussi à organiser, sans peine, un groupe dans telle ou telle autre entreprise. On peut clairement imaginer le danger potentiel que représentent les chiffres cités."* La présence, parmi les opposants illégaux, de membres du parti, appartenant aux couches intermédiaires, a suscité une angoisse particulière au sein de la bureaucratie.

Les faits attestent que *"les tâches à responsabilité, dans le mouvement clandestin, sont exercées par des membres du parti... Souvent, les collectifs, connaissant l'activité de tel ou tel membre du parti, ne font rien, et donnent, ainsi, la possibilité à l'opposition d'avoir dans ses rangs des membres du PC. Cette situation donne au mouvement trotskyste clandestin les conditions nécessaires pour conspirer."*

## La campagne pour les conventions collectives

Comme il est indiqué dans le document, le mouvement clandestin d'opposition a montré une activité particulière lors de la campagne électorale pour les conventions collectives dans le cadre syndical.

*« A cette occasion, une réunion de militants de l'opposition municipale fut convoquée. Il y eut un exposé directif sur la question de la campagne des conventions collectives. Le résultat de cette réunion, c'est la résolution d'intervenir massivement dans les entreprises en proclamant les mots d'ordre et revendications suivants :*

1. L'augmentation du salaire réel doit s'aligner sur celle de la productivité.

2. Augmentation pour compenser l'évolution du coût de la vie.

3. Faire figurer dans les conventions collectives et fixer pour un temps déterminé les normes de rendement et de tarifications.

4. Exiger l'amélioration de la situation des travailleurs temporaires en diminuant la durée du travail temporaire de 2 à 1 mois, pour ensuite les affecter à un poste définitif.

5. Augmenter les universités ouvrières.

6. Exiger des tarifs particuliers pour les jeunes.

7. Exiger un congrès exceptionnel du parti avec la participation de l'opposition.

8. Exiger le retour de l'opposition dans les rangs du parti.

9. Vaincre le danger de la dérive droite (*de la droite*), c'est possible seulement sous la direction de l'opposition" » (4).

Il était noté que le Guépéou avait pris un bon nombre de mesures pour prévenir les actions de masses dans les entreprises de Leningrad. Il a été procédé à des perquisitions et des arrestations répétées.

(4) *Ibidem*, feuilles 105-106.

*“A présent, était-il constaté dans le document, il n'existe pas de noyau central en tant que tel, les membres de la section de propagande sont constitués en un réseau de propagandistes. Des secteurs entiers ont été découverts, le matériel a été saccagé, la réception régulière de documents directifs a été rompue, les cellules et les groupes dans les entreprises n'ont plus d'activité, étant donné l'absence de forces militantes et dirigeantes...” (5).*

Cependant, comme le montrent les documents d'archives, de nouveaux documents de l'Opposition de gauche ont

continué à entrer en ville, par la Neva, par des moyens inconnus du Guépéou. En témoignent tous les nouveaux renseignements provenant du Guépéou envoyés aux instances du parti en avril, mai, juin de l'année 1929.

A cette époque, en URSS, apparaissent des articles et des appels de Trotsky écrits par lui à l'étranger dans les premières semaines qui ont suivi son exil en Turquie.

**Mickhaïl Vassiliev**

(5) *Ibidem*, feuilles 105-106.





**1929 :  
la crise  
des syndicats  
soviétiques**

**(deuxième partie)**

**(Dimitri Lobok)**



Deux dirigeants du syndicat de Leningrad, Lapse et Fedorov.

## **“La nouvelle décennie commence par une crise interne”**

**E**N 1929, une situation difficile, le conseil régional des syndicats de Leningrad demanda au conseil central de prendre des mesures pour renforcer le contrôle de l’approvisionnement des ouvriers. Il insistait pour que le commissariat au Commerce assure en temps et en heure les livraisons de nourriture et de produits de première nécessité, et renforce les livraisons dans la région de Leningrad des marchandises non contingentées, en contrôlant sévèrement leur répartition. Il chargeait le Conseil central des syndicats d’obtenir des organes dirigeants une réduction plus importante des prix sur les produits de grande consommation (1).

Malgré ces difficultés, la politique de l’industrialisation accélérée resta inchangée et la nouvelle direction des syndicats de Leningrad fut obligée de la soutenir. Cela se manifesta de manière particulièrement éclatante dans les recommandations élaborées en 1930-1931 pour la signature des conventions collectives, qui mettaient au premier plan les objectifs de production, l’augmentation de la productivité et la réduction des coûts.

En même temps, la campagne des conventions collectives mit l’accent sur *“la suppression et l’atténuation des différences de salaires à l’intérieur des différentes branches d’industrie”* (2). Mais les augmentations de salaires étaient liées à l’augmentation de la productivité.

### **Les nouvelles conventions collectives s’inscrivaient dans le cadre d’une politique de décentralisation**

Les nouvelles conventions collectives s’inscrivaient dans le cadre d’une politique de décentralisation, c’est-à-dire qu’elles étaient dorénavant conclues entreprise par entreprise entre le comité d’usine et l’administration.

Durant cette période, les syndicats jouèrent un grand rôle dans le mouvement de stabilisation des cadres et de renforcement la discipline de travail. Les entreprises de Leningrad se virent interdire catégoriquement, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1930, d’embaucher des ouvriers qualifiés ou non qualifiés sans passer par la Bourse du travail. Si un travailleur refusait l’emploi qu’on lui proposait, la Bourse du travail pouvait, en accord avec le syndicat concerné, le rayer de ses effectifs et le priver d’indemnités de chômage (3). Outre ces mesures, les syn-

(1) TsGAIPD Spb, fonds 457, inv. 1, dos. 123, feuillet 8.

(2) *Ibidem*, dos. 118, f. 49.

(3) *Ibidem*, f. 23.

dicats commencèrent à faire la chasse aux ouvriers instables, à l'absentéisme et à l'indiscipline.

Localement, les organisations syndicales étaient chargées d'expliquer les préjudices causés par ceux qui changeaient constamment d'entreprise, ainsi que d'appliquer les décrets des organes dirigeants sur les mesures d'encouragement aux personnes travaillant longtemps au même endroit (allongement des congés, permis de séjour en maison de repos, etc.). Elles devaient contribuer à fixer les travailleurs dans l'entreprise avant la fin du quinquennat et offrir des stages syndicaux à ceux qui avaient amélioré leur qualification dans la production.

Les assemblées d'entreprises devaient contribuer pour l'essentiel à l'augmentation de la productivité. A la différence des années 1928-1929, c'est le groupe de production, l'équipe, qui devait constituer la base des assemblées d'entreprise.

La structure des syndicats fut adaptée aux nouveaux objectifs. La conférence nationale du Conseil central des syndicats de février 1930 précisa les formes d'organisation mises en place pour cette restructuration, qui reportait le centre de gravité des activités syndicales sur les maillons de base de la production : l'atelier, l'équipe, le groupe de production, etc. Des sections syndicales furent créées dans les entreprises et les chantiers.

La structure du comité d'usine fut soigneusement élaborée pour assurer sa participation à tous les niveaux de la gestion de la production.

Conformément au règlement type des comités d'usine, la structure syndicale dans les grandes et moyennes entreprises devait comporter trois maillons : la section syndicale, le comité d'atelier et le comité d'usine.

La section syndicale regroupait les ouvriers d'un secteur, d'une équipe ou d'une chaîne de production (4).

Dans beaucoup d'entreprises, afin d'organiser et de coordonner le travail des assemblées d'entreprise, et de renforcer leurs liens avec la direction, les

présidents de l'assemblée d'usine furent nommés, à titre expérimental, directeurs adjoints.

Le directeur adjoint était en même temps membre du comité d'usine, ce qui lui permettait de signaler les problèmes économiques les plus importants à résoudre, de les soumettre à la discussion, de faire appliquer les propositions adoptées et de diffuser les innovations proposées par les ouvriers et les ingénieurs.

En avril 1930, le bureau national du Conseil central des syndicats adopta un décret sur "*la restructuration des activités des assemblées de production*".

Le 1<sup>er</sup> juin fut publié le règlement sur les assemblées de production. Conformément à ce règlement étaient créés dans les entreprises trois niveaux d'assemblées : les assemblées de groupe, d'atelier ou d'équipe, et d'usine, et leurs activités étaient définies : l'organisation de l'émulation socialiste, du travail de choc ; la discussion du travail des équipes de choc ; l'évaluation du plan financier de production et la participation des ouvriers et des employés à son élaboration ; le bilan de la réalisation du plan et des résultats de l'émulation et du travail de choc ; la gestion de la rationalisation et des innovations ; le renforcement de l'unité de direction, l'évaluation et la proposition des candidatures des travailleurs de choc aux postes de direction.

On élisait parmi ceux-ci un coordinateur des assemblées de production, qui travaillait sous le contrôle du chef du groupe syndical (5).

Les assemblées d'équipes devinrent le maillon essentiel de tout le système des assemblées d'entreprise, qui regroupaient la masse des ouvriers et des ingénieurs. Dans les usines de Leningrad, il y avait 245 assemblées d'équipes au premier trimestre 1930 et 4 500 à la fin de l'année (6).

(4) Troud, 28 juillet 1931.

(5) Troud, 1<sup>er</sup> juin 1930.

(6) *Industrializatsia Severo-Zapadnogo raïona v gody pervoi piatiletki (1929-1932)*, Leningrad, 1967, p. 389.

## **“L’apolitisme déclaré et la pseudo-neutralité sont en réalité des subterfuges menant au sabotage”**

L’un des principaux objectifs du travail syndical était d’associer les ingénieurs et les techniciens à la résolution des problèmes de la reconstruction socialiste. Tout le travail était organisé par l’intermédiaire des sections syndicales des ingénieurs et techniciens. La première étape consista à renforcer la lutte contre la “neutralité” (l’apolitisme) dans leurs rangs. Dans ce but, le conseil des syndicats de la région de Leningrad organisa le 28 janvier 1930 une manifestation d’unité des ouvriers, des ingénieurs et des étudiants, qui réunit 40 000 personnes sur la perspective Nevski, en direction de la place du Palais. Les banderoles proclamaient : “A bas la neutralité et l’apolitisme des ingénieurs !”, “Extirpons le sabotage !”, “Vive l’unité politique des ingénieurs et de la classe ouvrière !”, “Tous aux avant-postes de la construction socialiste !” Le même jour eut lieu au palais de Tauride un meeting, où Kouïbychev prit la parole et dont l’idée principale était : “Qui n’est pas avec nous est contre nous.” Rendant compte de ces mesures, la *Leninskaja pravda* écrivait : “Il ne vaut pas un clou, l’ingénieur ou le technicien qui remplit consciencieusement ses obligations techniques dans les entreprises soviétiques, mais se tient à l’écart de la classe ouvrière et cherche à se protéger des organisations et de la politique du prolétariat... L’apolitisme déclaré et la pseudo-neutralité sont en réalité des subterfuges menant au sabotage” (7).

Le pouvoir, qui comprenait bien l’importance de la participation des ingénieurs et des techniciens à l’industrialisation, agitait à la fois le bâton et la carotte.

En mai 1931 parut un décret du comité exécutif sur “La révision des salaires des cadres ingénieurs et techniques et les primes périodiques accordées au bout de trois années dans la même entre-

prise”. Non seulement le décret instituait des salaires élevés, mais il stipulait que “les ingénieurs et techniciens travaillant à la production sont assimilés aux ouvriers quant à l’attribution de produits de consommation et l’amélioration des conditions de logement” (8).

La politique d’industrialisation allait de pair avec la collectivisation de l’agriculture. Les syndicats de Leningrad furent mis à contribution dans la mise en valeur de la campagne. Toutes les organisations syndicales désignèrent des responsables de l’activité syndicale à la campagne. Les commissions des syndicats s’alignaient sur le mot d’ordre : “Faisons face à la collectivisation !”

Au second semestre 1929, les syndicats de Leningrad élaborèrent un programme précis de participation à la collectivisation. Ils constituèrent de nombreuses brigades ouvrières pour le travail aux champs. Rien qu’en 1929, il y en eut 140 (9). D’une manière générale, ces brigades ouvrières jouèrent un grand rôle agitatif et économique. Les ouvriers introduisaient dans les villages les méthodes socialistes de travail, reproduisant le modèle de leurs entreprises : ils mettaient en place la discipline de l’usine, organisaient l’émulation socialiste et les brigades de choc. En août 1930, des paysans de la région des Terres noires envoyèrent une lettre à la fabrique de Leningrad “Aurore” pour remercier un ouvrier de la fabrique d’avoir aidé le kolchoze à renforcer la discipline, à augmenter la productivité et à introduire des méthodes soviétiques de travail (10).

A la fin de 1929 et au début de 1930, 25 000 ouvriers furent envoyés à la campagne. La sélection des candidats était très sévère. On refusait pour indiscipline, ivrognerie, manque d’organisation. Les syndicats de Leningrad sortirent vainqueurs de la compétition pour la préparation des 25 000. Le 5 janvier 1930 furent ouvertes des formations accélérées pour

(7) *Leningradskaja pravda*, 29 janvier 1930.

(8) *Leningradskaja pravda*, 14 mai 1930.

(9) Valov A. M., Taraevskaïa I. A. *op. cit.*, p. 85.

(10) Tchelkach A., *Rabotchie brigady v derevne*, Moscou, 1930, p. 6.

les ouvriers envoyés à la campagne. Le zèle confinait à l'absurde : dans certains endroits, les ouvriers arrivaient à 7 heures du matin au lieu de 9 heures et réclamaient des cours supplémentaires (11).

## La haine et la défiance des paysans et des dirigeants locaux

Dans les villages, les 25 000 se heurtèrent à la haine et à la défiance non seulement des paysans, mais des dirigeants locaux. Cela s'explique en grande partie par les conséquences de la collectivisation stalinienne.

Malgré tout, les ouvriers s'efforçaient de comprendre la situation, de connaître les gens et de créer des équipes soudées. L'esprit de la restructuration révolutionnaire du monde était encore si puissant que les ouvriers quittaient leurs familles, le travail qu'ils aimaient et leurs amis pour se lancer dans l'inconnu et la précarité. En tout, sur un objectif de 4 400 pris à Leningrad, il y eut 10 000 ouvriers qui s'inscrivirent pour aller à la campagne (12).

Malgré le changement des priorités dans cette période axée sur la reconstruction socialiste et la résolution des problèmes de production, la fonction revendicative des syndicats n'avait pas totalement disparu. Malheureusement, en 1929-1930, la pratique des conventions collectives dans les entreprises cessa presque totalement et la réforme des tarifs fut stoppée. Tout le travail syndical de défense des travailleurs se concentra sur les questions liées au développement des assurances sociales, à la liquidation du chômage, à l'amélioration de la protection du travail, à la politique du logement et à la révolution culturelle.

Au début du premier quinquennat, l'assurance sociale représentait déjà un système important de garanties matérielles d'allocations et de pensions. Les syndicats participaient activement à la formation des organismes d'assurances, qui étaient élus lors des conférences syndicales. En janvier 1930, le Conseil central des syndicats entérina le "*Règlement sur les délégués d'assurances*", qui pré-

voyait leur éligibilité (avant, ils étaient choisis dans les commissions pour la protection du travail). A présent, les délégués étaient élus et rendaient compte de leurs activités dans les assemblées générales et d'atelier.

Au cours du premier quinquennat, on parvint à élargir le réseau des maisons de vacances et des sanatoriums. Ainsi, dans la région de Leningrad, le conseil des syndicats inaugura trois maisons de vacances et une base de repos pour les jours fériés. Les travailleurs d'avant-garde étaient prioritaires. Les militants syndicaux s'occupaient de la répartition des places et contrôlaient le travail des commissions de sélection des sanatoriums dans les entreprises et dans les établissements de soins.

Les problèmes de formation générale et d'alphabétisation prirent une grande importance, car l'industrialisation exigeait un grand nombre d'ouvriers instruits et très qualifiés.

Le Conseil central des syndicats appela les organisations syndicales à mobiliser tous les moyens à leur disposition pour achever le travail de liquidation de l'analphabétisme dès le premier quinquennat. Au cours de ce quinquennat, les syndicats de Leningrad renforcèrent la base matérielle de nombreuses écoles pour la jeunesse ouvrière, y associant le service culturel des armées. En tout, pour les années 1930-1931, 8 000 ouvriers d'avant-garde de la production passèrent par les écoles de la jeunesse ouvrière de Leningrad.

Les syndicats de Leningrad contribuèrent activement à la formation technique des jeunes ouvriers et à l'élévation de leur niveau culturel. Ils impulsaient des cercles de techniciens, des écoles techniques sur les machines, des écoles d'atelier, des cours de chefs d'atelier et d'équipe.

Pour aider les entreprises à organiser ces formations techniques, le conseil régional des syndicats de Leningrad et les comités régionaux des syndicats créèrent

(11) Soldatenkov V. V., *op. cit.*, p. 56.

(12) *La Pravda*, 18 janvier 1930.

74 brigades de militants syndicaux regroupant 276 personnes. En avril 1931, dans les entreprises de Leningrad, plus de 50 000 ouvriers passèrent par les formations techniques sans quitter la production, dont 18 000 femmes (13).

Cette activité des syndicats pour liquider l'analphabétisme donna ses résultats. Leningrad devint la première ville du pays à réaliser l'alphabétisation totale pour le 1<sup>er</sup> mai 1931.

Dans cette activité des syndicats de Leningrad en 1926-1930, il faut distinguer deux étapes fondamentales. De 1926 à la première moitié de 1928, c'était une activité "traditionnelle". Aux débuts de l'industrialisation, les syndicats continuaient à considérer que leur principal rôle était la défense des intérêts des travailleurs, ce qui ne les empêchait pas de combiner cette activité avec le travail à la production.

## Les problèmes de production passent au premier plan

Mais, à partir de la seconde moitié de l'année 1928, on assiste à un brusque tournant. La reconstruction socialiste menée par Staline et son entourage amena le triomphe des méthodes administratives de commandement à la direction du pays. Les syndicats réduisirent brusque-

ment leur activité de défense des intérêts des travailleurs, et les problèmes de production passèrent au premier plan. La restructuration des syndicats s'accompagna de répressions contre une partie de leurs militants. On commença à affirmer des positions simplistes et partiales dans l'analyse des perspectives de développement du mouvement syndical. Le parti dirigeant manifesta de plus en plus un style autoritaire et administratif. En 1930, les syndicats étaient devenus un instrument fidèle et obéissant aux mains de la bureaucratie stalinienne. N'étant plus considérés comme des organisations sociales de la classe ouvrière appelées à défendre ses intérêts matériels, ils se transformèrent de plus en plus en une annexe politique du Parti communiste.

Ce sera l'une des causes de l'effondrement de la popularité du mouvement syndical parmi les travailleurs de Leningrad. Le pourcentage des ouvriers syndiqués travaillant à la production passa de 88,4 à 70,1 entre 1928 et 1931 (au 1<sup>er</sup> janvier 1931, il y avait 1 221 444 syndiqués à Leningrad) (14).

La nouvelle décennie commença pour eux dans les conditions d'une crise interne...

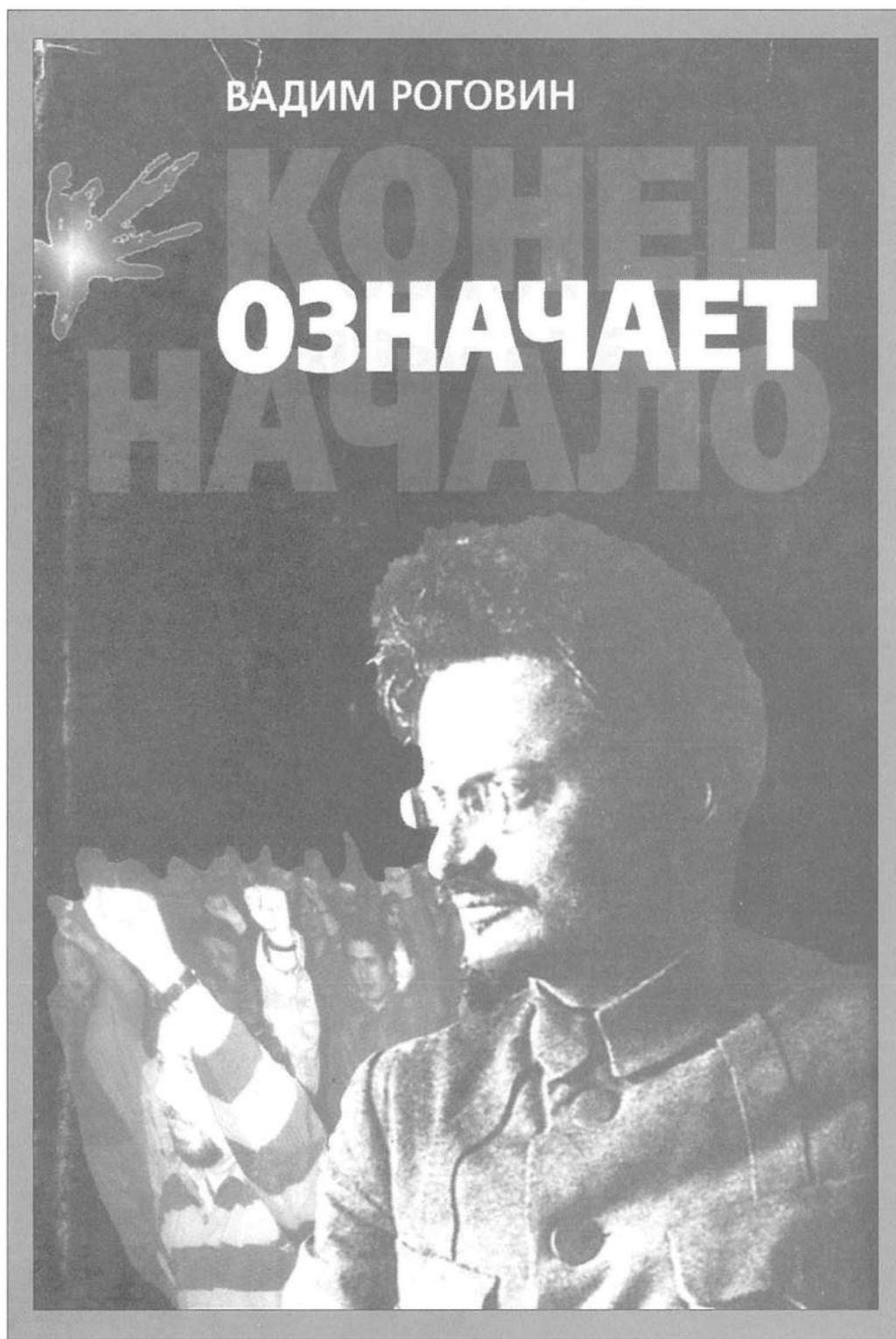
**Dimitri Lobok**

(13) Bibikov Iou., Moskalev S., *Profsoïouzy Leningrada v gody Sovetskoï vlasti, 1917-1959*, Moscou, 1960, p. 82.

(14) Nosatch V. I., *Tcherez tjour'my i ssylki*, Saint-Pétersbourg, 1999, p. 73.



**Vadim  
Rogovine :  
l'URSS  
à la veille  
de la guerre**



## Le pays au régime

Le pays, libéré du rationnement, aborda le troisième plan quinquennal (celui qui a précédé la guerre) avec d'assez bons indicateurs économiques. Mais les disproportions croissantes dans l'éco-

nomie et l'agriculture, et bien d'autres raisons, ont amené en 1939 une nouvelle envolée de la pénurie.

L'industrie lourde et la défense restaient prioritaires.

### Dynamique des investissements dans l'industrie de l'URSS (en milliards de roubles, en roubles constants)

Date	En tout dans l'industrie	Dont, dans l'industrie lourde
Premier plan quinquennal (1929-1932)	3,3	2,8
Deuxième plan quinquennal (1933-1937)	7,4	6,0
Troisième plan quinquennal (1938-juin 1941)	7,0	5,8

Source : 60 ans d'économie de l'URSS. *Stat., Moscou, 1997, p. 436.*

Ainsi, d'après ces données, le financement de la production d'objets d'utilisation courante a diminué pendant le troisième plan quinquennal par rapport au deuxième et ne représentait que 1,2 milliard de roubles (en roubles constants). L'insuffisance des investissements dans l'industrie légère et alimentaire impliquait une faible production de marchandises et de produits d'alimentation.

La production industrielle brute avait augmenté de 45 % en trois ans (1938-1941), soit en moyenne de 13 % par an, mais la part des moyens de production s'était accrue de 53 % et celle des produits de consommation de 33 %. Ce rythme ne permettait pas de satisfaire les besoins de la population.

C'est ainsi qu'en 1940 l'industrie légère produisait par an et par habitant seulement 14 m<sup>2</sup> de tissus de coton, 0,8

de laine et 0,3 de soie, moins de trois paires de bas et chaussettes, une paire de chaussures en cuir, moins d'une pièce de sous-vêtements. L'industrie alimentaire produisait 11,1 kg de sucre par personne, 7,4 kg de poisson, 24 kg de viande, près de 172 kg de produits laitiers, près de 5 kg d'huile, 7 boîtes de conserves, 5 kg de confiseries, 4 kg de savon.

La répression de masse qui s'était abattue sur tout le pays en 1937-1938, entraînant l'extermination des cadres les plus qualifiés, était l'une des raisons essentielles des difficultés économiques. Les gens étaient désespérés, désespérés, paniqués, ce qui ne favorisait pas la productivité. La production était fébrile.

Dans une lettre à Staline, un certain Pakhomov, analysant les conséquences des grandes purges, écrivait :

*"L'atmosphère de méfiance et de suspicion excessive (...) freine l'initiative et l'énergie des travailleurs, et est extrêmement néfaste pour le travail... Je juge indispensable d'attirer votre attention sur la situation absolument anormale des anciens membres du parti, de ceux qui ont lutté dans la clandestinité et, en particulier, des participants actifs à la révolution et la guerre civile dans les années 1917-1920. Ils n'accèdent qu'exceptionnellement à des postes de direction... On dit qu'on ne peut aujourd'hui leur faire confiance... Je ne suis pas d'accord avec cette pratique."*

Sur l'ensemble de la production du pays, un tiers seulement allait dans les magasins. Le reste était hors du secteur marchand, phénomène qui s'est sensiblement développé pendant le troisième plan quinquennal. C'est ainsi que le tiers du sucre partait dans le secteur non-marchand.

En 1939, le commerce de détail ne distribuait (par personne) qu'un peu plus d'1,5 kg de viande, 2 kg de saucisson, environ 1 kg de beurre et, pour les produits manufacturés, seulement la moitié des étoffes de coton et de lin, le tiers des lainages produits. Et tout ne parvenait pas au consommateur, compte tenu des pertes pendant le transport et le stockage, ainsi que la redistribution dans la sphère du commerce réservé. Par exemple, à Sysran, les magasins spé-

ciaux, réservés à un cinquième de la population, disposaient de 90 % des marchandises reçues par la ville. Dans la région de Perm, 2 à 3 % des marchandises étaient vendues dans le commerce ouvert à tous, le seul accessible pour 65 % de la population.

La pénurie croissante de marchandises entraînait non seulement la diminution des stocks, mais aussi l'accroissement de la masse monétaire détenue par la population. Celle-ci avait doublé entre 1938 et la fin de 1940.

La guerre engagée en septembre 1939 aggrava encore la situation. Les campagnes militaires, l'invasion de la Pologne, de la Roumanie, des pays Baltes, la guerre soviéto-finlandaise aiguësèrent la crise de l'énergie et des matières premières. La peur panique d'une guerre imminente suscita dans la population une frénésie d'achats malade. Les gens achetaient absolument tout ce qu'ils trouvaient.

Les livraisons accrues de matières premières et de nourriture à l'Allemagne après le pacte de non-agression contribuèrent, bien entendu, à augmenter la pénurie sur le marché intérieur.

La pénurie de marchandises conduisit à l'introduction, dans le commerce ouvert à tous, d'une norme d'achat, en fait une forme de rationnement. A la fin 1939, le gouvernement fixa "la norme d'achat de pain par personne" à deux kilos. En octobre 1940, il abaissa cette norme à 1 kg. La norme pour la viande passa de 2 kg à 500 g, pour le saucisson également de 2 kg à 500 g, pour le poisson de 3 à 1 kg. Mais, dans les faits, les autorités locales abaissaient encore davantage ces normes. "La norme la plus fréquente était de 500 g par jour pour le pain, alors qu'elle était officiellement d'un kilo." "En 1940, les travailleurs de l'industrie aéronautique recevaient par mois et par famille de 300 à 700 g de viande, 1 kg-1,5 kg de poisson, 300 g de beurre."

Dans les années 1939-1940, l'académicien Vernadski accorde, dans son journal intime, une large place à la pénurie et aux réactions de la population :

*"8 octobre 1939. Agitation généralisée due au manque du plus indispen-*

*sable. Le pain noir est de plus en plus mauvais. Il est difficile d'en trouver du blanc, et il est cher. Toute la population passe son temps à se procurer du pain, etc. Il y a des queues interminables pour la vodka.*

*19 octobre 1939. Moscou. Il y a des queues partout. On manque de tout. La population perd patience. On dit qu'ailleurs c'est encore pire.*

*4 janvier 1940. Dans toutes les villes, la nourriture manque... On ne trouve pas même les aliments de base, le pain, le fromage (sauf à Moscou).*

*12 janvier 1940. Visiblement, le pain, la nourriture manquent... Les gens — par milliers et par centaines de milliers — font la queue littéralement pour un morceau de pain.”*

## La situation à la campagne

La situation était encore pire à la campagne. Pendant la deuxième moitié des années 1930, les livraisons obligatoires et les achats avaient augmenté davantage que la production. Quand le balai des livraisons obligatoires était passé dans les réserves des kolkhozes et les huches des kolkhoziens, il restait moins de céréales et de produits dérivés de l'élevage au village qu'il n'en restait avant la révolution.

L'Etat réquisitionnait toute la production de betterave et de coton, 94 % des céréales, jusqu'à 70 % des pommes de terre, la moitié de la viande, du lard, des œufs, près de 60 % du lait. Comme plus de la moitié de la viande, de lait et presque tous les œufs provenaient des lopins individuels, ces chiffres montrent que les livraisons obligatoires ne frappaient pas seulement les kolkhozes, mais la production individuelle des kolkhoziens sur leur lopin personnel.

Quand ils avaient livré le grain dû à l'Etat et constitué le fond de semences, les kolkhozes n'avaient plus rien (la statistique montre qu'il restait moins de grain dans les villages que pendant la famine de 1931-1932). Dans les régions

peu fertiles, les kolkhoziens recevaient au plus de 1 kg-1,5 kg de grain par “journée de travail”. Dans de nombreux kolkhozes, les paysans ne recevaient que 300 à 600 g, et même parfois 100 à 200 g en tout et pour tout par “journée de travail”.

Dans la région de Iaroslavl, avec 600 “journées de travail”, on gagnait 5 roubles seulement par an ! Dans la république allemande de la Volga et la région de Saratov, des familles qui avaient fourni plus de 300-400 “journées de travail” souffraient de la faim. Dans les rapports du NKVD, il est question d'un travailleur de choc qui avait fourni 800 journées de travail (alors que la moyenne, en 1937, était de 194) et dont la famille était boursoufflée par la faim.

De nombreux paysans sabotaient le travail au kolkhoze. D'après les données officielles, en 1937, plus de 10 % des kolkhoziens n'avaient pas fourni une seule “journée de travail”, en 1938, 6,5 %. 16 % fournissaient moins de 50 “journées de travail” par an.

A la fin de l'hiver 1936-1937 et au printemps 1937, la famine commença dans toute une série de régions. *“On mangeait les chats, les chiens, les cadavres des animaux crevés, malades. Les gens mendièrent, étaient gonflés par la faim, mouraient. Il y eut des suicides dus à la faim... Le pire était la région de la Volga. Dans 36 districts (de la région de Kouibychev), le NKVD relève des cas d'utilisation de succédanés de nourriture, dans 27 des cas de gens gonflés par la faim, dans 7 il enregistre 40 morts de faim.”*

Pour éviter la répétition de la famine de masse des années 1932-1933, le bureau politique décida, à partir d'août 1936, une forte diminution des exportations de céréales et, à partir de janvier-février 1937, leur arrêt complet. La récolte record de 1937 contribua également à surmonter la crise alimentaire à la campagne. La crise était passée, mais il fallait présenter au peuple ses “organismes”. Le bureau politique ordonna au NKVD de démasquer et d'arrêter les organisateurs de *“l'activité contre-révolutionnaire”* à la campagne. A l'automne 1937, il y eut toute une série de procès pour l'exemple. Des dirigeants, secré-

taires de comité de région, présidents de comités exécutif de région, de soviets ruraux, de kolkhozes, se retrouvèrent au banc des accusés.

Les paysans survivaient essentiellement grâce à leur lopin individuel et au marché libre. Dès le deuxième plan quinquennal, l'administration avait loué aux paysans des terres collectivisées, ce qui avait permis l'augmentation des parcelles individuelles et le développement des marchés kolkhoziens. Dans la seconde moitié des années 1930, ce secteur fournissait un cinquième de la production. A Kiev, à Ivanov, par exemple, le marché kolkhozien assurait plus de 60 % de la viande, le tiers des pommes de terre, jusqu'à 90 % des œufs. A Rostov-sur-le-Don, à Krasnodar, la population achetait les produits laitiers et carnés, les pommes de terre, les œufs uniquement au marché. Même à Moscou, qui était beaucoup mieux approvisionnée, le marché fournissait un tiers du lait, plus de 15 % de la viande et des pommes de terre.

A la réunion de mai 1939 du comité central, on constata avec inquiétude que les parcelles individuelles produisaient d'énormes revenus, de 15 000 à 20 000 roubles par an. La décision prise le 27 mai 1939 de suspendre *"la dilapidation de la propriété socialiste"* se traduisit par le décret du comité central et du gouvernement de l'URSS *"pour protéger les terres collectives des kolkhozes de la dilapidation"*. Au cours de l'été et de l'automne 1939, tous les lopins furent mesurés et les surplus rendus aux kolkhozes. *"Sur les 8 millions d'hectares de lopins individuels, les kolkhozes en récupérèrent environ deux, ce qui entraîna également une diminution du cheptel individuel."* Les déplacements massifs de paysans pour la mise en valeur des régions de l'ouest, organisés autour de l'année 1940 sur décision du bureau politique, contribuèrent également à la déstabilisation de l'agriculture.

En décembre 1939, pour enrayer le déficit alimentaire dans les villes, le bureau politique supprima la vente de farine, puis de pain, à la campagne.

La répartition centralisée des marchandises était soumise aux priorités in-

dustrielles, c'est-à-dire s'effectuait au profit des grandes villes. La campagne, où vivaient 70 % de la population, recevait moins d'un tiers des fonds.

Si au cours du deuxième plan quinquennal, un habitant de la campagne recevait 4,5 fois moins de marchandises que celui des villes, au cours du troisième, il en recevait 5,2 fois moins.

La "journée de travail" fut également diminuée : le kolkhozien recevait en 1938 1,6 kg de grain par "journée de travail", et 600 g seulement en moyenne en 1938. En conséquence, en 1939, près de 600 000 kolkhoziens se sont délibérément abstenus d'aller travailler.

Tout cela a conduit à une nouvelle crise alimentaire à l'automne 1939. En avril 1940, Beria dénonçait les faits suivants à Staline et Molotov : *"D'après les rapports de toutes une série d'agents du NKVD au niveau des républiques et des régions, il y a eu ces derniers temps chez certains kolkhoziens et leurs familles des cas de maladie dus à la sous-alimentation (...). Les vérifications effectuées par le NKVD ont confirmé le fait d'enflures dues à la faim."*

A la réunion du comité central de juillet 1940, Mikoïan consacra une partie de son intervention au rythme catastrophiquement lent de la récolte de céréales : *"L'an dernier, vingt-cinq jours après le début de la récolte, on avait engrangé 283 millions de pouds (16,38 kg) de céréales, cette année environ 80 millions. Les céréales livrées à l'Etat sont les plus mauvaises, sales, gâtées."*

Il notait que, dans certains cas, on s'efforçait d'abîmer volontairement le grain, pour que l'Etat le refuse et qu'on puisse le garder...

Staline, qui ne connaissait pas d'autre méthode que la répression pour résoudre les problèmes, insista pour qu'on aggrave les sanctions. A ce propos, il est intéressant de rapporter ce dialogue entre Staline et Khrouchtchev au plénum de juillet :

**"Khrouchtchev :** *La discipline du travail n'est pas encore à la hauteur.*

**Staline :** *A la hauteur ? De quoi parlez-vous donc, quand les gens refusent de travailler, ne vont tout simplement*

*pas au travail... On ne me paye pas assez, alors je ne travaille pas.*

**Khrouchtchev :** *Cela mérite d'être traduit devant les tribunaux.*

**Staline :** *Il faut déporter ces gens-là. Le travail est une obligation sous le socialisme. Nous faisons passer en jugement les gens qui sont en retard, mais le kolkhozien qui ne va pas travailler du tout, on le laisse faire."*

## La lutte contre les files d'attente

Comme on l'a déjà dit, le commerce d'Etat était soumis à une répartition centralisée des marchandises. Dans cette répartition, la Fédération de Russie recevait 80 % des fonds pour les produits les plus déficitaires, comme la viande et les matières grasses (alors qu'elle ne comptait que 60 % de la population), tandis que l'Asie centrale, avec le Kazakhstan et le Sud-Caucase (environ 15 % de la population), ne recevait qu'1 à 2 %.

A l'intérieur des républiques, la priorité était donnée aux grandes villes industrielles. Moscou, où ne vivaient qu'un peu plus de 2 % de la population, recevait près de 40 % de la viande et des œufs, plus d'un quart de toutes les matières grasses, du fromage, des étoffes de laine, environ 15 % du sucre, de la semoule, du pétrole, de chaussures en caoutchouc, de la bonneterie. Pour les autres marchandises, la part de la capitale était également de 7 à 10 %. Moscou et Leningrad "pompaient" la moitié des fonds pour la viande, les matières grasses, les œufs.

La conséquence était l'afflux vers la capitale d'acheteurs venus de tout le pays. On peut imaginer ce qui se passait dans la capitale à la lecture des rapports du NKVD :

*"Magasin Rostextilchveïtorg (pont Kouznetskii). Vers 8 heures du matin, il y a déjà environ 3 500 clients. A l'ouverture, à 8 h 30, 4 000 à 4 500. Dès 8 heures, la file s'allonge pont Kouznetskii, passage Neglinniï, et se termine en haut de la rue Pouchetchnaïa."*

*"Grand magasin Leningradskii. Vers 8 heures du matin, il y a une file d'un millier de personnes et la police a installé dix camions pour empêcher l'accès au magasin depuis la chaussée... A l'ouverture, il y a une file d'environ 5 000 personnes."*

*"Grand magasin Dzerjinskii. La foule a commencé à se presser dès 6 heures du matin. Les gens se tenaient dans les rues avoisinantes et aux arrêts d'autobus. Vers 9 heures, la file comptait environ 8 000 personnes."*

*"Dans la nuit du 13 au 14 avril, 33 000 personnes attendaient l'ouverture des magasins. Dans la nuit du 16 au 17, 43 800."*

En avril 1939 fut adopté le décret "Sur la lutte contre les files pour les marchandises manufacturées dans les magasins de Moscou". Le 1<sup>er</sup> mai, un décret analogue paraissait à Leningrad. Le 17 janvier 1940 paraissait un décret du gouvernement "Sur la lutte contre les files pour les produits d'alimentation à Moscou et Leningrad". Au cours du printemps et de l'été, le bureau politique étendit l'application de ce décret à une longue liste de villes de la Fédération de Russie et d'autres républiques.

Les méthodes de lutte contre les files d'attente étaient essentiellement répressives. La police reçut le droit de "retirer des files d'attente" les non-résidents pour infraction "au régime des passeports" et de les expulser de la ville, des détachements spéciaux opéraient dans les gares. Ceux qui achetaient plus que les normes fixées étaient passibles d'amendes et de condamnations pénales.

Le bureau politique alla plus loin. Il décréta l'interdiction pure et simple des files d'attente. La file n'était autorisée qu'à l'intérieur du magasin et pendant les heures d'ouverture. Faire la queue en dehors des heures d'ouverture était puni d'amende. Le NKVD faisait régulièrement des rapports au bureau politique et au gouvernement sur le nombre de contrevenants et les sanctions prises. Mais les gens s'adaptaient. Ils se cachaient sous les porches des maisons voisines, les parcs, s'amassaient aux arrêts de tramway les plus proches.

On lit dans les rapports du NKVD : "A l'arrêt, il y a environ 100-150 personnes. Après le tournant, une foule d'un millier de personnes gêne le passage du tramway, ce qui fait que la police fait la chaîne le long des voies. A 8 heures, la foule à l'arrêt de tramway, qui compte maintenant 300 personnes, se précipite en criant vers la palissade dans le prolongement du magasin et forme une file."

Les gens contournaient aussi le rationnement. Pour que la police ne confisque pas, pour le rendre au magasin, le pain acheté au-delà de la norme, ils le morcelaient et l'émiettaient. Ils mélangeaient les semoules : le magasin ne reprenait pas la marchandise dans cet état.

Ainsi l'Etat, faute de s'attaquer aux causes de la pénurie, devait dépenser des forces et des moyens colossaux pour lutter contre ses conséquences.

Le gouvernement tenta de réduire la pénurie de certains produits d'alimentation de première nécessité par des augmentations de prix localisées. A la fin de 1939, le prix d'Etat de détail du kilo de beurre était de 15 à 20 roubles, celui de viande de 7 à 10 roubles, de pommes de terre 50 kopecks. La dizaine d'œufs coûtait 5 à 7 roubles, le litre de lait 7 à 8 roubles. A partir du 24 janvier, on augmenta le prix de la viande, du sucre et des pommes de terre, en avril celui des matières grasses, du poisson, des légumes. En janvier 1939, le prix du tissu, des vêtements de confection, du linge de corps, de la vaisselle. En juin 1940, celui des chaussures et des objets en métal. Le prix des marchandises de première nécessité — le pain, la farine, la semoule, les pâtes — resta inchangé. Le Conseil des commissaires du peuple, pour tenter de limiter les ventes, diminua la quantité autorisée par acheteur. Elle fut réduite de deux à quatre fois en avril 1940, puis à nouveau en octobre.

En ce qui concerne les salaires, les faits suivants donnent une idée de leur niveau et de leur différenciation (la statistique des salaires ayant cessé d'être publiée en URSS depuis 1934). En 1937, le salaire minimum a été porté à 110 roubles. Au même moment, d'après les grilles de salaires en vigueur, le directeur

d'une entreprise alimentaire gagnait de 500 à 1 200 roubles. En 1940, le salaire moyen d'un ouvrier était de 324 roubles, celui d'un ingénieur de 696 roubles par mois.

L'article "La vie soviétique", dans le *Bulletin de l'Opposition*, donnait une idée plus concrète de la différenciation des salaires et des avantages sociaux dans les entreprises industrielles. L'auteur, un ouvrier étranger qui avait travaillé plusieurs années dans des usines soviétiques, racontait que le salaire mensuel de base d'un ingénieur pouvait atteindre 2 000 roubles, celui d'un ajusteur 400 roubles, d'un ouvrier non qualifié 150. De plus, les employés aux postes de responsabilité pouvaient souvent toucher jusqu'à 1 500 roubles par mois de primes, récompenses, heures supplémentaires, etc.

L'ouvrier avait droit à toucher son plein salaire en cas de maladie après deux ans d'ancienneté, tandis qu'un ingénieur y avait droit dès l'embauche. De plus, l'ouvrier devait payer lui-même ses médicaments. Pour retenir les ouvriers, les contremaîtres avaient souvent recours à des devis fictifs, des suppléments, des primes, etc.

En ce qui concerne les dirigeants et les spécialistes, le montant de leurs primes était bien supérieur à leur salaire officiel. Ainsi, la prime d'un directeur dont l'usine avait dépassé le plan allait de 70 à 230 % de son salaire de base.

Par ailleurs, il existait un fonds directeur, où étaient versés plus de 50 % des profits de l'entreprise. Officiellement, ce fond devait être affecté à la constitution et au fonctionnement des infrastructures sociales de l'entreprise (logements, jardins d'enfants, clubs, etc). En fait, il n'était pas rare, comme en témoignait la presse, que ce fonds soit tout simplement partagé entre le directeur, le secrétaire du parti et d'autres représentants de la bureaucratie dans l'usine. Il en résultait une corruption croissante.

Les émoluments de certains écrivains et compositeurs étaient incomparablement supérieurs aux revenus de l'élite dirigeante. C'est ainsi que l'ensemble des honoraires du dramaturge Pogodine

atteignaient 732 000 roubles en 1939, ceux de Trenev 235 000 roubles, tandis que la rémunération du chef du département agitation et propagande du comité central était, pour la même année, de 27 000 roubles.

## Croissance des inégalités

Dans les conditions d'une crise aiguë de l'approvisionnement, les dirigeants du parti et de l'Etat tentaient de rétablir le réseau des centres de distribution réservés qui avaient existé à l'époque du rationnement des années 1928-1935. Ce système d'approvisionnement connut un tel développement que le bureau politique prit une résolution spéciale ordonnant la liquidation de ces centres pour la bureaucratie locale (tout en les conservant, bien entendu, pour la bureaucratie des échelons supérieurs).

« *Notre gouvernement* (d'après le contexte, le mot "gouvernement" désignait ici les organes du pouvoir en général — V. R.) *se ravitaillait mieux que nécessaire pour bien vivre*, écrivait à Molotov un certain Zaïtchenko, de Kazan. *Pour le 1<sup>er</sup> Mai, au comité régional, il ont eu tout ce dont on pouvait rêver dans leur centre de distribution réservé (c'est-à-dire qu'officiellement, ils n'en ont pas, mais leur buffet en fait office et il est magnifiquement approvisionné), il y avait du poulet, des conserves, du saucisson, du caviar, des biscuits, des gâteaux, des bonbons. Ils ont ramené tout ça chez eux en voiture. Tout ce dont nous avons même oublié l'existence... Même dans les kolkhozes, on a commencé à dire : "A peine député, il prend de la bedaine"... »*

Pendant toutes les années 1930, le système des centres de distribution fut maintenu pour le NKVD et pour les ouvriers et les employés sur les chantiers industriels, et dans l'extraction de minerais d'intérêt stratégique. Le décret du comité central et du gouvernement du 29 mai 1939 instituait un système réservé de magasins militaires au profit des dirigeants de l'armée et de la flotte, mais également des ouvriers et employés sur

les chantiers militaires. Tout un système de privilèges fut instauré pour les militaires en matière d'impôts et de taxes, d'assurance sociale, de logement, de santé, d'instruction. Le décret du 17 décembre 1939 institua des centres de commerce réservés pour les ouvriers et employés des chemins de fer.

L'élite scientifique et intellectuelle restait privilégiée. Aucun pays ne pouvait rivaliser avec l'URSS pour l'abondance de distinctions, décorations, récompenses. A l'intérieur de chaque grand groupe social s'opérait une profonde différenciation, qui touchait les revenus, la façon de vivre, le prestige et la reconnaissance sociale.

La réforme de la législation sur l'héritage au cours des années 1930 et 1940 permettait que ces revenus et ces privilèges assurent également la constitution d'un capital et sa transmission par héritage.

Derrière les grandes phrases sur l'égalité, en fait, l'inégalité croissait dans le pays. Une couche se dégageait, qui avait la possibilité de s'assurer de meilleures conditions de vie grâce à des salaires plus élevés, à toutes sortes de dotations d'Etat pour les cantines, le repos en sanatorium, le logement, le transport, etc. On construisait de plus en plus d'immeubles d'habitation, de sanatoriums, de maisons de repos et de datchas réservés à la nomenklatura.

Les centres de distribution réservés à l'élite soviétique aggravaient, comme on l'a déjà dit, la pénurie dont souffrait le reste de la population. Ils engloutissaient la part du lion des marchandises et des produits alimentaires attribués à la région ou à la ville. Les rations par personne y étaient également plus élevées que la norme établie par le gouvernement dans le commerce ouvert à tous. Ainsi, dans la région de Tambov, les dirigeants du comité régional et du comité exécutif régional pouvaient acheter pour 250 à 1 000 roubles de denrées alimentaires par mois et par personne. A Stalinabad, les dirigeants pouvaient acheter 342 roubles de lainage dans leur centre réservé, tandis que le "simple" citoyen n'avait droit qu'à 1 rouble en magasin. L'accès aux centres réservés permettait

d'acheter des marchandises à tout moment, d'avoir un large choix et à des prix inférieurs à celui du commerce ouvert à tous.

Dans tout le pays, il y avait un réseau d'établissements qui contribuaient à isoler du peuple les couches privilégiées : clubs pour les directeurs d'entreprise, pour les femmes de directeur, pour les — rares à l'époque — possesseurs d'automobiles, ateliers de confection, etc.

Résumant les processus sociaux qui se développaient en URSS à la fin des années 1930, Trotsky écrivait :

*« La tendance à l'égalité sociale voulue par la révolution est foulée aux pieds. Les espoirs des masses sont trahis. En URSS, il y a une population de 12 à 15 millions de privilégiés, qui concentrent entre leurs mains près de la moitié du revenu national et appellent ce régime "socialiste". Mais, à part eux, il y a dans le pays environ 160 millions de gens écrasés par la bureaucratie, et qui vivent perpétuellement dans le besoin. »*

La pénurie engendra une vague de spéculation. Dans la seconde moitié des années 1930, elle prit un caractère "organisé".

L'un des canaux essentiels alimentant le marché spéculatif était le commerce d'Etat. Ce n'étaient pas les producteurs-entrepreneurs qui s'enrichissaient à millions, mais les employés du commerce d'Etat, les directeurs, les intendants des grands magasins.

On peut lire dans les rapports des agents du NKVD travaillant dans le secteur du commerce d'Etat :

*« Une grande quantité d'employés se livrent à un pillage organisé et systématique, et, non seulement ils ne sont pas sanctionnés, mais ils sont considérés comme des gens respectables. Leur exemple est contagieux et, peu à peu, le vol devient une tradition, une coutume, il est inséparable du travail dans ce secteur. La plupart considèrent qu'il est "normal" que quelqu'un qui travaille dans le commerce vole, amasse des objets précieux, se fasse construire des datchas, ait des maîtresses, etc. Malheureusement, ces voleurs de haut vol sont*

*considérés avec la même indulgence qu'on avait autrefois pour les intendants dilapidateurs des fonds de l'Etat. »*

Les vols et pertes découvertes dans le secteur du commerce dans les six premiers mois de l'année 1940 s'élevaient à 200 millions de roubles (et au moins autant étaient détournés en trichant sur les poids, le prix, et par d'autres moyens, qui, comme le dit la note du NKVD, ne se prêtaient pas à l'évaluation).

La situation matérielle des millionnaires clandestins qui pouvaient se permettre de dépenser 10 000 à 15 000 roubles par mois, s'acheter des maisons à 100 000 roubles, des voitures, des objets anciens et autres objets précieux, ne le cédait en rien à celle de l'élite politique du pays. En même temps, des liens se tissaient entre le pouvoir d'Etat et le capital clandestin. D'après un rapport du NKVD, les "ripoux" étaient sous la protection de dirigeants de l'Etat, du parti et des organes judiciaires, qui touchaient des pots-de-vin en espèces ou en nature.

## Le mécontentement populaire

La collection de lettres de travailleurs aux plus hautes instances du pouvoir, y compris à Staline et autres "guides", rassemblée dans les archives du parti et de l'Etat constitue une source précieuse d'information sur la pénurie qui régnait dans les villes. Ces lettres dépeignent non seulement la situation insupportable dans laquelle vivaient les Soviétiques, mais leur mécontentement croissant. Il est caractéristique que, sur 18 lettres publiées dans la revue *Voprosy istorii* ("Questions d'histoire"), deux seulement soient anonymes, ce qui témoigne de l'audace de leurs auteurs, qui décrivent l'exacerbation des conflits sociaux.

A en juger par les lettres de diverses villes, la viande, sur le marché, coûtait de 20 à 60 roubles le kilo, le beurre de 75 à 90 roubles, les pommes de terre de 15 à 35 roubles, les œufs de 15 à 35 roubles la dizaine, la farine de froment de 80 à 85 roubles le poud (16,38 kg). "Au prix du pain, tout le salaire y passe,

était-il souligné dans les lettres, *et si on achète 1 kilo de pommes de terre par jour, cela fait 150 roubles par mois pour une pomme de terre par personne* (dans une famille de cinq personnes — V. R.), *et avec quoi payer le reste ? De quoi sont coupables nos enfants, qui ne voient pas de pain blanc, ni de sucreries, ni de beurre, même les nourrissons n'ont pas de bouillie ?*"

N. S. Neougassov écrit au commissariat du Commerce de l'URSS :

*"La ville d'Alapaevsk, dans la région de Sverdlovsk, connaît une pénurie de pain et de farine sans précédent dans l'histoire. Les gens, les enfants gèlent à faire la queue dès le soir et jusqu'au matin, par moins 40, pour 2 ou 4 kilos de pain."*

*"Si, dans les magasins, il y a de la nourriture à prix fixe, écrivait à Staline T. Makarenko, de Sébastopol, celui qui travaille n'en verra pas la couleur, il y a une foule pas possible, c'est l'horreur, on se bat. Les gens deviennent fous... Dans un magasin, un ouvrier a été littéralement écrasé en voulant se procurer du saucisson... Les files se forment dès le soir, à 6 heures du matin elles sont phénoménales."*

De nombreuses lettres dressent un tableau effrayant des excès suscités par les files d'attente. Un membre du parti, Ignatieva, écrit au comité central :

*"A Stalingrad, à 2 heures du matin, on fait déjà la queue pour le pain ; à 5-7 heures, il y a 500, 700, 1 000 personnes... Au marché, c'est l'horreur... De tout l'hiver, nous n'avons vu dans les magasins de Stalingrad ni viande, ni chou, ni pommes de terre, ni carottes, ni betteraves, ni poireaux ou aucun légume, ni lait au prix d'Etat... Il n'y a rien pour faire la lessive, ni pour laver les enfants. C'est le triomphe des poux, on en est tous couverts. Si, dans notre ville, notre cité, un magasin reçoit une livraison, on fait la queue toute la nuit dans le froid, en plein vent, les mères avec leurs enfants dans les bras, les hommes, les vieux, jusqu'à 6 000 à 7 000 personnes... En un mot, les gens semblent fous. Vous savez, camarades, c'est terrible de voir ces visages déments, exas-*

*pérés, qui s'écrasent pour acheter, il n'est pas rare que quelqu'un soit mortellement frappé ou piétiné."*

Ignatieva conseillait aux "guides" de *"s'intéresser à ce qu'on sert aux travailleurs dans les cantines : on nous sert aujourd'hui ce qu'on donnait hier aux cochons"*.

De Nijnii Tagil, N. E. Klementieva, femme au foyer, écrivait à Staline :

*"Tous les magasins sont vides, il n'y a qu'un peu de hareng, de temps en temps il y a du saucisson, alors on se bat pour en avoir. Parfois, il y a une telle foule dans les magasins que les gens perdent connaissance. Iossif Vissarionovitch, c'est tout simplement terrifiant. Même pour le pain, il faut faire la queue depuis 2 heures du matin, et encore pour du pain de seigle, le blanc est rare."*

S. Melentiev, membre du parti, travailleur au journal *L'Ouvrier de Tagil*, écrivait au secrétaire du comité central, Andreev :

*"Voilà plus d'un mois qu'à Nijnii Tagil, il y a des files interminables devant les boulangeries (500 personnes et plus s'attroupent dès l'ouverture). Le pain amené dans la nuit est vendu en deux ou trois heures et les gens continuent à faire la queue dans l'attente de la livraison du soir. C'est ainsi que certains font la queue de 4-5 heures du matin jusqu'à 6-7 heures le soir pour obtenir deux kilos de pain... Dans les magasins, on ne trouve rien d'autre que du café, et pour tout le reste il y a des files terribles. Chaque jour, on enfonce les portes des magasins, on casse les vitrines, c'est un cauchemar."*

De la même ville de Nijnii Tagil, l'instituteur I. N. Frolov, membre du parti depuis 1924, écrivait :

*« Chez nous, dans l'Oural, ces derniers temps, surtout depuis décembre 1939, le pain est livré irrégulièrement, ce qui suscite un vif mécontentement dans la population... Il y a tous les jours la queue, on entend les gens dire : "Est-ce que notre gouvernement ignore la souffrance du peuple, qui fait chaque jour la queue pendant des heures pour acheter du pain ?". »*

Frolov attire l'attention sur le fait que la pénurie de produits de première nécessité et les files interminables « *constituent une immense armée non productive. Chaque famille, pour se nourrir, essaie d'avoir un "responsable des achats" (c'est-à-dire quelqu'un qui, ne travaillant pas, puisse passer des heures à faire la queue — V. R.), il y en a des milliers rien qu'à Tagil, et pendant ce temps on manque terriblement de main-d'œuvre dans les usines.* »

L'ouvrier de l'usine métallurgique d'Alapaevsk, S. V. Stavrov, écrivait au comité central que, depuis les dix premiers jours de décembre 1939, « *il faut faire une queue de presque 12 heures pour acheter du pain. On commence à faire la queue dès 1 ou 2 heures du matin, et parfois dès le soir... En janvier, il a fait moins 50... Mieux vaut le rationnement que crever dans les files.* » Cette lettre n'est pas la seule à proposer de revenir au rationnement des produits alimentaires pour en finir avec les files d'attente.

Même à Moscou, comme le remarque S. Abouladze dans une lettre à Molotov, « *il y a à nouveau des files jusqu'à la nuit pour le beurre ou l'huile, il n'y a plus de pommes de terre, pas du tout de poisson..., des gens qui ne travaillent pas font des files interminables pour des objets d'utilisation courante... Les files d'attente exacerbent les pires défauts des gens : l'envie, la méchanceté, la grossièreté, elles dessèchent le cœur.* »

Dans certaines villes, les avanies de la police ajoutaient à la souffrance des gens. Ainsi, à Kazan, la police non seulement dispersait les files ou faisait payer 25 roubles d'amende à ceux qui la faisaient, mais elle empoignait certains, les mettaient par dizaines dans des camions et les débarquait à 30 ou 40 kilomètres de là.

L'indignation suscitée par la pénurie et les files d'attente était encore plus grande quand on voyait la bureaucratie, et en son sein les membres des forces de l'ordre, se servir ouvertement et impudemment. « *Le 22 octobre, des ouvriers, des employés faisaient la queue, écrit S. D. Bogdanov, de Fergana, au commissaire du peuple à l'Industrie alimentaire.*

*Arrivent le chef de la police, le chef de la police criminelle, le procureur, le juge, qui ont pris tout ce qui avait le plus de valeur et sont partis. Après, le peuple a protesté, disant qu'il n'y avait pas de justice et qu'on ne pouvait jamais rien avoir.* »

Décrivant la situation dans leur ville, les ouvriers de l'artel « Notre technique » écrivaient au comité central : « *Ce qui se passe actuellement à Toula est indescriptible, ça fait peur d'y penser, sans parler de l'écrire.* » Et ils accusaient « *ces gras cochons* » (les dirigeants de la région) d'être responsables de la situation scandaleuse.

Cette vie misérable entraînait certains dans un désespoir qui les poussait au suicide ou pire encore : « *Je suis si désespérée que je suis capable de tout, écrivait Klementieva à Staline, je ne peux plus voir mon enfant affamé... J'ai entendu des mères dire qu'elles veulent tuer leurs enfants. Elles disent : je vais allumer le poêle, boucher la cheminée, qu'ils s'endorment pour ne plus se réveiller. On n'a pas de quoi les nourrir. Moi aussi, j'y pense.* »

D'autres exprimaient leur colère ouvertement, sans peur, et posaient aux dirigeants des questions désagréables : « *Je voudrais savoir pourquoi le citoyen Bastyntchouk (...) ne peut pas, ne fût-ce qu'une fois en quatre ans, s'acheter un mètre d'indienne ou de lainage ?* », écrivait à Staline l'ouvrier de l'usine d'automobiles de Gorky G. S. Bastyntchouk, tout en indiquant les raisons d'une telle pénurie : « *La pègre s'est alliée aux commerçants et, "clandestinement" — mais librement —, ils dilapident dans le commerce libre tout ce qui leur tombe sous la main. Et grâce à cette criminelle spéculation, ils ne manquent de rien.* »

Caractérisant la situation de la population dans sa ville, Zaïtchenko écrivait à Molotov :

« *Je veux vous décrire le cauchemar que nous vivons à Kazan... Pourquoi sommes-nous affamés, épuisés ? Pourquoi cette délinquance dans les rues, ces jeunes bandits qui se moquent de la police ? Pourquoi parle-t-on des succès et cache-t-on à toute force ce qui se passe chez nous ? Pourquoi le peuple est-il ai-*

*gri ? Vous pensez que je mens, que tout cela est faux. Et comment ne le croiriez-vous pas, quand G. A. Dinmoukhamed (président du présidium du Soviet suprême de la République de Tatarie de 1938 à 1951 — V. R.) vous envoie des descriptions si jolies et poétiques, comment n'a-t-il pas honte de parler du "bien-être des ouvriers et de l'intelligentsia", de l'absence chez nous de misère et de famine ? Quel sentiment éprouvent les travailleurs de Kazan en lisant cela ? La colère, le rouge de la honte devant ses mensonges et aucune confiance envers leurs députés. »*

Le fossé entre la réalité et les promesses faites par les dirigeants pendant tant d'années suscitait l'incompréhension et la colère. Dans la région de Goumel, un élève de première, B. I. Morozov, écrivait à Mikoïan :

*"Un jour, maman avait fait la queue pour du tissu et elle est revenue sans rien, très fâchée et racontant qu'autrefois il y avait de tout. J'ai alors dit à maman qu'avant la fin du deuxième plan quinquennal, nous en aurions à volonté. Le deuxième plan quinquennal est passé, le troisième a commencé et mes prévisions ne se sont pas réalisées, toujours pas de tissu. De temps en temps, il en arrive, et alors c'est la cohue."*

Le jeune garçon, mûri avant l'âge, en vient à des conclusions politiques :

*"Nous voulons encore nous battre et vaincre dans la confrontation des deux systèmes, capitaliste et socialiste. Mais avec des mœurs et un approvisionnement pareils, on ne pourra pas vaincre, on ne construira jamais le communisme !"*

La question était posée encore plus brutalement dans une lettre anonyme adressé au ministère du Commerce de l'URSS :

*"Nous demandons des comptes aux soviets, écrit l'auteur. Autrefois, les ouvriers et les paysans étaient exploités, mais ils avaient du pain. Aujourd'hui, dans le jeune pays soviétique, riche en blé, des gens meurent de faim... Qu'on donne du pain aux Allemands, d'accord, mais qu'on nourrisse d'abord notre peuple, pour qu'il puisse résister s'ils nous attaquent."*

Dans les rapports du NKVD :

*"Qu'est-ce que cette vie ! Si c'était Trotsky, il dirigerait mieux que Staline" (suit une note du NKVD : "On s'en occupe").*

*"Tôt ou tard, mais Staline mourra bien un jour. Beaucoup de gens sont contre lui."*

*"Staline a fait mourir de faim beaucoup de monde."*

Toute une série de lettres avertissaient les dirigeants de la menace d'une explosion populaire.

*"Rien n'est plus terrible pour l'homme que la faim, écrivait V. Ignatieva au comité central. Cette peur mortelle vous rend fou. Partout, en famille, au travail, on ne parle que d'une chose : les files d'attente, la pénurie. On soupire, on gémit, dans les familles où il y a cinq bouches à nourrir et un salaire de 150 à 200 roubles, on est littéralement affamé, on enfle... Il faut prendre des mesures immédiates et radicales, avant l'explosion."*

Dans une lettre anonyme, adressée à Molotov de la ville d'Ordjonikidze, on disait que la ville était depuis déjà quatre mois sans chauffage et sans lumière, qu'on s'éclairait avec des moyens primitifs, avec des copeaux de bois. *"Les ouvriers sont prêts à se soulever, soulignait l'auteur de la lettre. Camarade Molotov, les ouvriers sont capables de patienter, mais leur patience est à bout."*

Dès septembre 1939, le commissaire du peuple au Commerce, A. V. Lioubimov, avait exposé devant le bureau politique la nécessité de rétablir le rationnement. En fait, il ne s'agissait que de légaliser la situation de fait. Néanmoins, Molotov, dans son allocution radiodiffusée du 17 septembre, déclarait que *"le pays dispose de tout ce dont il a besoin et peut se passer du rationnement"*.

La responsabilité de la crise du ravitaillement et de la pénurie fut rejetée sur les organes locaux. C'est la raison pour laquelle le bureau politique refusa de légaliser les centres de distribution réservés pour la bureaucratie locale. A la veille de la guerre, le bureau politique renforça la centralisation et le contrôle

des autorités locales. Le 4 mai 1941, il prit la décision de nommer Staline président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS. Le 6 mai, cette nomination était confirmée par un décret du présidium du Soviet suprême. Ainsi, Staline était à la tête des deux organes centraux du pouvoir.

Pour assurer une direction efficace du Conseil des commissaires du peuple, un bureau fut constitué, le nombre des adjoints du président fut augmenté, de façon à ce que chaque adjoint ne soit pas en charge de plus de trois commissariats. Les conseils économiques, qui faisaient le lien entre le gouvernement et les commissariats, furent supprimés, un commissariat de contrôle étatique fut créé, le rôle de la commission de contrôle du parti fut modifié. Sa tâche se réduisit au contrôle de l'exécution par les organes locaux du pouvoir des décisions de la direction. Les commissariats et les organes du parti et de l'Etat furent déconcentrés, de façon à ce que chacun n'ait à contrôler qu'un nombre plus réduit d'entreprises et de territoires.

## Mesures répressives pour renforcer la discipline du travail

L'impuissance des autorités face à la crise économique entraîna une nouvelle vague de mesures coercitives pour que les gens aillent travailler au lieu de faire la queue et étouffer le mécontentement croissant.

Pendant les deux dernières semaines de 1938, le comité central, le gouvernement et le Conseil central des syndicats prirent deux décrets visant à limiter les droits sociaux et du travail des ouvriers et employés. L'adoption de ces décrets fut précédée d'une campagne de propagande tapageuse, qui exigeait les mesures les plus sévères contre les "*profiteurs, qui vont de place en place à la recherche d'un boulot en or*". A partir du 14 décembre, la *Pravda* et les autres journaux commencèrent à publier des articles de stakhanovistes, de contre-

maîtres, de directeurs d'entreprise, expliquant l'abondance dans le pays de fainéants, de tire-au-flanc et de "travailleurs nomades". De nombreux articles citaient des exemples d'un énorme turnover, qui pouvait toucher dans certaines usines plus de la moitié du personnel au cours de l'année.

Pour qu'il soit plus difficile de changer de lieu de travail, le gouvernement adopta le 20 décembre le décret "*sur l'introduction des livrets de travail*", qui imposait à l'administration des entreprises et des institutions de n'embaucher que sur présentation du livret de travail.

Cette idée du livret de travail, Staline l'avait emprunté à Hitler, qui l'avait introduit dès 1934, la différence était que le livret de travail soviétique mentionnait les raisons pour lesquelles le travailleur avait quitté l'entreprise, ce qui rendait souvent plus difficile son embauche ailleurs.

Le 28 décembre, le comité central, le gouvernement et la direction des syndicats adoptaient le décret "*Mesures pour le rétablissement de la discipline du travail, l'amélioration de la sécurité sociale et la lutte contre les abus dans ce domaine*". Le décret spécifiait que, pour les fainéants, tire-au-flanc et "*profiteurs, qui escroquent l'Etat*", le simple licenciement pour infraction à la discipline du travail "*n'est absolument pas une sanction efficace, car, dans la plupart des cas, ils retrouvent immédiatement du travail ailleurs*". Le décret spécifiait : "*Les dirigeants d'entreprise, d'institution, d'atelier, de service peuvent être poursuivis, licenciés et passer en jugement s'ils ne prennent pas les mesures nécessaires de renforcement de la discipline.*"

Le même décret instaurait une autre mesure répressive : le licenciement pour quatre retards en deux mois. Même le fait d'avoir été retenu à la cantine était considéré comme un retard. Comme la pause de midi avait été réduite de 45 à 20 à 30 minutes et qu'il y avait souvent une grande file d'attente, les ouvriers n'avaient tout simplement pas le temps de manger.

Les changements concernant la sécurité sociale furent aussi précédés d'une grande campagne de propagande, où l'on

montrait *“qu'en matière de sécurité sociale, on dépense l'argent à tort et à travers”*, et que, *“parfois, les médecins prescrivent des arrêts de maladie sans contrôle”*.

De nombreux articles exigeaient de réduire la durée du congé de maternité, qui était pour les femmes travailleuses de 56 jours avant l'accouchement et autant après. Les *“lettres de travailleurs”* publiées dans la *Pravda* affirmaient que *“la loi sur les congés de maternité a été adoptée il y a des années”* (! — V. R.) et *“était obsolète”*.

En réalité, la durée de ces congés avait été fixée en 1936. La *“mise à jour”* de la loi consistait à réduire ce congé à 35 jours avant l'accouchement et 28 après.

Les indemnités de maladie aussi étaient réduites. Il fallait désormais avoir travaillé plus de six ans dans une même entreprise pour toucher 100 % de son salaire. Avec une ancienneté de trois à six ans, on touchait 80 % du salaire moyen, et de moins de deux ans, 50 %. De plus, les travailleurs qui n'étaient pas membres du syndicat ne percevaient que la moitié de ces sommes.

Il fallait au moins deux ans d'ancienneté pour pouvoir prétendre à des bons de séjour en maison de repos. On ne tenait même pas compte du fait que de nombreuses usines venaient d'être construites, et que ce n'était donc pas la *“faute”* des travailleurs si leur ancienneté dans l'usine était faible.

Cependant, toutes ces mesures n'eurent pratiquement aucun effet sur le turnover des cadres, qui était une plaie des entreprises soviétiques. Les salaires de misère et la dureté des conditions de travail et de vie contraignaient les travailleurs à aller d'une usine à l'autre, à la recherche d'un meilleur salaire, d'un logement décent, etc. Les ouvriers sabotaient souvent le décret sur le livret de travail, et l'administration des entreprises, toujours en manque de main-d'œuvre, embauchait sans le demander. Comme l'écrivait la *Pravda*, *“dans les usines de la métallurgie traînent des centaines de livrets de travail non réclamés par les ouvriers qui ont quitté l'entreprise.”*

*Par toutes sortes de voies détournées, les tire-au-flanc se sont débrouillés pour se faire embaucher ailleurs et recevoir un nouveau livret.”* Par exemple, à l'usine *“Manomètre”*, 2 253 personnes ont été licenciées pour absences injustifiées ou sont parties d'elles-mêmes (sur un effectif de 2 500 personnes).

On découvrit que les ouvriers avaient même trouvé le moyen d'utiliser le décret de décembre 1938 pour quitter leur lieu de travail. Au Conseil central des syndicats, Chvernik se plaignit que les ouvriers *“font exprès d'être en retard plus de 20 minutes pour pouvoir exiger leur licenciement”*.

Le récit de Ritman, directeur de la fabrique de chaussures *“Commune de Paris”*, à Moscou, était encore plus cocasse : il racontait que le ferblantier Kapoustine était venu le voir, furieux de ne pas être licencié pour vol. *“Ce Kapoustine a tenté de voler quatre paires de semelles, mais il a été pris. Parfaitement au fait des subtilités de la législation, il avait volé juste ce qu'il fallait pour que l'affaire ne soit pas assez sérieuse pour passer devant un tribunal, mais soit jugée dans l'usine et en profiter pour se tirer.”*

Sachant que les faits de ce genre étaient légion, la clique stalinienne n'a pas entrepris d'améliorer les conditions de travail, les cantines, les transports publics, de réduire les arrêts de travail souvent dus au fait que l'entreprise n'était pas livrée en matériaux ou en matières premières, que les machines étaient en panne. Elle a eu recours aux mesures coercitives et policières habituelles, multipliant les condamnations pénales pour de simples fautes professionnelles.

Le 19 juin 1940, dans une conversation avec ses plus proches collaborateurs, Staline aborda la question d'un durcissement draconien de la législation du travail. Dans ses notes quotidiennes, V. A. Malychev rapporte que Staline proposa d'introduire de sévères mesures répressives contre le turnover : *« Après un assez vif débat, le camarade Staline a proposé de promulguer une loi interdisant aux ouvriers et employés de changer d'entreprise, et ajouté : “Et ceux qui*

enfreindront cette loi, il faut les mettre en prison". »

Dans la même conversation, Staline proposa d'introduire la journée de 8 heures, avec l'argument suivant :

*"Nos syndicats ont pourri les ouvriers. Ce n'est pas une école du communisme, mais une école de fainéantise. Les syndicats montent les ouvriers contre les dirigeants et encouragent les tendances à la paresse, au parasitisme. Pourquoi est-ce que, alors que dans les pays capitalistes les ouvriers peuvent travailler 10 à 12 heures pour les capitalistes (une telle durée de travail n'existait plus nulle part depuis longtemps dans les pays capitalistes avancés — V. R.), nos ouvriers ne devaient travailler que 7 heures pour leur propre Etat ? Nous avons commis une grande erreur en introduisant la journée de 7 heures... Aujourd'hui, il faut appeler les ouvriers à faire des sacrifices et introduire la journée de 8 heures sans augmentation de salaire."*

Les propositions de Staline furent officialisées le 26 juin 1940 dans une adresse de la direction des syndicats aux ouvriers et employés. Le lendemain, fut publié le décret du présidium du Soviet suprême de l'URSS du 26 juin *"Du passage à la journée de 8 heures sur sept jours et de l'interdiction pour les ouvriers et employés de quitter les entreprises et institutions de leur propre initiative"*.

Suivant ce décret, adopté, comme le disait le préambule, *"sur proposition de la direction des syndicats"*, la journée de travail était sensiblement allongée (de 7 à 8 heures dans les entreprises et de 6 à 8 dans les administrations) et la semaine ouvrable portée à 7 jours. En moyenne, l'augmentation était de 33 heures par mois. De plus, les normes de production étaient augmentées et le salaire aux pièces diminué d'autant.

Deuxièmement, le décret interdisait de quitter l'entreprise de sa propre initiative ou de changer de lieu de travail. Les contrevenants devaient être jugés et étaient passibles de deux à quatre mois de prison.

Troisièmement, les absences non dûment justifiées (y compris les retards au

travail de plus de vingt minutes, le retard après la cantine, les visites à l'hôpital pendant le temps de travail) étaient passibles non plus de licenciement comme avant, mais jusqu'à six mois de travaux obligatoires sur place, avec perte de 25 % du salaire.

Quatrièmement, les directeurs d'usine et les dirigeants d'institutions pouvaient eux-mêmes passer en jugement s'ils négligeaient de déférer au tribunal les travailleurs coupables de quitter l'entreprise ou s'ils embauchaient du personnel coupable ce de même crime.

Ce décret aussi fut *"unanimentement approuvé"* dans les assemblées du personnel convoquées partout. Comme l'écrivait dans la *Pravda* l'humoriste Rykline, il arrivait parfois, *"car chaque troupeau a sa brebis galeuse, que, dans le chœur d'approbation enthousiaste (sic ! — V. R.), s'élève une voix étrangère. C'est ainsi, par exemple, que l'ouvrière Mikhalichenok est intervenue pour dire que, voyez-vous, elle n'était pas d'accord avec les nouvelles règles. Sa déclaration a été accueillie par un énorme éclat de rire."*

Des articles parus dans la presse témoignaient de la férocité avec laquelle la loi était appliquée. C'est ainsi que le procureur du quartier de Moscou, à Leningrad, rapportait que l'ouvrière sur machine-outil Remizova avait eu l'audace d'exiger son compte de l'administration de l'usine *"parce qu'elle n'était pas d'accord avec les conditions de travail"*. Elle avait été condamnée à quatre mois de prison et arrêtée immédiatement à sa sortie du tribunal.

Dès le premier mois d'application du nouveau décret, 103 542 contrevenants passèrent en jugement. Et dans la seconde moitié de 1940, plus de 2 090 000 travailleurs furent jugés pour avoir quitté leur entreprise de leur propre initiative, pour absence injustifiée ou retard, et plus de 1 700 000 condamnés à six mois de travail obligatoire sur leur lieu de travail.

Le fait que la question du contrôle de l'application de ce décret ait été mise à l'ordre du jour de la réunion du comité central des 24-31 juin — fait sans précédent dans l'histoire du parti — témoigne de l'importance qui lui était donnée. Le

23 juillet, à la séance du bureau politique, Staline critiqua à nouveau vertement Chvernik pour la politique "réformiste" des syndicats. *"Est-ce que les syndicats ne dépravent pas les ouvriers quand les syndicalistes viennent éteindre la lumière dans les ateliers pour les empêcher de faire des heures supplémentaires ?"*, déclara-t-il. A la même séance, Staline soutint la proposition de faire passer la journée de travail de 6 à 8 heures pour les jeunes de 16 à 18 ans.

Au comité central, Malenkov était chargé du rapport sur la mise en œuvre du décret. Il constata qu'elle n'était pas satisfaisante. Les absences injustifiées non seulement n'avaient pas diminué, mais avaient même augmenté dans toute une série d'entreprises. Dans les entreprises du Donbass, 357 personnes étaient quotidiennement licenciées. En conséquence, pour le mois écoulé, la mise en application du décret n'avait permis qu'une augmentation infime de la production.

Dans le rapport et les débats, de nombreux faits furent rapportés, qui témoignaient du sabotage de fait du décret par les travailleurs et de leur débrouillardise. D'après la loi adoptée en 1933, les menus vols à l'usine n'étaient pas passibles du tribunal, mais de mesures administratives ou de licenciement. Utilisant cette loi, les travailleurs commettaient exprès de petits vols pour être licenciés. C'est ainsi que l'ouvrier Mitrofanov, qui avait volé 5 mètres de marchandise, avait déclaré : *"J'ai volé parce qu'on refuse de me licencier. Si vous ne me licenciez pas, je volerai encore 20 mètres."* Dans les usines textiles, il était de plus en plus fréquent que les ouvrières, en quittant le travail, présentent ostensiblement à la garde 50 cm de tissu volé pour se faire remarquer et être licenciées. Des exemples furent donnés d'ouvriers qui cessaient de remplir la norme pour être licenciés.

Dans son intervention, Staline déclara :

*« Nos directeurs sont des plaisantins, des bavards, ils ne savent pas se faire respecter des voyous... Les ouvriers vont jusqu'à voler pour se faire licencier.*

*Nulle part au monde il ne se passe des choses pareilles. Ce n'est possible que chez nous, parce qu'il n'y a pas de chômage. Chez nous, on n'a pas peur de perdre son travail. Les fainéants, les "nomades" savent la discipline... La campagne ne fournit plus un flot de main-d'œuvre pour les entreprises... Il faut obtenir que les parasites incrustés dans les kolkhozes s'en aillent. Il y a beaucoup de gens qui vivent à la campagne et travaillent peu. Il faut les en chasser. Ils iront travailler dans l'industrie. »*

La réunion du comité central de juillet décida, sur proposition de Malenkov, que les menus larcins soient désormais punis non plus de licenciement, mais de peines de prison pouvant aller jusqu'à un an.

On y critiqua également les *"pratiques antiétatiques"* des dirigeants d'entreprise, c'est-à-dire les cas où les responsables, à tous les niveaux, du directeur au contremaître, *"soustrayaient les absentéistes à la justice"*, leur donnant des autorisations d'absence d'un ou deux jours pour raisons familiales, pour se rendre chez eux, pour accueillir ou raccompagner des parents, pour faire provision de bois, etc. On citait en exemple des certificats où des contrevenants à la discipline du travail étaient qualifiés d'ouvriers d'avant-garde.

C'est ainsi que l'ouvrier Mosliakov avait reçu un bon certificat, affirmant que, *"pendant toute la durée de son travail, il avait rempli trois fois la norme et était le meilleur novateur de l'atelier"*. Ce certificat fut qualifié de *"couverture criminelle des éléments absentéistes et nomades"* et Mekhlis déclara même qu'il constituait une manifestation d'opposition à la loi.

La transmission aux tribunaux des absences injustifiées et autres infractions à la discipline du travail entraîna d'énormes pertes de temps. La presse soviétique dut publier des informations selon lesquelles, par exemple, un ouvrier traduit devant les tribunaux avait dû s'absenter pendant quatre jours rien que pour se rendre chez le juge d'instruction. De plus, le décret se fixait pour but

d'avoir "une action éducative sur les ouvriers". C'est pourquoi, au début, toutes les normes de la procédure étaient respectées, les audiences se tenaient avec participation des avocats et souvent, "pour l'exemple", dans les ateliers. Aussi, ce n'est pas un hasard si, en pleine campagne de répression, le nombre d'affaires portées devant les tribunaux en application du décret du 26 juillet diminua fortement. Ainsi, en septembre, 53,4 % d'affaires d'absentéisme de moins qu'en août furent portées devant les tribunaux dans la région de Moscou, 41,2 % dans celle de Smolensk. De nombreuses condamnations furent commuées après les éclaircissements donnés par la Cour suprême de l'URSS :

*"L'examen des crimes prévus par le décret du présidium du Soviet suprême de l'URSS du 26 juillet 1940 peut conduire, si toutes les circonstances de l'affaire ne sont pas dûment examinées (...), à condamner un innocent."*

Dans son rapport, Malenkov proposait une simplification de la procédure en vue de la rendre plus rapide et efficace : avant tout, de supprimer l'instruction préalable pour les absentéistes et les "nomades", et de décider la non-recevabilité par les procureurs des explications sur les raisons de l'absence injustifiée. Les membres du plénum étaient particulièrement irrités par l'égalité des droits des parties dans les affaires d'infraction à la discipline du travail :

*"Souvent, les débats tournent à l'avantage de l'absentéiste, disait Malenkov, l'avocat désarçonne le procureur. Les défenseurs jouent souvent le rôle principal."*

Le commissaire du peuple à la Justice, Rytchkov, se repentit d'avoir donné ordre d'examiner ces affaires avec la participation obligatoire de l'avocat et du procureur :

*"Par cette directive, on a donné aux avocats une tribune dans les usines pour prononcer des discours politiquement nocifs."*

Lui faisant écho, Kouznetsov affirma que, parmi les avocats, la majorité "sont des gens qui ont travaillé autrefois dans les tribunaux et au parquet, et qui en ont

été chassés pour des motifs politiques. Ils nous en veulent et veulent faire capoter tous les procès".

La volonté affirmée dans le décret de transformer les jugements contre les absentéistes en "procès pour l'exemple" suscita une "autocritique" particulièrement vive :

*"Avoir tenu ces procès devant les ouvriers a discrédité le décret, déclara tout uniment Rytchkov. Ces procès pour l'exemple se sont transformés en meetings mal organisés et ont, de fait, discrédité le décret."*

Et Malenkov cita le procès pour l'exemple, organisé au combinat textile de Iaroslav en présence de 900 travailleurs, contre l'ouvrière Klimova, qui avait quitté l'usine de sa propre initiative. Pendant le procès, Klimova réagit maladivement à toutes les questions qui lui étaient posées, ne cessant de pleurer. Cela suscita la compassion des ouvriers rassemblés. Quand le tribunal la condamna à trois mois de prison et qu'elle quitta la salle sous escorte, la foule des travailleurs, 300 à 400 personnes, l'accompagna avec des protestations indignées jusqu'aux portes de la prison.

Pour la mise en œuvre de la décision du comité central du 10 août, un nouveau décret fut adopté par le Soviet suprême de l'URSS, décret qui aggravait les peines pour menus larcins, remplaçant le licenciement par une peine d'un an de prison. Ce décret fut adopté en même temps que celui qui simplifiait la procédure dans les affaires d'infraction à la discipline du travail. Désormais, ces affaires furent examinées sans participation d'avocats, ni de jurés.

Le 5 août, parut un éditorial de la *Pravda* : "Couvrir les absentéistes, c'est un crime contre l'Etat", où étaient stigmatisés les "libéraux pourris" — directeurs d'entreprises ou magistrats — qui ne manifestaient pas la rigueur nécessaire envers les ouvriers tire-au-flanc.

Le décret sur les larcins fut publié dans la *Pravda* le 17 août et, dès le 22 août, le même journal publiait une liste d'ouvriers condamnés à un an de prison pour le vol, par exemple, de 2 mètres de satinette ou de deux serrures.

Le 16 août, un nouveau décret du Soviet suprême étendait ces mesures pénales aux travailleurs de l'agriculture : *“De l'interdiction pour les conducteurs de tracteurs et de moissonneuse-batteuses de quitter de leur propre initiative les MTS”* (stations de tracteurs et machines agricoles). Et, trois mois plus tard, paraissait le décret du Soviet suprême *“Sur le transfert obligatoire des ingénieurs, techniciens, contremaîtres, employés et ouvriers qualifiés d'une usine ou une administration à une autre”*, qui instaurait des condamnations pénales non seulement pour ceux qui tentaient quitter une entreprise, mais aussi ceux qui refusaient d'être transférés dans une autre.

Jusqu'à la fin 1940, la législation du travail ne cessa de se durcir, s'étendant même aux mineurs. Le 26 septembre, la question des réserves de main-d'œuvre fut discutée au bureau politique. Pendant la discussion, Staline déclara :

*“On a une loi qui interdit de quitter l'usine de son propre chef, mais on n'ira pas loin avec ça... Le fondement du projet sur les réserves de main-d'œuvre est qu'on envoie les jeunes à l'école, on les habille, on les chausse, on les mobilise, et après ils ont l'obligation de travailler quatre ans là où nous en avons besoin.”*

Le 2 octobre, fut adopté le décret *“sur les réserves de main-d'œuvre de l'URSS”*, qui introduisait la mobilisation de la jeunesse dans des instituts professionnels et des écoles d'usine. Le gouvernement avait le droit de mobiliser de 800 000 à un million de jeunes garçons pour un enseignement professionnel obligatoire. Dans la mesure où les élèves de 1<sup>re</sup> et de terminale étaient dispensés du service, il ne s'agissait pratiquement que d'enfants de familles modestes.

Le 28 décembre, un nouveau décret permettait des poursuites pénales — jusqu'à un an d'internement en colonie — contre les élèves des écoles professionnelles, des écoles de cheminots et d'entreprises coupables d'infractions à la discipline ou d'avoir quitté leur établissement.

Les sanctions pénales étaient introduites également à l'encontre du personnel dirigeant, des ingénieurs et des techniciens. Le décret du 10 février 1940 *“Sur*

*l'interdiction de la vente, de l'échange et de la réalisation frauduleuse du matériel et des matières premières, et la responsabilité pénale pour ces actes illégaux”* avait pour but de les empêcher de recourir au troc ou à la vente de gré à gré. La même année, le décret du 10 juillet introduisait des poursuites pénales (de 5 à 8 ans de prison) *“pour production défectueuse ou incomplète et pour la non-observation des normes obligatoires dans les entreprises industrielles”*.

Néanmoins, les mesures coercitives les plus féroces ne pouvaient mettre fin à la rotation du personnel et aux autres phénomènes dont l'industrie soviétique était malade. En octobre 1940, on pouvait lire dans la *Pravda* qu'à l'usine de tracteurs de Stalingrad, on avait embauché 450 ouvriers et licencié 246, en août respectivement 372 et 339, en septembre 428 et 405.

Les mesures contre les retards, l'absentéisme, etc., n'avaient aucun sens dans de nombreuses entreprises, parce que la pénurie contraignait les gens à faire la queue des heures durant pendant les heures de travail, pour se procurer les produits les plus indispensables, à commencer par le pain.

Commentant les nouveautés de la législation du travail et du Code pénal soviétiques, le *Bulletin de l'Opposition* écrivait, sous le titre *“La politique du knout”* :

*“Si tous les décrets récemment adoptés en Russie soviétique étaient vraiment appliqués, une bonne moitié de la population serait en prison : pour une absence injustifiée — le camp de travail ; pour avoir quitté l'entreprise de son propre chef — la prison ; pour malfaçon — la prison ; pour le moindre vol à la production — la prison.”*

**Vadim Rogovine**

NDLR : Toutes les citations de Vadim Rogovine sont appuyées sur des références empruntées soit à des fonds d'archives (CRGAE, RGASPI), soit aux ouvrages de G. Dikhtiar, *Le Commerce soviétique pendant la période du socialisme et de la construction avancée du communisme*, Moscou, 1965, et de E. Ossokina, *Za fassadom “stalinsko-go blagopolutchia”*, Moscou, 1998.



**Staline  
et le stalinisme :  
remarques  
sur l'histoire officielle**

**(Marc Teulin)**



Rapport de Staline au VI<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique (août 1917).

## “Staline a continué les traditions historiques de la Russie tsariste”

L'ÉCRIVAIN américain William Faulkner a écrit un jour : *“Le passé n'est pas mort, il n'est même pas passé.”* Cette vérité devrait guider toute étude du stalinisme. Léon Trotsky l'avait souligné dans *Bolchevisme ou stalinisme* : *“L'Etat construit par les bolcheviks ne reflète pas seulement leur pensée et leur volonté, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression du passé barbare et de l'impérialisme mondial non moins barbare (...). La conquête du pouvoir, quelque importante qu'elle soit en elle-même, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. Certes, une fois maître de l'Etat, du pouvoir, le parti peut agir avec une force sans précédent sur le développement de la société ; mais en revanche, lui-même est soumis à une action décuplée de la part de tous les autres membres de cette société”* (1).

Lorsque Marx écrit que les traditions des vieilles générations écrasent le cerveau des nouvelles, il ne vise pas le seul bagage idéologique (rites, coutumes, croyances, superstitions, mœurs), mais l'ensemble de l'héritage légué par une génération à la suivante, à commencer par l'Etat et ses divers appareils constitués au fil des siècles.

L'ancien détenu du Goulag, Zoubtchaninov, le souligne dans ses souvenirs : *“Tout au long de l'histoire russe, les conquêtes de territoires s'étaient accompagnées de l'envoi forcé d'individus, qu'à cette fin on privait de liberté et de tous les droits de l'homme. C'est ainsi que s'était effectuée la colonisation de la Sibérie, c'est ainsi que Pierre I<sup>er</sup> avait construit Pétersbourg, ses forteresses et ses canaux, c'est ainsi qu'avaient été construites les usines de l'Oural. Sous ce rapport comme sous bien d'autres, Staline a continué les traditions historiques de la Russie tsariste. Mais les dimensions du système policier créé par lui élargissaient de façon inhabituelle les possibilités de la colonisation forcée, qui à son tour exigeait l'élargissement et le renforcement de la dictature policière”* (2).

Aujourd'hui, le point de vue à la mode est celui qu'exprime l'historien américain Martin Malia : l'URSS *“était un monde où l'idéologique et le politique constituaient l'infrastructure et non la superstructure et où l'organisation socio-économique était une dérivation se-*

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, Institut Léon Trotsky, 1983, tome 14, pp. 343-344.

(2) Zoubtchaninov, *Oktiabr*, n° 8, 1997, pp. 104-105.

conduire d'une base constituée par le parti" (3). L'économie et le social découleraient de l'idéologie, qu'il faudrait donc prendre au pied de la lettre... et au sérieux.

## Vodka et idéologie

Traduisons concrètement : en 1924, Staline, malgré la longue opposition de Trotsky, rétablit à la fois la production de vodka, interdite dès 1918 par les bolcheviks, et le monopole de l'Etat sur cette production, qui, depuis lors, alimente le budget de l'Etat. Ce serait donc une mesure fondée sur "l'idéologie" ? Or Staline ne fait que reprendre, ce faisant, une tradition tsariste rétablie par le ministre des Finances d'Alexandre III, puis Premier ministre de Nicolas II, Serge Witte, qui trouvait dans la vente de la vodka un excellent moyen de financer l'industrie et d'abrutir la population. Même dans les années de disette et de famine, jamais les distilleries de vodka ne manqueront de grain. Inutile de dire qu'il n'éprouvera jamais le besoin de décorer cette mesure budgétairement fructueuse d'un quelconque habillage "marxiste-léniniste".

Martin Malia oublie les multiples reprises par Staline de traditions tsaristes (comme le passeport intérieur rétabli en 1932), dont l'énumération serait trop longue. Lorsqu'en 1939, le bureau politique interdit les files d'attente devant les magasins et punit de lourdes amendes ceux qui s'obstinent, on chercherait en vain le fondement idéologique de cette mesure comme de toute la législation anti-ouvrière de l'année 1940. Le décret du 27 juin 1940 faisant passer la journée de travail de 7 à 8 heures, la semaine de travail de 6 à 7 jours et interdisant aux ouvriers de changer d'entreprise, ainsi que l'arrêté qui augmente les normes de travail et abaisse la rémunération "en liaison, selon le titre du décret, avec le passage à la journée de 8 heures", frappent la classe ouvrière. L'idéologie a bon dos ! L'extension et l'élargissement systématique des camps de concentration, l'un

des piliers du système stalinien à partir de 1929, sont présentés dans les textes internes comme répondant à de simples nécessités économiques et répressives (4). Seuls les 103 écrivains, gavés de caviar, de champagne et de vodka, qui font avec Gorki le voyage sur le canal Baltique-mer Blanche construit par des zeks font mine de croire aux vertus rééducatives du travail forcé sur ce canal à peu près totalement inutilisable (5). La campagne antisémite organisée par Staline à partir de 1948 n'est, elle aussi, que la reprise d'une vieille tradition tsariste particulièrement vivace sous le viscéralement antisémite Nicolas II.

## La couverture idéologique

La couverture idéologique éventuelle d'une mesure n'est là encore que la perpétuation d'une tradition séculaire des systèmes monarchiques ou bourgeois. Ainsi, tous les belligérants de 1914 ont-ils présenté leur guerre pour un nouveau partage du monde comme un noble combat pour défendre le droit, la justice ou la démocratie. Et les évêques et les pasteurs de tous bords affirmaient le plus sérieusement du monde que Dieu (le même pour tous) était du côté de leur armée, de leur Etat, de leurs canons, de leurs balles et de leurs baïonnettes natio-

(3) Martin Malia, *La Tragédie soviétique*, le Seuil, 1995, p 19. L'analyse de Malia a une dimension idéologique très nette. Dans une interview à la revue *L'Histoire* (n° 236, p. 53), il affirme que la chute de l'URSS prouve que, "dans le monde réel, il n'existe que le capitalisme sauvage et des formes de capitalisme tempéré par des régulations économiques et par des systèmes de Sécurité sociale"... de plus en plus démantelés, même dans les pays capitalistes les plus développés. Le message de Martin Malia est clair : l'univers de l'exploitation capitaliste est éternel. Il met ainsi la (prétendue) science historique au service de la classe dominante et de ses exigences idéologiques... exactement comme les historiens staliniens, hier, la mettaient au service de la bureaucratie au pouvoir.

(4) Jean-Jacques Marie, *Le Goulag, Que Sais-je ?*, PUF, 1999, pp. 40-41.

(5) *Belemorsko-Baltiski Kanal, pod redaktsiei*, M. Gorkogo, M. Averbaha, S. Firina, Moscou, 1934, rééd. 1998.

nales. L'idéologie n'est qu'un camouflage et un paravent.

L'écrivain Vladimir Solooukhine est beaucoup plus près de la réalité du stalinisme lorsqu'il relève les indices de ce qu'il considère comme une marche au rétablissement de la monarchie après la Seconde Guerre mondiale. Certes, Staline n'a pu penser au rétablissement de la monarchie, impossible sans renversement de l'économie collectivisée, mais les reprises de traditions tsaristes relevées sont incontestables (6).

## Une violence faite à l'histoire ?

Depuis la chute de l'Union soviétique, enfin, nombreux sont ceux qui s'interrogent : la révolution d'Octobre a-t-elle été, comme l'affirmaient les mencheviks à l'époque, une violence faite à l'histoire, une tentative d'en forcer les rythmes, et donc la nature ?

Gorki n'avait-il pas averti Lénine et Trotsky, dans ses *Pensées intempestives*, comme les bolcheviks de droite, partisans d'un gouvernement de coalition à tout prix : vous ne pouvez tenir que par la terreur et les conséquences en seront incalculables.

Comme le sommeil de la raison engendre les monstres, cette tentative jugée artificielle de sauter par-dessus les étapes, à leurs yeux naturelles, du développement économique et social ne pouvait qu'engendrer une violence permanente, inévitable, pour imposer des transformations "socialistes" à une société qui n'y était nullement prête ; cette violence permanente a inéluctablement débouché sur le développement exponentiel de la police politique, la collectivisation par les armes et ses millions de morts, sur le totalitarisme, le Goulag et son travail forcé.

Cette violence faite à l'histoire aurait ensuite rendu la chute de l'URSS inéluctable le jour où la société aurait la force de rejeter cette greffe artificielle. En un mot, le stalinisme serait le prolongement logique et le développement or-

ganique de la violence faite à l'histoire par le bolchevisme triomphant de 1917. Et l'histoire se serait enfin vengée, après soixante-dix ans de convulsions, en balayant ses violenteurs et leurs descendants.

Le déroulement des faits semble valider cette explication : la dégénérescence monstrueuse du stalinisme et l'effondrement final de l'URSS semblent confirmer cette analyse.

## Le produit de la guerre

Mais elle se heurte à un fait indéniable : la révolution russe n'a pas été le produit d'un plan politique soigneusement mûri par un groupe de révolutionnaires professionnels, elle est d'abord le produit de la guerre de 1914.

Longtemps avant de mourir, le ministre de l'Intérieur, Dournovo, avait averti le tsar Nicolas II : si la Russie se laisse entraîner dans la guerre, elle ne pourra en supporter le poids et suscitera une révolte des ouvriers et des paysans, que les partis extrémistes utiliseront pour renverser le régime.

La camarilla de la cour ne tint aucun compte de ces avertissements, ni de ceux de Raspoutine ! La guerre disloqua irrémédiablement l'ordre ancien de l'empire des tsars, qui s'effondra à la première poussée en février (mars) 1917.

Le gouvernement provisoire se condamna à mort en poursuivant la guerre et en aiguisant par là toutes les tensions qui avaient conduit à l'effondrement de l'empire. Il fabriqua des organes de pseudo-pouvoir de plus en plus poussifs (conférence démocratique, pré-Parlement, directoire), puis s'effondra lamentablement, abandonné de tous, sauf d'une mince couche de l'intelligentsia démocratique, au poids social dérisoire dans la Russie de l'époque secouée de convulsions.

(6) V. Solooukhine, "Kamenki na ladoni", *Grani*, n° 163, 1992, pp. 52 à 54.

## **“La Russie n’a plus le choix qu’entre Kornilov et Lénine”**

Le chef monarchiste libéral Milioukov déclarait en août 1917 : *“La vie poussera la société et la population à comprendre l’inéluctabilité d’une opération chirurgicale.”* Il ajouta alors : *“La Russie n’a plus le choix qu’entre Kornilov et Lénine”* (7), c’est-à-dire entre la dictature militaire et la révolution. Ce faisant, il constatait un état de fait, qui l’amena, discrètement, à se ranger du côté de Kornilov, dont l’échec signifie qu’il n’y a plus alors le choix qu’entre Lénine (le Parti bolchevique) ou le chaos, l’anarchie galopante, la dislocation de l’ex-empire en régions ou principautés, que les bolcheviks au pouvoir devront combattre de toutes leurs forces.

La révolution d’Octobre n’est ni un putsch, ni un coup de force ; elle est le prolongement politique, ou plutôt la traduction politique d’un mouvement des masses ouvrières, paysannes et de soldats elles-mêmes, qui ont renversé l’ordre social tsariste, se sont lancées à l’assaut des terres des grands propriétaires, de la cour, de l’Église, ont rejeté la poursuite de la guerre et, pour ce faire, soutenu massivement l’instauration du pouvoir des Soviets, qu’elles considéraient comme le leur ; ces masses voulaient balayer tout ce qui se dressait sur leur chemin pour atteindre ces objectifs. Le monarchiste chrétien Oleg Volkov, dont le père présidait le directoire d’une grosse usine d’armement, se rappelle : *“Des profondeurs des masses populaires montait quelque chose d’effrayant, qui réveillait le souvenir des jacqueries vécues par nos aïeux.”* Un banquier déclare alors à son père : *“En Russie éclate un incendie à côté duquel la révolte de Pougatchev, les jacqueries, 1793 apparaîtront comme des troubles insignifiants”* (8). Il s’agit bien d’un mouvement venu du plus profond des masses populaires dressées contre un héritage social et politique haï. Les bol-

cheviks ne l’ont pas provoqué, ils l’ont accompagné, tenté de l’organiser et de lui donner une issue politique sans laquelle il se serait épuisé, dispersé, émietté et finalement effondré dans le chaos...

## **“Même si nous devons brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de la population...”**

Kornilov a donné de la dictature militaire qu’il voulait instaurer une définition qui en fait la première forme d’un programme fasciste achevé en déclarant : *“Même si nous devons brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de la population, nous le ferons si cela est nécessaire pour sauver la Russie”* (9). Kornilov donne une première image, particulièrement sanglante, du fascisme, auquel les défaites de la révolution en Italie, en Allemagne, puis en Espagne, donneront un puissant essor. La défaite de la révolution en Russie aurait donné la première variante du fascisme européen, qui sortira tout armé des cendres des révolutions battues. Kornilov, tué par un obus bolchevique en mars 1918, ne pourra mettre en œuvre ce programme, qui reflète l’ampleur du chaos social engendré par la décomposition de l’empire, aggravée par la poursuite de la guerre par le gouvernement provisoire. Les bolcheviks héritent ainsi d’une situation que Lénine avait caractérisée en septembre 1917 comme *“une catastrophe imminente”*, qui ouvre certes la voie du pouvoir aux bolcheviks, mais que cette prise du pouvoir ne saurait par elle-même arrêter, ni même freiner ; elle ne fait que créer les conditions politiques permettant d’y faire

(7) Jean-Jacques Marie, *Staline*, Fayard, 2000, pp. 151-152.

(8) Oleg Volkov, *Les Ténèbres*, J.-C. Lattès, 1991, pp. 43 et 47.

(9) Cité par Orlando Figès, *A People’s Tragedy*, Penguin Book, 1998, p. 561.

face : le décret sur la terre, le décret sur la paix, puis les réformes démocratiques qui suivent, dont la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui suscite la fureur de l'Eglise orthodoxe.

Au rang des manifestations de l'utopie, la quasi-totalité des historiens rangent aujourd'hui la "révolution mondiale", dont la révolution russe n'était pour les bolcheviks qu'un chaînon. Il n'y aurait là qu'une illusion ; Lénine et les bolcheviks auraient poursuivi un vain rêve, qui se serait inéluctablement transformé en cauchemar. Pourtant, si la révolution russe est bien, ce qui est incontestable, le produit de la guerre européenne de 1914-1918, elle se situe dans une chaîne d'événements européens, voire mondiaux. Lénine le soulignait dès août 1917 dans la préface à la première édition de *L'Etat et la révolution* : "Toute cette révolution ne peut être comprise que si on la considère comme un des maillons de la chaîne des révolutions prolétariennes socialistes provoquées par la guerre impérialiste" (10). Winston Churchill résumera la situation européenne et même anglaise en 1918 en affirmant qu'à l'échelle du continent, le choix était "les Huns (c'est-à-dire les Allemands) ou les bolchies". Il fallait, selon lui, s'allier aux Huns (les Allemands) pour faire barrage à la "peste bolchevique".

## **"Ils sont jusqu'ici les seuls qui puissent s'écrier avec Hutten : j'ai osé"**

Or la même année 1918, dans sa prison, Rosa Luxemburg, rédigeant sa fameuse brochure sur la révolution russe, considère précisément que le mérite des bolcheviks est d'avoir choisi cette perspective : "En misant sur la révolution mondiale du prolétariat, les bolcheviks ont précisément donné le témoignage le plus éclatant de leur intelligence politique, de leur fidélité aux principes et de la hardiesse de leur politique (...). Dans cette dernière période, où nous sommes

à la veille des luttes décisives dans le monde entier (...), Lénine et Trotsky et leurs amis ont été les premiers à montrer l'exemple au prolétariat mondial : ils sont jusqu'ici les seuls qui puissent s'écrier avec Hutten : j'ai osé (...). Il leur reste le mérite impérisable d'avoir, en conquérant le pouvoir et en posant pratiquement le problème de la réalisation du socialisme, montré l'exemple au prolétariat international et fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de comptes final entre le capital et le travail dans le monde entier."

Elle doute du succès de la révolution russe à cause, dit-elle, de "la carence du prolétariat allemand", et elle ajoute : "En Russie, le problème ne pouvait être que posé" (11) et ne peut être résolu que si la révolution éclate dans les grands pays industrialisés. Mais en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Hongrie, il n'existait pas, au moment de l'explosion de la crise révolutionnaire, de parti capable de la transformer en prise du pouvoir, et la bourgeoisie et la social-démocratie qui soutient l'Etat bourgeois avaient tiré les leçons de la révolution russe.

L'isolement de la révolution russe l'a donc effectivement étranglée. De plus, la guerre civile destructrice, en exigeant la centralisation systématique de toute la vie économique et sociale, systématisée par une bonne partie des dirigeants bolcheviques qui y ont un moment vu la première forme du communisme, a voulu résoudre par la contrainte les problèmes cruciaux de la révolution triomphante, et d'abord celui du ravitaillement. Ce faisant, elle a inévitablement maintenu, renforcé et accru l'ancien appareil d'Etat, dont Lénine affirmait dans *L'Etat et la révolution* que la destruction était une condition du passage au socialisme. Une osmose, favorisée par la fusion du parti et de l'Etat, s'est vite esquissée entre cet appareil d'Etat maintenu et les sommets du parti. Dans sa

(10) V. I. Lénine, *Sobranie Sochinenii*, cinquième édition, tome 33, p. 4.

(11) Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, Spartacus, sans date, pp. 8 et 32.

lettre du 30 décembre 1922 sur "la question des nationalités" ou de l'"autonomisation", Lénine constatait : « Nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis bourgeois et tsariste qu'en cinq ans il nous a été impossible de vaincre sans l'aide des autres pays, alors que prédominaient les "exercices" militaires et la lutte contre la famine. »

"Il n'est pas douteux que la proportion insignifiante d'ouvriers soviétiques et soviétisés se noiera dans cet océan de racaille grand-russe chauvine comme une mouche dans du lait" (12).

L'Inspection ouvrière et paysanne, créée par Lénine en 1919 et confiée par lui à Staline pour contrôler l'appareil et en freiner la prolifération, est devenue elle-même l'une des métastases de cet appareil, qui prolifère comme un cancer.

Au lendemain de la guerre civile, le parti doit faire vivre une société exsangue et paralysée, tout entière occupée à trouver de quoi se nourrir, se vêtir, se chauffer : il doit être omniprésent et remplir toutes les fonctions d'un organisme politique, économique, administratif, social et militaire.

Cette multiplication des tâches explique sa croissance numérique constante et le gonflement de son appareil, qui n'a plus besoin des politiques, des tribuns, des agitateurs de la révolution, ni des commandants et chefs d'escadrons de la guerre civile, mais de rédacteurs, de comptables, d'administrateurs aptes à calculer, contrôler, superviser, gérer, autoriser ou interdire, ficeler un rapport, un contre-rapport ou une synthèse, et d'informateurs tâtant les humeurs de la population.

Tous ces hommes et ces femmes, assis dans leurs bureaux, voient bientôt dans la paperasserie des rapports l'essentiel de la fonction de militant ; ceux qui entravent ce travail par leurs discussions interminables leur apparaissent vite comme des gêneurs, puis des saboteurs ; la direction du parti le leur confirme vite ; bientôt, pour eux, la première tâche du "socialisme" sera de préserver et d'améliorer leur statut.

Des dizaines de milliers d'anciens fonctionnaires tsaristes, d'anciens membres des partis antibolcheviques, d'anciens cadres militaires démobilisés, de cadres moyens du parti, qui ont accédé à des fonctions de commandement au cours de la guerre civile, forment l'ossature de cet appareil champignon. Or les appareils, marginalisés lors des bouleversements révolutionnaires où les masses entrent en scène, occupent une place primordiale dans les périodes de stabilité et de lassitude. C'est le grand atout du secrétaire général, qui, en développant l'appareil, augmente le nombre de places de commandement et de contrôle.

Cet appareil, qui prolifère, aspire à la tranquillité, après cinq années de secousses. Il lui faut donc un patron, qui lui garantisse un usage paisible de la victoire, mette fin aux discussions interminables qui dérangent, fatiguent, prennent du temps, et permette à l'exercice des responsabilités de rapporter des bienfaits tangibles et durables.

## **"Le Christ lui-même volerait s'il n'avait les mains clouées à la croix"**

La fusion rapide entre l'Etat et le parti engendre à son tour la coexistence, puis la fusion de cet appareil politique d'origine ouvrière et plébéienne avec les restes vivaces de la vieille bureaucratie tsariste, toujours en place : elle en adopte et répète les mœurs, le fonctionnement routinier, la morgue et la corruption décrits par Anatole Leroy-Beaulieu : "L'ignorance, la paresse, la routine ne sont que les défauts de la bureaucratie russe, son grand vice est la vénalité. De Pierre le Grand jusqu'à Alexandre III, l'administration, les finances, l'armée, tous les services publics ont été en proie au péculat, aux concussions, à la fraude, à la corruption sous toutes ses

(12) V. I. Lénine, *Sobranie Sochinenii*, tome 45, p. 357.

formes (...). C'est une maxime chez le peuple qu'en Russie tout le monde vole et que le Christ lui-même volerait s'il n'avait les mains clouées à la croix (...). Comme un venin ou un virus répandu dans tout le corps social, la corruption administrative en a empoisonné tous les membres, altéré toutes les fonctions, éterné toutes les forces" (13). La vénalité et la corruption sont consubstantiels à l'Etat russe depuis ses origines. La bureaucratie stalinienne prolonge cette tradition.

L'Etat tsariste russe a développé un énorme appareil bureaucratique parasitaire, qui s'est perpétué sous, puis contre la révolution, et a constitué l'un des fondements du stalinisme.

Les années 1920 sont marquées par la fusion de cet appareil et de l'appareil du parti, qui se dégagent ensemble comme une couche spécifique au-dessus de la masse de la population laborieuse en intégrant les structures claniques et féodales des républiques musulmanes et les pays du Caucase. La guerre civile avait vu apparaître des privilèges, des phénomènes de corruption, de concussion, de prévarication, que la misère et la famine rendaient à la fois inévitables et voyants. Mais ils se heurtaient aux traditions mêmes du Parti bolchevique et à la mobilisation, même faiblissante, des masses populaires et ne purent alors se transformer en système. Ainsi, la coopérative mise en place en 1918 par Bont-Brouievitch, responsable de l'administration du Conseil des commissaires du peuple, pour garantir à certains habitants du Kremlin et à leur famille une nourriture régulière et convenable est-elle publiquement dénoncée par le journal du PC de Moscou, *Le Communiste*. Bont-Brouievitch, convoqué devant le comité exécutif du parti de Moscou, y est violemment dénoncé et doit liquider sa coopérative pour apprentis privilégiés (14).

Certes, tous les exemples de ce type ne se concluent pas de cette façon et la sœur de Nicolas Mouralov, le commandant de la garnison de Moscou, dénonce en 1920 avec amertume, mais sans résultat, le comportement des communistes d'Odessa : "Ici, le mot commu-

nistes désigne des gens qui, avant tout, vivent bien, mangent à satiété, ne font rien, boivent, ne se gênent pas pour mettre la main sur les biens publics et recourent à la violence, au fouet ou aux coups de poing pour régler le plus petit problème" (15).

Ces parvenus, plaie purulente dans le parti, forment les cadres staliniens de demain, mais ne sont pas encore le parti. Il y faudra des années, la défaite de l'Opposition de gauche et des purges répétées avant que les profiteurs cyniques ne constituent l'encadrement du parti lui-même.

En juillet 1922, pendant la maladie de Lénine, Staline prend une mesure qui va lui attacher les milliers de cadres moyens du parti : il fixe pour 15 500 d'entre eux leur rémunération ; les secrétaires de comités régionaux du parti perçoivent un salaire de 43 roubles-or par mois, rémunération augmentée de 50 % pour le cadre père de famille de trois enfants ou plus et pour le travail en heures supplémentaires le soir ou jours de congé. Au total, une rémunération cinq à six fois supérieure au salaire ouvrier moyen. A ces augmentations cumulables s'ajoute le salaire en nature (le "paiok"), modulé suivant la place dans l'appareil et qui comporte viande, sucre, beurre, cigarettes et même allumettes, toutes denrées rares en cette période de disette.

Ces avantages strictement liés à la fonction remplie s'évanouissent avec elle. Or c'est la section spéciale du secrétariat du comité central qui nomme, déplace, révoque à sa guise. Le bureau politique n'intervient pas dans ces décisions, sauf cas exceptionnels.

D'ailleurs, son propre secrétariat, d'une vingtaine de personnes, est désigné par le secrétariat du comité central. Staline et ses deux secrétaires, le dévoué Tovstoukha et le soupçonneux Mekhlis, sont ici les maîtres.

(13) Anatole Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tsars et les Russes*, Laffont, 1990, pp. 529-530.

(14) "Il faut fermer pour toujours", *Kentavr*, n° 10-12, 1991, pp. 90 à 99.

(15) "Bolshevickoïe Rukovodstvo Perepiska, 1912-1917", *Rosspen*, 1996, pp. 191-192.

Le cadre y regardera désormais à deux fois au moins avant de mal voter. Cette cohorte de 15 500 cadres du parti, qui bénéficient de tout ou partie des avantages ci-dessus indiqués, se soude derrière l'homme qui les lui a fournis et lui en garantit la permanence. Lors du XIV<sup>e</sup> Congrès, en décembre 1925, les partisans de Staline accusent un opposant d'avoir déclaré : « *De très nombreux délégués moyens du congrès sont venus nous dire qu'ils étaient avec nous et nous ont expliqué pourquoi ils ne votaient pas avec nous* : "Aujourd'hui, on mange à sa faim et tout le monde n'est pas prêt à lever la main dans un vote pour se voir ensuite expédier à Mourmansk ou au Turkestan" » (16). Le zinovéviste dénoncé dément : seuls certains délégués l'ont dit, pas tous !

Revenant aux affaires en octobre 1922 après une interruption de cinq mois due à l'attaque qui l'a frappé le 26 mai 1922, Lénine, diminué mais lucide, découvre peu à peu que le Staline qu'il a laissé nommer secrétaire du comité central six mois plus tôt n'est plus le même homme, ou plus exactement qu'il n'occupe plus la même place et ne joue plus le même rôle. Il a quitté un exécutant, il retrouve un rival, qui affirme sa politique et son emprise. Lénine engage un combat difficile contre divers aspects de sa politique, et surtout contre la politique chauvine des nationalités menée par Staline, appuyé sur une partie du comité central et du bureau politique et contre la bureaucratie galopante. Il veut recevoir le recensement des personnels de l'Etat en Russie soviétique pour avoir une image du développement de l'appareil. Staline le lui refusera jusqu'au bout. Et le 9 mars 1923, une dernière attaque écarte définitivement Lénine de la vie politique.

En 1922, Staline avait utilisé la maladie de Lénine pour affermir l'emprise de l'appareil en lui attribuant des privilèges importants dépendant du secrétariat du comité central. En 1923, il utilise les longues vacances des trois quarts des membres du bureau politique ; ainsi, le 19 juillet, il fait adopter par un bureau politique restreint l'attribution d'un privilège aux familles des cadres supérieurs

du parti : "*Le bureau politique juge indispensable que soient allégées les conditions d'admission dans les instituts d'enseignement supérieur pour les enfants des cadres occupant des responsabilités.*" Il constitue une commission de trois membres du comité central pour "*élaborer les mesures pratiques*". Zinoviev découvre la décision en lisant les procès-verbaux du bureau politique. Dans une lettre à Staline, du 6 août, il qualifie cette décision de "*grave faute (...), un tel privilège fermera la route aux plus doués et porte en elle des éléments de caste*" (17). C'est bien ainsi que l'entend Staline, sûr d'obtenir la reconnaissance indéfectible des intéressés ; ses décisions aident en effet à l'émergence d'une caste, dont il est le chevalier et qui le considérera comme tel.

Cette évolution n'échappe pas, dès cette époque, à certains observateurs perspicaces. Dès la fin de la guerre civile, un groupe d'anciens dirigeants du parti Cadet, monarchistes constitutionnels, dirigés par le professeur Oustrialov, ancien chef du service de presse de l'amiral Koltchak, invite les émigrés à se rallier au nouveau pouvoir, qui, en ayant sauvé l'intégrité territoriale de l'empire russe et l'Etat, incarne à ses yeux l'avenir national de la Russie. Ce groupe, réuni autour de la revue *Smena Veh* ("Changement d'orientation"), qui paraît à Prague à partir de l'été 1921, compte plusieurs anciens dirigeants du parti Cadet, dont deux avaient participé à la rédaction du recueil *Iz Glubizny* ("Des profondeurs"), qui dénonçait la révolution d'Octobre comme une gigantesque catastrophe nationale. Ils rentrent en URSS et, sauf Oustrialov, trop connu et trop marqué, fusillé en 1938, ils deviendront tous des "idéologues" du stalinisme, dont ils avaient dès 1921 anticipé certains aspects embryonnaires.

Le soir du 7 novembre 1937, Staline expliquera à Dimitrov : "*Pourquoi avons-nous vaincu Trotsky et les autres ? On sait que Trotsky était après Lénine*

(16) *Stenografitcheski otchet XIV go sjezda*, M-L, 1926, p. 952.

(17) *Izvestia TSK KPSS*, 1991, n° 3, p. 202.

*l'homme le plus populaire dans notre pays. Boukharine, Zinoviev, Rykov, Tomski étaient populaires. On nous connaissait alors peu, moi, Molotov, Vorochilov, Kalinine. Du temps de Lénine, nous étions des praticiens, nous étions ses collaborateurs. Mais les cadres moyens, qui expliquaient nos positions aux masses, nous soutenaient. Et Trotsky n'accordait aucune attention à ces cadres* (18). Le soutien de ces derniers reposait dès cette époque sur des fondements matériels palpables.

La défaite de la révolution allemande est l'une des étapes décisives de la consolidation de l'appareil et de sa victoire, provisoire à l'échelle de l'histoire, mais durable à l'échelle des vies humaines ; l'échec d'octobre 1923 pèse lourd sur toute une couche de militants du parti. L'espoir de la révolution en Allemagne, qui les animait, s'éteint dans un fiasco. Le désarroi gagne ces militants, depuis six ans dans l'attente d'une révolution en Europe qui romprait leur isolement. La lettre adressée le 10 novembre 1923 à Staline par Maguidov, le secrétaire du Parti communiste de l'oblast de Poltava, en Ukraine, publiée dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, montre qu'outre de nombreux militants du parti, la révolution en Allemagne dominait même les soucis quotidiens d'ouvriers dressés contre l'appareil.

### **“Mais voilà, il est impossible de trahir la révolution allemande”**

Maguidov souligne d'abord que les privilèges que s'attribuent les bureaucrates indignent les travailleurs : *“Les membres du comité exécutif central des Soviets de l'Union et les membres du comité exécutif des Soviets d'Ukraine ont reçu en septembre un traitement de 100 roubles-or et en octobre de 150.”* Or le salaire du « simple membre de base du parti travaillant à l'établi se monte à 25-30 roubles, à partir de là il commence à penser aux “sommets” et à la “ba-

*se”, à l'inégalité criante, etc. »*. Et Maguidov oppose la situation des ouvriers à celle de l'appareil : *“Nous ne comprenons pas tout à fait pourquoi, systématiquement, nous ne payons pas les ouvriers du Donbass, alors que nous payons rubis sur l'ongle, deux fois par mois, une armée de 200 000 fonctionnaires soviétiques.”* Maguidov, ensuite, souligne l'ampleur du mécontentement des ouvriers : *« Dans le Donbass, en septembre et octobre, il y a eu des grèves continues et, en outre, presque tout le Donbass a fait grève en octobre (...). Les ouvriers du Donbass disent ce qui les empêche de régler leurs comptes à la façon des mineurs avec les dirigeants du Donbass, à qui ils reprochent leur arrogance et leurs offenses aux mineurs pendant cinq ans, leurs dupes systématiques et leurs tromperies (...): “Nous aurions réglé nos comptes, soyez-en convaincus, répète le mineur (peut-être excité par une provocation des mencheviks), mais voilà, il est impossible de trahir la révolution allemande” »* (19).

Bref, les mineurs n'engagent pas le combat contre l'administration “communiste” de la mine uniquement pour ne pas affaiblir le Parti communiste russe et, par là, porter indirectement un coup à la révolution allemande dirigée par les communistes allemands.

L'affrontement d'octobre-décembre 1923 entre Trotsky, d'un côté, et les triumvirs, de l'autre (Zinoviev-Kamenev-Staline), est un des moments décisifs de l'ascension de l'appareil, que Trotsky décide d'affronter et qui lui inflige une défaite. On présente traditionnellement cet épisode comme une bataille pour le pouvoir entre deux rivaux pour la “succession de Lénine”.

Le *Cours nouveau* de Trotsky, publié dans la *Pravda* (10 décembre), dénonçant le bureaucratisme ambiant du parti et de l'Etat et le danger de “dégénérescence” du parti, donne le vrai sens et la vraie di-

(18) Georgi Dimitrov, *Tagebücher, 1933-1943*, Berlin, 2000, p. 162.

(19) *Bolshevickoïe Rukovodstvo perepiska, op. cit.*, pp. 283 à 286. Passage souligné par moi.

mension de cette bataille, lorsqu'il proclame : *"Le parti doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée"* (20). Cette perspective politique et l'analyse impitoyable qu'il en fait ne peuvent que dresser contre lui cet appareil, désireux d'échapper au contrôle de ses mandants, et le pousser à se rassembler contre lui derrière quiconque le protégerait face à cette attaque politique.

Staline était plus que personne propre à endosser ce rôle. Le Parti bolchevique de 1923 n'est plus, sous bien des aspects, celui de l'automne 1917. Il a perdu, au cours de la guerre civile, une bonne moitié de ses adhérents de 1917. Les plus combattifs ont formé l'ossature de l'Armée rouge au printemps 1918, sont disséminés au front, et la plupart n'en sont pas revenus. Le typhus, la dysenterie et la grippe espagnole en ont fauché des dizaines de milliers d'autres.

## Une réponse à la fois pratique, prometteuse et dotée d'un habillage idéologique rassurant

A tous les cadres harassés, à tous les déçus de la révolution mondiale, Staline donne en décembre 1924 une réponse à la fois pratique, prometteuse et dotée d'un habillage idéologique rassurant : la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, quoi qu'il se passe ailleurs, dans cet univers où les prolétaires n'ont pas fait la révolution attendue.

Au XIV<sup>e</sup> Congrès, en décembre 1925, Staline ricane, dans une allusion moqueuse à Lénine : *"Je suis un homme brutal et sans détours, oui, c'est vrai, je ne le nie pas"* (21). Cette brutalité revendiquée plaît aux apparatchiks ; ils y voient l'expression d'une fermeté rassurante. Or ils ont bien besoin d'être rassurés ; leur pouvoir est bien moins absolu qu'il n'y paraît ; le parti chevauche une société chaotique, formée d'une majorité de petits propriétaires paysans individualistes. La révolution, puis la guerre

civile ont accéléré la désagrégation sociale qui l'avait provoquée et nourri la tentation permanente des autorités locales (soviets, chefs de partisans pendant la guerre) de se considérer comme les maîtres sur leur territoire, sans guère se soucier des ordres d'en haut. Les salaires sont payés avec des mois de retard, suscitant des grèves ouvrières et l'apparition de groupes d'opposition clandestins ; le banditisme fait rage, les attaques de trains sont monnaie courante.

La différenciation sociale croissante irrite les couches les plus pauvres. Un rapport du Guépéou note alors : *"En Sibérie, en Ukraine et dans une partie du Caucase du Nord, la déception et la désaffection des paysans pauvres vis-à-vis du pouvoir soviétique se traduisent par une forte recrudescence du banditisme rouge..."* (22) qui s'attaque aux paysans aisés ou riches et aux autorités accusées de les protéger. Un rapport du Guépéou de mars 1926 insiste sur la multiplication des *"cas de meurtre de communistes, de komsomols, de membres des soviets ruraux, d'instituteurs"* perpétrés par des paysans en Sibérie, en Extrême-Orient et dans l'Oural. Cette tension renforce dans l'appareil l'exigence d'unité autour de la direction.

En même temps que les privilèges de l'appareil croissent, la condition ouvrière ne s'améliore guère.

La décomposition et la corruption de l'appareil du pouvoir accompagnent la différenciation sociale croissante. En 1928, Christian Rakovsky réduit ses mœurs à *"vols, prévarication, violences, extorsions, abus de pouvoir inouïs, arbitraire illimité, ivrognerie, débauche"* (23). Un rapport du Guépéou de 1925 décrit ainsi le comportement des autorités locales : *"Dilapidation des deniers publics, bureaucratisme, abus de pouvoir, pots-de-vin, débauche, (...) ces défauts se*

(20) La *Pravda*, 10 décembre 1923, et *Cours nouveau*, dans Léon Trotsky, *De la révolution*, éditions de Minuit, 1963, p. 83.

(21) XIV<sup>e</sup> Congrès, *op. cit.*, p. 499.

(22) N. Werth et G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques, 1921-1991*, Gallimard, 1994, p. 34.

(23) Christian Rakovsky, *"Lettre à Valentinov"*, *Cahiers Léon Trotsky*, n° 18, 1984, p. 82.

retrouvent dans tous les organismes soviétiques, sans exception." Après quelques exemples de vols, brutalités, viols et même tortures, le rapport continue : "Les appareils judiciaire et policier sont totalement gangrenés par un alcoolisme généralisé, la pratique courante des pots-de-vin, une connivence avec les koulaks (...). Par leurs bacchanales et leurs constants abus de pouvoir, les fonctionnaires loyaux envers le régime discréditent aussi le pouvoir soviétique" (24).

## Bonapartisme

Trotsky définit le pouvoir de Staline, ombre portée de l'appareil s' "élevant au-dessus de toutes les couches sociales, comme une forme de bonapartisme". En 1932, l'ancien boukharinien Rioutine assimile "la dictature de Staline" à un coup d'Etat bonapartiste du "dix-huit brumaire" (25), marqué par l'omnipotence de l'appareil, qui transforme le parti en son simple appendice, d'où la purge permanente et la liquidation de tous ceux qui, peu ou prou, regimbent ou sont suspectés de pouvoir rejeter cette mutation profonde. Staline est enfin, dit Rioutine, le fossoyeur de la révolution : "L'ennemi le plus acharné du parti et de la dictature prolétarienne, le contre-révolutionnaire et le provocateur les plus acharnés n'auraient pas pu effectuer un travail de destruction du parti et de l'édification socialiste mieux que ne le fait Staline" (26). Cinq ans plus tard, un dirigeant du PC tatar, Saguïdouline, affirme : "Koba, c'est le 18 brumaire" (27).

## "Pour le renversement de la dictature de Staline et de sa clique"

L'Union des marxistes-léninistes tente de rassembler les opposants d'hier et d'aujourd'hui autour d'un programme. Malgré les exclusions, l'emprisonnement, l'exil, le parti à domestiquer

contient encore des réserves dangereuses de résistance. L'Union se propose d'agir : "1. Pour le renversement de la dictature de Staline et de sa clique (...); pour le remplacement complet de tout l'appareil stalinien du parti. 2. Pour le remplacement immédiat de tout le sommet de l'appareil soviétique et la réélection des soviets sur la base d'une authentique démocratie soviétique, la liquidation du système de la nomination" (28). Ils s'attaquent ainsi à la fois à Staline, à son clan et à la couche sociale qu'il incarne. Le Guépéou arrête les membres du groupe en septembre. Staline donnera la mesure du danger qu'il représentait dans son télégramme du 25 septembre 1936 affirmant : le Guépéou a quatre ans de retard.

Un mois avant ce télégramme brandi pour la première fois par Khrouchtchev dans son rapport secret du 24 février 1956 au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, est sorti des presses l'ouvrage de Trotsky intitulé *Qu'est-ce que l'URSS ? Où va-t-elle ?*, plus connu sous le nom donné par son éditeur : *La Révolution trahie*. Trotsky y analyse en particulier l'aspiration de la bureaucratie à se transformer en classe dominante et, pour ce faire, à renverser les rapports de propriété issus de la révolution d'Octobre : "La bureaucratie devra inévitablement chercher appui dans des rapports de propriété. On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate (...). Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire" (29).

Cette transformation exige la chute du pouvoir soviétique, si dégénéré soit-

(24) N. Werth et G. Moullec, *op. cit.*, p. 36.

(25) *Izvestia TSK KPSS*, 1990, n° 8, pp. 201-202, et *Cahiers Léon Trotsky*, n° 37, 1989, p. 112.

(26) M. Rioutine, *Na koleni ne stanou*, Moscou, 1991, pp. 33-34.

(27) Evguenia Guinzbourg, *Le Vertige*, Le Seuil, 1967, p. 76.

(28) *Izvestia TSK KPSS* et *Cahiers Léon Trotsky*, *op. cit.*

(29) Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, dans *De la révolution*, *op. cit.*, p. 605.

il, et Trotsky décrit les conséquences de cette chute telles qu'elles se vérifieront au lendemain de 1991 : *“La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée. Le lien obligé entre les trusts et entre les usines au sein des trusts se romprait. Les entreprises les plus défavorisées seraient livrées à elles-mêmes. Elles pourraient devenir des sociétés par actions ou adopter toute autre forme transitoire de propriété, telle que la participation des ouvriers aux bénéfiques. Les kolkhozes se désagrègeraient également, plus facilement encore. La chute de la dictature bureaucratique actuelle, sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste, annoncerait ainsi le retour au système capitaliste, avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture”* (30).

La rapidité vertigineuse et la brutalité avec laquelle la nomenklatura s'est transformée de mafia bureaucratique en mafia capitaliste pour se partager dans le sang la propriété d'Etat illustre à la fois la justesse de l'analyse de Trotsky et l'évolution subie par la bureaucratie depuis 1936.

La victoire de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale, au prix d'une saignée de 30 millions de morts qui a affaibli la classe ouvrière soviétique, lui ont assuré un délai de survie inespéré ; les échéances ont été différées et la bureaucratie s'est décomposée et cristallisée en groupes mafieux, qui, dès la chute de l'URSS, ont parachevé leur évolution en se transformant non en bourgeoisie constituant un capital national, mais en sous-bourgeoisie compradore et pillarde du capital américain.

Le Parti bolchevique était indissociable de la révolution mondiale. La bureaucratie y est organiquement hostile et ne considère les partis communistes que comme des instruments de sa diplomatie d'Etat, des pions qu'elle manie à sa guise sur l'échiquier de la politique mondiale. Elle doit donc rompre le lien avec la révolution mondiale que le “trotskysme” incarne. Tel est le sens de la chasse au trotskysme et aux trotskystes.

## **“L'une des plus importantes tâches, non seulement des communistes, mais de tout le mouvement ouvrier international”**

Ainsi, l'éditorial du numéro de janvier-février 1937 de *L'Internationale communiste* affirme : *“La lutte contre le trotskysme est aujourd'hui l'une des plus importantes tâches non seulement des communistes, mais de tout le mouvement ouvrier international, et non seulement des ouvriers, mais de tous les démocrates sincères, de tous les antifascistes, de tous les adversaires de la guerre”* (31).

A la conférence nationale du PCF, en janvier 1939, Henri Janin, chargé avec Marcel Gitton, qui passera au fascisme en 1940, de la chasse aux trotskystes, consacre un exposé entier à *“la lutte contre la provocation trotskyste”*. *C'est la tâche de tout le parti et de toute la classe ouvrière que d'intensifier encore la lutte contre le trotskysme. C'est, pour chaque membre du parti, dans l'attitude qu'il observe par rapport au trotskysme que se vérifie sa compréhension politique et son attachement au parti et à la cause du peuple”* (32).

Quiconque est encore attaché, fût-ce de façon purement sentimentale, à la révolution mondiale, est étiqueté trotskyste et doit être chassé...

## **Un monstrueux bilan**

Lorsque la Seconde Guerre mondiale s'achève sur un monstrueux bilan de 30 millions de morts en Union sovié-

(30) *Ibidem*, p. 603.

(31) *L'Internationale communiste*, janvier-février 1937, pp. 7 et 8.

(32) H. Janin, *“La lutte contre la provocation trotskyste”*, *Les Cahiers du bolchevisme*, février 1939, p. 215.

tique, de près de 10 millions en Allemagne, de 6 millions de Juifs exterminés, de centaines de villes rasées, d'usines détruites..., quiconque évoque la possibilité et la nécessité d'une révolution ouvrière renversant le système capitaliste fauteur de guerre est étiqueté "hitléro-trotskyiste", diffamé, voire abattu. La peine de mort étant supprimée en URSS entre 1947 et 1950, les 58 membres du Parti communiste de la Jeunesse de Voronège arrêtés au milieu de 1947, et qui ont comme programme la révolution socialiste mondiale et le renversement de Staline, sont envoyés au Goulag, et la plupart d'entre eux pour la durée maximale de 25 ans...

Le "socialisme dans un seul pays", couverture idéologique grossière des intérêts nationaux de la bureaucratie soviétique, débouche logiquement sur la dissolution de l'Internationale communiste (15 mai 1943) et sur le combat contre la révolution en Espagne en 1936-1938, en Inde en 1942, en France et en Italie en 1945, en Chine de 1945 à 1949. En Inde, le PC indien combat le soulèvement, contre les troupes coloniales d'occupation britanniques, de millions d'Indiens, hindous et musulmans réunis aux cris de "*Quittez l'Inde*"; sur ordre de Staline, en 1943, le PCI, en

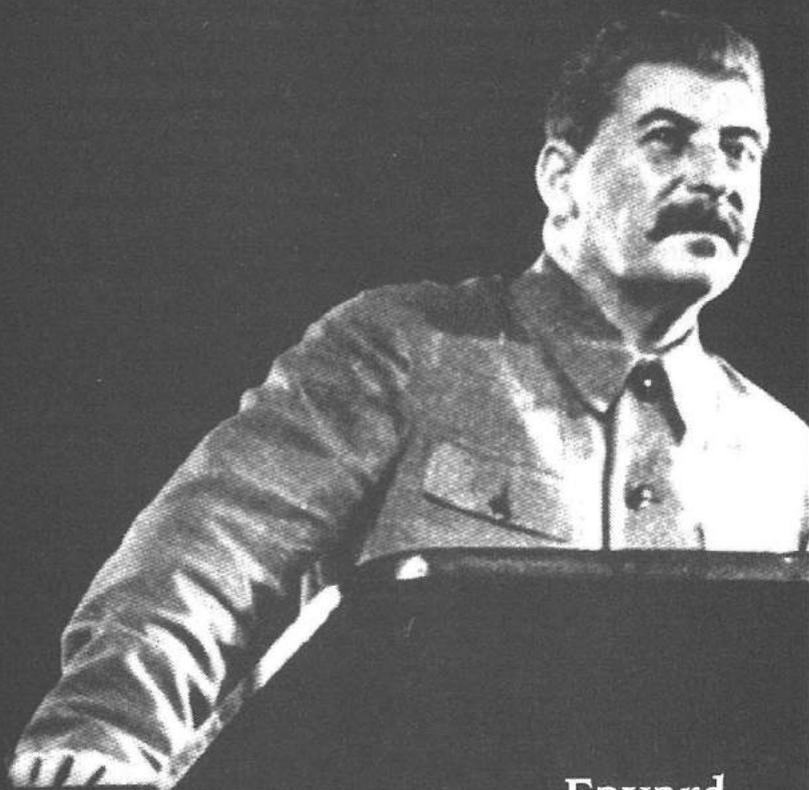
Italie, soutient le gouvernement du fasciste Badoglio et le PC français combat en 1945 contre ses propres militants pour la restauration de l'Etat bourgeois français et le maintien de son empire colonial ébranlé, sous l'étiquette d'une Union française rénovée... qui massacre les manifestants algériens de Sétif de 1945, déclenche la guerre coloniale en Indochine en 1946 et massacre les révoltés de Madagascar en 1947, défendant ainsi l'ordre colonial...

Ce faisant, le stalinisme prépare le renversement des rapports de propriété qui se réalisera au lendemain de la chute de l'URSS, en 1991. Dans *Les Problèmes économiques du socialisme*, Staline a, quelques mois avant sa mort, tenté de prolonger l'utopie réactionnaire du "socialisme dans un seul pays" en affirmant l'existence de deux marchés mondiaux parallèles : un marché capitaliste et un marché socialiste, où les catégories marchandes et la loi de la valeur disparaissaient ! Cette négation de l'analyse donnée par Lénine de l'impérialisme unificateur du marché mondial et de la simple évidence est le dernier avatar "théorique" du stalinisme.

**Marc Teulin**

# STALINE

Jean-Jacques  
Marie



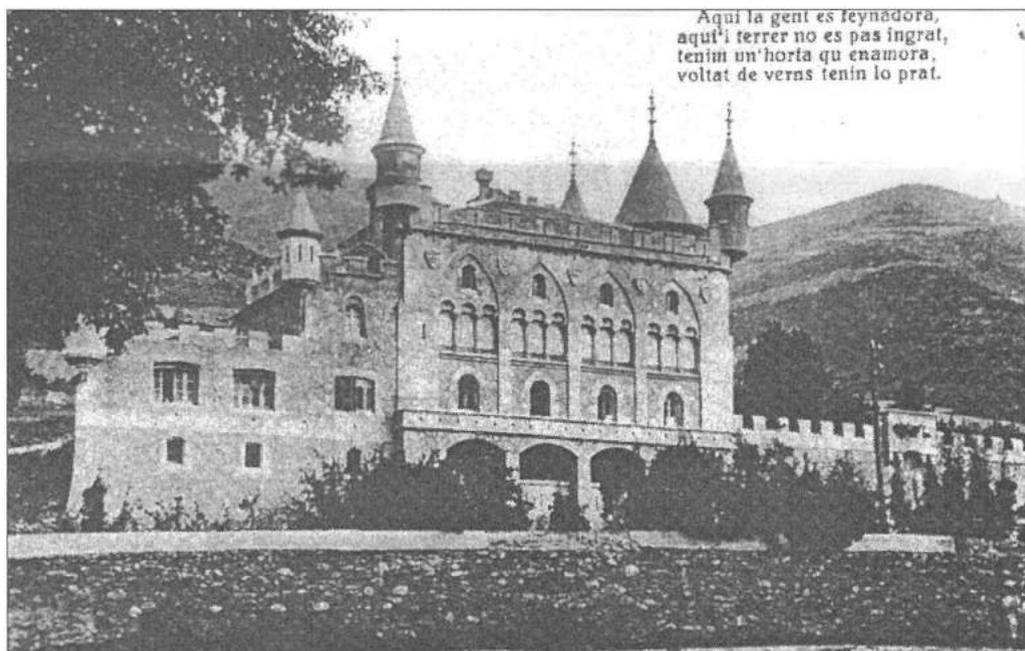
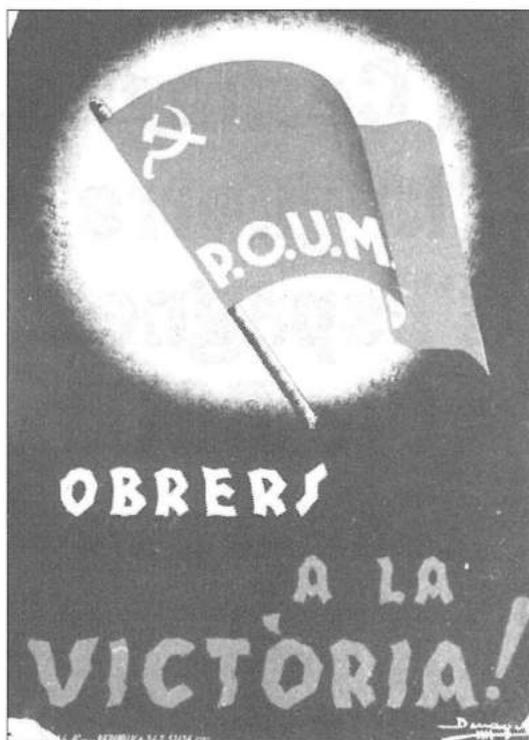
Fayard

990 pages, en vente à la SELIO, Prix : 30 euros.

**La Cerdagne,  
la guerre  
d'Espagne...  
et le POUM**

**(deuxième partie)**

**(Pierre Chevalier)**



Carte postale représentant le "château" d'Alp vers 1940, qui fut transformé en sanatorium du POUM en 1936-1937 (collection privée G. Gironès, Bourg-Madame).

# La guerre civile, la révolution, le POUM et la Cerdagne <sup>(1)</sup>

Lorsque Jean Rous, dirigeant trotskyste et neveu du député socialiste de Prades, se rend en Espagne (il sera à Barcelone dès le 5 août 1936), il passe par Prades et franchit la frontière en Cerdagne à Puigcerdà, et non, comme d'ordinaire pour les militants proches du POUM, à Port-Bou, où ce parti tenait la ville. Le choix de cet itinéraire peut s'expliquer par la halte possible en famille, à Prades, avant la remontée par le "train jaune" vers la Cerdagne où, là aussi, il existe peut-être un sympathisant. Il est accompagné par Léo Sabas et Benjamin Péret. Léo Sabas vient de rejoindre le POI en juin 1936, bien qu'il soit en contact avec les trotskystes au moins depuis juin 1934 (2). Il est cinéaste et a participé avec le Groupe Octobre aux Olympiades du théâtre, en juin 1933, à Moscou. Quant à Benjamin Péret, il s'agit bien sûr de l'écrivain surréaliste et militant de l'"opposition de gauche" dès le début des années 1930 au Brésil (où il réside après son mariage avec la cantatrice brésilienne Elsie Houston), après avoir, comme Breton ou Aragon, adhéré au PC en 1927.

On suit assez facilement la trace de ces voyageurs. B. Péret décrit dans une lettre à Breton, le 11 août, la fin du voyage : "Dès qu'on a passé la frontière, ça

commence. La première maison que l'on voit en territoire espagnol, une grande villa entourée d'un parc, a été saisie par le comité ouvrier de Puigcerdà. Dans ce village, en arrivant, on entend un bruit de tonnerre. C'est une église que les ouvriers, non contents de l'avoir incendiée, jettent à bas avec une rage et une joie qui font plaisir à voir" (3). Il est vrai que, selon Jean-Louis Blanchon, le

(1) L'essentiel de la partie proprement cerdane repose sur des informations orales recoupées par des informations officielles manuscrites... et donc plus ou moins lisibles, en particulier pour les noms de famille des acteurs de la vie politique d'Alp. Aussi, il est possible que certains noms soient écorchés, je m'en excuse par avance auprès des familles de ces acteurs, ainsi qu'auprès des lecteurs. J'ai cependant souhaité utiliser les noms tels que je les ai lus... avec l'aide de mon ami Miquel Angel Estevez, afin de rendre hommage à ces militants qui ont souvent payé cher leur engagement. Lorsque le doute sur le nom est trop important et peut entraîner des confusions, cela sera noté.

(2) Sabas L., "Lettre d'un sympathisant", *La Vérité*, n° 211, juin 1934. Dans cette lettre, il se propose d'acheter dix numéros de *La Vérité* pour les diffuser auprès des camarades du PC qui, comme lui, sont en passe de quitter le PC. Le POI, Parti ouvrier internationaliste, qui édite *La Vérité*, est la principale organisation trotskyste en France.

(3) Benjamin Péret à André Breton, Barcelone, 11 août 1936, Courtot C., *Introduction à la lecture de Benjamin Péret*, Paris, Le Terrain vague, 1965, p. 27.

22 juillet, toutes les églises cerdanes brûlaient. Les Cerdans étaient affolés (4). Il précise aussi que l'église Santa Maria fut effectivement détruite début août 1936.

Quoi qu'il en soit, Francisco Mill, à cette époque jeune militant du POUM de retour à Alp, se souvient de leur passage. Peut-être même se sont-ils arrêtés au local du POUM, à l'angle de la Calle San Pere et de la Calle de Oriente.

B. Péret raconte ensuite le voyage entre Puigcerdà et Barcelone du 5 août avec ses camarades Rous et Sabas : *"Des églises incendiées ou privées de leurs cloches, on ne voit que ça en Catalogne, tout le long de l'affreux petit torillard que j'avais emprunté pour aller de Puigcerdà à Barcelone et qui m'a paru une promenade féérique"* (5).

Lorsqu'ils arrivent à Barcelone, la situation politique a considérablement évolué depuis le pacte de Frente Popular et la victoire électorale. Le "pronunciamiento des généraux" des 17, 18 et 19 juillet a, d'une part, coupé l'Espagne entre zones rebelles et zones républicaines, et, d'autre part, fait descendre dans la rue pour s'opposer au "fascisme" les ouvriers de la FAI, de la CNT, du POUM, constitués en milices. La guerre civile est aussi la révolution espagnole.

Nin est devenu le responsable du POUM depuis l'arrestation de Maurin par les franquistes. Celui-ci est d'ailleurs considéré comme mort par le POUM. Il était en fait prisonnier des franquistes, en Galice, non identifié d'abord. Il parvint à prévenir son épouse (la sœur de Boris Souvarine). Le gouvernement français fut alerté. Lorsque la nouvelle de son arrestation fut connue, un échange de prisonniers fut proposé ; la junte l'accepta, mais les communistes espagnols le refusèrent. Maurin fut condamné à trente ans de prison et évita l'exécution grâce à un ami d'enfance, officier de l'armée nationaliste, et à la campagne de presse menée par des amis aux Etats-Unis. Nombre d'autres militants du POUM sont tombés pendant les combats, et en particulier dans les quelques régions où *"la gauche communiste exerçait au sein du POUM la plus grande influence"* (6) (à la Corogne, en Galice, en Andalousie).

En Cerdagne, aussi, les choses ont évolué.

Dès le 21 juillet, un certain nombre de personnes passent à l'action. Elles s'emparent de la mairie d'Alp malgré la protestation... respectueuse des conseillers sortants. J. Tressens est à l'origine d'une première réunion et de cette occupation. Parmi elles se trouvent des militants de l'ERC, du Parti communiste, de la CNT et de l'UGT, mais nulle part le nom du POUM n'apparaît. Les noms de C. Ruai Meyra, F. Ribera Bombardo, M. Pitero Laguerda, J. Junoy Basso, J. Pagès Mill, J. Pagès Espin, p. Pagès Mill, V. Capdevila Co et F. Caballeria Vilalta sont mentionnés sur le registre des délibérations du conseil municipal en date du 21 juillet.

Qui appartient à quelle organisation ? qui est membre de l'ancienne municipalité ? Rien ne le dit. On saura seulement plus tard que J. Tressens est président de ce comité (7). Il sera par décret désigné aussi comme procureur du tribunal populaire (8). Il semble en fait qu'un comité révolutionnaire à l'origine de la réunion préparatoire et de l'occupation se soit mis en place dès le soulèvement militaire. Actif toute la période étudiée, il aurait fonctionné comme une structure de double pouvoir, inspirant le conseil "municipal". Cependant, l'essentiel des archives municipales d'Alp a été brûlé en 1938 ; par ailleurs, les archives du POUM d'Alp, cachées par F. Mill, ont disparu durant le franquisme.

Peu après, le 24 juillet, *"dans le respect de la loi en vigueur"*, un conseil

(4) J.-L. Blanchon, 1936-1937, *Une expérience libertaire en Cerdagne*, Mémoire de maîtrise, sous la direction MM. Almaric et Estèbe, Toulouse Le Mirail, 1986, p. 72.

(5) Lettre de B. Péret à A. Breton, 11 août 1936, Courtot C., *op. cit.*, p. 28.

(6) P. Broué, *"Trotsky et la guerre civile en Espagne"*, Léon Trotsky, *La Révolution espagnole*, *op. cit.* p. 311.

(7) Compte rendu du conseil ouvrier administratif d'Alp du 11 décembre 1936, *"Registre de délibérations du conseil municipal d'Alp"*, 1936, archives municipales d'Alp.

(8) *Diari oficial de la Generalitat de Catalogne*, n° 350, dimarts 15 desembre 1936, p. 1 019. Décret signé Andreu Nin.

municipal est désigné. Il s'intitule Comité de défense nationale. Pere Pagès Gasch, doyen d'âge, le préside et est élu *alcalde* d'Alp. Il est, comme celui qui se présente contre lui, E. Sapé, membre d'ERC. Hors de ces militants de la Gauche catalane (ERC), on trouve V. Capdevila Co et F. Caballeria Vilalta, militants de la Confédération nationale du travail (9) (CNT), R. Vilalta Pons, de l'Union générale des travailleurs (UGT) (10) et S. Pagès Mill, "*communiste d'Alp*" (11).

Durant le mois d'août, rien n'apparaît dans les comptes rendus. Les combats partout en Espagne, la mise en place du pouvoir révolutionnaire peuvent peut-être expliquer l'absence de référence à une quelconque activité du comité.

On sait cependant que J. Tressens, président, nomme R. Ferrer secrétaire du conseil municipal, lors d'une réunion, le 25 août 1936, dont nous ne connaissons l'existence que bien plus tard. Nous savons seulement que R. Ferrer s'y est étonné de la façon dont des paiements

étaient effectués et a même précisé comment il fallait faire. Mais le "*conseil municipal a fait ce qu'il a voulu*" (12).

La mention d'une nouvelle réunion apparaît sur le registre à la date du 18 septembre 1936. Cette réunion est présidée par l'*alcalde*, p. Pagès Gasch. Il y fait état de la venue, la veille, d'un groupe de treize hommes armés, conduits par "*le camarade Ardaix*".

En accord avec le comité antifasciste de Puigcerdà, ces hommes prennent le local municipal, désarment les gardes, presque tous membres du POUM, perquisitionnent dans le village et, enfin, lancent un appel aux sympathisants de l'UGT et de la CNT pour qu'ils constituent le comité antifasciste d'Alp.

Cette mention du POUM est la première dans les comptes rendus du conseil municipal.

La réunion a pour but de mettre en place ce comité, dont la composition se trouve dans le tableau suivant :

TABLEAU N° 2

Désignés le 18/IX/1936	RESPONSABILITÉS
Pere Pages Gasch (ERC)	ALCALDE
	ADJOINT au MAIRE
Francesc Fabra (ERC)	Ravitaillement
	Agriculture
Pau Mill Palau (POUM)	Défense
S. Pages Mill (POUM)	Santé
Emili Garcia Quilos (CNT)	Finances
F. Caballeria Vilalta (CNT)	Enquêtes (Police)
F. Rigola Escobairo (CNT)	Travaux publics
J. Puigdemont Pujolar (ERC)	Travail
E. Calveras Palau (UGT)	Culture
A. Bravo Suarez (UGT)	Transports

N'apparaissent plus dans le Comité de défense nationale qu'ils avaient contribué à créer dès le 21 juillet 1936 : J. Tressens, J. Moliner, M. Puig, V. Capdevila et J. Sali.

Les membres de ce comité appartiennent donc à quatre organisations, dont trois déjà apparues en juillet (l'ERC, la CNT et l'UGT) ; la quatrième n'existait pas, alors, à Alp : il s'agit du POUM.

(9) La CNT est alors considérée comme structure syndicale dominée par la Fédération anarchiste ibérique depuis que les militants de cette organisation en ont pris la direction.

(10) Il se déroule au sein de l'UGT un combat acharné pour la prise de direction entre le PCE et le POUM de Catalogne.

(11) S'agit-il du rayon ou de la cellule d'Alp du Parti communiste de Catalogne ? Personne n'a pu nous le préciser.

(12) Conseil municipal du 11 décembre 1936.

Pau Mill Palau est le frère de F. Mill, tandis que Salvador Pagès Mill est son cousin. L'un et l'autre sont plus âgés que Francesc. On peut supposer que l'intervention d'Ardaix a été suscitée par le POUM ou la CNT pour amener la création du comité antifasciste. Par ailleurs, J. Tressens n'apparaît plus dans l'organigramme. Il est vrai que, d'une part, il ne devait être à Alp que pour peu de temps selon F. Mill, et surtout, d'autre part, qu'il a réussi à constituer un groupe local du POUM suffisamment puissant pour que lui-même n'ait plus à apparaître officiellement.

A partir de cette date, les réunions seront régulières et un compte rendu signé par les présents en sera fait (13).

Dès le 27 septembre, le comité se réunit de nouveau. En l'absence du maire, p. Pagès Gasch, malade, c'est A. Bravo (UGT) qui est désigné comme président de séance. F. Rigola, de la CNT, est lui aussi absent. La première question à résoudre est celle de la Torre del Riu, sanatorium contrôlé par le POUM.

En effet, depuis l'insurrection militaire et les combats, le Secours Rouge du POUM a créé plusieurs hôpitaux. Les principaux sont à Barcelone. Le premier est né le 19 juillet. Les docteurs Morros et Briones ont mis sur pied un service de santé, installé en urgence dans le local même du POUM. D'autres médecins, des chirurgiens, des médecins militaires et des pharmaciens se sont joints à eux. Peu après, l'hôpital est transféré dans un immeuble en face du local du POUM. En août, on dénombre deux sanatoriums à Barcelone (le sana Joaquim Maurin [14] et le sana Germinal Vidal [15]), un sanatorium à Valence, un autre à Madrid et enfin celui d'Alp, destiné plus particulièrement aux blessés du front d'Aragon.

Ainsi, à Alp, le pavillon de chasse d'un comte barcelonais a été réquisitionné pour recevoir les militants des milices du POUM blessés, convalescents ou malades des poumons. Étaient aussi reçus des militants d'autres organisations présents dans milices du POUM. Pour *Sembrador*, organe des Jeunesses libertaires de Cerdagne, il s'agissait, avant d'être transformé en sanatorium, d'un "lieu de

*plaisir de parasites et d'escrocs"* (16). Trois miliciens y décédèrent. Ils sont enterrés au cimetière d'Alp ; il s'agit de deux militants du POUM madrilène et d'un Britannique membre de l'Independent Labour Party.

D'autre part, "le personnel et les médecins étaient des militants du POUM" (17). Selon Victor Alba (Pere Pagès), le docteur Alfons Nadal et une infirmière qu'il appelle "la Marga" font partie du personnel médical. Le sanatorium possédait une ambulance marquée du sigle POUM.

Or il apparaît que, selon le compte rendu de la réunion du comité antifasciste, le coût du sanatorium est à la charge d'Alp. Le comité décide, d'une part, de payer tous les frais jusqu'au 27 septembre, sur présentation d'une facture, et, d'autre part, qu'à compter de cette date, les dépenses seront à la charge du sanatorium.

Dans le domaine de la santé toujours, le délégué du comité, membre du POUM, est chargé d'enquêter sur l'état hygiénique des maisons d'Alp et de déclarer inhabitables celles qui seraient en trop mauvais état.

Par ailleurs, il est décidé d'envoyer au commandant des carabiniers de la Molina une injonction à se mettre sous les ordres du comité antifasciste d'Alp. Le rôle de ces carabiniers étant de contrôler le col de Tosses, et ainsi certains passages entre les deux Cerdagne, le comité d'Alp pourrait jouer un rôle équivalant à celui de Puigcerdà contrôlant l'accès par Bourg-Madame.

Deux mesures économiques sont prises. La première vise à contrôler le ravitaillement et le marché noir en exigeant que l'abattage des porcs soit obli-

(13) Cependant, très souvent, il ne comporte aucune mention susceptible d'être utile dans ma recherche.

(14) Le leader du POUM, dont on est sans nouvelles alors.

(15) Dirigeant des Jeunesses du POUM, blessé le 19 juillet à Barcelone et laissé agonisant plusieurs heures.

(16) *Sembrador*, 25 octobre 1936.

(17) Lettre de F. Mill du 5 septembre 1991.

gatoirement déclaré au comité. La seconde impose une augmentation du temps de travail, qui passe de 40 à 48 heures hebdomadaires.

Les propriétés de deux habitants d'Alp ayant fui sont déclarées appartenant à la communauté d'Alp, ainsi que l'église, qui sera transformée en cinéma. Ces transformations seront faites sous le contrôle du délégué au travail.

"De notoriété publique", selon les termes recueillis par J.-L. Blanchon, le curé d'Alp aurait été fusillé devant l'église. Or, lors d'un colloque à Toulouse en 1999, une dame âgée lui a affirmé que les militants du POUM avaient réussi à faire fuir le curé pour éviter son exécution (18). Selon F. Mill, son propre père et le POUM auraient effectivement protégé et fait fuir le curé d'Alp, qui n'avait

pris aucune position pro-insurrection. En revanche, selon le même témoin, un autre curé aux sympathies franquistes affirmées, amené par des miliciens de la CNT venus de l'autre côté de la Molina, a été fusillé devant la porte de l'église d'Alp après une condamnation à mort par le tribunal populaire du village (19).

"Le 9 (octobre), un décret pris en conseil (de la Généralité) dissout en Catalogne "les comités locaux, quels qu'en soient le nom ou le titre, et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement subversif" » (20).

L'application de ce décret sera effective à Alp le 19 octobre : le comité antifasciste est dissous et le comité ouvrier municipal naît. J. Cot Serraclara, doyen d'âge de la réunion, la préside.

TABLEAU N° 3

RESPONSABILITÉS	Désignés le 19/X/1936	Désignés le 22/XI/1936 *
ALCALDE	A. Bravo Suarez(UGT)	S. Pages (UGT) **
ADJOINT au MAIRE		
Ravitaillement		P. Sapé (ERC)
Agriculture		R. Vilalta (UGT)
Défense	Pau Mill Palau (POUM)	Pau Mill (POUM)
Santé	J. Cot Serraclara (ERC)	L. Font (CNT)
Finances	Emili Garcia Quirol (CNT)	Pau Mill (POUM)
Enquêtes		J. Cot (ERC)
Travaux publics	F.Rigola Escobarrio (CNT)	F.Rigola (CNT)
Travail		
Culture	J. Guitart Prat (UGT)	J. Guitart (UGT)
Transports	C. Fabra Pallares (CNT)	E.Rigola (CNT)
Communication		M. Taja (ERC)

(\*) Le 18 décembre, Lluís Font remplace p. Mill comme chargé des finances suite aux exigences de la CNT de contrôler ce secteur. M. Taja est alors chargé de la santé en remplacement de L. Font.

(\*\*) S'agit-il de Salvador Pagès Mill ou d'un autre S. Pagès ? Rien ne l'indique. Cependant, les 18 février et 2 avril 1937, S. Pagès Mill et S. Pagès forment une seule et même personne.

Comme le montre le tableau 3, la CNT est largement représentée, suivie par l'UGT. L'ERC et le POUM n'ont qu'un seul représentant sous ces sigles.

Le 22 novembre, sous la présidence de S. Pagès, un nouveau conseil est désigné. Selon F. Mill, S. Pagès est bien son cousin Salvador Pagès Mill. L'influence du POUM apparaît grandissante avec le poste de maire et les délégations à la défense et aux finances. Cela se cache cependant sous l'artifice de l'appartenance syndicale, qui permet de rester en accord

avec les textes municipaux, sur lesquels nous reviendrons par la suite. La décision ayant été prise que les réunions du conseil se tiendront les mardi et vendredi,

(18) Colloque : "L'anarchie a-t-elle un avenir ?", Toulouse, 27-29 octobre 1999.

(19) F. Mill, entretien du 2 septembre 2000, et confirmation de M<sup>me</sup> Marie Lafranque, qui tenait l'information de Ambrosi Carrion, poète et historien catalan, présent à Alp à cette période.

(20) P. Broué, E. Témime, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, Editions de Minuit, 1961, p. 185.

on se retrouve le mardi 24 novembre à 19 heures pour déclarer factieux certains fugitifs. Leurs propriétés sont alors communalisées, ainsi que tous les biens de l'Eglise. Cela permet au projet d'élargissement de la rue du Nord d'aboutir en empiétant sur un champ appartenant à ladite Eglise.

Le vendredi 27, la réunion entérine la nouvelle dénomination du conseil, qui, dorénavant, s'appelle "conseil ouvrier administratif d'Alp".

Le mardi 1<sup>er</sup> décembre, sous la présidence du maire, un certain nombre de noms de rues sont modifiés, en même temps que l'on crée une "place du Militien inconnu". La calle San Pere est rebaptisée calle Francesc Ascaso (du nom du dirigeant de la FAI, ami de Durruti, tué dès le 20 juillet à Barcelone) et la calle de Oriente, calle Joaquim Maurin. Le village d'Alp possédera aussi des rues Carlos Marx, V. Durruti (dirigeant de la FAI), Germinal Vidal, Pau Iglesias (qui participe à la fondation de l'UGT en 1888) et Jaume Compte (de "Estat Català", mort en 1934 pendant l'insurrection barcelonaise).

Le choix des rues, l'organisation "municipale" montrent bien le rapport de forces à l'intérieur du comité antifasciste et son évolution. En septembre 1936, la CNT et l'Esquerra dominant en nombre de représentants au comité ; mais au moment du choix des rues, ce sont la CNT et le POUM qui prennent le pas sur les autres, puisque sont retenus les noms de deux personnalités anarchistes (Ascaso et Durruti) et deux personnalités poumistes (Maurin et Vidal).

Le 8 décembre, le conseil vote une subvention pour une habitante d'Alp en grande difficulté. Le 11, il interdit à Joan Cot la vente d'animaux sans autorisation du délégué au ravitaillement. Il entérine la nomination de R. Ferrer par J. Tressens au titre de secrétaire intérimaire du conseil.

Le 15 décembre, R. Vilalta, de l'UGT, propose la vente d'une partie du bois de la montagne, car en attendant trop, il ne sera plus vendable en raison de sa mauvaise qualité. Par ailleurs, cette vente garantit à la municipalité des reve-

nus jusqu'en mars 1937. L'acquéreur s'engage en effet à payer en trois traites plusieurs milliers de pesetas.

Le 18 décembre, éclate un incident entre le POUM et la CNT : F. Rigola, au nom du syndicat, exige que les finances soient contrôlées par la CNT et que la perception des sommes soit mise en conformité avec les lois municipales catalanes, ce qui n'était semble-t-il pas le cas. Lluís Font remplace donc p. Mill aux finances. Est-ce un écho cerdan de la campagne anti-POUM menée par le PSUC, qui a abouti à l'exclusion d'Andreu Nin du conseil de la Généralité ? La remise au pas de la révolution exigée par le PSUC et l'URSS serait alors relayée par la CNT.

Le 22 décembre, les clés des bungalows inhabités, réquisitionnés par le comité antifasciste pour y loger les habitants d'Alp dont l'habitation était insalubre, sont rendues à leurs propriétaires.

Le 25 décembre, Lluís Font laisse son poste de délégué à la santé à Marti Taja, de l'ERC. Ainsi, par un jeu de chaises musicales, le POUM perd un poste.

La réunion du 5 janvier 1937 va entraîner une vive réaction du conseil. Le juge nommé au tribunal populaire de la commune ne correspond pas à la volonté du conseil ouvrier. S'agit-il de la nomination par A. Nin, le 15 décembre, de R. Masclé i Tallaferrol (21) ou d'une modification par son successeur, R. Vi-diella (de l'UGT et proche du PSUC) ? Rien ne l'indique. Cependant, le conseil propose une nouvelle composition pour le juge et son suppléant.

Le conseil du 12 janvier autorise B. Vidal à construire un abattoir industriel à la Molina contre une redevance.

Le 19 janvier, le conseiller à la défense, il s'agit toujours de Pau Mill, est à son tour attaqué. Il aurait organisé des perquisitions sans en avoir rendu compte au conseil. Peut-être avait-il agi au nom du comité révolutionnaire. De plus, on lui

(21) Un document officiel de la Généralité lui donne comme prénom Ramon, tandis que les textes de la municipalité l'appellent Ricart. Or il ne semble pas qu'il y ait deux "Masclé i Tallaferro".

reproche d'avoir emprunté un poste de radio appartenant à la municipalité. Cela semble être, au travers d'une affaire bénigne (22), une nouvelle occasion de s'attaquer au POUM et au double pouvoir. Ces attaques entrent en résonance avec les événements barcelonais ou madrilènes, où les dirigeants du PSUC, chacun à leur tour, appellent à la liquidation de ce parti qui les dérange. On les qualifie de trotskystes et *Mundo obrero* titre un article "*Les trotskystes au service de Franco. Leur langage est celui du fascisme*" (23), tandis que Santiago Carrillo hurle dans un meeting : "*Quand les trotskystes attaquent le gouvernement et les Cortes de la République, ils font la politique du fascisme. Cela ne peut s'expliquer que parce que les trotskystes travaillent pour les fascistes*" (24). Dans le même temps, le POUM en appelle à la CNT pour une alliance qui répondrait à "*la question qui est posée à la classe ouvrière, celle de la création d'un Front ouvrier révolutionnaire qui bloquerait les progrès de la contre-révolution, est la question du pouvoir prolétarien à travers les comités d'ouvriers, de paysans et de combattants*" (25).

Bien sûr, en même temps que les positions politiques du POUM, ce sont les attaques contre les procès de Moscou qui irritent le PSUC et l'ambassadeur de Staline à Valence ou son consul à Barcelone. Tout est donc fait pour aller vers sa liquidation, alors que la CNT et l'ERC veulent maintenir la fiction "*d'un gouvernement libre d'influences politiques*" (26).

L'autre débat du 19 janvier concerne la non-reconnaissance par la Généralité d'Alp comme commune ou du moins l'absence du nom d'Alp parmi les communes recensées dans le *Bulletin officiel* de la Généralité de Catalogne. Les conseillers CNT et ERC démissionnent de leur mandat au conseil et dans leurs partis et syndicats respectifs, et appellent leurs organisations à désigner de nouveaux représentants au conseil ouvrier d'Alp. En attendant ces nominations, ils assureront leurs tâches.

Le 26 janvier, il faut désigner un nouveau conseil ouvrier selon la loi de sécurité intérieure du 9 octobre 1936, qui im-

pose de constituer les conseils municipaux en présence "*du juge populaire de la localité*" (27) et de respecter les mêmes proportions de représentation politique qui existent dans le conseil exécutif de la Généralité. Le juge populaire est présent ; il s'agit de R. Mascle Tallaferró. J. Cot Serraclara préside la séance en tant que doyen d'âge. S. Mill, du POUM, prononce une violente diatribe contre cette décision, qui amène "*des syndicalistes CNT et UGT qui n'ont rien fait quand il fallait se battre et aujourd'hui profitent de la situation*". Il ajoute qu'"*on ne veut pas de gens qui ne sont pas d'accord avec le régime actuel*".

On sait qu'au sein du POUM, cette loi de sécurité intérieure ne fut que peu appréciée, parce qu'elle amenait au pouvoir des attentistes ou des partis minoritaires dans les communes. A Lleida, par exemple, l'opposition du POUM fut très violente. Il fallut l'intervention de Nin, Tarradellas et Domenec (de la CNT) pour imposer l'application de la loi.

En février 1937, un nouveau conseil administratif municipal est désigné. Toutes les organisations politiques en sont exclues. Seules la CNT et l'UGT peuvent avoir des élus. On remarque cependant la présence de S. Pagès Mill, mais cette fois au titre de l'UGT.

Par la suite, les réunions du conseil n'apportent que peu d'informations. Le 10 mars, le maire, membre de la CNT, souhaite la disparition des conseillers pour la défense et la sécurité intérieure ; le 2 avril, S. Pagès Mill, mobilisé, quitte son poste de maire adjoint ; il est remplacé par F. Caballeria, CNT en 1936, UGT en 1937. Le 23 avril, le conseil vend des pâturages de la montagne.

Le 19 mai, un nouveau conseil est constitué pour "*organiser la légalité*

(22) On ne reproche en effet pas les perquisitions, mais l'absence de compte rendu.

(23) *Mundo obrero*, 28 décembre 1936.

(24) Cité par la *Pravda*, 18 janvier 1937.

(25) *La Batalla*, 27 novembre 1936.

(26) *Solidaridad obrera*, 15 décembre 1936.

(27) *Diari oficial de la Generalitat de Catalunya*, an. IV, vol. 4, diumenge 11 oct. 1936, n° 287, pp. 140-141.

TABLEAU N° 4

RESPONSABILITÉS)	Désignés le 26/II/1937	Désignés le 18/II/1937 *
ALCALDE	J. Cot Serraclara (ERC)	Cosme Fabra Pallares (CNT)
ADJOINT au MAIRE		S. Pages Mill (UGT)
Ravitaillement	Pau Sape Forcada (CNT)	R. Vilalta Pons (UGT)
Agriculture	R. Vilalta Pons (UGT)	
Défense		Lluís Font Puig (CNT)
Santé	S. Pages Mill (POUM)	
Finances	Lluís Font Puig (CNT)	S. Pages Mill (UGT)
Enquêtes	Marti Taja Purra (ERC)	
Travaux publics	F. Rigola Escobairo (CNT)	F. Rigola Escobairo (CNT)
Travail		
Culture	S. Pages Mill (POUM)	Lluís Font Puig (CNT)
Transports		
Communication	Pau Mill Palau (POUM)	

(\*) Le 2 avril 1937, F. Caballeria, de l'UGT, remplace S. Pages comme adjoint au maire, car ce dernier est parti sur le front.

*dans ce village*". Comme on peut le noter, les éléments du POUM ont disparu de ce conseil.

Les témoignages recueillis montrent un POUM actif dans un des "comités les plus radicaux de la Comarca"(28). Dans le même ordre d'idées, notons que, durant une cure qu'il dut suivre au sana pendant l'hiver 1936-1937, Victor Alba en profita pour prononcer des conférences sur Marx et le marxisme.

De même, les enterrements des trois miliciens morts au sana donnèrent lieu à des manifestations révolutionnaires avec drapeau rouge et *Internationale*, et, peut-être pour le Britannique, la présence de J. MacNair, délégué de l'ILP à Barcelone. Juan Andrade est venu prononcer une allocution sur la tombe de l'un des deux militants madrilènes, probablement issu de l'ICE.

Des incidents ont opposé le comité d'Alp aux anarchistes de Puigcerdà. Ainsi, la réquisition par la FAI d'un camion appartenant à un militant du POUM d'Alp oblige Gironella, devenu en juillet 1936 commissaire aux Transports dans le comité central des milices de Catalogne, à intervenir pour ramener le calme... et le camion à Alp.

Par ailleurs, la diffusion de la presse du POUM (*La Batalla*) semble avoir été empêchée par quelques éléments du PSUC de Puigcerdà, sans que la FAI ou la CNT ne s'opposent à ce déni de démocratie.

Peu avant l'assassinat d'Antonio Martin, le 27 avril 1937, près de Bellver (29),

divers incidents ont lieu ; ainsi, une provocation menée par le PSUC tente de prendre le contrôle de la frontière.

Au départ, il ne s'agit que d'un simple exercice militaire du PSUC et de Estat Català (30), venus s'entraîner à la Molina, alors sous contrôle du POUM. Des miliciens du POUM et de la CNT, alliés, montent à la montagne pour exiger le départ des militaires, qui, effectivement, se dirigent vers Bellver.

Après le 27 avril, des militaires du PSUC marchent sur Alp. Il faut évacuer le sanatorium et cacher tout ce qui prouve l'appartenance au POUM. Seuls les militants du POUM d'Alp restent dans le village, les plus valides du sanatorium et les militants de Barcelone sont retournés dans la capitale pour lutter contre la prise de pouvoir par le PSUC au détriment des autres partis.

Des gardes d'assaut de Barcelone investissent Alp pour liquider le pouvoir populaire en place. Le sana, le local du POUM sont fouillés. On ne trouve pourtant aucune arme.

Peut-être est-ce en référence à ces exactions qu'un tract du Secours Rouge du POUM dénonce en juin 1937 les "hordes envoyées de Barcelone avec ordre de les assassiner, (obligeant ainsi)

(28) Pous i Portu J., Solé i Sabaté J. M., *Anarquia i republica a la Cerdanya (1936-1939)*, Barcelona, Abadia de Montserrat, 1991, p. 102.

(29) Blanchon J.-L., *1936-1937, une expérience...*, op. cit.

(30) Selon F. Mill, conversation du 20 août 2000.

*les anciens combattants du sana d'Alp (à) se défendre le fusil à la main" (31).*

## Le POUM éliminé

A Barcelone, après les faits de mai, la répression s'abat sur le POUM rapidement. Le 16 juin 1937, Andreu Nin est arrêté et disparaît à jamais (32). A Alp, cinq militants du POUM — Salvador Vizcarri, Juan Ribo, Alberto Fabra, Francisco Mill et Agustin Baqué — sont arrêtés, emprisonnés à Puigcerdà, puis transférés à Gérone où ils attendent leur procès.

Dans le même temps, S. Pagès Mill, parti au front en mars, est rejoint par son cousin, Pau Mill Palau. Tous deux mourront pendant la bataille de l'Ebre.

On séparera l'inculpation des cinq d'Alp de celles des autres militants du POUM. Ils seront remis au tribunal de Gérone. Là, selon F. Mill, une pétition de leur part pour aller combattre aux côtés des républicains plutôt que de croupir en prison leur vaut d'être envoyés au front. Vu son jeune âge, F. Mill revient d'abord chez lui, à Alp, puis, peu après, est appelé comme toute la classe 1941. Il se présente à la caserne de Gérone et devient dans un bataillon du PSUC instituteur pour les jeunes recrues. En octobre 1938, pendant le procès du POUM à Barcelone, il est dénoncé comme traître fasciste par un tract. N'ayant pas été repéré par le commissaire politique du bataillon, c'est lui qui lit le tract aux militaires... en omettant de lire son nom. Lorsque le commissaire politique s'en aperçoit, il le convoque et s'interroge avec lui sur le fait qu'il est en prison en tant que fasciste selon le tract, alors qu'il le voit au front avec un comportement irréprochable. Le commissaire politique du PSUC s'engage alors en catalan à le protéger. Peu après, F. Mill est blessé au front, revient en convalescence à Alp, où il est surpris par la défaite républicaine. Comme nombre de militants, il passe la frontière à Bourg-Madame au moment de la *retirada* et se retrouve à Latour-de-Carol dans un champ enneigé avant d'être interné à Bram. Son père sera emprisonné quelque temps par les franquistes.

En mai 1937, F. Cabaillerie, d'Alp,

est autorisé à résider dans sa famille à Dorres. Le 18 mai, il se rend au commissariat de Bourg-Madame et déclare qu'“*il a été un certain temps président du POUM*”, selon le rapport de l'officier de police (33). En juin 1937, il maintient cette affirmation et date sa présidence d'avril 1937. Il dit avoir succédé à Joseph Tressens, de Barcelone. Il s'agit probablement de F. Caballeria Vilalta, CNT en 1936, UGT en 1937, qui remplace S. Pagès Mill en avril comme adjoint au maire d'Alp. Est-il ou non entré au POUM ? Rien ne le dit, mais le même rapport fait état de son appartenance ancienne aux Jeunesses libertaires.

A propos d'autres protagonistes d'Alp, on a vu que le frère, âgé alors de vingt-deux ans, et le cousin, âgé de vingt et un ans, de F. Mill avaient été tués sur l'Ebre en 1938. Enfin, Victor Alba repasse par la Cerdagne en 1945, après sa sortie de la prison Modelo de Barcelone. Il souhaite se rendre à Paris pour travailler dans la presse. Pour 600 pesetas, le double d'un salaire ouvrier à Barcelone, il “*corrompt*” un carabinier, qui lui fait traverser la frontière à Bourg-Madame. Il y trouve un café, où il est accueilli par “*des amis du parti*” (34). En 1994, V. Alba revient en Cerdagne pour exposer dans le cadre de la fête du livre catalan de Palau-de-Cerdagne ce que fut la guerre d'Espagne pour lui et pour le POUM.

## Conclusion

L'ensemble des événements, en tenant compte des lacunes des archives et de la difficulté de trouver des témoins

(31) Tract du Secours Rouge du POUM, juin 1937, liasse n° 1 741-2, archives du Centre d'Estudis Històrics Internacionals, université de Barcelone.

(32) On pensait, malgré les dénégations staliennes, qu'il avait été assassiné à Alcalá des Hénarès. On sait aujourd'hui, grâce à une remarquable émission de TV 3, “*Operacion Nicolai*”, que deux dirigeants du KGB, Orlov et Gerô, aidés par deux Brésiliens et trois Espagnols, ont perpétré ce crime dans la maison d'un général de l'aviation républicaine et de sa femme, responsable de la censure sous la junte.

(33) ADPO, 31WI64/1.

(34) *Aventura del militant*, Laertes, Barcelona, 1994, p. 128.

des faits, semble suivre un chemin parallèle à nombre de réflexions historiques sur la guerre d'Espagne.

D'abord, concernant les faits eux-mêmes, on trouve une chronologie proche de celle de Barcelone, avec certes un décalage dans le temps lié peut-être aux difficultés de communication. Immédiatement après le 19 juillet, les militants républicains et les révolutionnaires prennent le pouvoir, la résistance des élus est faible. La répression anti-soulèvement semble ici peu violente, à la différence des grandes villes. Le curé peut partir, quatre ou cinq familles seulement émigrent vers la France et voient leurs propriétés revenir à la commune. Très rapidement, un des buts du comité est la remise en marche des activités sous le contrôle dudit comité... si elles ont à un moment cessé.

Les modifications du rapport de force interne au comité, et peut-être aussi dans le village, semblent découler dans un premier temps de la montée en puissance du POUM, dont le dirigeant, venu de Barcelone, en impose certainement par sa capacité à débattre avec les autres organisations. Il recrute de nombreux militants, suffisamment pour qu'ils forment une milice, qui garde la mairie. Il aide à leur formation de telle manière que, rapidement, ils n'ont plus besoin d'un "tuteur".

C'est ainsi qu'apparaissent les cousins "Mill" ou R. Masclé i Tallaferro. De plus, l'installation du sanatorium crée une sorte de rapprochement de la zone des combats au travers des blessés qui y sont soignés, ces "héros" de batailles remportées par les républicains et dont toute la presse parle.

Puis, ce rapport de force évolue en fonction d'éléments extérieurs, l'influence de Puigcerdà tenue par la CNT ou de Barcelone, dont les luttes intestines semblent trouver un écho à Alp. Le débat porte alors sur l'importante question de savoir si, pour vaincre Franco, le pouvoir doit rester aux mains du peuple en armes et des forces révolutionnaires ou

bien revenir à ceux qui prônent un retour à la légalité républicaine et militaire.

L'élimination du POUM de la direction de la Generalitat entre en écho à Alp à partir du 18 février 1937 avec une remise en ordre de la situation à laquelle le POUM et la CNT participent en acceptant la fiction d'une direction syndicale de la commune avec un dirigeant du POUM sous le sigle UGT. Ils ne se rendent probablement pas compte qu'il s'agit d'une première étape vers leur élimination définitive.

Cependant, "Alp ne fut pas Moscou", ni même Barcelone, pourrait-on écrire en parodiant J. Gorkin. Il y a certes quelques violences entre militants, mais on n'en vient pas à s'éliminer, même si l'envie n'en manque peut-être pas. Lorsque les relations s'enveniment, on fait appel à un dirigeant barcelonais, qui règle le problème. Cependant, nous savons que le dirigeant local de la CNT, Antonio Martín, non Cerdan, fut assassiné devant Bellver. Peut-être ne pouvait-il y avoir, aux yeux de ceux qui reprennent en main le pouvoir, d'alternative à l'exécution du leader des militants qui tiennent la capitale de la Cerdagne et contrôlent la frontière.

En revanche, en 1937-1938, nous avons vu que la répression contre le POUM se traduit à Alp par l'arrestation de cinq militants, d'abord emprisonnés à Puigcerdà, puis transférés à la prison de Gérone, ce qui évite même un procès politique entre Cerdans.

Cette brève étude des activités du POUM à Alp ne peut prétendre constituer une analyse exhaustive des rapports entre partis au sein du Frente Popular. Il n'en reste pas moins qu'elle offre un aperçu non négligeable sur cette question. En effet, les constats que l'on peut établir sur les faits survenus dans ce petit village de Cerdagne semblent en cohérence avec grand nombre d'écrits portant sur des zones plus importantes, grandes villes, Generalitat et même Etat espagnol.

**Pierre Chevalier**

**Jean-Baptiste  
Clément  
(1836-1903)**

**(Jacques Puaux)**



# Combattant de la Commune de Paris, organisateur du mouvement ouvrier dans les Ardennes, militant du 1<sup>er</sup> Mai...

**L**ES militants le connaissent par la chanson qu'il a écrite, une pastorale en hommage à une ambulancière de la dernière barricade de la Commune, le 28 mai 1871 : *Le Temps des cerises* (dédicace de 1895).

Décédé le 23 février 1903, nous célébrons cette année le centenaire de sa mort.

La tombe de Jean-Baptiste Clément se trouve au Père-Lachaise, près du mur des Fédérés. Le 27 février 1903, Clovis Hugues lut un poème en guise d'oraison funèbre (extrait) :

*« Tu crias : "Debout ! Debout, prolétaires  
Pas de maître ici, pas de Dieu là-haut !"  
Tu semas ton grain dans toutes les terres  
Tu battis ton vers, quand il était chaud.  
Lorsque tu buvais à l'eau des fontaines,  
Quand tu meurtrissais tes pieds  
aux cailloux  
C'était pour chasser des vertes Ardennes  
Les bourgeois qui sont les frères  
des loups. »*

Mais qui était vraiment Jean-Baptiste Clément ?

Il est né le 31 mai 1836 sur un moulin-bateau de Saint-Cloud, d'un père meunier qui gagnait bien sa vie et d'une mère blanchisseuse, Marie-Thérèse Compoint. En 1841, les deux parents possèdent en commun, à Saint-Ouen, une dizaine de parcelles de terre aux lieux-dits : la Côte, le Château, le Champ des Rosiers, la Haute-Borne, la Carrière, la Fontaine-aux-Chiens... Ils font partie de la bourgeoisie aisée. Jean-Baptiste Clément sera quelque peu gêné du train de vie de ses parents et il parlera très peu de son enfance. Il se refusait à suivre les pas de son père et à exercer le métier de meunier. Selon plusieurs témoignages, le père était sans énergie et la mère acariâtre. Il a été mis en nourrice très tôt et, d'après des confidences faites lors d'une célébration organisée en 1900 par le Cercle socialiste de l'Yonne, il a passé une grande partie de son enfance dans "sa belle Bourgogne". Plusieurs de ses chansons ont d'ailleurs été écrites à Joigny, Pont-sur-Yonne, Toucy, région qu'il a reparscourue entre 1860 et 1867. Il quitta sa famille nourricière pour revenir chez ses parents lorsque ceux-ci furent chassés du moulin-bateau de Saint-Cloud ; on l'enverra rapidement au pensionnat, puis, à 14 ans, en apprentissage.

Pendant quelques années, il apprendra le métier de garnisseur en cuivre, "*le plus insignifiant de tous les métiers*", dira-t-il. Il en sortira "*après cinq ans d'esclavage, de misère et de résignation*" (cf. *Le Temps des cerises* [Jean-Baptiste Clément], de Tristan Remy, les Editeurs français réunis, 1968).

C'est à l'occasion du mariage d'une tante que Jean-Baptiste fera la connaissance d'un homme de lettres, Max Revel, qui le formera en grammaire et en versification. A-t-il exercé "36 métiers", comme certains l'affirment ? En tout état de cause, il est toujours mal à l'aise, qu'il s'agisse du milieu patronal ou du cadre familial, et se sent de plus en plus comme un défenseur des humbles, dont il apprendra le dur labeur.

Son florilège de chansons sera au début fort bucolique et le recueil qu'il publiera en 1885 reprend "*le thème des moulins, comme celui du printemps, qu'il identifie à l'amour et chante avec les lilas et les cerises...*". C'est à partir du début des années 1860 que Jean-Baptiste va devenir très productif, multipliant chansons, thèmes champêtres, mélodies, complaintes, romances... Visiblement, plusieurs de ses chansons se révèlent favorables aux déshérités, aux indigents, aux "meurt-la-faim".

De nombreux compositeurs et musiciens ont repris le prolifique florilège de chansons de Jean-Baptiste Clément, qui se distinguait par son "*éclectisme*", selon son biographe, Tristan Rémy. A la fin des années 1860, Jean-Baptiste Clément va s'orienter de plus en plus vers l'anticléricalisme et l'opposition au régime bonapartiste de Louis Napoléon Bonaparte. Lors d'un congrès du Parti ouvrier tenu à Charleville, en 1887, devant 2 000 délégués, il rétorque à un journal local qui lui reprochait ses chansons d'inspiration religieuse :

*"Depuis, l'expérience de la vie, les iniquités sociales, l'observation des faits, l'étude et la raison ont libéré ma pensée des préjugés trompeurs. J'ai évolué dans le sens du progrès, de la lumière, de la vérité. M'en faire un grief ? Autant reprocher à Victor Hugo d'avoir été royaliste avant de devenir républicain."*

L'assassinat du journaliste républicain Victor Noir, le 10 janvier 1870, va renforcer le radicalisme de Jean-Baptiste Clément vis-à-vis de l'Empire de Napoléon III.

## Jean Baptiste Clément, le chansonnier

Au XIX<sup>e</sup> siècle, notamment à partir de 1830, la chanson deviendra un important outil de propagande. Voici ce qu'en dit Altaroche, ardent chansonnier républicain du début de la monarchie de Juillet, dans le *Dictionnaire politique* de Pagnerre, de 1841 :

*"La chanson est, même avant le pamphlet, l'instrument le plus sûr et le plus actif de propagande ; la précision de la forme, le retour successif du refrain, la cadence mesurée du vers, la mélodie entraînant du rythme musical sont autant de fortes saillies par lesquelles la chanson s'accroche, pour ainsi dire, à toutes les intelligences et se cramponne à toutes les mémoires... La chanson est un cri enthousiaste."*

Jean-Baptiste Clément est connu, bien sûr, pour la chanson qu'il a écrite en 1867 : *Le Temps des cerises*, qu'il dédiera à une ambulancière prénommée Louise... Mais en voici une autre, écrite pendant son exil à Londres, en 1874, intitulée *La Machine* et dédiée aux "*filles du peuple entassées pêle-mêle dans ces grands bagnes industriels...*" :

*"Je viens de m'éveiller  
Et je suis déjà fatiguée.  
Ce matin, la nature est gaie.  
Mais il faut aller travailler,  
Et douze heures, sans sourciller,  
Le dos courbé sur la machine...  
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !*

*Me voici dans mon coin,  
Je manque d'air, j'y vois à peine.  
Dire qu'il fait beau dans la plaine !  
Ici, le soleil n'entre point.  
J'en aurais pourtant bien besoin  
Pour m'égayer à la machine...*

*Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !  
On sonne le dîner,  
Je n'ai pas faim, je suis trop lasse.  
Voilà deux ans que rien ne passe,  
Et j'aurais beau me tisaner,  
Ça ne fera que couviner,  
Et chaque tour de la machine...  
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !*

*C'est beau d'avoir vingt ans  
Quand on est bien folle et bien fraîche !  
Moi, dans ce coin, je me dessèche.  
J'avais des couleurs dans le temps,  
Elles ont pris la clef des champs,  
Elles n'aimaient pas la machine...  
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !*

*Ah ! je n'y vois plus clair,  
Mais la besogne est terminée.  
Comme c'est long une journée !  
Comme le pain qu'on gagne est cher !  
Vite, courons prendre un peu d'air.  
Bien loin, bien loin de la machine...  
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !*

*Que doit-il advenir  
De cette toux qui m'a meurtrie ?  
Ah ! j'aimais pourtant bien la vie !  
Minuit, je ne peux pas dormir,  
Ou, si je dors, c'est pour gémir  
Ou pour rêver de la machine...  
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !*

Au lendemain de l'assassinat du journaliste d'opposition Victor Noir, mortellement blessé par le prince Pierre Bonaparte, cousin de l'empereur, alors qu'il venait demander à ce dernier réparation contre des insultes proférées à l'encontre des rédacteurs du journal d'opposition *La Revanche*, Jean-Baptiste Clément prend ouvertement position contre le régime de Napoléon III. Le 12 janvier 1870, 100 000 protestataires assisteront aux obsèques de Victor Noir. Les attaques de Jean-Baptiste Clément se précisent de plus en plus, notamment dans la série des "*Carmagnoles*", qu'il publie dans *Le Casse-Tête* :

*"Comme en quatre-vingt-neuf  
Le peuple est au supplice.*

*On n'a rien fait pour lui  
Au nom de la justice.  
Il est temps aujourd'hui  
Que les serfs des usines  
De la terre et des mines  
Aient leur quatre-vingt-neuf."*

Dans les premiers mois de 1870, les échauffourées contre les mesures répressives du régime de Napoléon III, issu du coup d'Etat de 1851, sont de plus en plus nombreuses, rue de Flandre, à la Villette, dans le faubourg du Temple.

Jean-Baptiste Clément sera arrêté comme participant et condamné à six mois de prison à Sainte-Pélagie et à 2 000 francs d'amende.

## Jean-Baptiste Clément, un militant pendant la Commune de 1871

Jean-Baptiste Clément se lance dans le journalisme. Il fonde son propre journal, *Le Casse-Tête*. Il est condamné à diverses reprises, doit à nouveau s'exiler. Son opposition au régime bonapartiste s'aiguise, il est condamné en avril 1870 pour "*provocation à commettre plusieurs crimes*". La révolution de septembre le libère et il intercède auprès du maire de Beauvais, un certain Arago, pour faire libérer les membres de la Première Internationale, l'Association internationale des travailleurs. Pendant le siège de Paris par les troupes allemandes, du 4 septembre 1870 à la veille de la Commune de Paris de 1871, il sert dans les rangs du 129<sup>e</sup> bataillon de marche à Montmartre. Pendant la Commune, il est élu au comité de vigilance du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris avec Théophile Ferré, Auguste Blanqui et Vermorel sur une liste qui recueille 14 188 voix sur 17 443 votants. Il siège à la commission des services publics et des subsistances, puis est délégué à la fabrication des munitions, enfin est élu à la commission de l'enseignement. Il vote, avec la majorité, pour le Comité de salut public.

Lorsqu'Adolphe Thiers, chef du gouvernement de la Défense nationale, sous la tutelle d'une Assemblée qui a voté l'armistice par 546 voix contre 107, capitule devant l'envahisseur, Jean-Baptiste Clément écrit dans *Le Cri du Peuple*, de Jules Vallès :

*“Cela veut dire qu'en France, au point de vue de l'honneur et du patriotisme, il y a à l'Assemblée cinq Prussiens contre un Français.”*

Adolphe Thiers, estimant que les Allemands se sont retirés, veut reprendre les canons aux Parisiens et supprimer l'allocation de la Garde nationale. Dans *Les Trente Sous*, qu'il publie dans *Le Cri du Peuple*, le pamphlétaire Jean-Baptiste Clément s'y oppose farouchement.

Jean-Baptiste Clément vote trois décrets : l'un abolissant la conscription, le deuxième faisant remise totale aux locataires de leurs termes des mois précédents, le troisième interdisant la vente des objets du Mont-de-Piété non dégagés par les déposants.

Mais lorsque la Commune propose un décret interdisant le travail de nuit dans les boulangeries, il s'y oppose, sous prétexte que la Commune a des problèmes plus urgents à résoudre et qu'il ne faut pas hâter les réformes sociales. Léo Frankel, délégué au Travail et aux Echanges, lui rétorquera vertement, mais fort judicieusement :

*“Nous n'avons pas à consulter les patrons. Je n'ai pas accepté d'autre mandat que de défendre le prolétariat.”*

Jean-Baptiste Clément, tout comme Lissagaray, reproche à de nombreux membres de la Commune de légiférer, de motionner, mais d'ignorer ce qui se passe dans leur arrondissement.

Toute la journée du dimanche 28 mai, dernier jour de la Semaine sanglante, Jean-Baptiste Clément combat sur les dernières barricades du XX<sup>e</sup> arrondissement, rue Saint-Maur, rue de la Fontaine-au-Roy, aux côtés de Vermorel, de Garabon et d'Eugène Varlin, qui sera fusillé le jour même après avoir été traîné et torturé par les troupes d'Adolphe Thiers. Il trouvera asile chez l'ouvrier Piconel, ami et codétenu de la prison de Sainte-Pélagie.

## Jean-Baptiste Clément, un organisateur du mouvement ouvrier dans les Ardennes

L'amnistie pour les condamnés de la Commune de 1871 est votée en juin 1880. Beaucoup d'exilés rentrent en France, venant surtout de Londres ou de Bruxelles. Jules Laffargue, Jean-Baptiste Clément, Paul Brousse, Jean Allemane adhèrent à la Fédération des travailleurs socialistes de France, fondée au III<sup>e</sup> Congrès ouvrier de Marseille, en octobre 1879. Brochures et journaux révolutionnaires prolifèrent. Jean-Baptiste Clément, Jean Allemane, Jean-Baptiste Dumay, Jules Joffrin collaborent au *Prolétariat*.

La classe ouvrière se bat et résiste, grèves et manifestations se multiplient, pour les salaires, bien sûr, mais aussi pour la diminution de la journée de travail, qui avoisine encore souvent les 14-15 heures. *“C'est dans les Ardennes, par son apostolat admirable, que Clément devait inscrire la plus belle page de sa vie”*, écrit Maurice Dommanget dans son livre consacré aux faits et hommes de la Commune (éditions La Taupé, 1971).

Un conflit mérite d'être mentionné : 120 carriers des Trois-Fontaines, près de Givet (vallée de la Meuse), déclenchent une grève en 1881 pour protester contre la retenue de 1,15 F que les maîtres-carriers voulaient prélever sur leur salaire pour payer les frais d'une assurance contre les accidents de travail. Non seulement les ouvriers refusent cette amputation de leur salaire, mais ils demandent une augmentation de 0,25 F par jour. Jean-Baptiste Clément aide ces ouvriers à constituer leur syndicat. Les ouvriers font reculer les maîtres-carriers, qui doivent payer l'assurance contractée à la Compagnie de France et doivent accorder en outre une augmentation de salaires. Ne s'agit-il pas là des prémisses du salaire différé que constitue de nos jours la Sécurité sociale, fondée par les ordonnances de 1945 ?

En 1885, grâce à un travail incessant, Jean-Baptiste Clément a doté les tra-

vailleurs des Ardennes de fédérations syndicales et surtout d'une Fédération des travailleurs socialistes des Ardennes. Sa devise sera reprise dans de nombreuses localités ouvrières : *"Tous pour chacun et chacun pour tous, l'émancipation des travailleurs ne se fera que par les travailleurs eux-mêmes."* C'est aussi la devise du *Manifeste communiste* de Marx et Engels, de celle de la Première Internationale, l'AIT.

La grève des boulonniers de l'usine de la "Grosse Boutique" de Bogny (Château-Régnault) est exemplaire, car il s'agit d'un conflit contre le patronat de l'usine pour la reconnaissance d'une chambre syndicale, créée en application de la loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884, qui a abrogé la loi Le Chapelier de 1791 interdisant aux ouvriers de se coaliser. Journaliste, Jean-Baptiste Clément relate les faits dans les journaux socialistes parisiens *Le Cri du Peuple* et *Le Proletariat*. La solidarité ouvrière s'organise, les forgerons de Paris applaudissent la lutte des ouvriers-boulonniers de Château-Régnault et l'hebdomaire de Reims, *La Défense des travailleurs*, lance une campagne de solidarité financière. Jean-Baptiste Clément est littéralement ovationné dans de nombreux centres industriels de la vallée de la Meuse. C'est parce que l'information circule dans un cadre d'indépendance de la classe ouvrière que les travailleurs prennent conscience de leur force.

En 1888, Jean-Baptiste Clément fonde le journal *L'Emancipation*, qui deviendra *L'Emancipateur* : il veut semer les idées de progrès, d'émancipation, éduquer, organiser les travailleurs, les invitant à se syndiquer et en même temps à défendre l'idée du socialisme. C'est vers 1885-1886 qu'a lieu la scission en France entre les partisans de Paul Brousse, les possibilistes, dont le parti deviendra parlementaire, et la Fédération des travailleurs socialistes de France, qui se regroupe autour de J. Allemane et que rejoint Jean-Baptiste Clément. Cette fédération met l'accent sur les revendications, l'exploitation et l'émancipation des travailleurs. En 1891, la classe ouvrière amplifie sa résistance : on recense 28 grèves, plus de 9 000 grévistes. De

nombreuses chambres syndicales se créent et se fédèrent. Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de J. Allemane tient son congrès constitutif en 1891.

## Jean-Baptiste Clément et le 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale des travailleurs

Jean-Baptiste Clément a participé à treize 1<sup>er</sup> Mai. D'autres chansonniers ont écrit de très beaux poèmes en hommage au 1<sup>er</sup> Mai. Pierre Dupont écrit en 1890 le *Chant des ouvriers*, qui deviendra *La Marche du 1<sup>er</sup> Mai*. Charles Gros, amateur de poésie sociale, admirait ses aînés Jean-Baptiste Clément et Eugène Pottier, les deux *"Tyrtes du socialisme"* (1). Quand paraissent en 1886 les *Chants révolutionnaires* d'Eugène Pottier, Gros exhorte ses amis à les lire : il en offre un exemplaire au groupe ouvrier de Lille. Si *"L'Internationale"* a *"pris son envolée sur tout le monde ouvrier"* grâce à la *"Lyre des travailleurs"*, à Dehory, à P. Degeyter, Gros est à l'origine de cet essor. Tous chantent alors *"la sève éternellement rouge du 1<sup>er</sup> Mai"*.

Jean-Baptiste Clément n'est pas en reste. Pour lui aussi, le 1<sup>er</sup> Mai doit *"conserver son véritable caractère de revendications des déshérités de ce monde, des parias de l'ordre social capitaliste et affameur"*.

*"Debout ! debout pour la conquête  
De nos trois-huit... en attendant  
Le grand matin resplendissant  
D'émancipation complète."*

Les premiers 1<sup>er</sup> Mai, sans doute sous l'impulsion de la classe ouvrière américaine et des martyrs de Chicago (1<sup>er</sup> Mai 1886), prennent une tournure de plus en

(1) Tyrteé : poète grec, VII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ. Personnage difforme et boiteux que les Athéniens envoyèrent par dérision aux Spartiates. Par ses chants guerriers, il ranima le courage des Spartiates et leur fit remporter la victoire.

plus internationale. Pour Jean-Baptiste Clément, le 1<sup>er</sup> Mai, c'est "l'union indestructible du prolétariat universel, la solidarité qui s'épanouira dans la société nouvelle" :

*"Célébrons, frères d'ateliers  
La Fête internationale  
Le Premier Mai des ouvriers,  
L'aurore de la Sociale."*

Le 1<sup>er</sup> Mai devient vite un acte international de solidarité, pour faire reculer l'exploitation capitaliste, pour la journée de huit heures. En mars 1891, un député ouvrier lit à la Chambre des députés une affiche que la police a lacérée à Roubaix :

*"Ce jour-là, les frontières se trouveront effacées et, dans l'univers entier, on verra uni ce qui doit être uni et séparé ce qui doit être séparé : d'un côté, les producteurs de toute richesse, que, sous couleur de patriotisme, on cherche à jeter les uns contre les autres, debout, la main dans la main, dans une même volonté d'émancipation ; de l'autre, les exploités de tout ordre, coalisant vainement leur peur et leur lâcheté contre un mouvement historique que rien ne peut arrêter et qui les emportera... Ce jour-là se dressera devant les plus indifférents la question sociale tout entière..."*

*La journée légale de huit heures, qui est l'objectif immédiat de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, est un premier pas vers cet affranchissement complet qui ne dépend que de vous.*

*Il s'agit, en réduisant la somme de travail que les voleurs de travail ont la liberté aujourd'hui d'imposer à la classe ouvrière sans distinction d'âge ni de sexe, de faire place dans l'atelier aux affamés du chômage, de porter les salaires au plus haut et de vous assurer le repos indispensable à votre développement intellectuel et à l'exercice de vos droits d'homme et de socialiste.*

*Camarades de France, le conseil national du Parti ouvrier et le conseil national de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France comptent que, pénétré de ses devoirs envers sa classe et envers l'humanité, cha-*

*cun de vous sera à son poste le 1<sup>er</sup> Mai prochain. Vive la fête internationale du travail ! Vive la journée de huit heures !"*

A partir du 1<sup>er</sup> Mai 1891, qui s'est terminé dans le sang par la fusillade de Fourmies, le 1<sup>er</sup> Mai va prendre son essor international et Jean-Baptiste Clément n'y sera pas étranger. Ainsi, par la voix de Jean-Baptiste Clément, la Fédération des travailleurs socialistes des Ardennes reproche au gouvernement de la III<sup>e</sup> République d'utiliser l'armée contre le peuple. Jean-Baptiste Clément se rappelle 1870, lorsque, pour défendre le territoire français, les dirigeants n'avaient pas eu la même diligence qu'en 1891 pour protéger leurs privilèges. La tragique fusillade de Fourmies, le 1<sup>er</sup> Mai 1891, rappelle à la classe ouvrière que l'armée sert à la maintenir sous le joug du despotisme politique et économique. Il écrit en 1893 dans *L'Emancipateur* :

*"Les progrès de l'art militaire s'expérimentent avant tout sur le peuple..., une fois de plus, quels auraient été ceux dont on se serait servi pour fusiller à bout portant cette foule de travailleurs ? Des enfants du peuple, élevés à l'école du malheur, au servage de l'usine, connaissant les souffrances et les misères de la vie ouvrière et destinés à reprendre, leur service terminé, le chemin de l'atelier et à être à leur tour, un jour, dans les rangs des manifestants pour réclamer leur droit à la vie..."*

En 1900, Jean-Baptiste Clément ouvre par une brochure intitulée "*La Chanson populaire*" la série des publications de la Bibliothèque ouvrière socialiste, où sont rassemblées ses vingt-cinq meilleures chansons.

En 1901, deux ans avant sa mort, il fonde avec le docteur Kasimir la Librairie de propagande socialiste, où il consume ses dernières forces.

*Le Temps des cerises ?* Jean-Baptiste Clément a composé un couplet, moins connu, à la fin de la Commune de 1871, qui lui a valu d'être condamné à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour. Aujourd'hui, un siècle après sa disparition, dans une période où la guerre impérialiste contre les peuples menace, il est plus que jamais d'actualité de le faire

connaître. C'est le meilleur hommage que nous pouvons rendre à ce grand militant :

*“Quand il reviendra, le temps  
des cerises,  
Pandore idiot, magistrats moqueurs,  
Seront tout en fête !  
Gendarmes auront la folie en tête  
A l'ombre seront poètes chanteurs.  
Quand il reviendra, le temps des cerises,  
Siffleront bien haut les chassepots  
vengeurs !”*

Enfin, en guise de conclusion, nous pouvons citer cette phrase de Jean-Baptiste Clément, car nous pensons qu'elle est d'actualité, qu'elle souligne l'internationalisme prolétarien face au chauvi-

nisme et social-chauvinisme de ceux qui faisaient écrire aux écoliers leur première dictée : *“Mourir pour la patrie.”* Jean-Baptiste Clément écrira dans *L'Emancipateur* (29 octobre 1893) :

*“L'internationalisme consiste à sceller entre les peuples une alliance indestructible en vue de la paix universelle, à grouper tous les prolétaires sous le drapeau des revendications sociales pour mettre fin aux luttes fratricides entre travailleurs et à l'exploitation de l'homme par l'homme.*

*Notre internationalisme a pour but de faire disparaître avec le temps, à l'aide du progrès et de la vraie civilisation, les frontières qui séparent et divisent les hommes nés pour s'entendre et non pour s'égorger.”*

**Jacques Puaux**

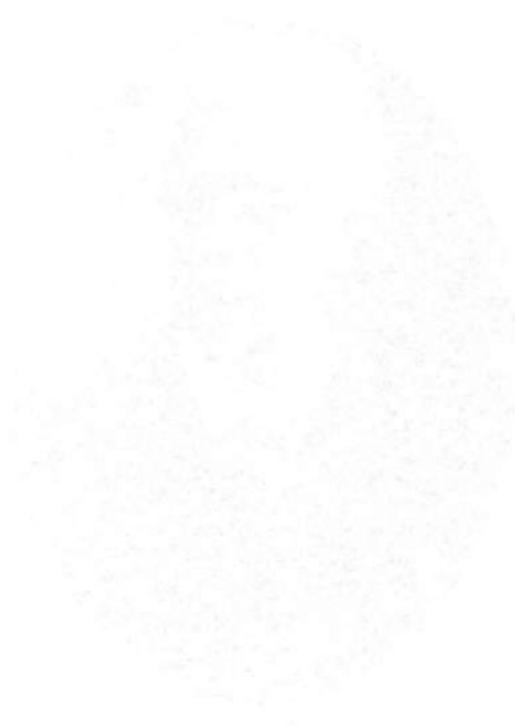


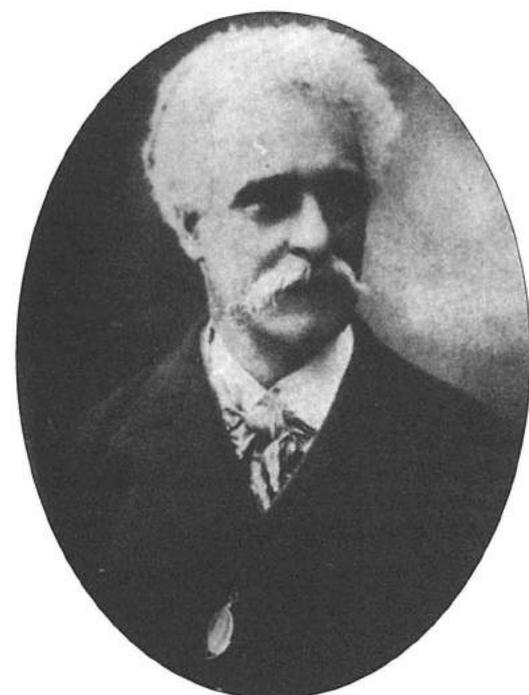
Jean-Baptiste Clément.

# **Paul Lafargue contre Victor Hugo**

**(Alain Chicouard)**

Éditions de la Librairie de la Sorbonne





Paul Lafargue (1842-1911).

# Lafargue contre Hugo Pourquoi ?

**F**AIT connu : commémorations officielles et panthéonisation sont une grande spécialité du pouvoir étatique en France : comment mieux souder "l'union de tous les Français", sinon autour de tel ou tel "grand homme", paré, à cette occasion, de tous les mérites et de toutes les vertus ? Les cérémonies marquant le bicentenaire de la naissance de Victor Hugo ou d'Alexandre Dumas en ont été les dernières illustrations.

Déjà, en 1885, au moment même de la mort de Victor Hugo, une grande opération d'"union républicaine" pour honorer la dépouille du grand poète fut organisée, en s'appuyant sur la popularité de l'écrivain. Les dirigeants de la III<sup>e</sup> République entendaient ainsi consolider le régime républicain parlementaire, maintenant bien en place, mais néanmoins encore fragile ; ce régime devait encore faire face aux assauts réactionnaires du camp monarchiste épaulé par la hiérarchie catholique ; mais il était aussi maintenant confronté à la renaissance et au développement d'un mouvement ouvrier indépendant, quatorze ans après l'écrasement de la Commune.

Pour Paul Lafargue, qui avait participé à la rédaction du programme du Parti ouvrier français à Londres, en mai 1880, en collaboration avec Marx et Engels, et qui, dès son retour en France en avril 1882, s'affirme comme l'un des diri-

geants les plus importants et les plus dynamiques du nouveau parti, il ne pouvait être question de cautionner l'hugolâtrie, vertébrée par la puissance étatique, la presse à grand tirage et toutes les institutions officielles.

## Pas de participation aux obsèques

De la prison de Sainte-Pélagie, où il est à nouveau incarcéré à ce moment-là en raison de ses activités militantes, Lafargue, dans une lettre (1) à Friedrich Engels datée du 1<sup>er</sup> juin 1885, écrit à propos des obsèques de Victor Hugo :

*"Toutes les organisations socialistes et révolutionnaires ont décidé de ne pas assister au convoi de ce plus grand des charlatans, de ce réactionnaire faux-bonhomme."*

Dans ce même courrier, il pourfend Lissagaray, "hugolâtre idiot", qui voulait participer aux obsèques avec un drapeau rouge et qui "chante, sur tous les tons, les louanges de l'immense génie".

Moins d'un mois plus tard, il publie un pamphlet intitulé "La Légende de

(1) Friedrich Engels-Paul et Laura Lafargue : *Correspondance*, tome 1, Editions sociales, 1956, p. 292.

Victor Hugo" (2), pour "dégager la vérité enfouie sous les mensonges et les exagérations" et pour "mettre en lumière le véritable caractère de Victor Hugo, si étrangement méconnu" (p. 7).

Aujourd'hui, plus d'un lecteur, admirateur de telle ou telle œuvre de Victor Hugo ou de son combat contre la loi Falloux et le cléricisme et pour l'instruction obligatoire, gratuite et laïque, sera sans doute surpris par la critique systématique et d'une cinglante virulence contre Hugo, ses œuvres et ses actes, de la part du militant socialiste Lafargue. Mais quel est donc l'objectif de Lafargue, avec cette critique "qui ne cherche pas à plaire et ne craint pas de déplaire" (p. 7) ?

S'il ne s'agissait que d'un règlement de comptes vis-à-vis d'un écrivain et d'un homme public ayant stature officielle, ce pamphlet, brillamment écrit, n'aurait plus qu'un intérêt littéraire. En réalité, c'est un écrit militant, avec une préoccupation politique centrale occultée par les commentateurs d'aujourd'hui, et pourtant clairement exposée par Lafargue lui-même.

## Une position politique nette

Dès le début de la brochure, Lafargue rappelle que "tous semblaient à l'envi convier les révolutionnaires à s'assembler autour du cercueil de Victor Hugo, comme centre de ralliement des partis républicains".

Il se félicite que "les organisations socialistes révolutionnaires de France et de l'étranger, qui sont la partie consciente du prolétariat, ne s'étaient pas fait représenter aux obsèques de Victor Hugo", en refusant de "prendre part à la promenade carnavalesque du 1<sup>er</sup> juin" (pp. 12-13).

C'est une position politique nette qui est, ici, exposée : le refus, au nom de l'hugolâtrie, d'un "front républicain" où les socialistes, par leur présence, cautionneraient le régime bourgeois. Pour Lafargue, le "titre le plus réel aux yeux

de la postérité", en ce qui concerne Victor Hugo, c'est d'être "un type représentatif d'une classe, d'une époque" (p. 60). Il écrit : "La bourgeoisie de France (...) voyait dans Victor Hugo une des plus parfaites et des plus brillantes personifications de ses instincts, de ses passions et de ses pensées" (p. 14).

Telles sont donc les raisons de fond qui amènent Lafargue à caractériser Hugo comme il le fait, tant sur le plan littéraire que politique. "Il s'agit, dit-il, de rechercher comment Hugo parvint à conquérir l'admiration de la bourgeoisie" (p. 60).

## "Un étalagiste littéraire"

Parmi les facteurs littéraires, Lafargue mettra surtout en avant la primauté de la forme : "Hugo ne se distingue ni par les idées, ni par les sentiments, mais par la forme (...). La vérité de l'observation et la force et l'originalité de la pensée sont choses secondaires, qui ne comptent pas" (p. 61). Voici en quels termes Lafargue qualifie "le plus grand des étalagistes de mots et d'images du siècle (après Chateaubriand)" :

"(...) Il fut le seul qui mit en vers les tirades charlatanesques de la philanthropie et du libéralisme bourgeois. Partout il se montra virtuose habile. Ainsi que les modistes et les couturières parent les mannequins de leurs étalages des vêtements les plus brillants pour accrocher l'œil du passant, de même Victor Hugo costuma les idées et les sentiments que lui fournissaient les bourgeois d'une phraséologie étourdissante, calculée pour frapper l'oreille et provoquer l'ahurissement ; d'un verbiage grandiloquent, harmonieusement rythmé et rimé, hérissé d'antithèses saisissantes et éblouissantes, d'épithètes fulgurantes" (p. 64).

Mais ses seuls talents d'"étalagiste littéraire" ne pouvaient suffire à ériger Hugo en figure tutélaire. "Ses actes, plus

(2) Paul Lafargue : *La Légende de Victor Hugo*, Editions Mille et Une Nuits, 2002 (les numéros de pages indiqués correspondent à cette édition).

*encore que ses écrits, lui valurent la haute estime de la bourgeoisie*” (p. 64).

## Un opportuniste, hostile à la république sociale

Sur le plan politique, Lafargue, sans originalité, reprochera à Hugo son opportunisme :

*“Ce tournesol, que sa nature condamnait à tourner avec le soleil, déposa, comme une cuisinière son tablier, son légitimisme et son catholicisme de circonstance”* (p. 56) ; ou encore : il *“ne devança jamais de vingt-quatre heures l’opinion publique, mais sut toujours lui emboîter le pas”* (p. 17).

Il soulignera que *“Hugo a été un ami de l’ordre (qui) n’a jamais conspiré contre aucun gouvernement, celui de Napoléon III excepté”,* et que, *“de 1848 à 1885, il se comporte en républicain honnête et modéré”*. Il dénonce son hostilité en 1848 envers le drapeau rouge et la république sociale (p. 34). Il rappelle sa condamnation de l’insurrection ouvrière de juin 1848 ou sa protestation contre les actes de guerre de la Commune (p. 54).

## A propos des Châtiments

Mais c’est à propos des *Châtiments* que Lafargue développe une critique qui précise l’axe fondamental de sa démarche politique. Pourquoi, à ses yeux, *“peu de livres ont été plus utiles à la classe possédante que Napoléon le Petit et Les Châtiments”* (p. 43) ?

Certes, l’analyse historique qui réduit le coup d’Etat du 2 décembre 1851 à *“l’acte de violence d’un seul individu”* (3) est superficielle.

Cependant, c’est ce que cache cette faiblesse d’analyse que Lafargue entend mettre en lumière : Hugo *“ne décoche pas un seul vers”* contre les massacreurs de juin 1848 ; il *“disculpe les républicains bourgeois qui préparèrent l’Empire (...)”*.

Et surtout, *“en accumulant les colères sur les individus, sur Napoléon et ses acolytes, il détourne l’attention populaire de la recherche des causes de la misère sociale, qui sont l’accaparement des richesses sociales par la classe capitaliste ; il détourne l’action populaire de son but révolutionnaire, qui est l’expropriation de la classe capitaliste et la socialisation des moyens de production”* (p. 43).

De là, la protestation de Lafargue contre ceux qui voudraient assimiler Hugo *“à ces Blanqui, à ces Garibaldi, à ces Varlin, à ces fous qui n’avaient qu’un but dans la vie, la réalisation de leur idéal”* (p. 44). Pour lui, seuls des bourgeois prudhommesques pourraient se laisser abuser par *“la phraséologie fulgurante”* (p. 46) de Hugo, dont les mots *“les ahurissaient au point de leur faire prendre des vessies pour des lanternes, et l’écrivain pour un socialiste, pour un partageux”* (p. 50).

## Un texte occulté

En l’an 2002, pour le bicentenaire de sa naissance, l’encre coula à flots pour célébrer Victor Hugo : articles, numéros spéciaux, livres se multiplièrent... Mais il n’y eut que fort peu de références au pamphlet de Paul Lafargue, bien que sa lecture demeure aujourd’hui facile et revigorante. Certes, la critique brillante et acerbe du dirigeant du Parti ouvrier, fondée, dans le contexte de l’époque, sur un objectif politique de délimitation de classe par rapport aux républicains bourgeois, peut être assurément considérée, par plusieurs côtés, comme trop réductrice, si bien que l’impact politique, pour ne rien dire de la portée littéraire, de l’œuvre et

(3) A ce sujet, Lafargue cite un extrait de la préface de Marx à son *Dix-huit Brumaire*, à propos de *Napoléon le Petit* : *“Victor Hugo se borne à des invectives amères et spirituelles contre l’éditeur responsable du coup d’Etat. Dans son livre, l’événement semble n’être qu’un coup de foudre dans un ciel serein, que l’acte de violence d’un seul individu. Il ne remarque pas qu’il grandit cet individu, au lieu de le rapetisser, en lui attribuant une force d’initiative propre, telle qu’elle serait sans exemple dans l’histoire du monde.”*

de l'action de Victor Hugo, au moins à partir de 1850, est analysé et qualifié d'une façon qu'on peut estimer trop sommaire. On ne peut réduire Hugo à un vulgaire boutiquier, "qui, pour rien au monde, n'aurait retardé de vingt-quatre heures l'encaissement de ses rentes et de ses créances" (p. 67).

Mais si ce texte a été laissé de côté, est-ce en raison de jugements et analyses discutables au sujet de l'œuvre de Victor Hugo, ou ne serait-ce pas d'abord parce que Lafargue y affirme, avec intransigeance, tout refus de faire passer par-dessus bord les intérêts des ouvriers au nom d'une union fraternelle avec les bourgeois républicains, sous la figure légendaire de Hugo ?

N'a-t-on pas vu fleurir, en 2002 comme en 1885, une hugolâtrie officielle transformant Hugo en référence sacrée pour ce que Lafargue appelait "l'humanitarisme", ou encore, sous prétexte qu'il s'était prononcé en faveur d'"Etats-Unis d'Europe", pour l'internationalisme... maastrichtien de l'Union européenne !

## Un contexte nouveau

Pour apprécier l'intérêt historique du pamphlet de Lafargue, il importe de revenir, au moins brièvement, sur le contexte qui a marqué sa rédaction et qui explique aussi le succès de sa diffusion au sein du mouvement ouvrier.

Les obsèques de Victor Hugo furent l'occasion de cérémonies exceptionnelles. C'est à la quasi-unanimité que l'Assemblée nationale a voté l'organisation de funérailles nationales. Et c'est à cette occasion que l'église de la montagne Sainte-Geneviève fut soustraite au culte catholique (4). Dans sa préface aux *Ecrits politique* (5) de Victor Hugo, Franck Laurent précise que, "sur proposition des radicaux, on vota précipitamment une loi qui rendait l'église de Soufflot au culte des grands hommes, et la patrie reconnaissante y déposa la dépouille du poète".

Face au mouvement ouvrier se reconstituant sur une ligne indépendante

"classe contre classe" dans les années 1880, les Républicains bourgeois, modérés ou radicaux, pouvaient brandir, comme un totem, la figure de Victor Hugo, emblématique de l'"union républicaine".

## La position politique de Hugo

Si Hugo a toujours été hostile à la lutte des classes et à la mise en cause de la propriété privée des moyens de production, il est devenu, à partir de 1850, le champion de la défense des libertés publiques et des revendications démocratiques, si bien que Franck Laurent peut écrire : « *Il en vient à défendre un ensemble de principes et de mesures qui peuvent constituer un terrain d'entente entre républicains "bourgeois" et militants socialistes.* »

Il précise que "certains aspects de ce programme ne relèvent pas de la question sociale au sens étroit, mais trouvent de larges échos dans les classes populaires : création d'une armée citoyenne, séparation de l'Eglise et de l'Etat et, surtout, démocratisation de l'instruction".

Et il ajoute qu' "au-delà, Hugo défend alors l'amélioration des salaires et des conditions de travail, le développement des syndicats ouvriers, la mise en place de dispositifs de prévoyance et de protection sociales, un accès plus large et moins onéreux au crédit pour les masses, la création d'un impôt sur le revenu".

En conséquence, Franck Laurent qualifie ainsi le positionnement de Victor Hugo :

« *Pour l'essentiel, il s'inscrit dans la mouvance de ce radicalisme républicain des années 1860-1890, qui cherche sur ces bases à réunir ou tout au moins à ar-*

(4) La Révolution française avait fait de cette église son Panthéon ; mais, sous la Restauration, elle fut rendue au culte catholique. Elle sera à nouveau laïcisée en juillet 1830, mais à nouveau consacrée au culte catholique par Napoléon III...

(5) Victor Hugo, *Ecrits politiques*. Anthologie établie et présentée par Franck Laurent. Le Livre de poche, 2001.

*ticuler les "républicains modérés mais pas modérément républicains", d'une part, et les socialistes, d'autre part. »*

Franck Laurent ne fait pas explicitement référence au texte de Lafargue, mais sa caractérisation de la position politique de Victor Hugo n'est-elle pas la meilleure explication de la vigueur du pamphlet de Lafargue, compte tenu de son souci premier de construire un parti ouvrier indépendant des républicains bourgeois, fussent-ils radicaux-socialistes ?

## Le "socialisme" de Hugo

Parmi les nombreux livres parus en 2002 sur Victor Hugo, celui de Henri Pena-Ruiz et Jean-Paul Scot (6) est l'un des plus intéressants : le cheminement et les positions politiques de Hugo y sont analysés avec rigueur et clarté. Ils consacrent notamment une dizaine de pages (pp. 327 à 338) au "socialisme" de Victor Hugo.

Les deux auteurs indiquent qu' "en exil, l'auteur des Misérables se radicalise et en vient à systématiquement se proclamer socialiste". Dans un discours prononcé en 1869, Hugo ira même jusqu'à proclamer qu'il est un "socialiste de l'avant-veille" et que son socialisme date de 1828 !

Dans *Les Misérables*, Hugo parle avec sympathie des socialistes, qu'il présente comme de valeureux combattants pour "le bien-être de l'Homme". Mais sa conception du socialisme est avant tout morale. A l'évidence, pour reprendre les termes de Pena-Ruiz et Scot, "Hugo ne saisit pas le rapport social d'exploitation et l'antagonisme du capital et du travail".

Pour Hugo, le remède à l'exploitation serait "un équilibre mathématique et fraternel entre le travail et le capital" et la démocratisation de la propriété. Il est résolument opposé à toute propriété collective : "Il n'envisage même pas celle des moyens de production, car il continue de voir dans la propriété privée la garantie de la liberté personnelle."

Rien d'étonnant qu'il ait eu des propos très hostiles envers Blanqui, en l'accusant de menacer la liberté et la propriété.

Dans une lettre de septembre 1869, Hugo écrit : "Je demande l'embrassement de la République et du Socialisme." Et, dans un discours prononcé la même année, il s'exclame : "A côté de la liberté, qui implique la propriété, il y a l'égalité, qui implique le droit au travail (...); et il y a la fraternité, qui implique la solidarité. Donc, République et Socialisme, c'est un."

Dès lors, Pena-Ruiz et Scot ne peuvent qu'établir le constat suivant : "Hugo veut la synthèse de la république et du socialisme. Mais son socialisme ne repose pas sur une révolution économique, ni sur un bouleversement des bases de la société (...). C'est un républicanisme social comme dans le programme de 1881 des radicaux-socialistes Camille Pelletan et Georges Clemenceau."

## Ralliement aux radicaux ou parti ouvrier ?

Or, si certains radicaux ont teint leur programme de socialisme et ont ajouté l'épithète de socialiste à leur titre de radical, c'est pour mieux maintenir la tutelle du parti radical sur la classe ouvrière. Pour les radicaux, seule compte l'union des républicains, et il faut donc rejeter toute organisation d'un parti ouvrier indépendant. Mais, en 1879, le Congrès ouvrier de Marseille a confié à Jules Guesde (7) la tâche de rédiger le programme du Parti ouvrier.

En mai 1880, Guesde se rend à Londres, où Marx, Engels et Lafargue vont l'aider dans l'élaboration du pro-

(6) H. Pena-Ruiz et J.-P. Scot, *Un poète en politique, Les combats de Victor Hugo*. Flammarion, 2002, 450 pages.

(7) Voir à ce sujet l'introduction de Claude Willard aux *Textes choisis* de Jules Guesde. Editions sociales, 1959.

gramme. Marx rédigea lui-même les considérants, où l'on peut notamment lire que "les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.)" et que "cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct" (8).

Dans leur livre, Pena-Ruiz et Scot ne font que très sommairement allusion aux positions de Jules Guesde et de Paul Lafargue. Ils citent Guesde disant de Victor Hugo qu' "il a au bas de son passeport pour l'immortalité le visa de toutes les puissances anti-révolutionnaires" (p. 11).

De Lafargue, ils se limiteront à dire qu'il n'a vu en Hugo que « le chantre virtuose de la philanthropie et du libéralisme bourgeois que les républicains triomphants s'empressèrent de "panthéonifier" comme leur "grand homme", à sa mort en 1885 » (p. 129).

Ces deux mentions n'ont pour tout commentaire que la qualification de "contresens" et de "caricature", sans que soient rappelés, au moins en quelques mots, le contexte et les enjeux politiques.

Or, sans nier le caractère parfois trop unilatéral (9) des analyses de Lafargue et de Guesde, comment comprendre leurs positions contre Hugo, notamment lors des obsèques nationales de 1885, en omettant le combat qu'ils ont engagé

contre l'inféodation des ouvriers aux radicaux au nom de "l'union républicaine" et pour un parti ouvrier indépendant ?

**Alain Chicouard,  
le 27 janvier 2003**

(8) Guesde, *Textes choisis*, op. cit., p. 117.

(9) A ce sujet, prenons un seul exemple : l'attitude de Victor Hugo par rapport à la Commune. Lafargue se limite, on l'a vu, à rappeler la condamnation par Hugo des "actes de guerre de la Commune". En effet, Hugo, qui sera à Bruxelles durant l'insurrection, dénonce le décret des otages et la destruction de la colonne Vendôme. Plus fondamentalement, « il désapprouve la stratégie des communards, qui, au nom d'un idéal d'autonomie du mouvement ouvrier, se coupent plus ou moins volontairement de la "bourgeoisie républicaine avancée", animée par des représentants des professions libérales et par quelques grandes illustrations intellectuelles » (F. Laurent, op. cit., p. 279).

Assurément, Hugo n'avait rien d'un communard ! Pena-Ruiz et Scot font le constat suivant : « Le "révolutionnaire" Hugo ne s'est pas engagé aux côtés de la plus grande insurrection parisienne du dix-neuvième siècle (...). Il ne s'est jamais porté à la tête des insurgés populaires et des révolutionnaires des temps nouveaux (...). Il n'a pas prôné une nouvelle révolution sociale enfantée par la lutte des classes » (op. cit., pp. 283-284). Faut-il pour autant effacer que, dès le 27 mai 1871, alors que le massacre de la "Semaine sanglante" (21-28 mai) se poursuit, Hugo offre aux "vaincus de Paris" de les recueillir chez lui, à Bruxelles, ce qui entraînera l'attaque de sa maison et son expulsion ? Et Hugo, loin d'aboyer avec les loups emportés par l'hystérie anticommunarde, vilipendera les massacres perpétrés par les versaillais. On est loin de la position du républicain Anatole France, qui, à propos de la Commune, écrit à ce moment-là : "Enfin le gouvernement du crime et de la démence pourrit à l'heure qu'il est dans les champs d'exécution."

**Michel  
Comoy :  
*“Sur les pas  
des insurgés  
de décembre 1851”***

**Le 2 décembre 1851, Louis Napoléon Bonaparte et la mafia militaro-affairiste qui l'entoure organisent un coup d'Etat pour renverser la République. Michel Comoy raconte ci-après la réaction de la population ouvrière de la région de Clamecy au coup d'Etat, soutenu par la bourgeoisie.**

*Sur les pas des insurgés de décembre 1851.*  
 Par Michel Comoy.

A Clamecy, la restriction du travail est certaine en cette année 1851. Il faut surtout admettre que cet état est dû aux marchands qui font de gros profits.

Le mécontentement est général dans la classe ouvrière, pauvre, sans salaire, qui ne peut manger à sa faim. Dans un lieu où le bled est en abondance, les femmes, les hommes, les enfants, dans le quartier de "gribléens" froid et humide, se retrouvent devant une cheminée vide, sans feu, faute de bois.

Bien que les républicains soient minoritaires à Paris, leurs idées se sont diffusées.

Toutes les idées "socialistes" sont issues de réformeurs tels que Saint-Simon, Fourier, Louis Blanc et d'hommes qui voulaient créer une société nouvelle.

A Clamecy, ces idées novatrices venues de Paris touchent la population de Gribléens, regroupée dans les différentes "sociétés secrètes".

Ces idées sont toutes bien développées, argumentées, par les "hommes" lors de réunions clandestines, pour démontrer l'urgence de leur cause.

Une part de la classe commerçante de Clamecy, se rallie à ces idées.

Il faut savoir que nombre de républicains purs, des républicains qui ont combattu à Paris, étaient réprimés et persécutés à partir de juin 1848. Pourchassés par la police du Général CAVAIGNAC, ils se réfugièrent en Puisaye, pays qui leur permettait, de par le nombre de bois, de leur donner une cachette.

Eugène MILLELOT (père) est imprimeur parisien, qui imprimait clandestinement à Clamecy, organisait ces républicains très actifs et convaincus les "nouveaux".

**Il criait haut et fort:**

"La république construite au personnel monarchique, garde en elle des éléments de mort... L'égalité regarding le bonheur par la diminution des heures, le travail est la propriété du pauvre et lui fait reconnaître ce droit. Nos enfants ont le droit à une instruction, une instruction égale pour tous."

Toutes ces revendications (Egalité des salaires, Du travail pour tous, Descent des privilèges, Du pain, Du bois) étaient élaborées en concertation avec les organisations républicaines, et débattues, approuvées dans les réunions clandestines organisées dans les auberges (à cette époque le café ou l'auberge était le seul lieu de rencontre pour les "young").

à Clamecy à la gare. » P. 16

**LE MECONTENTEMENT EST UNE GENERALITE SUR CLAMECY**

Dans Clamecy et dans les communes extérieures, le Comité Révolutionnaire de MILLELOT (père) avait des concentrations, dont les organisations, sont les compagnonnages qui s'associaient et participaient à ses réunions. C'est pourquoi des ouvriers du Tour de France (maçons en particulier) ont aidé le parti républicain fondé en Comité républicain (1848) à soutenir la candidature de leurs représentants et faisaient une forte propagande lors de ces réunions pour la cause républicaine.



# La région de Clamecy face au coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte

**A** Clamecy, la raréfaction du travail est certaine en cette année 1851. Il faut surtout admettre que cet état est dû aux marchands qui font de gros profits.

Le mécontentement y est général dans la classe ouvrière, pauvre, sans salaire, qui ne peut manger à sa faim.

Dans un lieu où le bois y est en abondance, les femmes, les hommes, les enfants, dans le quartier de Bethléem froid et humide, se retrouvent devant une cheminée vide, sans feu, faute de bois.

Bien que les républicains soient minoritaires à Paris, leurs idées se sont affermies.

Toutes les idées "socialistes" sont issues de précurseurs tels que Saint-Simon, Fourier, Louis Blanc et d'hommes qui voulaient créer une société nouvelle.

A Clamecy, ces idées novatrices venues de Paris touchent la population de Bethléem, regroupée dans les différentes "sociétés secrètes".

Ces idées sont toutes bien développées, argumentées, par les "meneurs" lors de réunions clandestines, pour démontrer l'injustice de leur misère.

Une part de la classe commerçante de Clamecy se rattache à ces idées.

## Le mécontentement est une généralité à Clamecy

Dans Clamecy et dans les communes extérieures, le comité révolutionnaire de Millemot (père) avait des concertations avec d'autres organisations, dont les compagnonnages, qui s'associaient et participaient à ses réunions. C'est pourquoi des ouvriers du Tour de France (maçons en particulier) ont aidé le parti républicain fondé en comité républicain (1848) à soutenir la candidature de leurs représentants et faisaient une forte propagande lors de ces réunions pour la cause républicaine.

Il faut savoir que nombre de républicains purs, des républicains qui ont combattu à Paris, étaient réprimés et persécutés à partir de juin 1848. Pourchassés par la police du général Cavaignac, ils se réfugièrent en Puisaye, pays qui leur permettait, de par le nombre de bois, de leur donner une cachette.

Eugène Millemot (père), cet imprimeur parisien qui imprimait clandestinement à Clamecy, organisait ces républicains très actifs et convainquait les "meneurs".

Il criait haut et fort :

*“La République, conservant du personnel monarchique, garde en elle des éléments de mort... L'égalité engendre le bonheur par la diminution des heures, le travail est la propriété du pauvre et lui fait reconnaître ce droit. Nos enfants ont le droit à une instruction, une instruction égale pour tous...”*

Toutes ces revendications (égalité des salaires ; du travail pour tous ; destruction des privilèges ; du pain, du bois) étaient élaborées en concertation avec les organisations républicaines et débattues, approuvées dans les réunions clandestines organisées dans les auberges (à cette époque, le café ou l'auberge était le seul lieu de rencontre pour les “rouges”).

C'est dans ce contexte que les républicains clandestins, en rapport avec Paris, apprirent ce qui se tramait à l'Assemblée nationale. Pour Louis Napoléon, alors président de la II<sup>e</sup> République, la date à laquelle expiraient ses pouvoirs approchait. Il ne pouvait conserver ceux-ci que si la Constitution était révisée.

Afin de renforcer les pouvoirs de Napoléon, un droit à requérir la force venait d'être présenté par les députés monarchistes, mais la majorité des députés, représentant déjà un coup d'Etat, se lia avec les républicains et repoussa cette motion.

## **La République est en danger de mort. La bourgeoisie et la monarchie préparaient un coup d'Etat**

A Paris, ce 2 décembre 1851 au matin, le plan de Louis Napoléon fut exécuté par le préfet de police, M. de Maupas, par le ministre de la Guerre, M. de Saint-Arnaud, sous les ordres de M. de Morny.

Tous les républicains, les hommes connus pour leur influence furent arrêtés chez eux et mis en prison au mont Valérien.

L'armée prit place dans Paris. Le prince-président Louis Napoléon abolissait alors la Constitution et déclarait dissoute la Chambre.

Rue de Grenelle, deux cents représentants se réunirent. Un républicain du nom de Berryer fit prendre un arrêt et un décret de déchéance et de mise hors la loi du président de la République, Louis Napoléon.

Ils incitèrent les citoyens à la résistance contre les violations des lois du président. Avant l'envahissement de cette haute-cour par l'armée, où tous les membres furent arrêtés, le décret fut rendu public dans Paris. Les républicains et les hommes convaincus organisèrent des barricades, sans pouvoir contenir le coup d'Etat à cause d'un manque d'hommes engagés pour la république.

C'est ainsi que mourut sur une barricade un député républicain du nom de Baudin, le 3 décembre 1851, lui qui, depuis le décret, avait organisé, disposé des barricades avec des hommes armés dans Paris pour défendre la République. Lui qui avait juré devant le peuple français de rester fidèle à la république démocratique une et indivisible et de remplir les devoirs de la Constitution.

Des émissaires furent dépêchés en province.

A l'appel des organisations secrètes, des départements bien organisés et structurés se révoltèrent contre ce coup d'Etat.

Les plus hostiles furent : pour le Midi, le Var, les Basses-Alpes, la Drôme, le Gard, le Lot-et-Garonne, le Gers ; pour l'Est : la Côte-d'Or, la Saône-et-Loire, le Jura ; pour le Centre : l'Yonne, l'Allier, la Nièvre (surtout Clamecy).

*“Louis Napoléon a pris le pouvoir, Paris défend la république”* : la nouvelle parvint de Paris grâce à ces émissaires ayant traversé le département.

A Clamecy, il fut ordonné par les organisations une réunion où, après beaucoup d'hésitations, on décida, au soir du 5 décembre, l'insurrection.

Des dépêches furent portées dans les communes avoisinantes pour s'emparer de Clamecy et marcher sur Auxerre, sur Joigny, où des volontaires républicains

seraient pris en cours de route pour défendre Paris. Pour les républicains, marcher sur Auxerre, Joigny et même Toucy était une de leurs priorités, puisque ces villes étaient muselées par un certain préfet, Eugène Haussmann, placé depuis mai 1850 pour contrôler le département et éviter toute réaction des républicains. Celui-ci s'attacha à détruire toute opposition ; il avait dissous les conseils municipaux d'Auxerre et de Joigny, connus pour leur attachement à la cause républicaine, et restreint les électeurs nommés pour élire les nouveaux conseils. Il n'aura pas de répit pour bâillonner les "rouges".

Sougères-en-Puisaye (Yonne) fut la première commune en marche suivie de celle d'Asnières, où un "meneur", Jean Chappuis, entraîna une forte population sur Clamecy. A Druyes-les-Belles-Fontaines, un maçon "entraîneur" du nom de Thomas Mannevy mena la population du village, entre autres des femmes, un drapeau rouge en tête et en chantant *La Marseillaise*, vers Clamecy.

Il est à noter que seuls des hommes pouvant être comptés sur les doigts d'une main ne participèrent pas à l'insurrection. Cette commune de l'Yonne fut la première au rang des insurgés.

Druyes dut être la première en liaison avec les événements de Paris, puisque ce fut un de ses habitants qui vint prévenir la commune de Sougère : un dénommé Dappoigny.

Ces trois communes furent les premières de l'Yonne à rejoindre Clamecy.

Puis d'autres arrivèrent, pendant que les floteurs du faubourg de Bethléem étaient descendus, en armes, devant la prison, libérer les hommes arrêtés pour politique. C'est à ce moment que la gendarmerie, au pas de tir, envoya une salve dans les rangs des insurgés. Là encore, le premier mort fut un habitant de Druyes-les-Belles-Fontaines : J. Bordet.

Ce furent les premiers républicains tués. Des tirs du haut de l'église obligèrent cependant les gendarmes au retrait.

Dès lors, Clamecy était désormais aux mains des insurgés. Toutes les communes voisines étaient pour l'insurrec-

tion. Les hommes sont dans Clamecy avec femmes et enfants, les autres étant restés dans leur village en guetteurs.

Clamecy devint un fort en défense. Des barricades furent dressées sur les routes d'accès, faites avec des éléments aussi disparates que voitures renversées, brouettes, bois, pierres amenées de carrière, débris divers (roues, paille...).

Il existait une "association", dénommée "La société secrète des 25". Peut-être les différentes organisations avaient-elles fusionné et les 25 en étaient les chefs. Toujours est-il que, pendant l'insurrection, les organisations furent bien encadrées et se reconnurent dans le "Comité révolutionnaire social", ayant pour supérieur un chef, Millemot (père).

La première tâche de Millemot fut la réquisition pour l'intendance, pain, pommes de terre, puis les bœufs, les chevaux... Il ira même se faire remettre une certaine somme d'argent du receveur des finances de la ville.

On peut dire que l'insurrection fut bien organisée et encadrée par des leaders compétents. Toute la nuit, Clamecy reçut un apport d'hommes important des communes voisines. A leur arrivée, des républicains chantaient *La Marseillaise*.

Au matin du 6 décembre, un nombre de deux à trois mille insurgés était à Clamecy.

On attendait pour monter défendre Paris.

Deux des buts fixés étaient atteints : prendre le commandement de Clamecy ; laisser cette mainmise aux insurgés les plus vieux.

Le troisième but était de marcher sur Paris via Auxerre, mais la colonne d'insurgés fut stoppée à Coulanges-sur-Yonne. Le maire, mis en place, engagea la population à contenir les "pillards". Sur le pont de l'Yonne, on dressa une haute barricade et la population apeurée par ces "pillards" coupa la route aux insurgés.

Dans l'Yonne, le soulèvement parti sur Toucy fut lui aussi stoppé de la même manière.

Le mouvement parti de Saint-Sauveur arriva jusqu'à Villefargeau, distant de quelques kilomètres d'Auxerre, et at-

tendit la jonction avec d'autres insurgés. Il faut souligner que les organisations secrètes avaient bien échafaudé un plan d'ensemble pour l'insurrection.

La jonction ne fut pas réalisée, puisque la colonne fut stoppée à Toucy. Les insurgés firent demi-tour. La troupe envoyée à leur poursuite les rattrapa à Escamps et tira sur les insurgés. Il y eut sept morts.

Des nouvelles peu rassurantes arrivaient simultanément de Paris : *"Paris a capitulé, l'armée tue, fait prisonnier les républicains, c'est un bain de sang..."*

Les "meneurs" décidèrent alors d'évacuer les gendarmes hors de Clamecy. Il est à noter que les chefs ne s'emparèrent jamais de la gendarmerie, pensant peut-être que ceux-ci rejoindraient le mouvement,

Le 7 décembre, la troupe arriva aux portes de la ville, conduite par le préfet. Il savait que la petite troupe dont il disposait n'était rien par rapport au nombre d'insurgés. On devinait l'attaque proche. Bien des chefs connaissaient la situation en ce moment en France, surtout à Paris, mais tout était fait pour résister.

Sur le soir, une réunion fut organisée par les responsables. Le Comité révolutionnaire social décida, afin éviter un bain de sang, qu'à la faveur de la nuit, tout insurgé quitterait Clamecy sans dommage.

Ainsi, un ordre fut publié : *"Toute personne doit déposer à la mairie les armes en sa possession et tout voleur sera fusillé. Le Comité révolutionnaire social."*

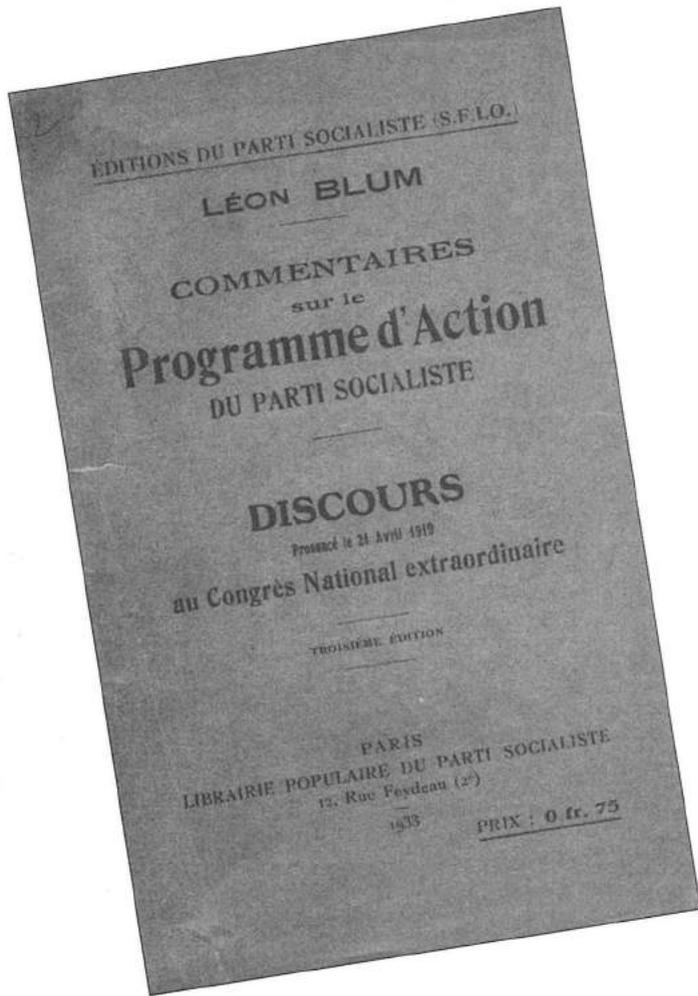
L'insurrection de Clamecy aura duré trois jours.

Un homme, ancien préfet de police, prit ses fonctions de commissaire extraordinaire pour les départements insurgés.

La contre-révolution et la chasse aux républicains pouvaient commencer.

**(Enquête de Michel Comoy, descendant de Thomas Mannevy, reconnu comme "meneur" et condamné aux travaux forcés à perpétuité au bagne de Toulon, où il y décédera le 14 août 1855)**

# **Pages oubliées**



# Léon Blum et la dictature du prolétariat, en avril 1919...

J'EN viens à la question de la dictature du prolétariat, d'une idée qui n'est pas équivoque pour des socialistes, mais dont les polémiques bourgeoises font le plus effronté et le plus impudent abus. Le mot "dictature" est devenu, comme le mot "bolchevisme", d'ailleurs, un de ces mots à tout faire dont l'histoire du Parti socialiste et républicain en France nous fournit un certain nombre d'exemples.

Le mot "radical" lui-même fut à un moment donné un de ces épouvantails ; le mot "rouge" en d'autres temps ; le mot "partageux", et même le mot "patriote" ont eu leur jour... Ce sont de ces mots avec lesquels on ameuté les effrois, les passions et les férocités populaires. (*Approbaton.*) Eh bien, nous avons fait cette fois encore un effort d'honnêteté et de franchise. Nous nous sommes placés en face de cette notion, afin de la vider une bonne fois de son contenu, de voir ce qu'elle signifiait, en fin de compte, théoriquement et historiquement.

En France, je l'ai dit déjà, nous commençons à avoir une certaine habitude des révolutions. Il y a des précédents, il y a une sorte de jurisprudence révolutionnaire, il y a toute une technique révolutionnaire, qui se dégage d'un ensemble d'événements que nous connaissons tous. Eh bien, que prouvent-ils, ces événements ? Ils prouvent que, lors-

qu'un régime nouveau, qu'il soit politique ou social, peu importe, a renversé le régime existant, ce mouvement est condamné d'avance à l'échec s'il s'en remet immédiatement, pour se justifier et se légitimer, aux institutions du régime politique, économique ou social qu'il vient d'abolir. (*Applaudissements.*)

Voilà ce que les mots de "dictature du prolétariat" signifient. Vous pouvez prendre l'une après l'autre toutes les révolutions politiques du XIX<sup>e</sup> siècle. Vous verrez qu'elles ont échoué ou réussi suivant qu'elles ont observé ou non cette règle, qui est, si je puis dire, une règle de technique professionnelle. Elles ont échoué ou réussi suivant qu'elles ont pris ou non la précaution de ménager, entre la destruction du régime aboli et la construction, l'instauration légale du régime nouveau, cette période intermédiaire de dictature, qui, lorsqu'il s'agira de la révolution sociale, sera la dictature impersonnelle du prolétariat, mais qui a été ou aurait été à d'autres époques, et vis-à-vis d'autres révolutions, la dictature du parti royaliste, ou du parti bonapartiste, ou du parti républicain.

Reportez-vous, camarades — je ne veux pas multiplier les exemples historiques, je ne veux pas faire le professeur d'histoire — reportez-vous à la dernière des révolutions qui se soit produite en France : la substitution du régime répu-

blicain au régime impérial, en 1870-1871. Quel est, par exemple, le conflit entre Gambetta, d'une part, et le reste du gouvernement de la Défense nationale, d'autre part ? C'est que, devant les élections toutes proches, et dont la proximité avait été imposée par l'armistice, Gambetta prétendait assumer une véritable dictature de la démocratie. Gambetta voulait décréter, par exemple, que les anciens fonctionnaires de l'Empire ne seraient pas éligibles. Cela n'était pas légal. Peu importe, répondait Gambetta, j'exerce la dictature, et si je ne l'exerce pas, la République et la démocratie sont perdues... Et en effet, deux ou trois ans après, parce que Gambetta n'avait pu saisir et prolonger suffisamment la dictature intermédiaire de la République, une Assemblée de réaction pouvait comploter la restauration de la monarchie.

Voilà ce que nous donnons en réponse, camarades, à certaines hypocrisies bourgeoises, et si elles cherchent à condamner ou à flétrir l'idée de la dictature du prolétariat, ce n'est pas seulement le droit révolutionnaire qu'elles nous contestent, mais tout le droit républicain. (*Applaudissements.*)

## Renouveau nécessaire de la société

Ainsi, sur ces notions capitales : révolution, démocratie, dictature du prolétariat, sans ruser, sans équivoquer, sans essayer d'éluder les difficultés, mais simplement par un effort de franchise pour les aborder et en mesurer le contenu réel, nous avons pu réunir à la commission du programme une très grosse majorité. Ayant défini ces notions, ayant montré en quoi consiste la révolution, ayant montré que la révolution sociale intégrale, c'est-à-dire la transformation intégrale du régime de la production, est le seul objet de l'action du Parti socialiste, ayant montré que cet objet est devenu plus prochain, plus urgent, plus légitime

encore, par les causes de tout ordre que la guerre a accumulées, ayant montré que tous les efforts que nous aurons faits pour nous rapprocher de cet objet amèneront en même temps à l'image de la société de demain la société d'aujourd'hui, et qu'inversement, tout effort pour aménager la société d'aujourd'hui nous rapprochera de la société de demain, nous nous retournons alors vers cette réalité immédiate, et nous disons : nous ne savons pas comment et quand se produira la révolution ; nous savons seulement que, quel que soit le jour auquel elle doit se produire, quelle que soit la forme qu'elle revêtira, notre devoir présent d'action immédiat est le même. Et, en tout cas, quelle que soit l'heure de la révolution, il y a quelque chose d'immédiatement possible, quelque chose que nous pouvons exiger et que nous exigeons dès à présent : c'est que, après la guerre, le monde social et politique ne se retrouve pas identique à ce qu'il était la veille. Il n'est pas possible qu'une catastrophe de ce genre se soit produite dans l'humanité entière, comme dans la vie de chaque individu, sans qu'il y ait dans l'atmosphère sociale qui nous entoure un rajeunissement, un renouvellement, une aération formidable. (*Applaudissements.*)

Nous ignorons quand sera la révolution totale, mais ce que nous savons, c'est que, tout de suite, le rythme même de la réforme doit changer, doit s'accélérer, c'est qu'il ne peut plus être question de la société politique d'aujourd'hui, des réformes mesquines, partielles, arrachées lambeau par lambeau, bribe par bribe, à l'inertie des pouvoirs publics, à la paresse des institutions parlementaires, à la grossièreté de nos instruments de travail politique. Il faut autre chose. Il faut qu'on remette à neuf l'instrument politique et social, pour que nous nous en servions demain, en attendant, pour qu'on s'en serve dès aujourd'hui de telle manière que notre travail de demain se trouve préparé et rapproché d'autant.

# Eugène Lintilhac : l'évolution du régime des théâtres de la Révolution à la Restauration (1)

## Régime des théâtres sous la Révolution

Le nombre des scènes et leurs répertoires varièrent beaucoup avec les lois et règlements sur la matière, depuis la promulgation de la liberté des théâtres par la Constituante jusqu'à sa restauration par le Second Empire, à travers les mesures plus ou moins restrictives des gouvernements intermédiaires. Ces conditions d'existence des diverses scènes ayant été liées parfois à l'évolution même des genres, il importe à la clarté de notre exposition de noter ici les principales d'entre elles.

Le 13 janvier 1791, la Constituante établit la liberté des théâtres par une loi dont l'article premier disait : "*Tout citoyen pourra élever un théâtre public et y faire représenter des pièces de tous les genres, en faisant, préalablement à l'établissement de son théâtre, sa déclaration à la municipalité des lieux.*" Un autre article stipulait que les entrepreneurs et membres des différents théâtres étaient soumis à l'inspection des susdites municipalités, mais n'avaient d'ordres à recevoir que des officiers municipaux et "*conformément aux lois et aux règlements de police*" (2).

Ainsi, sous la réserve d'une simple déclaration à la municipalité locale, un théâtre pouvait être ouvert par tous, partout et pour tous les genres.

Les entrepreneurs de spectacles usèrent à l'envi de ce nouveau droit : en moins de dix ans, il s'ouvrit quarante-

cinq théâtres, sans compter trois théâtricules à marionnettes (3).

## Régime des théâtres sous le Premier Empire

Mais l'Empire estima que le trop grand nombre des scènes était également préjudiciable à l'art et à la morale. Un décret du 8 juin 1806 rétablit officiellement la censure et rendit le monopole de leurs répertoires, "*arrêtés par le ministère de l'Intérieur*", à la Comédie-Française, à l'Opéra et à l'Opéra-Comique. Ce dé-

(1) Extrait de *l'Histoire générale du théâtre en France*, Eugène Lintilhac, 1910, NDLR.

(2) On trouvera dans *Le Code des théâtres*, par Charles Constant, Paris, A. Durand et Pédone-Lauriel, 1876, p. 291 et suivantes, la *Liste chronologique des lois, décrets et ordonnances concernant les théâtres, de 1785 à 1875* ; et dans le *Traité de la législation et de la jurisprudence des théâtres*, par A. Lacan et C. Paulmier, Paris, Durand, 1853, tome II, p. 295 et suivantes, un *Historique abrégé et textes des principaux règlements concernant le Théâtre-Français, l'Opéra, le Conservatoire*, suivi d'une *Réunion par ordre chronologique des principales ordonnances de police concernant les théâtres*.

(3) La liste de ces 45 théâtres, par ordre alphabétique, est dans le *Théâtre de la Révolution*, par H. Welschinger, Paris, Charavay, 1880, pp. 25 et suivantes. Quant au nombre des pièces jouées dans le même espace de temps, il dépassait un million et demi, d'après l'inventaire suivant que nous devons à l'obligeance de l'érudite et limpide historien du théâtre de la Révolution : M. Welschinger a compté 1 200 pièces de cette époque dans la collection Pixérécourt, qui est à la bibliothèque du Sénat, environ 300 dans les bibliothèques publiques de Paris ; enfin, une centaine dans des collections particulières.

cret décidait en outre qu'aucun théâtre ne pourrait s'ouvrir à Paris sans l'autorisation impériale. Il réduisait leur nombre à deux pour les grandes villes de l'Empire, à un pour les autres. Un arrêté du 25 avril 1807 les divisa en grands théâtres — à savoir : le Théâtre-Français, avec le Théâtre de l'Impératrice (l'Odéon), considéré comme son annexe, pour la comédie seulement ; l'Opéra, l'Opéra-Comique (Théâtre de S. M. l'Empereur) ; l'Opéra-Bouffe, "annexe de l'Opéra-Comique, ne pouvant représenter que des pièces écrites en italien", particulièrement cher à l'empereur (4) ; et en théâtres secondaires — à savoir : le Vaudeville, les Variétés, la Porte-Saint-Martin, la Gaîté et les Variétés étrangères.

Ce même arrêté immolait du coup dix-sept théâtres. Il fixait, pour les survivants, les répertoires et les genres. Un contrôle officiel de ces genres était assuré par un service spécial au ministère de l'Intérieur, où on en devait connaître, manuscrit en main.

## Contrôle des répertoires : le décret de Moscou

Enfin, le 29 juillet de la même année 1807, un nouveau décret, d'odieuse mémoire chez les amis de la liberté des théâtres, limita leur nombre à huit dans Paris. De ce nombre furent d'abord la Comédie-Française ; l'Odéon, dit Théâtre de l'Impératrice, qui ne jouait que les mardis, jeudis, vendredis et dimanches, laissant les autres jours au Théâtre italien ou Opéra Buffa ; l'Opéra ; l'Opéra-Comique. Ces quatre grands théâtres, dits impériaux, furent soumis à une surintendance qui eut pour titulaire le comte de Rémusat, à partir du 1<sup>er</sup> novembre (5), en attendant le fameux décret de Moscou (en date du 15 octobre 1812), réglementaire et organique pour la Comédie-Française (6). Les quatre autres théâtres autorisés furent la Gaîté, l'Ambigu-Comique, les Variétés et le Vaudeville — et toujours l'Opéra-Buffa, bien entendu, en annexe de l'Opéra-Co-

mique, jouant deux fois la semaine, les lundis et samedis, à l'Odéon, comme nous l'avons vu.

Le décret donnait à tous les autres théâtres huit jours pour liquider et fermer. C'est à peine si l'on toléra, de 1810 à 1812, sous le nom de spectacles : les Jeux gymniques, dans la salle de la Porte-Saint-Martin, et les Jeux forains, dans la salle Montansier. Sur ces deux scènes à côté, se donnaient des vaudevilles en un acte, sans plus, et des "tableaux d'action", où la parole appartenait à quelques acteurs, à l'exclusion des autres.

## Régime des théâtres après l'Empire

Les régimes qui succédèrent à l'Empire se relâchèrent progressivement de sa rigueur, relativement au nombre des théâtres et à la spécialisation de leurs répertoires (7).

(4) Cf. *Le Théâtre italien, au temps de Napoléon et de la Restauration*, par Albert Soubies, Paris, Fibbacher, 1910, avec un supplément (*Costumes et mise en scène*), *ibidem*.

(5) Pour les textes de ces décrets et arrêtés, çà et là curieux par leur teneur, surtout dans les définitions officielles des genres et des répertoires, cf. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, tome II, pp. 430 et suivantes.

(6) Pour le texte de ce décret et les modifications, légères en somme, qu'il subit, au cours du siècle, cf. Lacan et Pauhner, *op. cit.*, tome II, pp. 311 et suivantes, et, pour la "fixation des genres" par l'autorité, cf. *ibidem*, tome I, chapitre III. Voir aussi, pour sa commodité, la plaquette d'Hippolyte Buffenoir et Maurice liaquette : *Le Décret de Moscou et la Comédie-Française, Historique et texte intégral*, Paris, Haquette, 1902.

(7) On trouvera la série des textes législatifs et des actes de censure y relatifs dans Lacan et Paulmier, *op. cit.*, et dans *L'Histoire de la censure théâtrale en France*, Paris, Dentu 1862, par Victor Ilalbays-Dabot, chapitres VIII et IX. Pour la nomenclature détaillée des théâtres ouverts depuis la Restauration, leur organisation matérielle et leur mise en scène, avec des vues suggestives, cf. *Dictionnaire historique et pittoresque du théâtre et des arts qui s'y rattachent*, Paris, Didot, 1885, où se lit, à l'article Théâtres de Paris, la liste par ordre chronologique des théâtres ouverts à Paris de 1790 à 1883, par Arthur Pougin ; *Acteurs et actrices d'autrefois, Histoire anecdotique des théâtres à Paris, depuis trois cents ans*,

La Restauration hérita, en l'espèce, de l'administration impériale, bornant son initiative à un classement nouveau. Les théâtres royaux furent rangés parmi les Menus plaisirs du roi ; et les autres, divisés en stationnaires et ambulants, furent répartis en 25 arrondissements sur l'ensemble du territoire.

Le gouvernement de Juillet annonça bien un nouveau *Code du théâtre*, mais il s'en tint au projet. Toutefois il édicta le régime de l'autorisation préalable, pour

l'ouverture des théâtres, avec clause de clôture "*pour des motifs d'ordre public*", dans le titre IV de la loi du 9 septembre 1835, qu'abolira un décret du 6 mars 1848.

Paris, Juven, s. d., chapitres III et IV, par le même ; *Histoire des petits théâtres de Paris, depuis leur origine*, Paris, Allardin, 1838, deux volumes, par Brazier ; *Histoire universelle du théâtre*, Paris, Ollendorff, 1878, tome V, chapitre XIV, par Alphonse Royer ; *Essai sur l'histoire des théâtres*, Paris, Hachette, 1893, par Germain Bapst.



François Joseph Talma (1763-1826) : après avoir fondé le théâtre de la République (1793), ce tragédien bénéficiant de la protection de Napoléon se produisit à partir de 1799 à la Comédie-Française.

# Anatole France :

## “Pour la nouvelle année”

### (1<sup>er</sup> janvier 1915)

Mon cher Gustave Hervé,

J'envoie, par l'intermédiaire de la *Guerre sociale*, mes souhaits pour la nouvelle année à nos amis. Et nos amis, à cette heure, ce sont tous nos compatriotes et tous nos alliés. Car je suis comme vous, Hervé, je n'ai d'ennemis que ceux de mon pays.

Mes vœux d'abord pour nos soldats exposés aux obus et à ces longs ennuis de la tranchée, plus cruels pour eux que la mitraille. Depuis le grand chef jusqu'au plus petit pousse-cailloux, je les embrasse tous et les unis dans un même amour et dans une même reconnaissance. Epions, saisissons toutes les occasions de les aider ; employons tous les moyens de leur éviter des fatigues, des privations, des souffrances. Honorons-les comme des héros, aimons-les comme des enfants. Grâce à eux, la patrie n'est plus en danger.

Pourtant, leur tâche n'est pas encore tout entière accomplie. Ils ont porté à l'Allemand des coups dont il périra ; mais l'ennemi, blessé à mort, est encore redoutable. Tout n'est pas fini. Que les braves se réjouissent ! Il y aura encore des périls à courir, des victoires à remporter. Songez que le colosse allemand qui chancelle, il s'agit maintenant de l'abattre ; il s'agit de détruire la formidable machine militaire construite par les barbares en quarante années d'une paix traîtresse.

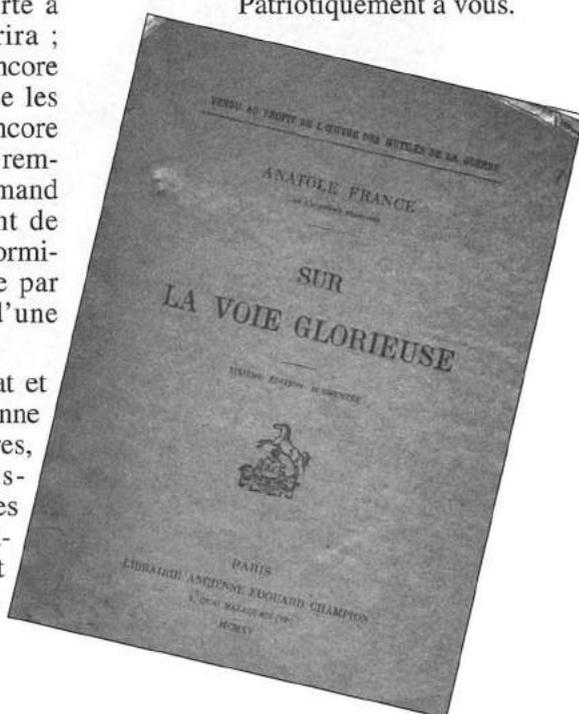
Pour obtenir un si grand résultat et si nécessaire, il faut que la France donne de toutes ses forces, forces militaires, forces financières, forces industrielles, forces matérielles et forces morales. Cette guerre n'est pas seulement une guerre d'armées, c'est une guerre de nations. Il faut que notre nation s'y jette toute.

De notre courage et de notre persévérance dépendent notre sort et le sort du monde. Que tous les Français rivalisent de zèle, que tous fassent leur devoir, et le devoir, en ces circonstances, est sans bornes. Que tous se sacrifient, que tous se dévouent, corps et biens, tous, administrateurs civils, fonctionnaires de tout ordre, particuliers, enfants, vieillards ! Je ne parle pas des femmes, elles ont déjà fait tous les sacrifices, accompli tous les dévouements.

Les temps le veulent. Nous, malheureux civils, soyons soldats à notre manière, servons avec le même zèle et la même discipline que ceux qui sont sur le front.

La victoire est certaine. Sachons la vouloir d'un cœur unanime et combattons chacun avec nos armes, afin que cette victoire soit celle de la patrie tout entière.

Patriotiquement à vous.



# **Chroniques des falsifications**

**(Jean-Jacques Marie)**

антироссийской из Совета Федерации фазе форскому сценарию

ационального ой деформации

вилло либераль-юдного хозяйств-а капитала и ре-именем закона-ский, информа-ий.

ение страны из

Отсутствие со-йствам, ежегод-ллионной арми-третьей части-а обусловлена-а раза сократи-основных фон-а и равен всего

законопроект по-ть самую боль-вароде рабским,

способности, не-в и внутренних

ах сил против-в чем не повин-низма, который

и.

Простые люди, молодежь на стенах и заборах изобразили свое отношение к источнику народных бедствий, а политики и общественные лидеры, спрятав, будто страусы, головы под крыло боятся запретной темы.

Мы осуждаем антигосударственную, антинародную внутреннюю и внешнюю политику парламента, правительства и президента, позотпно предавших Сербию и Югославию, дружественные страны арабского мира, уничтожительно заигрывающих перед сильными мира сего, сдающих израненную Россию "семерке" шакалов.

Принять реал-ства, отказаться Федерации из к-щих борьбу с м-хватнических пл

Освободить-тельный для ст-ления, а не кучи-ционную прогр-разрушенного х-везенных капит-ства, превраще-

Обеспечить-под контроль го-изводства, энер-минимальный р-сией, заменить-жетной сфере:-нальным катего-

Провести об-СССР, расстрел-ния ее экономик-духовным очищ-лининого преобр-

Организовать-протестные акц-кающего бескон-

Руки прочь от-Кто ответит з-Нет сионами-НАТО, терро-Долой антина-

# НЕТ — СИОНОКРАТИИ!

Из Заявления Краснодарского движения  
"Отечество" (Кондратенко)

Президиум Краснодарского краевого общественно-политического движения "Отечество" (Кондратенко) поддерживает позицию депутатов, представляющих Народно-патриотический Союз России, фракции КПРФ и Агропромышленной группы Госдумы по переходу в жесткую оппозицию к власти предающим и предлагает НПСР предъявить президенту В.В.Путину Всероссийский народный ультиматум со следующими пунктами.

В связи с ухудшившимся социально-экономическим положением страны, снижением жизненного уровня народа, деструктивной внешней и внутренней политикой России и, в соответствии с Конституцией РФ, президенту страны воспользоваться своим правом по роспуску Государственной думы и правительства.

Назначить досрочные выборы в Госдуму, принять меры по восстановлению прежних принципов формирования Совета Федерации из числа региональных руководителей исполнительных и представительных органов власти, создать нормативно-правовые условия для утверждения руководящей кадровой вертикали всех уровней пропорционально национальному составу населения страны.

"Non à la sionocratie !" Article paru en première page du journal national stalinien russe *Zavtra*.

## De l'inventeur du "décret des otages"

**Q**UESTION : qui a inventé le système des otages dans la guerre civile en Russie ? Réponse traditionnelle : Trotsky. Réponse authentique : le chef de la mission militaire française à Petrograd, le général Niessel...

Chargé de former l'Armée rouge à partir de mars 1918, après la dissolution de l'armée tsariste promulguée le 30 janvier 1918, Trotsky a décidé de recruter des milliers, puis des dizaines de milliers d'officiers et d'officiers supérieurs tsaristes dans la nouvelle armée. Certains (une assez faible minorité) ont fait défection, sont passés aux blancs et ont ainsi provoqué la mort de nombreux soldats trahis de l'armée en formation. Pour prévenir ces trahisons, Trotsky a promulgué un décret, dit décret des otages, affirmant que les membres de la famille des officiers tsaristes engagés dans l'Armée rouge répondraient sur leur vie de la trahison éventuelle de leur père ou mari.

Dans *Leur morale et la nôtre*, Trotsky affirme ne pas savoir si ce décret a jamais reçu la moindre application. J'en ai trouvé une à l'occasion de la révolte de Cronstadt, où les membres de la famille du général d'artillerie Kozlovski, l'un des responsables militaires de l'insurrection, qui se réfugia en Finlande après l'écrasement de cette dernière, ont été jetés en prison, puis libérés au bout de quelques mois.

Mais Trotsky n'est nullement l'inventeur du système.

En 1940, les éditions Plon ont publié un livre depuis longtemps bien oublié, intitulé *Le Triomphe des bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk*, dont l'auteur est le général Niessel. Ce dernier arriva à Petrograd le 20 septembre 1917 pour diriger la mission militaire française dans la capitale de la Russie. Dans l'introduction à ses souvenirs, le général place sa mission dans un cadre fort précis : "*Les gouvernements alliés avaient décidé de parer à la désorganisation de la Russie, fruit de la révolution de mars, dont l'échec complet de la tentative d'offensive (1) du général Kornilov venait de fournir la preuve. La France devait se charger de l'armée, l'Angleterre de la marine et les Etats-Unis remettre de l'ordre dans les chemins de fer*" (p. 11).

Pour ce général, la révolution d'Octobre est une catastrophe. Il lui paraît tout naturel d'exercer sur le gouvernement bolchevique la pression du chantage. Quel arme utilise-t-il ? La présence sur le sol français d'une quinzaine de milliers de soldats russes envoyés par l'état-major tsariste en 1916 verser leur sang en France. Pour Niessel, cette chair à ca-

(1) On admirera avec quel sens de l'euphémisme le général Niessel qualifie d'"offensive" le coup d'Etat raté du général Kornilov des 25-27 août 1917.

non, qui, depuis la révolution de Février et plus encore d'Octobre, manifeste un manque d'enthousiasme pour se faire hacher menu dans les tranchées françaises, doit fournir un excellent moyen de pression. Niessel le dit aux nouvelles autorités soviétiques :

*“Je signalai que ces Russes nous servaient d’otages pour protéger les Français présents en Russie et en Roumanie contre des violences éventuelles et pour garantir leur retour en France, ainsi que la venue des Polonais, Tchèques, Yougoslaves, etc., et aussi pour faciliter les négociations pour la restitution du matériel de guerre envoyé en Russie”* (p. 161).

*“J’avais chargé le capitaine Sadoul de dire à Trotzky de ne pas oublier qu’il y avait en France et à Salonique 30 000 Russes pour répondre de la peau des quelques centaines de Français présents en Russie”* (p. 163).

Deux remarques au moins s’imposent :

a) le général Niessel utilise comme otages contre les bolcheviks des milliers de soldats russes envoyés par le

tsar, sans aucun lien avec les bolcheviks, et dont rien ne prouve qu’ils soient (surtout pris dans leur ensemble) partisans de la révolution d’Octobre, même si certains le deviendront au fil des mois, grâce, en particulier, au traitement que leur infligeront les autorités françaises (bombardement du camp de La Courtine, où des milliers d’entre eux sont entassés, déportation en Algérie comme main-d’œuvre gratuite sous les ordres du général Nivelles, nommé gouverneur de l’Algérie après avoir organisé au printemps 1917 la boucherie du Chemin des Dames, etc.).

b) le général établit une sorte d’équivalent arithmétique (30 000 Russes répondant de la sécurité de quelques centaines de Français), qui contraste fortement avec les discours sur la valeur ô combien précieuse de l’individu et de l’existence individuelle dans la civilisation occidentale et judéo-chrétienne, etc. Tout au long de son livre, en effet, ce général, catholique très pratiquant, multiplie les considérations sur la morale éternelle...

# **Notes de lecture**

1934  
1935  
1936  
1937  
1938  
1939  
1940  
1941  
1942  
1943  
1944  
1945  
1946  
1947  
1948  
1949  
1950  
1951  
1952  
1953  
1954  
1955  
1956  
1957  
1958  
1959  
1960  
1961  
1962  
1963  
1964  
1965  
1966  
1967  
1968  
1969  
1970  
1971  
1972  
1973  
1974  
1975  
1976  
1977  
1978  
1979  
1980  
1981  
1982  
1983  
1984  
1985  
1986  
1987  
1988  
1989  
1990  
1991  
1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025

## Le Monde comme si, ou comment ouvrir un débat interdit

**F**RANÇOISE MORVAN vient de publier un ouvrage qui fera certainement date : *Le Monde comme si* (1). Son objet, résumé par le sous-titre "*Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne*", ne laisse pas forcément deviner à quel point il est d'actualité pour chacun en France, au moment où la décentralisation offre une voie royale aux militants autonomistes. Eclairant les origines du mouvement nationaliste breton, *Le Monde comme si* appelle à un débat sur l'idéologie qui les porte. Or, plus de trois mois après parution, le livre est l'objet d'un boycott quasi total. En interrogeant son auteur, notre but est d'abord d'engager ce débat interdit.

• **Les Cahiers du mouvement ouvrier** : Agrégée de lettres, vous avez fait le pari de vivre de votre travail d'écrivain, ce qui ne va pas de soi. Or, d'abord connue pour vos traductions de théâtre (Synge, O'Neill et surtout Tchekhov, en collaboration avec André Markowicz — *La Cerisaie* est entrée dans votre traduction à la Comédie française), au lieu de vous consacrer à des activités "rentables", vous vous mettez en tête de défendre la tradition populaire en éditant les œuvres du folkloriste breton François-Marie Luzel (2) et en donnant à découvrir les récits authentiquement popu-

laires sur les lutins et les fées (3). Et voilà maintenant que vous publiez un pamphlet dénonçant ce que vous appelez la "*dérive identitaire en Bretagne*". Comment expliquer cet itinéraire contradictoire ?

• **Françoise Morvan** : Il n'est pas contradictoire ; c'est juste une façon de poursuivre le même travail dans plusieurs domaines. Je suis née en Bretagne, au centre de la Bretagne, et je m'intéresse aux traditions populaires parce qu'elles portent une poésie venue du fond des temps ; l'exploitation de ces traditions populaires est une forme de marchandisation à l'américaine, opposée à ce qui fait pour moi le prix de ces traditions : je résiste donc, comme je résiste à la dérive identitaire. C'est parce que j'ai résisté à mon directeur de thèse qui entendait me faire réécrire les manuscrits de Luzel pour les mettre en breton unifié

(1) Editions Actes Sud, 24,90 euros. *Le Monde comme si*, "*Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne*", est présenté sur les sites Internet <http://membres.lycos.fr/leguenne/documents/nationalisme/nationalisme.htm> et <http://www.remue.net/revue/TX0203MORVAN.html> avec ici les vingt premières pages du livre.

(2) Dix-huit volumes parus à ce jour aux Presses universitaires de Rennes.

(3) *Vie et mœurs des lutins bretons, La douce vie des fées des eaux*, éditions Actes Sud, *Lutins et lutines*, éditions Librio.

que je me suis trouvée embarquée dans l'incroyable périple judiciaire, liant littérature et politique, que je raconte dans *Le Monde comme si*. J'ai écrit ce livre pour expliquer pourquoi la revendication bretonne, à présent prise en charge par les industriels les plus engagés dans la mouvance ultralibérale, me semblait une trahison des valeurs profondes de la culture bretonne qui est la mienne, indissolublement liée à la culture française. On peut se servir de la langue bretonne comme on peut se servir des lutins et des fées pour construire un décor de carton-pâte, mais ce n'est jamais qu'un décor très faux et très laid.

• **CMO** : Pourtant, vous avez fait partie des fondateurs d'une école Diwan, afin de permettre à votre propre fille, comme vous le racontez dans *Le Monde comme si*, de bénéficier d'un enseignement différent.

• **F. M.** : Mais oui, et j'ai été très déçue qu'elle ne veuille pas y aller. J'ai donné de l'argent à Diwan pendant des années. Pour moi, les écoles Diwan demandaient à être intégrées à l'Education nationale, qui leur refusait injustement cette intégration. C'est seulement quand j'ai lu les articles sur le processus d'intégration engagé sous le gouvernement Jospin que je suis restée stupéfaite : Diwan entendait être intégré sur ses propres bases, des bases *non négociables*. Il ne s'agissait pas d'intégrer Diwan à l'Education nationale, mais d'intégrer l'Education nationale à Diwan. Il est vrai qu'entre-temps, mes démêlés avec mon directeur de thèse m'avaient amenée à me pencher sur les origines de Diwan et sur l'histoire du mouvement breton. Comment se faisait-il que le collègue Diwan portait le nom de Roparz Hémon, l'un des collaborateurs les plus résolus des nazis ? Le problème était bien qu'il n'y avait pas de problème aux yeux des parents, des enseignants, des inspecteurs, des politiques. Et d'ailleurs, le fait que l'école Diwan de Lorient porte le nom de Loeiz Herrieu, un autre collaborateur notoire, auteur de textes antisémites, n'empêche toujours pas le maire, président du groupe socialiste au conseil

régional, de présenter cette école comme une école modèle.

• **CMO** : Lorsque vous avez essayé d'informer l'opinion sur les problèmes que vous découvriez, la presse nationaliste s'est déchaînée contre vous : "*La prose des militants bretons semble sortie des pamphlets d'extrême droite qu'on lisait à l'époque de l'Affaire Dreyfus*", écrivez-vous, et, à diverses reprises, vous soulignez la continuité idéologique entre le nationalisme breton actuel et celui des périodes antérieures.

• **F. M.** : C'est même l'objet de mon livre : montrer comment ce qu'on appelle le *mouvement breton* construit dès le XIX<sup>e</sup> un discours stéréotypé, basé sur l'opposition entre la Bretagne peuplée de Celtes de race pure, opprimés par des Français latins, métissés, voire *enjuivés*. C'est un discours qui reste ultraminoritaire en Bretagne, mais qui se voit à présent repris massivement sous la forme édulcorée d'une opposition entre la Celtie et la France (on parle d'ethnie et pas de race — quoique l'introduction du colloque La Borderie [1827-1901] publiée en octobre dernier à l'initiative notamment de la mairie de Rennes proclame bien que La Borderie a imposé une évidence : il y a une "*nation bretonne irréductible et une identité bretonne inaltérable, dans l'union d'une race et d'une foi*"...) (4). La race et la foi : ça donne la mesure de ce que subventionnent les pouvoirs publics, socialistes ou pas, et, j'insiste, sans que la moindre protestation parvienne à se faire entendre.

• **CMO** : Au cours de votre analyse, vous soulignez les liens entre les mouvements régionalistes, bretons et autres, et les objectifs de la Fédération Peuples et Ethnies solidaires, à l'origine de la charte européenne des langues régionales et minoritaires, qui a été l'objet de débats obscurs. Pour la plupart des Français, il est clair qu'il faut défendre les langues minoritaires, et pourquoi ne pas signer une charte qui est d'ailleurs obligatoire

(4) Colloque La Borderie, p. 28.

pour tous les pays qui entrent dans l'Union européenne ? Or la FUEV, comme le nom l'indique, milite pour une Europe des ethnies et vous retrouvez à l'origine de sa fondation des gens tels Joseph Martray, très actif sous l'Occupation dans la presse collaborationniste.

• **F. M.** : Sur la charte des langues minoritaires, je me contente de reprendre et compléter les analyses d'Yvonne Bollmann et je ne peux que recommander la lecture de ses livres (5). Lionel Boissou et elle ont établi des faits accablants, mais, quelle que soit la rigueur de leurs recherches, eux aussi crient dans le désert. Les directives de l'Europe font de l'Europe des régions une nécessité présentée comme allant de soi, et les vieux réseaux ethnocistes trouvent là une force nouvelle. Pour les patrons, c'est pain bénit : privatiser, régionaliser, quel meilleur moyen de démanteler le service public et d'en finir avec les coûteuses lois sociales ? Le communautarisme est donné comme naturel : si la France résiste, c'est qu'elle est archaïque, jacobine, mais elle va bien finir par s'aligner sur le modèle allemand... Il faut lire la presse régionale pour mesurer l'ampleur de la propagande déversée sur les lecteurs jour après jour.

• **CMO** : La "classe politique", comme on dit, et ce depuis des années, tous courants confondus notamment au niveau des instances régionales et bien

que, pour l'essentiel, sans affinités avec l'idéologie antirépublicaine et antifrançaise des nationalistes, reprend la grande part du programme de ces derniers. Vos analyses n'ont fait l'objet d'aucune réfutation, ni dans les milieux politiques ni dans les médias régionaux ou nationaux : y a-t-il un rapport entre ce que révèle votre étude et le silence — une véritable omerta — qui entoure la sortie du *Monde comme si* ?

• **F. M.** : Les mouvements nationalistes, quels qu'ils soient, sont très utiles, puisqu'ils offrent un kit idéologique tout prêt : une histoire revue et corrigée (d'où l'opportunité du colloque La Borderie), un drapeau, un hymne, une langue unifiée, une revendication territoriale ("*Nantes en Bretagne*"). Ils obtiennent à peu près 2 % des voix en Bretagne, mais définissent les lieux communs qui constituent désormais ce qu'on appelle "*l'identité bretonne*". Une identité totalement factice, mais l'identitaire, comme l'écrit l'un de ses plus farouches défenseurs, c'est de "*l'huile dans les rouages de la mondialisation*". Voilà qui a le mérite d'être clair. Le fait qu'aucun débat ne soit possible et que la presse organise à ce point l'omerta est un signe, un parmi tant d'autres, qui montre l'importance de dissimuler les enjeux de la régionalisation.

(5) *La Bataille des langues en Europe* et, paru en janvier 2003, *Ce que veut l'Allemagne* (éditions Bartillat).

# Arno J. Mayer : Les Furies : violence, vengeance, terreur aux temps de la Révolution française et de la révolution russe (1)

L'ÉTUDE des révolutions impose la prise en compte des gravitations extérieures à celles-ci. Il s'agit de la thèse centrale développée par Arno J. Mayer, professeur d'histoire à l'université de Princeton, dans son ouvrage relatif aux coïncidences et aux dissemblances entre la Révolution française et la révolution russe, principalement autour de la notion de violence.

S'étant introduit dans la brèche méthodologique entrouverte par l'historien britannique Edward Hallet Carr (2), au même titre que Gabriel Gorodetsky ou que Jonathan Haslarn, Arno J. Mayer soutient que *“les Furies de la révolution se nourrissent principalement de la résistance inévitable et naturelle des forces et des idées antagonistes, au niveau national et international”*, ajoutant que *“cette bipolarisation se fait particulièrement féroce lorsque, face à cette résistance, la révolution promet et menace tout à la fois d'entreprendre une refondation radicale du corps politique et social”*.

Partant, l'auteur suggère à la communauté des historiens classiques, essentiellement préoccupés par les mécanismes révolutionnaires endogènes, de ne pas omettre la prise en compte de l'environnement dans lequel les chefs de file révolutionnaires, jacobins ou bolcheviks, furent contraints de composer. Arno J. Mayer considère en effet que *“la révolution et la politique internationale sont étroitement imbriquées (et que) la réaction du monde extérieur est*

*aussi importante que les répercussions de la révolution dans d'autres pays et dans le concert des nations”*, étant entendu que, *“du jour au lendemain, ou presque, (les révolutions française et russe) prirent l'une comme l'autre une résonance et une portée historiques mondiales en raison de l'universalisme réel et virtuel de leurs idées et de leurs projets messianiques”*.

Ce faisant, cet ouvrage nous incite à repenser le cours des révolutions en se focalisant sur les déterminants exogènes ayant pu influencer sur certaines mesures adoptées par des gouvernements révolutionnaires hystériquement soucieux de préserver la flamme révolutionnaire dont ils se trouvaient dépositaires. Dès lors, Arno J. Mayer en déduit que *“la guerre extérieure (...) est l'un des principaux agents de radicalisation de la révolution : la guerre a de toute évidence révolutionné la Révolution française en 1792-1794, tout comme la guerre et l'imminence de la guerre l'ont fait pour la révolution russe en 1917-1921 et dans les années 1930”*, précisant que *“la contre-révolution était réelle et tangible (et que), dans l'ensemble, elle n'eut rien*

(1) Arthème Fayard, 2002, 680 pages. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Odile Demange.

(2) Edward Hallet Carr (1891-1982) peut être considéré comme étant l'un des premiers historiens à avoir tenu compte du critère de la posture systémique des Etats révolutionnaires dans l'analyse des causes et des motivations profondes ayant présidé à l'élaboration et à la mise en application d'une mesure d'ordre interne.

d'un fantasme, d'un complot aristocratique ou capitaliste inventé par des fanatiques ou des hommes forts jacobins et bolcheviques pour pimenter leur idéologie et leur rhétorique manichéenne afin de justifier et de légitimer la terreur révolutionnaire”.

C'est ainsi que, « sous la pression d'événements insoupçonnés et déroutants, les soi-disant chefs de file des révolutions française et russe n'eurent d'autre solution que de prendre des décisions graves et dangereuses sans l'avantage d'une "science de l'avenir" — décisions qui ne reposaient sur aucun critère rationnel ».

En conséquence, Arno J. Mayer émet l'hypothèse du lien dialectique pouvant s'instaurer entre la particularité révolutionnaire interne et l'universalité systémique externe, la révolution déstabilisant l'équilibre traditionnel d'un système international, ce dernier rétorquant par des pressions conditionnant et déterminant à son tour l'Etat révolutionnaire, alors contraint d'adopter certaines mesures dans l'urgence.

Pour exemple, la révolution russe influa sur la recomposition du système international à Versailles en 1918, incitant Clemenceau, Lloyd George et Wilson à

ériger une ceinture antisoviétique sous l'égide de la Pologne et des pays de la Petite Entente. Inversement, la Russie révolutionnaire eut à recourir à l'industrialisation prématurée, dans le but de se doter d'un arsenal militaire en mesure de protéger le fait révolutionnaire, en réaction à sa déstabilisation internationale provoquée par la Grande-Bretagne et par l'expansionnisme polonais orchestré par les agissements du mouvement Prométhée en 1927.

Au final, bien que relativement peu homogène et cohérent, d'un point de vue purement formel, l'ouvrage d'Arno J. Mayer n'en demeure pas moins capital pour qui veut bien considérer que seule une meilleure "compréhension du passé affine notre conception du futur" (3), particulièrement celle du féroce XX<sup>e</sup> siècle répondant trop fréquemment à la maxime énonçant que "les idées et les croyances d'une société sont celles de sa classe dominante" (4).

Arslane Kliova

(3) Edward Hallet Carr, *Qu'est-ce que l'histoire ?*, Paris, Editions de la Découverte, 1988, p. 41.

(4) Karl Marx et Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande, Première partie : Feuerbach*, Editions sociales, Paris, 1974, p. 86.

## “Le social en proie à l'Etat soviétique” (1)

IL n'est jamais trop tard pour attirer l'attention sur une publication intéressante : le n° 196 de la revue *Le Mouvement social*, intitulé “Le social en proie à l'Etat soviétique”. On y trouve une série d'articles, en général bien informés, sur divers aspects de la question : “La société cultivée et le pouvoir d'Etat en Russie (1914-1921)”, par Peter Holquist ; « Les conflits du travail en Russie soviétique pendant le “communisme de guerre” », de Andreev, Borodkin et Kirianov ; une étude de Martine Mespoulet sur l'activité d'un statisticien dans une région de l'URSS au début des années 1920 ; une étude sur les conséquences de la privation des droits civiques pour les habitants d'un quartier de Moscou dans les années 1920-1930 ; l'opposition entre société et pouvoir pendant la crise de l'approvisionnement de 1939-1941, par Elena Osokina ; un bilan de la recherche sur le stalinisme en Allemagne, par Stefan Plaggenborg,

(1) Publié aux éditions de l'Atelier.

et une étude sur les journaux intimes pendant la période stalinienne, par Véronique Garros. Cet ensemble d'articles n'aborde, certes, que certains aspects du problème posé, mais ils fournissent souvent des données peu ou mal connues, qui donnent nourriture à la réflexion.

Jean-Paul Depretto présente ce numéro dans une introduction intitulée "*Pour une histoire sociale de la dictature soviétique*", qui dresse entre autres un bilan de l'état actuel des recherches universitaires après des années d'opposition entre les deux écoles "sociale" et "totalitaire". Il souligne :

**L**ES polémiques qui, surtout dans le monde anglophone, ont opposé les partisans de "l'histoire sociale par en bas" aux soviétologues traditionalistes comportent d'utiles leçons, même si, selon S. Fitzpatrick, elles n'intéressent plus guère la jeune génération de chercheurs. En un sens, la cause est entendue : l'histoire sociale a montré que « *l'hypothèse selon laquelle n'a de validité historique que ce qui irradie du haut en bas, surtout venant d'un régime aussi oppressif ("total") que celui de Staline, a toujours été un préjugé* » (A. Wildman).

Partisan (subtil) du "modèle totalitaire", Martin Malia reconnaît néanmoins : « *C'est l'un des mérites de l'histoire sociale révisionniste que d'avoir mis en lumière cette interaction de l'Etat et de la "société" dans l'histoire soviétique.* »

Par cette attitude, Martin Malia se distingue avantageusement de Richard Pipes, dont la somme sur la révolution russe finit par déformer le tableau des événements, à force d'ignorer délibérément les acquis de l'histoire sociale : les nombreux travaux qui ont mis en lumière la radicalisation des ouvriers, des soldats, mais aussi, en sens inverse, de la "société censitaire" et de l'intelligentsia libérale entre Février et Octobre sont considérés comme nuls et non avenues.

C'est qu'il s'agit de présenter Octobre comme un coup d'Etat fomenté par des bolcheviks privés de tout soutien dans la population et d'accréditer l'idée que, "*depuis ses origines, et à un degré exceptionnel, la Russie communiste fut le résultat de l'esprit et du psychisme d'un seul homme*", Lénine. Animé d'une "*inextinguible soif de pouvoir*", trait caractéristique de l'intelligentsia russe, ce

dernier apparaît comme un démiurge tout-puissant, véritable démon dostoïevskien, précurseur de Hitler. Pour donner un tel poids à la personnalité du fondateur de l'Etat soviétique, il faut présenter le Parti bolchevique de 1917 comme une formation monolithique, dont les adhérents obéissent *perinde ac cadaver* à leur plus prestigieux leader.

Je ne cherche pas à insinuer que cette énorme synthèse sur la révolution russe soit dénuée de toute qualité : l'auteur connaît bien la Russie et l'histoire européenne en général ; érudit, il maîtrise remarquablement une large gamme de sources. Il analyse avec brio les réformes agraires de Stolypine et évoque des épisodes peu connus, comme la grève des fonctionnaires et des employés du secteur privé, protestant contre la prise du pouvoir par les bolcheviks. Paradoxalement, il redécouvre les vertus de l'histoire sociale pour décrire "*la guerre contre les villages*" en 1918 ; le chapitre sur la Terreur rouge (47 pages) est bien venu, même si la Terreur blanche est expédiée en neuf lignes !

Si les procédés polémiques de R. Pipes sont difficiles à admettre, l'honnêteté oblige à reconnaître que "l'histoire sociale par en bas" prêtait aussi le flanc à des critiques quant à sa démarche scientifique. La principale faiblesse des "révisionnistes" tenait à leur façon de traiter les réalités politiques. En 1986, S. Fitzpatrick plaidait pour une histoire sociale "*sans la politique*" : il s'agissait à ses yeux d'une "*tactique de recherche à court terme*", destinée à réagir contre des habitudes bien enracinées : "*Nous avons été si fortement conditionnés à tout voir en termes d'Etat.*"

Elle se réclamait ainsi de l'historien britannique G. M. Trevelyan (1876-

1962), qui écrivait dans l'introduction de son *Histoire sociale de l'Angleterre* (1942) : "On pourrait définir l'histoire sociale de manière négative en disant qu'il s'agit de l'histoire d'un peuple, sans la politique (*with politics left out*)."

Paradoxalement, son œuvre ne confirme guère ses déclarations théoriques : l'Etat y occupe souvent une place centrale. Mais la tendance à laisser la politique dehors existe bel et bien. Dans un article passionnant, D. P. Koenker et W. G. Rosenberg ont décrit les formes de protestation ouvrière à Petrograd et à Moscou, entre mars et octobre 1917 : grèves, violences, pétitions, manifestations, émeutes frumentaires. Les deux historiens américains étudient le processus qui conduit des formes d'accommodement entre patrons et salariés dans les premiers mois après Février à une "polarisation sociale" de plus en plus nette à mesure qu'approche Octobre. Cette évolution a sapé les bases du compromis qui fondait l'action du gouvernement provisoire et la coalition entre libéraux et socialistes : elle permet de comprendre comment Octobre fut possible (mais non inévitable). Toutefois, il est loisible de s'étonner que D. P. Koenker et W. G. Rosenberg n'analysent ni le programme des bolcheviks, ni leur propagande, ni la stratégie de Lénine : peut-on expliquer la montée des antagonismes de classe en examinant uniquement les actions ouvrières sur le lieu de travail et dans les rues, et en ignorant le rôle organisateur de l'intelligentsia bolchevique ?

Dans un ouvrage collectif qui présente une vision "révisionniste" de la guerre civile, W. G. Rosenberg a repris une vieille question, qui divise depuis longtemps les historiens : le communisme de guerre est-il le produit logique de l'idéologie bolchevique, ou le fruit des circonstances ? Pour conduire sa démonstration, il a choisi de s'intéresser à la "militarisation du travail", mise en œuvre par Trotsky dans les chemins de fer (1920). Il veut montrer comment "les conditions et les processus sociaux ont façonné les positions politiques, ou au moins limité la gamme des réponses politiques viables". Cela nous vaut une description très vivante du contexte où

agissait Trotsky : pénurie alimentaire dans les villes, effondrement des transports, "indifférence et apathie apparentes" des cheminots. Que ces "circonstances" réunies aient beaucoup réduit la marge de manœuvre de Trotsky paraît indéniable, mais le lecteur n'est pas entièrement convaincu, car W. G. Rosenberg a tendance à considérer la politique des communistes comme une simple résultante des "réalités sociales". C'est oublier que les "circonstances" étaient elles-mêmes, en plus d'un cas, le résultat, parfois inattendu, des décisions antérieures des dirigeants : l'état d'esprit des cheminots aurait probablement été autre si les bolcheviks n'avaient sapé l'autonomie de la profession et de ses organisations depuis le début de 1918. Il est donc impossible de comprendre les décisions de Trotsky en faisant abstraction des facteurs idéologiques et politiques : l'action du chef de l'Armée rouge découlait aussi de sa vision du monde ; il considérait, par exemple, les cheminots comme étroitement "corporatistes".

La fin de l'URSS s'est traduite par un "retour à l'histoire politique aux dépens de l'histoire sociale" : les "révisionnistes" se sont trouvés en difficulté et la notion de totalitarisme a opéré un retour en force, grâce à quelques livres marquants. Certes, le changement de la conjoncture politique entre pour beaucoup dans ce renversement de tendance, mais la contre-attaque de "l'école totalitaire" a incontestablement été facilitée par certaines limites de l'histoire sociale "à l'anglo-saxonne", brièvement analysées *supra*.

Malgré les nombreuses critiques justifiées dont elle a fait l'objet, il est difficile d'abandonner complètement la notion de totalitarisme, car elle a le mérite de mettre l'accent sur une caractéristique commune du nazisme et du stalinisme : la violence de l'Etat, culminant dans la Terreur. Les spécialistes d'histoire sociale doivent parvenir à expliquer ce fait brut : de 1929 à 1941, le régime stalinien a causé environ huit millions de décès.

Les historiens ne peuvent comprendre l'histoire de l'URSS en se limitant à une vue "d'en bas". Les processus

sociaux demandent à être analysés à la fois “d’en haut” et “d’en bas” : c’est d’ailleurs ce qu’ont en pratique toujours fait les meilleurs chercheurs, par exemple M. Lewin ou S. Fitzpatrick. C’est pourquoi il est nécessaire de dépasser l’opposition entre “école totalitaire” et histoire sociale. Loin de “laisser la politique dehors”, cette dernière doit au contraire accorder une importance centrale aux relations de pouvoir : on l’aura compris, je plaide pour une histoire indissociablement sociale et politique de l’expérience soviétique, qui se fixe pour objectif prioritaire d’élaborer une conception cohérente du stalinisme.

L’étude d’une dictature suppose une double démarche : analyser les bases sociales des processus politiques et mettre en évidence les conséquences sociales des décisions prises.

Le pouvoir bolchevique a “*apposé son empreinte*” sur la société “*jusque dans ses plus fines ramifications*”, mais, s’il cherchait effectivement à tout diriger et à tout contrôler, il a “ *finalement présumé de ses forces*” : si la vie en URSS portait à beaucoup d’égards la marque de la dictature, elle ne se réduisait pas à un produit artificiel de l’action de l’Etat, qui connaissait des limites infranchissables.

## Maurice Rajsfus : 1953, un 14 Juillet sanglant (1)

**L**E 14 juillet 1953, le Parti communiste français et la CGT organisaient, selon une tradition datant d’avant la guerre, une manifestation populaire. La queue de leur cortège était formée par un important cortège de travailleurs algériens à l’appel du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), dirigé par Messali Hadj, alors placé en résidence surveillée par le gouvernement français. Ces derniers crient : “*Nous voulons le droit d’apprendre un métier*”, “*Nous voulons des logements*”, “*Nous voulons du travail*”, “*Nous voulons l’indépendance*”. La banderole centrale proclame : “*Peuple de France, en défendant tes libertés, tu défends les nôtres.*” Une autre banderole proclame : “*Echec à la répression colonialiste par l’union des démocrates français et des patriotes nord-africains.*” De nombreux manifestants crient : “*A bas le colonialisme !*”

Lorsque les manifestants se dispersent dans le calme, la police charge. Violentement. Les manifestants résistent en utilisant les hampes de leurs drapeaux. La police tire sans sommation et tue sept

manifestants, six travailleurs algériens, dont Maurice Rajsfus donne les noms, et un jeune militant français, trésorier de la section CGT du syndicat des métaux du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Le livre de Maurice Rajsfus raconte les événements antérieurs à la manifestation (comme le kidnapping de Messali Hadj par la police française à Orléansville, en juin 1952), évoque les positions colonialistes du PCF et de la SFIO. Il est surtout composé d’extraits à la fois des prises de position des diverses organisations syndicales et politiques de l’époque, de souvenirs de survivants de cette époque et d’extraits du débat parlementaire sur ce massacre.

Tout cela est fort utile pour la compréhension des faits de cette époque. Mais une question se pose : pourquoi, citant les organes de presse de cette époque, ne cite-t-il pas une ligne de *La Vérité*, organe du Parti communiste internationaliste (PCI) majoritaire, dirigé par Pierre Lambert, qui soutenait incon-

(1) Agnès Vienot éditions. 14 euros.

ditionnellement le MTLD de Messali Hadj et ses revendications, et de *La Vérité des travailleurs*, organe du PCI minoritaire, lui aussi favorable à l'indépendance de l'Algérie ? Pourquoi ne publie-t-il aucun témoignage de membres de ces organisations survivants de cette époque ? Pourquoi écarter ainsi les seuls qui soutenaient la revendication de l'indépendance de l'Algérie et donner essentiellement la parole à des militants du Parti communiste français, dont les dirigeants dénonçaient alors la revendication de l'indépendance de l'Algérie et le confirmeront en mai 1956 en votant les

pouvoirs spéciaux au gouverneur général SFIO de l'Algérie, Robert Lacoste, pour "rétablir l'ordre en Algérie" à la mitrailleuse ?

Maurice Rajsfus a raison de dénoncer l'absence "*de trace*" du massacre "*dans la mémoire officielle de la préfecture de police*", mais cette juste remarque aurait dû lui interdire de pratiquer l'oubli massif auquel il se livre dans sa sélection de ce qu'ont écrit alors les seuls militants français qui soutenaient le MTLD...

Jean-Jacques Marie

## Anatol Krakowski : Le Ghetto dans la forêt (1)

**O**N peut commencer par parler de ce petit livre de souvenirs d'Anatol Krakowski en parlant de la fin. Cet ancien membre d'un maquis juif en Lituanie évoque ainsi des personnages aujourd'hui rayés de l'histoire officielle, comme celui de Sonia Madesker, Juive, représentante du maquis juif du FPO auprès du Parti communiste de Wilno : "*Elle fut par la suite arrêtée par la Gestapo, torturée et assassinée. Une rue de Wilno porta son nom, mais fut débaptisée plus tard par les Lituaniens. Des rues portant le nom du général Tcherniakowski, libérateur de la ville, du poète Mickiewicz et d'autres furent également débaptisées.*"

Mickiewicz appartenant au XIX<sup>e</sup> siècle mis à part, cet effacement dans la mémoire des victimes de la lutte contre le nazisme en dit long sur "l'indépendance" de la Lituanie. Il est vrai que le président de la Lituanie jusqu'en 2003, Adamkus, portait en 1944 l'uniforme de la Wehrmacht et fut trente-cinq ans durant haut fonctionnaire aux Etats-Unis, double garantie d'indépendance...

Krakowski n'a rien d'un amoureux déçu du régime stalinien ; cela lui per-

met de raconter ce qu'il a vu et vécu avec la tranquillité de quelqu'un qui ne tente pas de régler des comptes avec son propre passé sur le dos des autres en remplaçant ses erreurs de jeunesse par ses compromissions d'adulte. C'est une qualité rare.

Membre d'un groupe de partisans juifs lituaniens réfugiés dans les bois et aidés par l'Armée rouge en 1943-1944, Anatol Krakowski raconte leur difficile résistance au nazisme.

Habitant du ghetto, il trouve un emploi dans les ateliers de réparation de locomotives où travaille "*une équipe de douze mécaniciens non juifs (...) dans une atmosphère de solidarité prolétarienne*". Lors du massacre du ghetto, il s'enfuit. Des ouvriers de l'atelier le prennent chez eux à tour de rôle, s'exposant avec leur famille à la mort.

Puis, il rejoint dans les forêts un groupe de partisans confrontés aux partisans polonais blancs de l'Armia Krajowa, qui luttèrent beaucoup plus contre les Soviétiques que contre les nazis. "*Avec l'idée qu'ils pourraient récupérer*

(1) Editions Le Félin, Paris 2002, 14 euros.

*ces terres en faveur de la Pologne, ils ne constituaient guère une menace pour les nazis, car ils tuaient essentiellement des Juifs et des communistes. Pour nous, ils étaient de cruels ennemis, que nous craignons plus que les Allemands, car ils connaissaient mieux la région qu'eux (...). Leurs activités, dirigées surtout contre les Soviétiques et les Juifs, ne présentaient pas de menace réelle pour la machine de guerre nazie", alors qu'à un moment, l'activité du FPO mobilise — en vain — près de 100 000 soldats allemands pour le déloger de la forêt. "Dans notre région, les Polonais blancs disaient combattre pour garder Wilno à la Pologne. Pourquoi, dans ce but, devaient-ils tuer presque exclusivement des Juifs ?"*

L'Armée rouge, qui les délivre et leur permet d'échapper à la mort qu'ils croyaient inéluctable, est épuisée, affa-

mée et en loques. Krakowski n'en croit pas ses yeux. Rendu à l'espoir et à la liberté que la botte stalinienne va piétiner, il ne pourrait certainement pas se reconnaître un instant dans le *Livre noir du communisme* !

Anatol Krakowski, malgré le tragique de la situation, ne manque pas d'humour lorsqu'il évoque la vie en forêt des maquisards ou les razzias pour se nourrir chez des paysans, où ces partisans juifs ne trouvent le plus souvent que de la viande de porc (mais il y a toujours des accommodements avec le ciel et Anatol Krakowski souligne : "*Dans la religion juive, il est parfois permis d'enfreindre une loi quand les circonstances l'exigent et qu'il s'agit de survie*").

*Le Ghetto dans la forêt* est à lire toutes affaires cessantes.

Marc Teulin

## L'ancêtre du Goulag

**I**L y a trois siècles, le 27 mai 1703, le tsar Pierre I<sup>er</sup>, dit le Grand, décidait de construire une ville entièrement neuve sur les terrains fangeux et marécageux de l'estuaire de la Neva.

Deux ouvrages viennent de paraître à cette occasion (1), qui ont entre autres le mérite de rappeler les conditions dans lesquelles a été fondée la nouvelle capitale de l'empire russe.

Solomon Volkov écrit : "*Des dizaines de milliers de personnes furent expédiées de force vers le delta de la Neva, une armée exotique et bariolée de paysans, de soldats, de criminels, de prisonniers de guerre tatares et suédois. On n'avait rien prévu pour eux : ni logis, ni nourriture, ni outils. Ils transportaient la terre dans leurs vêtements. Des hordes de moustiques dévoraient ces malheureux, qui plantaient des piquets de bois dans un sol marécageux sous une pluie battante. Combien sont morts de faim, de*

*maladies, d'épuisement ? Sans doute des centaines de milliers. Mais comme cela n'intéressait pas Pierre, personne ne s'est donné la peine de les compter*" (pp. 47-48).

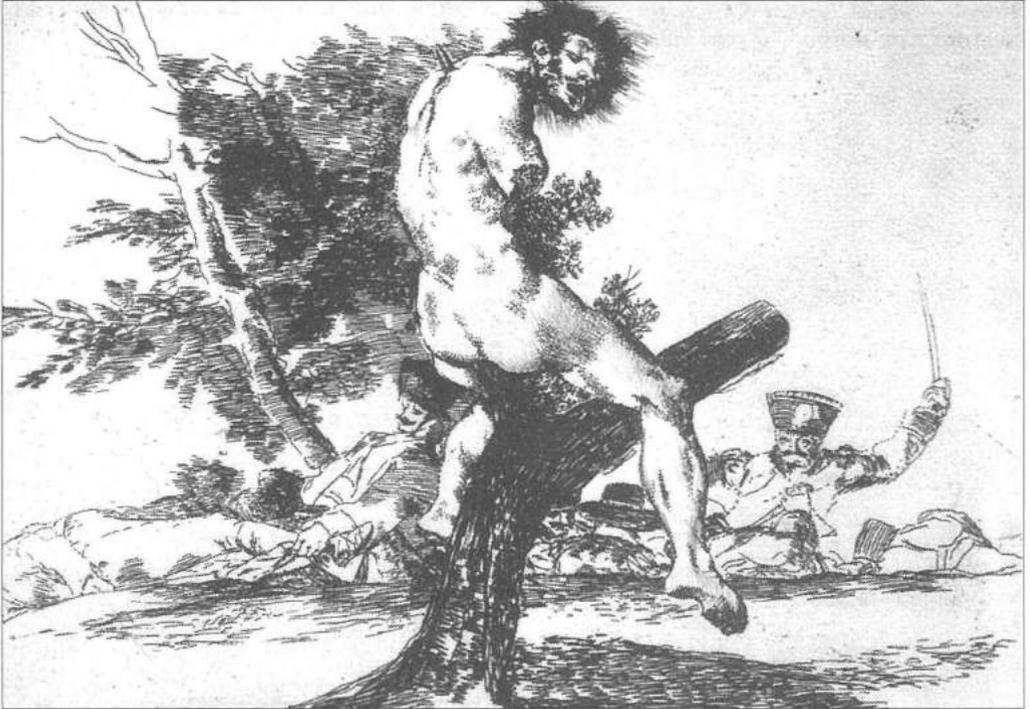
Alexis Morel, dans Bouquins (?), souligne aussi cette réalité "*d'une construction laborieuse, d'une entreprise cruelle et incertaine*". Pierre le Grand, "*peu soucieux du coût à la fois en vies humaines et en ressources (...), a, par la corvée et le travail forcé, obligé des milliers d'hommes à venir construire la ville jusqu'en 1718 (...). Leur salaire était misérable et les conditions de vie très précaires, si bien que, touchés par*

(1) Solomon Volkov : *Saint-Pétersbourg, trois siècles de culture*, traduit du russe par Anatolia, éditions du Rocher, 700 pages, 23 euros. Sous la direction de Lorraine de Meaux : *Saint-Pétersbourg, histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*. Bouquins, Robert Laffont, 1 140 pages, 29,95 euros.

*l'épuisement et les maladies, leur mortalité était élevée" (p. 21).*

La construction avait commencé en 1703 avec 20 000 hommes, auxquels s'en ajoutèrent 40 000 en 1704, puis à peu près autant chaque année jusqu'en 1718. Tatiana Tolstoï souligne : "*Bâtie sur un marais fangeux (...), pavée des centaines de milliers d'ossements de ses*

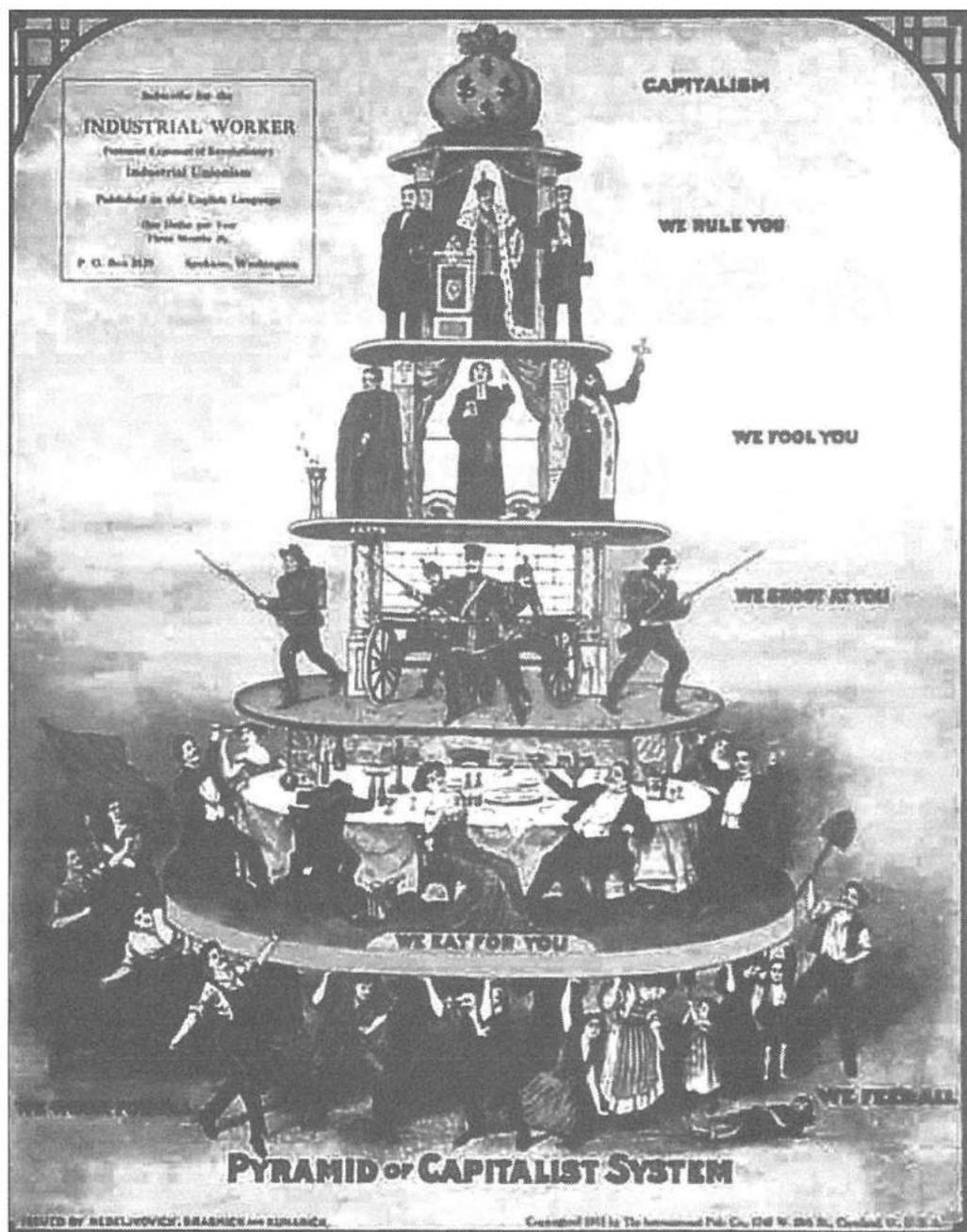
*bâisseurs anonymes, paysans embrigadés de force dans le pays tout entier, la ville que tous jugeaient inutile, à l'exception de Pierre le Grand, a été, semble-t-il, maudite de tous ceux qui croyaient en l'efficacité de leurs malédictions. Ses bâtisseurs ont maudit chaque pierre déposée dans le marécage" (p. 537).*



La guerre vue par Goya.

**La genèse  
du *Manifeste*  
du *Parti communiste***

**(Gérard Bloch)**



La pyramide du capital.

## Pour une organisation indépendante

**I**L est temps de relater l'histoire du *Manifeste du Parti communiste* de K. Marx et F. Engels, écrit en 1847, et qui servira de fondement à l'Adresse inaugurale de l'AIT, ou Première Internationale. Non pour le plaisir de faire œuvre d'historien, mais pour montrer à quel point Marx et Engels, puis après eux Lénine et Trotsky, n'avaient rien à voir avec des philosophes ou des théoriciens. C'étaient des militants de la lutte des classes pour lesquels primait l'organisation, c'est-à-dire l'unité de la théorie et de la pratique. Il s'agissait de doter le prolétariat d'une organisation indépendante.

Nous sommes en 1837, à Londres. Des émigrés italiens, belges, polonais, français, allemands se mettent en relation avec des owenistes (partisans de R. Owen, socialiste utopique) et des chartistes anglais. Si Mazzini se tenait un peu à l'écart, d'autres émigrés italiens fréquentaient la "Société démocratique polonaise". Berceau de la révolution industrielle dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre pouvait être considérée comme le creuset de la démocratie.

Cabet, auteur du *Voyage en Icarie* (écrit en Belgique), fréquentait à Londres la "Société des droits de l'homme", renforcée par l'arrivée de nouveaux émigrants français à Londres en 1839, arrivée consécutive à l'échec de l'in-

surrection fomentée par A. Blanqui et Barbès.

L'histoire du *Manifeste du Parti communiste* pourrait s'intituler : « *De la "Ligue des Bannis" (1834) à l'AIT, Première Internationale (septembre 1864).* »

En effet, les émigrés allemands de Londres, après avoir fondé à Paris la "Bund Der Geächteten" ("La Ligue des Bannis") en 1834, fondèrent à Londres la "Bund Der Gerechten" ("La Ligue des Justes") en 1836. Étaient notamment membres de cette ligue l'artisan K. Schapper, mais aussi W. Weitling, qui imprima en 1838 à Paris un pamphlet intitulé : *"L'Humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être."*

L'émigration de Londres "jouait un rôle primordial dans l'origine et le développement des doctrines sociales et de l'internationalisme ouvrier pendant les trois décennies qui précédèrent la fondation de la Première Internationale, en 1864" (cf. *"De Buonarroti à Bakounine, études sur le socialisme international"*, d'Arthur Lehning, éditions Champ libre, 1977).

Les idées de Buonarroti, Babeuf et Blanqui ont largement influencé les premiers socialistes. Blanqui, notamment, fut l'un des propagateurs des idées socialistes de Buonarroti, qu'il connut probablement vers 1830 dans la "Société des

Amis du peuple” et la “Société des Saisons”, fréquentées aussi par Barbès et Raspail. Buonarroti est l’auteur d’une *Histoire de la Conspiration des Egaux*.

Buonarroti lui-même avait probablement été influencé par les encyclopédistes (“*le Parti des idéologues*”, comme on les appelait) et le grand “Siècle des Lumières”, notamment par Condorcet, mais aussi par Mably et Morelly. Celui-ci a écrit dans le *Code de la Nature* : “*Rien dans la société n’appartiendra singulièrement ni en propriété à personne, que les choses dont il fera un usage actuel, soit pour ses besoins, ses plaisirs ou son travail journalier. Tout citoyen sera homme public sustenté, entretenu et occupé aux dépens du public. Tout citoyen contribuera pour sa part à l’utilité publique selon ses forces, ses talents et son âge ; c’est sur cela que seront réglés ses devoirs, conformément aux lois distributives.*”

Pierre Dolivier, l’un des “*Curés rouges*” de la Révolution française (célébrés par M. Dommanget dans un livre), avait, dans son *Essai sur la Justice primitive* (1793), plaidé pour la loi agraire et la propriété commune des terres ; de même, le commerce devait être socialisé (c’est-à-dire étatisé). En décembre 1795, s’opposant au régime thermidorien qui avait suivi la chute de Robespierre, Buonarroti avait utilisé pour ses buts — le communisme primitif ou babouvisme — la “Société de la réunion des Amis de la République” (décembre 1795), devenue “Société du Panthéon” (club fermé en 1796 sur ordre du gouvernement).

On voit ainsi que l’effervescence qui régnait à Londres et dans certaines capitales d’Europe (Paris, Genève, Bruxelles notamment) avait des racines profondes et lointaines. Certaines idées rejoignaient celles défendues par la Révolution de 1793, notamment les Conventionnels. Buonarroti sera finalement arrêté avec Babeuf le 21 floréal an IV (10 mai 1796). On sait ce qu’il adviendra d’eux.

“*L’Humanité telle qu’elle est et telle qu’elle devrait être*”, de W. Weitling, fut donc adopté comme programme idéologique de la “Ligue des Justes” dès 1839. A peu près vers la même époque, des

émigrés allemands réorganisèrent les clubs d’émigrants allemands et, le 7 février 1840, fut fondée la “*Bildungsgesellschaft für Arbeiter*” (“Société d’éducation ouvrière”), à l’initiative de Joseph Moll, horloger de Cologne et membre de la “Ligue des Justes”, Heinrich Bauer, cordonnier et expulsé de France en 1840 pour propagande communiste, et Karl Schapper, artisan. La “Ligue des Justes” avait des ramifications à Paris et en Suisse. Le comité central de Paris était dirigé par le médecin Hermann Ewerbeck. W. Weitling en était l’animateur et l’organisateur, il fit paraître, grâce au soutien financier de 300 membres (notamment en Suisse), *Les Garanties de l’Harmonie et de la Liberté* (1842). Ce pamphlet lui valut 14 mois de détention à Zürich.

Quand W. Weitling revint à Londres, une réunion publique l’accueillit. L’année suivante, en 1845, une réunion internationale eut lieu pour commémorer la fondation de la République française, à l’initiative peut-être de l’aile révolutionnaire des chartistes et du rédacteur du journal chartiste *Northern Star*. Weitling présidait la réunion ; J. Moil et K. Schapper étaient délégués du groupe allemand. Le résultat de cette réunion fut la fondation de la société “Fraternal Democrats”, transformée en 1846 en “The Democratic Friends of all Nations”, présidée par le Polonais Louis Oborski. La devise de toutes les sociétés démocratiques était : “*All men are brethren*”, soit “*Tous les hommes sont frères*”.

Or la “Ligue des Communistes”, fondée en 1847 à l’initiative de K. Marx et F. Engels (à partir d’une scission au sein de la “Ligue des Justes”), et qui prendra comme instrument de propagande le *Manifeste du Parti communiste*, aura pour devise : “*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*”

De la “Ligue des Communistes” à “l’Association internationale des travailleurs” ou Première Internationale, le 22 septembre 1864 à Londres (meeting de Saint-Martin’s Hall), l’activité de K. Marx et F. Engels n’aura de cesse de regrouper, rassembler, organiser les forces de la révolution. Car les idées ré-

volutionnaires doivent devenir des forces matérielles. C'est le congrès de juin 1847 de la "Ligue des Justes" qui décida des statuts et du programme de la nouvelle organisation, la "Ligue des Communistes". Le congrès donnait mandat à Marx et Engels pour rédiger les nouveaux statuts et élaborer le nouveau programme : il s'agissait, en fin de compte, de doter le prolétariat d'un programme indépendant. C'est K. Schapper qui présidait le congrès.

Du reste, à Bruxelles, depuis 1844-1845, Marx et Engels avaient commencé à réunir un noyau, les "Comités de correspondance communiste". C'est de ceux-ci et de la fraction ouvrière de la "Ligue des Justes" que naîtra la "Ligue des Communistes". Il s'agissait d'impulser le combat organisé par l'indépendance de classe du prolétariat.

L'association internationale qui exista à Londres de 1855 à 1859, et fut fondée par des réfugiés français, polonais et allemands et des chartistes anglais, peut être considérée comme la première organisation internationale à caractère prolétarien et socialiste. Elle constitue l'ultime et le plus important maillon de la chaîne de manifestations internationales dans les années 30 qui précédèrent la fondation de la Première Internationale.

Aux environs de 1830, lorsque naquit en Europe le mouvement ouvrier, l'idée d'une solidarité prolétarienne internationale surgit simultanément comme conséquence directe de la conscience de classe. Cela resta un trait fondamental de l'idéologie prolétarienne, s'exprimant dans les manifestations de solidarité internationale...

Après la révolution de juillet 1830 en France, *L'Artisan*, premier journal ouvrier, affirmait : "*La classe la plus nombreuse et la plus utile de la société est, sans contredit, la classe des ouvriers. Sans elle, les capitaux n'ont aucune valeur...*" Les ouvriers de Nantes envoyèrent en 1831 une adresse aux syndicats anglais, où ils proclamaient : "*Les ouvriers de tous les pays sont frères.*" L'idée de *l'internationalisme* a, ici encore, des sources lointaines, riches et diverses. L'idée révolutionnaire de

"fraternisation" entre les peuples avait abouti pendant la Révolution française, chez le baron prussien Ancharis Cloots, à cette déclaration : "*L'An ter de la République française est l'An ter de la République universelle*", en 1792. Fourier rêvait d'une "*phalange mondiale*", aspirant à la fraternité internationale et universelle. Tout devenait universel, jusqu'à la "*loi cosmique de l'attraction*" d'Isaac Newton.

Cette loi, appliquée aux processus sociaux, donnerait la paix universelle à l'humanité : "*La loi qui régit les astres donne la paix au genre humain.*" Saint-Simon aussi rêvait d'une "*Organisation mondiale du travail*", par-delà les frontières. En 1917, sera agité le spectre de la "*République universelle des Soviets*".

Toute l'histoire de l'humanité, histoire de la lutte des classes et de l'exploitation séculaire de l'homme par l'homme, tend aujourd'hui de plus en plus vers l'association universelle du genre humain. Après le renversement des derniers Bourbons en 1830 (comme demain les Hohenzollern en Allemagne et les Romanov en Russie), un nouveau climat européen s'instaure pour en finir avec le carcan du Congrès de Vienne (comme demain avec celui des accords de Yalta et de Potsdam en 1945) imposant la division de l'Europe et des peuples, et pour soutenir les mouvements nationalistes et démocratiques naissants, notamment la jeune démocratie polonaise.

A l'instar de Mazzini et de la Jeune Italie, furent fondées la Jeune Pologne et la Jeune Allemagne, avec pour devise "*Liberté, Egalité, Humanité*", voire la Jeune Europe.

En Angleterre, en 1836, la fondation de la "*London Working Men's Association*" (LWMA) donna une tournure concrète à l'internationalisme par l'émancipation sociale et l'unité des travailleurs :

1. rassembler par un seul lien d'unité la fraction intelligente et influente de la ville et de la campagne ;
2. tenter par tous les moyens légaux de faire rentrer toutes les classes de la société en possession de leurs droits politiques et sociaux égaux.

C'est le secrétaire W. Lovett qui rédigeait les statuts et les adresses internationaux de la LWMA. Celle-ci adressa notamment un manifeste à la classe ouvrière belge, mettant en avant les intérêts communs aux travailleurs de tous les pays. Le Manifeste de novembre 1836 concluait à un appel à la formation d'une "fédération avec les classes ouvrières de Hollande et de Rhénanie". Dès novembre 1836, la LWMA, qui revendique "l'honneur d'avoir la première introduit la coutume des messages internationaux entre ouvriers des différents pays", adresse un manifeste à la classe ouvrière belge, où il est dit notamment : "Notre émancipation dépend de la diffusion de ces vérités (sur la véritable situation de la classe ouvrière dans la société) parmi les ouvriers de tous les pays."

Deux événements majeurs vont accélérer le processus de formation de la Première Internationale :

— la guerre civile aux Etats-Unis, dite guerre de Sécession ;

— l'insurrection polonaise de 1863.

L'opinion radicale et la classe ouvrière anglaises soutiennent le Nord antiesclavagiste. Les trade-unionistes constituent même un comité de soutien. A Paris aussi, se constitue un comité analogue, à l'initiative de Tolain et de ceux qui constitueront le "Manifeste des 60" et la délégation ouvrière à l'Exposition internationale de Londres. Marx écrira : "De même que la guerre d'Indépendance américaine, au XVIII<sup>e</sup> siècle, a sonné la cloche d'alarme pour la classe moyenne en Europe, de même, la guerre civile américaine, au XIX<sup>e</sup> siècle, a sonné le tocsin pour la classe ouvrière européenne."

De même, l'insurrection polonaise contre le tsarisme russe provoque l'admiration des ouvriers européens.

**Gérard Bloch**

***Le Cahier  
du CERMTRI  
n° 107-108 :  
Karl Marx  
et la révolution  
de 1848***

**Les archives  
du CERMTRI :  
les congrès du PCI  
de 1944 à 1952**

N° 107-108  
Novembre 2002

ISSN 0292-4943

**LES CAHIERS  
DU C.E.R.M.T.R.I**

**1848**

**« Révolution et contre-révolution »**  
(chapitre 6 de la *Vie de Karl Marx* par F. MEHRING)

*Traduction et notes de Gérard Bloch*

Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

28, rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

**9 €**

## “1848 : révolution et contre-révolution en Allemagne”

**L**E n° 107-108 des *Cahiers du CERMTRI* est un numéro double, qui contient le texte intégral du sixième chapitre de la biographie de Marx par Franz Mehring. Ce chapitre porte sur l'un des moments cruciaux de la vie de Marx et du travail de Mehring, puisqu'il porte sur l'année 1848. Le tome I de la biographie de Mehring couvre la période qui va de la naissance de Marx à la publication du *Manifeste du Parti communiste*, à la fin de 1847 ; il a été publié il y a dix-huit ans, avec un riche appareil de commentaires et de notes, et une présentation détaillée de la vie de Mehring. Le chapitre “1848” est donc la suite de ce long travail. Il forme d'ailleurs un tout en lui-même ; il constitue une sorte de développement historique concret du cinquième chapitre sur le *Manifeste du Parti communiste*. Pour le lecteur, il forme, si l'on veut, le second volet du *Cahier du CERMTRI* n° 104, “1848”, essentiellement consacré à la révolution qui secoue la France au cours de cette même année mémorable.

Franz Mehring (1846-1919), d'abord démocrate et même un temps hostile aux socialistes, puis devenu socialiste en 1891 et militant très actif du Parti social-démocrate allemand, marxiste convaincu et adversaire déclaré du courant révisionniste de Bernstein — qui faisait du socialisme un processus très lointain, produit d'une addition de petites réformes —, appartient ensuite au groupe Spartacus, dirigé par Rosa Luxemburg et

Karl Liebknecht. En 1913, il commence la rédaction de la grande biographie de Karl Marx, dont le chapitre intitulé “*Révolution et contre-révolution en Allemagne*” est un morceau. En septembre 1914, au lendemain de la déclaration de guerre et du vote des crédits militaires le 4 août par le groupe parlementaire social-démocrate, il signe avec Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Clara Zetkin une déclaration contre l'union sacrée et le “social-patriotisme”, qui ne fut pas, bien sûr, publiée dans la presse allemande, mais fut reproduite dans la presse de quelques pays neutres.

Au printemps de 1915, Mehring lance avec Rosa Luxemburg la revue *Die Internationale*, immédiatement interdite par les autorités. En juin 1915, il rédige et signe avec Karl Liebknecht et un autre cadre social-démocrate (Herman Dunccker) une déclaration condamnant la politique chauvine de la direction du parti social-démocrate, qui est signée par un millier de permanents du parti et des syndicats.

Lors de son soixante-dixième anniversaire, le 27 février 1916, Rosa Luxemburg, qui venait tout juste d'être libérée de son premier emprisonnement et allait bientôt retourner en prison pour son combat inlassable contre la guerre, lui rend un hommage qui n'a rien de conventionnel ni de rituel :

« Vous avez enseigné aux ouvriers que le socialisme n'est pas une question alimentaire, mais un mouvement de civi-

*lisation, une grande et magnifique conception du monde. Et depuis plus d'une génération, c'est là votre travail : défendre cette conception du monde, monter la garde à votre créneau (...). Aujourd'hui, les intellectuels d'origine bourgeoise nous trahissent et nous abandonnent par paquets pour retourner aux mangeoires des hommes au pouvoir, nous pouvons les regarder avec un sourire de mépris et leur dire : "Allez donc ! Nous avons quand même pris à la bourgeoisie allemande le meilleur de ce qui lui restait en intelligence, talent et caractère : Franz Mehring". »*

Franz Mehring écrit de nombreux tracts illégaux. Après la fameuse manifestation du 1<sup>er</sup> mars 1916 sur la place de Potsdam, à Berlin, où Karl Liebknecht en uniforme prit la parole pour dénoncer la guerre, le gouvernement qui la conduisait et tous ceux qui la soutenaient, le gouvernement jeta en prison la quasi-totalité des dirigeants du groupe Spartacus, puis arrêta Mehring, que son état de santé lamentable conduisit à l'infirmerie de la prison. Le gouvernement le libéra pour Noël 1916. Il eut néanmoins encore assez de force pour se présenter comme candidat aux deux sièges laissés vacants par la condamnation de Karl Liebknecht à quatre ans et un mois de prison : il se présenta d'abord au Reichstag, où il fut battu, écrit Gérard Bloch, *"par une coalition de tous les autres partis, des sociaux-démocrates officiels aux conservateurs et aux antisémites"*. Mais, aux élections au Parlement provincial de Prusse, dans le quartier ouvrier de Berlin dont Liebknecht était le député, il écrasa ses adversaires coalisés en recueillant quatre fois plus de voix que l'ensemble des autres candidats !

Il prononce le 19 janvier 1918 à la Chambre des députés prussiens un discours contre la guerre. Il prend ensuite, dans une série d'articles, la défense de la révolution russe et achève la rédaction de sa biographie de Marx au début de 1918. Sa première édition est publiée à Leipzig au cours de cette année 1918, quelques mois avant sa mort.

L'aggravation de sa maladie l'empêcha de participer au congrès de fondation du Parti communiste allemand les derniers jours de décembre 1918. Il meurt le 29 janvier 1919, un mois jour pour jour après ce congrès et deux semaines après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht par la soldatesque aux ordres du gouvernement Ebert-Noske, dont la nouvelle lui a certainement porté le dernier coup fatal.

Lorsqu'en 1972, les éditions Maspéro ont envisagé de publier une édition française de cette grande biographie en confiant la traduction et l'établissement de l'appareil critique (notes et éclaircissements) au trotskyste Gérard Bloch, la direction des Editions sociales, avec l'appui des éditions de RDA qui possédaient les droits du Mehring jusqu'en 1978, fit alors tout son possible pour empêcher cette édition et retarda ainsi considérablement le travail du traducteur. Une fois les droits tombés dans le domaine public, Gérard Bloch entreprit de traduire l'ouvrage. La mort, en 1986, l'empêcha d'achever son énorme travail, qui consistait non seulement à traduire le plus exactement possible le texte de Mehring, mais à débusquer, à l'occasion, les nombreuses falsifications dont la pensée de Marx a été l'objet au cours des âges.

# LES ARCHIVES DU CERMTRI

## Les congrès du PCI de 1944 à 1952

Nous continuons dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Il s'agit, cette fois, des congrès qui suivent celui de fusion POI, CCI et Groupe Octobre, de novembre 1944, jusqu'à celui de juillet 1952, qui se caractérise par la scission dite "pabliste".

Rappelons que ce listing est indicatif et signale le type de documents sur lesquels chercheurs ou militants peuvent travailler.

**Le CERMTRI a publié plusieurs inventaires des documents du PCI concernant cette période de l'immédiat après-guerre, que vous pouvez vous procurer à l'adresse du CERMTRI :**

- N° 25 : *"Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV<sup>e</sup> Internationale – 1946"*.
- N° 26 : *"Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV<sup>e</sup> Internationale – 1947"*.
- N° 30 : *"Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV<sup>e</sup> Internationale – 1948"*.
- N° 39 : *"Inventaire des documents du PCI (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) 1949"*.
- N° 42 : *"Inventaire des documents du PCI (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) 1950-1951"*.

### I<sup>er</sup> Congrès : novembre 1944

**Congrès de fusion du POI (Parti ouvrier internationaliste), du CCI (Comité communiste internationaliste) et Groupe Octobre.**

**Textes préparatoires : bulletins intérieurs de mai 1944 à novembre 1944.**

- Rapport adopté par le BP. *"La situation actuelle et les tâches du parti"*.
- *"La révolution en Grèce"*.
- Stratégie et tactique dans la crise révolutionnaire (texte de la majorité).
- La France dans la révolution mondiale (texte de la minorité).

**Résolutions :**

- Rapport moral.
- Perspectives et tâches.
- Résolution sur l'abandon de "Front ouvrier".
- Résolution sur l'URSS.

## II<sup>e</sup> Congrès : janvier 1946

### Textes préparatoires :

- Les tâches du congrès de janvier (Francis - Filliatre).
- Thèses politiques d'organisation présentées par la minorité (Beaufrère, Demazière, Laval, Geoffroy, Severin, Soudran).

### Bulletin intérieur n° 21 :

- Résolution du CEE et du SE sur la section française.
- Thèses sur la nécessité de la construction du parti révolutionnaire en France.
- Résolutions politiques (texte majoritaire et texte minoritaire).

**Bulletin intérieur de février 1946** : résolutions adoptées et textes présentés au congrès.

## III<sup>e</sup> Congrès : septembre 1946

**Bulletins intérieurs préparatoires** (n°s 24 à 33) avec textes de discussion.

- Articles de discussion (Demazière, Francis, Gérard, Narval, Perrin, Guérin).
- Construire et renforcer le parti.
- Esquisse d'une thèse sur l'URSS.

### Textes pour le congrès :

Texte signé Marin, Tanguy, Privas, Frank, Raoul, Lambert.

Contre le danger poumiste et contre les impatiences gauchistes (Marcoux, Mestre, Renan).

Thèses de la minorité (Beaufrère, Craipeau, Demazière, Geoffroy, Monge, Schwartz).

Thèses Chaulieu-Montal.

L'URSS et le stalinisme (Laurent Schwartz).

L'URSS au lendemain de la guerre.

**Rapport moral et résolutions présentées au congrès** : résolution politique, résolution d'organisation.

Textes majoritaires et minoritaires.

Résolution sur les luttes revendicatives et l'action syndicale du PCI (Lambert).

## IV<sup>e</sup> Congrès : novembre 1947

**Bulletins préparatoires au congrès**, n°s 39 à 45 (d'avril à novembre 1947).

Textes des différents courants :

- Pour une politique nouvelle (Gallienne, Magneux, Pennetier, Chartier).
- La crise du capitalisme mondial et l'intervention du parti dans les luttes (Chaulieu, Marchesson, Montal, Robert).
- Résolution présentée par la majorité (Beaufrère, Bloch, Chauvin, Craipeau, Demazière, Filliatre, Magnin, Schwartz, Parisot).
- Texte de Craipeau sur l'activité du parti depuis le III<sup>e</sup> Congrès.
- Lettre de Daniel Guérin.
- Texte de la minorité (Dumas, Lambert, Marin, Frank).
- Lettre de Jacqueline Roussel au BP et réponse de Jean - René.
- Texte de Demazière.
- Texte de Thourel et Bourgeade.

**Bulletin intérieur n° 46** : rapport moral, résolution politique votée au congrès.

## V<sup>e</sup> Congrès : juillet 1948

**Textes préparatoires :** bulletins intérieurs, n° 48 au n° 57.

— Rapport Privas : “*Construire le parti ouvrier trotskyste. Réponse aux liquidateurs*”.

**Résolutions :**

— Résolution présentée par Bloch.

— Résolution politique (Gallienne, Magneux, Pennetier, Benjamin Perret).

— Résolution présentée par la majorité.

— Rapport politique (Chaulieu, Fabre, Marc, Marchesin).

— Résolution sur le RDR (Rassemblement démocratique révolutionnaire) présentée par Demazière.

— Résolution sur le MRJ (Mouvement révolutionnaire de la jeunesse).

**Rapport moral.**

— La vie du parti après le congrès.

— Congrès régional de la région parisienne.

## VI<sup>e</sup> Congrès : janvier 1950

**Discussion préparatoire :**

— Rapport politique.

— Situation économique.

— Construction du parti.

— Jeunesse.

— Rapport sur le glacié (M. Mestre).

— Travail syndical (Dumont).

**Ordre du jour du congrès :**

— Rapport de politique générale.

— Rapport moral et de construction du parti.

— Le parti révolutionnaire et la jeunesse.

— Le problème yougoslave.

**Résolutions :**

— *La Vérité*.

— Education et cadres.

— Travail colonial.

**Messages internationaux.**

**Statistiques** (âge et profession des délégués).

Publication des résolutions votées dans *La Vérité* de la deuxième quinzaine de janvier.

## VII<sup>e</sup> Congrès : juillet 1951

**Discussion préparatoire :**

— Rapport politique.

— Thèses sur les perspectives internationales. La révolution yougoslave et la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Bulletins de discussion :**

**ISSN 1287-25-98**  
**Commission paritaire n° 78 360**